

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES
THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

CONTRIBUTION A UNE THÉORIE SOCIOLOGIQUE DE L'ESCLAVAGE

Étude des Situations Génératrices de l'Esclavage
avec Appendice sur l'Esclavage de la Femme
et Bibliographie critique.

PAR

ALI ABD ELWAHED

Professeur au Caire

ÉDITIONS ALBERT MECHELINCK

10, Rue Victor-Cousin
PARIS

—
1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**CONTRIBUTION
A UNE THÉORIE SOCIOLOGIQUE
DE L'ESCLAVAGE**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES
THESE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

CONTRIBUTION A UNE THÉORIE SOCIOLOGIQUE DE L'ESCLAVAGE

Étude des Situations Génératrices de l'Esclavage
avec Appendice sur l'Esclavage de la Femme
et Bibliographie critique.

PAR

ALI ABD ELWAHED

Professeur au Caire

ÉDITIONS ALBERT MECHLINCK

10, Rue Victor-Cousin
PARIS

—
1931



INTRODUCTION

I

La vie de toute société humaine, si rudimentaire soit-elle, est régie par un groupe déterminé d'institutions dont l'étude constitue le domaine propre de la sociologie. Qu'elles soient d'ordre économique, domestique, politique, juridique, religieux, moral..., ces institutions ont ceci de commun qu'elles sont élaborées en dehors de la conscience de l'individu et qu'elles sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel elles s'imposent à lui¹. Extériorité par rapport aux consciences individuelles, action coercitive sur ces mêmes consciences, le fait social tient dans ces deux formules.

Or l'esclavage présente tous les caractères d'un fait social ainsi défini. Les différents droits et usages qui le constituent sont arrêtés et définis en dehors de l'individu, dans les mœurs, dans la religion et dans les codes. Les règles qui réduisent l'homme en esclavage, celles auxquelles l'esclave est soumis, celles enfin qui le rendent à la liberté; les institutions en vertu desquelles la société se divise en deux classes : l'une commandant en maître, et l'autre obéissant en esclave..., tout cela l'indi-

1. Ces deux traits fondamentaux ont été mis en relief par Durkheim dans ses *Règles de la Méthode sociologique*, page 5-19, Paris, 1919, Alcan.

vidu l'a trouvé tout fait en naissant; s'il existe avant lui, c'est qu'il existe en dehors de lui:

Non seulement ces divers systèmes sont extérieurs à l'individu, mais ils sont doués d'une puissance impérative en vertu de laquelle ils s'imposent à lui, qu'il le veuille ou non. Les diverses sanctions par lesquelles une société à esclaves met son régime à l'abri de toute atteinte nous font bien sentir cette pression que les institutions esclavagistes exercent sur l'individu consciemment ou à son insu.

II

L'esclavage est donc un fait social et mérite une recherche sociologique au même titre que les autres faits sociaux.

Or, à ce desideratum il n'a jamais été donné satisfaction. Toutes les études qui ont été faites sur l'esclavage se ramènent, en dernière analyse, à deux types fondamentaux, savoir : les études historiques et les études juridiques. Les historiens se contentent de décrire les faits, de relater les événements, de faire revivre, tel quel, le passé de l'esclavage. Ils s'estiment quittes de leur tâche lorsque — après avoir rassemblé et classé les documents, contrôlé et interprété les textes... — ils réussissent à présenter une image nette de ce qui se passait dans les sociétés à esclaves. Les juristes s'attachent, au contraire, à ce que nous pouvons appeler les « codes » de l'esclavage. La situation juridique de l'esclave, les lois ayant rapport à l'esclavage, une fois exposées et commentées si besoin est, la mission des juristes est épuisée. Bref, les vues de l'homme de droit s'arrêtent aux *idées* cristallisées dans les codes, celles de l'historien ne dépassent pas les *faits* bruts tels qu'ils se sont produits à l'intérieur de la société.

Si les uns ou les autres franchissent leur propre domaine, c'est uniquement pour empiéter sur celui des *sciences normatives* : ils apprécient les faits ou les lois, fondent des jugements de valeur, s'occupent, en somme, de ce qui doit ou devait être, et jouent ainsi les moralistes.

Tout en reconnaissant la valeur de ces travaux essentiellement descriptifs, nous tenons à remarquer qu'ils ne sauraient nullement être qualifiés de sociologiques. La tâche du sociologue n'est pas seulement de *décrire* les faits, mais surtout de les *expliquer, de découvrir les lois sur lesquelles repose leur mécanisme*.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, c'est dans cet esprit — et non point en historien, ni en juriste — que nous nous proposons d'étudier les situations génératrices de l'esclavage.

Dans les sociétés esclavagistes, la *liberté civile* est la *condition normale* de l'homme; l'*esclavage*, au contraire, un *état anormal*; la *liberté*, la *règle*; l'*esclavage*, l'*exception*. Comme toute condition exceptionnelle, l'esclavage ne s'impose à l'homme que par suite de certaines circonstances déterminées dans lesquelles il se trouve engagé (être prisonnier de guerre, être inculpé d'un délit puni d'esclavage, être né de parents esclaves, etc., etc.). *Ce sont ces circonstances que nous appelons « Situations Génératrices de l'Esclavage » et sur lesquelles portent uniquement nos recherches*¹. Décrire ces situations, puis tenter de dégager

1. Ce que nous appelons « *situations génératrices de l'esclavage* » est nommé par quelques auteurs « *sources de l'esclavage* » et par certains autres « *causes de l'esclavage* ». Nous n'avons pu employer ni l'une ni l'autre de ces deux dernières expressions, car elles prêtent souvent à confusion et ne traduisent pas, d'une façon précise, l'objet de notre travail.

*leur trait commun et de les rattacher ainsi à une loi générale, voilà le seul objet de notre travail*¹.

1. Pour préciser la place qu'occupe notre sujet par rapport aux autres questions relatives à l'esclavage, et afin de donner une idée de l'ampleur du problème, nous indiquons sommairement les principales questions que l'esclavage soulève, et dont chacune peut être l'objet d'un travail à part.

L'esclavage peut être envisagé d'un point de vue *concret*, c'est-à-dire *considéré dans le sujet qui le subit*; mais il peut être aussi envisagé d'un point de vue *abstrait*, c'est-à-dire, *considéré en lui-même*.

Du premier point de vue, l'esclavage pose une foule de questions qui peuvent se ramener à ces quatre points principaux :

a) *Comment devenait-on esclave?* Quelles sont les circonstances qui engendraient l'esclavage, et à quelles lois obéissaient-elles dans leur action asservissante? — *Et c'est uniquement cette question — répétons-le — que nous nous proposons de résoudre dans notre ouvrage;*

b) *A quel régime était soumis l'esclave?* Condition de l'esclave : position juridique et sociale de l'esclave; ses droits et ses devoirs envers le maître, la famille et la société; droits du maître sur lui; sa personnalité civile; loi sociologique à laquelle se rattachent les divers aspects de la condition de l'esclave, etc., etc...;

c) *Comment, d'esclave, devenait-on libre?* Affranchissement : causes et formes de l'affranchissement; auto-affranchissement et émancipation produite par l'intervention volontaire du maître; loi sociologique qui préside au fonctionnement des institutions émancipatrices, etc., etc...;

d) *A quel régime était soumis l'affranchi?* Condition de l'affranchi : position juridique et sociale de l'affranchi par rapport aux esclaves et aux hommes absolument libres; ses droits et ses devoirs envers son ancien maître, la famille et la société; patronage accordé à l'ancien maître sur lui; loi sociologique à laquelle se rattachent les divers aspects de la condition de l'affranchi, etc., etc...

Envisagé d'un point de vue *abstrait*, *considéré en lui-même et non dans le sujet qui le subit*, l'esclavage pose quatre autres questions, correspondant respectivement aux quatre précédentes :

a) *Les causes de l'esclavage*, c'est-à-dire, les conditions politiques, ethniques, économiques, morphologiques, etc., nécessaires ou favorables à l'éclosion de l'esclavage dans une société. Cette étude consiste, en somme, à expliquer pourquoi l'esclavage n'est apparu qu'à certaines époques et dans certains groupes de sociétés, et conduit à examiner les formes embryonnaires d'asservissement qui précédèrent l'esclavage proprement dit;

b) *Les effets de l'esclavage*, c'est-à-dire, les influences que le régime esclavagiste exerçait sur les institutions sociales : sur les institutions politiques, domestiques, juridiques, morales et surtout industrielles;

III

Non seulement notre travail ne porte que sur une seule question qu'entre plusieurs autres, pose le problème de l'esclavage, mais encore cette question n'est étudiée que dans un groupe limité de sociétés. Nous avons limité notre champ d'observation. Nous n'y avons compris qu'un nombre déterminé de sociétés dont nous avons pu, dans des documents sûrs, étudier en détail les institutions qui nous occupent. Seulement comme ces sociétés sont extrêmement hétérogènes, comme elles appartiennent à des époques et à des milieux différents, et comme leurs institutions devaient exister chez un grand nombre d'autres sociétés soumises aux mêmes conditions sociales, elles peuvent être considérées, dans une large mesure, comme les types de toutes les sociétés à esclaves dans les trois périodes de l'histoire : l'Antiquité, le Moyen-Age et les Temps Modernes.

L'Antiquité fut la période la plus propice à l'épanouissement de l'esclavage. Grandes ou petites, presque toutes

c) *L'abolition de l'esclavage*, c'est-à-dire les facteurs d'ordre psychologiques, religieux, politiques, économiques, etc., qui ont déterminé la suppression de l'esclavage, d'abord dans l'Occident à la fin de l'Antiquité, et ensuite dans presque tout le monde civilisé au xix^e siècle de l'ère chrétienne. — Quelles sont les causes communes à ces deux abolitions et quelles sont les causes particulières à chacune d'elles? etc., etc...

d) *Les effets de l'abolition de l'esclavage*. Quelles sont les conséquences que la suppression de l'esclavage entraîna directement ou indirectement dans le monde occidental du Moyen-Age et dans les sociétés des Temps Contemporains? S'agit-il seulement d'effets d'ordre industriel ou plutôt d'effets affectant plusieurs branches de la vie sociale? etc., etc...

On le voit, indépendamment de notre sujet, il reste, au moins, sept grandes questions à résoudre pour que tout le problème de l'esclavage soit éclairci.

les sociétés de l'Antiquité ne croyaient pas pouvoir s'en passer : seule forme d'organisation économique, et facteur essentiel de la production, l'esclavage fut commun, sinon à toutes, du moins à la majeure partie des races de la première période de l'histoire ¹.

Nous avons porté notre attention plus particulièrement sur ces trois grandes sociétés, dont les régimes esclavagistes furent prépondérants dans le monde antique : les *Hébreux*, représentant les plus illustres des races sémites de l'Antiquité, les *Grecs*, représentant les sociétés antiques du Proche-Orient, et enfin les *Romains* dont les institutions étaient en vigueur dans presque tout l'Occident antique.

En passant de l'Antiquité au Moyen-Age, les sociétés *occidentales* — influencées par le régime du *colonat* qui l'emportait sur tous les autres régimes productifs aux derniers temps de l'Empire, et par la forme de servitude, de bonne heure, en vigueur chez les barbares germaniques — commencèrent à se débarrasser de l'esclavage en y substituant la *servitude de la glèbe*.

A dire vrai, le Moyen-Age ne marque nettement ni le commencement du servage, ni la fin de l'esclavage dans les sociétés occidentales.

Contrairement à ce que laisseraient supposer les divisions classiques et simplistes, le servage n'est point une institution absolument inconnue avant le Moyen-Age et qui se serait produite à la suite de je ne sais quel coup de théâtre le lendemain de la chute de l'Empire d'Occident. Les formes élémentaires du servage furent préparées par une longue incubation au sein de l'Empire romain lui-même; et la servitude de la glèbe des temps féodaux n'est que la continuation et l'amplification du *colonat* romain.

1. Cf. Auguste Comte, *Cours de philosophie positive*, T. V, p. 248.

De même il est faux que le Moyen-Age marque la dernière retraite de l'esclavage dans l'Occident. Esclavage et servage se trouvent, en effet, côte à côte dans les sociétés occidentales durant la majeure partie du Moyen-Age.

Remarquons toutefois que les quelques formes d'esclavage qui, en Occident, ont survécu à la chute de l'Empire, ont emprunté au servage plusieurs éléments, si bien que, perverties, dénaturées, falsifiées, elles se confondaient souvent avec lui. Sous cette réserve, on peut dire que le Moyen-Age marque le déclin de l'esclavage proprement dit en Occident.

Eclipsé, pour ainsi dire, en Occident, l'esclavage persiste dans les diverses sociétés orientales, et surtout dans la centaine d'Etats musulmans qui se sont formés pendant le Moyen-Age. C'est précisément le régime esclavagiste dans la *civilisation musulmane* que nous avons pris comme principal type d'esclavage dans la période qui s'est écoulée de la chute de l'Empire d'Occident jusqu'aux Temps-Modernes.

A l'aube des Temps-Modernes, ce fut, on le sait, la découverte de l'Amérique qui coïncida avec l'éveil des tendances esclavagistes chez les occidentaux. Transportés en Amérique nouvellement découverte, les européens inaugurèrent ce fameux régime d'esclavage qui, du xvi^e jusqu'à la fin du xix^e siècle, domine toute l'histoire du Nouveau Monde. C'est surtout à ce régime que nous nous sommes reporté en ce qui concerne les Temps-Modernes.

Ce n'est pas à dire toutefois que l'Amérique est le seul théâtre où se soit pratiqué l'esclavage dans cette période. Bien au contraire, l'esclavage aux premiers siècles des Temps-Modernes donne à l'hypothèse de Vico une admirable confirmation. Par une sorte de *ricorso*, de retour des

civilisations à leur point de départ, l'esclavage se présente alors comme une véritable récapitulation de l'esclavage antique. Comme dans l'Antiquité, l'esclavage aux premiers siècles des Temps-Modernes se répand sur tous les points du globe.

Nous avons dû pourtant nous borner aux colonies européennes d'Amérique, non seulement parce que l'étude d'autres régimes nous eût entraîné trop loin, mais surtout parce que les institutions coloniales concernant les situations génératrices de l'esclavage représentent le modèle par excellence sur lequel se calquèrent la plupart des régimes esclavagistes d'alors. Les quelques régimes qui échappent à cette contagion gardent à peu près intactes leurs institutions de la fin du Moyen-Age; et, partant, les étudier ne serait que répéter *mutatis mutandis* notre étude de cette période.

Nous avons dû même nous borner à l'esclavage aux *Antilles françaises*, car, à peu de chose près, tous les régimes pratiqués dans les diverses colonies d'Amérique furent semblables.

L'esclavage chez les Hébreux, les Grecs et les Romains comme image de cette institution dans l'Antiquité; l'esclavage dans la civilisation musulmane représentant ce régime au Moyen-Age; l'esclavage aux Antilles françaises comme principal type de l'esclavage moderne, — tels sont les cinq régimes génériques sur lesquels portent plus particulièrement nos investigations sociologiques.

IV

Il va de soi que ces cinq régimes n'ont pas le même aspect à toutes les époques de leur histoire ni dans tous les milieux.

Ainsi pour l'esclavage chez les *Hébreux*, il ne s'agit pas d'un seul régime immuable. Nous constatons plutôt une éclosion de formes se complétant, se modifiant, s'annulant même souvent les unes les autres, et exprimant ainsi l'évolution morale, juridique et sociale de ce peuple.

Nous distinguerons les diverses étapes de cette évolution; et, dans notre ouvrage, il sera question de quatre régimes différents : celui qui fut vraisemblablement en vigueur au début de la vie historique des hébreux (à peu de chose près du ix^e au vii^e siècle av. J.-C.), et dont les lois et les faits sont, en partie, inscrits dans le *Livre de l'Alliance*; — celui dont l'image est offerte par le *Deutéronome* et qui fut probablement en vigueur dans les derniers siècles qui précèdent l'exil; — le régime pratiqué après l'exil, et décrit, en partie, par le *Code Sacerdotal*; — et enfin cette dernière forme d'esclavage qui, imprégnée d'institutions romaines, fut pratiquée, croit-on, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne et que fait connaître le *Talmud*¹.

A Rome, non plus, le régime ne reste pas stationnaire durant les douze siècles de son histoire. — Adoptant la division de Wallon², nous avons dû distinguer entre quatre régimes principaux : la période primitive dont la deuxième guerre punique marque la fin (ii^e siècle av. J.-C.), et pendant laquelle l'esclavage existe avec le vieil esprit romain pur encore; l'âge de la grandeur romaine qui a duré trois ou quatre siècles depuis la fin de la deuxième guerre punique jusqu'aux temps des Antonins (ii^e siècle av. J.-C.

1. Dans son étude sur *L'Esclavage chez les Hébreux* (Paris, 1892), André Tony consacre à cette question tout un chapitre dans lequel il résume les opinions des orientalistes modernes. (André Tony, pp. 7-12).

2. Wallon, *Histoire de l'Esclavage dans l'Antiquité*, 2^e édition, 1879, Paris, Hachette et Cie, T. II, p. 3, 4 sq, et T. III., p. 47, 48.

— II^e siècle de l'ère chrétienne), au cours duquel l'esclavage se développe et s'organise sous l'influence des idées et des besoins que la Grèce soumise a su communiquer aux romains; — la phase dont la fin coïncide avec l'adoption du christianisme comme religion officielle de l'Empire et dans laquelle l'esclavage s'approche de sa décadence (II^e siècle-IV^e siècle); — enfin la période chrétienne qui porte le coup de grâce à l'esclavage en Occident et qui se termine par la chute de l'Empire lui-même (IV^e siècle) ¹.

En Grèce, par contre, ce sont moins des variations dans le temps qu'en fonction des milieux sociaux que l'on peut constater.

En effet, abstraction faite des Temps Héroïques — que nous connaissons fort mal ² — les institutions fondamentales de l'esclavage ne furent l'objet d'aucun changement remarquable durant la courte vie historique de la Grèce classique (VI^e au II^e siècle av. J.-C.).

Peu influencé par le temps, l'esclavage en Grèce ne put échapper, par contre, à l'influence de l'espace. L'empreinte des milieux fut même beaucoup plus profonde que l'influence du temps sur l'esclavage des Hébreux et des Romains. Chez ces derniers il s'agit, en effet, de simples nuances; chez les Grecs il s'agit plutôt de formes vraiment hétérogènes et irréductibles. Comme toute institution de la Grèce antique, ces formes peuvent se ramener, en der-

1. Il va de soi que toutes les dates que nous donnons ici marquent moins des limites précises que des frontières, en grande partie, conventionnelles. A vrai dire, l'évolution d'une institution sociale ne se prête nullement à ce genre de divisions chronologiques à contours strictement limités.

2. A l'aide de quelques conjectures tirées d'Hésiode et d'Homère, on a une image imparfaite et douteuse d'un régime tout à fait différent de ce que nous savons, d'une façon positive, de l'esclavage en Grèce historique. A une ou deux exceptions près, nous n'y ferons pas allusion au cours de notre ouvrage.

nière analyse, à deux régimes foncièrement différents : le régime athénien et le régime spartiate.

Seulement, comme ce dernier régime a moins les caractères de l'esclavage proprement dit que les traits du servage, à une ou deux exceptions près, nous n'avons cité que des faits appartenant à l'esclavage athénien, seul réellement pur.

L'esclavage musulman ne se laisse pas, non plus, réduire à une forme immuable pendant les dix siècles du Moyen-Age, et identique à elle-même dans la centaine d'Etats qui se sont formés durant cette longue période. Loin d'être stationnaire comme d'aucuns semblent le croire¹, elle est, de toutes les formes de servitude, celle qui fut justement la plus influencée par le temps et par les milieux sociaux.

Tenant compte de cette double influence nous avons choisi, comme représentants des sociétés esclavagistes du Moyen-Age, cinq groupes de sociétés musulmanes appartenant à des périodes et à des milieux différents et ayant chacun sa propre civilisation : les sociétés musulmanes du temps du prophète et des quatre premiers califes (1-40 de l'Hégire, 623-660 de l'ère chrétienne); — les sociétés musulmanes sous la dynastie des Omeiyades en Orient (41-132 de l'Hégire, 661-750 de l'ère chrétienne); — les sociétés musulmanes sous la dynastie des Omeiyades en Espagne (138-122 de l'Hégire, 756-1031 de l'ère chrétienne); — les sociétés musulmanes sous la dynastie des Abbassides (132-656 de l'Hégire, 750-1258 de l'ère chrétienne); — et enfin les groupes des sociétés mahométanes de l'Afrique du Nord sous la dynastie des Fatimites (358-567 de l'Hégire, 969-1171 de l'ère chrétienne).

¹. Voyez par exemple Montesquieu, *De l'Esprit des Loix*, T. I, Liv. XIV, Ch. IV.

Quant à l'esclavage aux Antilles françaises, nous aurons souvent à distinguer trois régimes assez différents, sinon en ce qui concerne les *faits*, du moins quant à l'évolution des *idées* philosophiques et juridiques à l'égard de cette institution : le régime dans son état primitif, avant la promulgation du Code Noir (1626-1685) ; — le régime du XVIII^e siècle dont le Code Noir et ses annexes traduisent les institutions juridiques et, en partie, les faits ; — et enfin le régime de la première moitié du XIX^e siècle où l'esclavage atteignit son apogée pour décliner définitivement ¹.

Ainsi, quoique notre champ d'observation ne dépasse guère les cinq groupes de sociétés que nous avons indiqués, c'est dix-sept ou dix-huit régimes différents que nous avons été amené à étudier ².

1. L'esclavage moderne a été aboli en 1833 dans l'Inde anglaise ; en 1848 dans les colonies françaises (voir le décret du Gouvernement Provisoire du 27 avril 1848 : Wallon : *Histoire de l'Esclavage dans l'Antiquité*, Intr. pp. CLXV et suiv.) ; aux Etats-Unis en 1865 ; au Brésil en 1888.

De nos jours l'esclavage est encore en vigueur chez les nègres africains, en Ethiopie, en Asie et particulièrement en Arabie (voir les travaux de la Commission temporaire de l'Esclavage à la Société des Nations, notamment le « Rapport du Gouvernement éthiopien sur la question de l'esclavage » : Genève, 14 mai 1924, et les « Lettres du Gouvernement du Soudan relatives à l'esclavage » : Genève, 14 septembre 1925. Voir également dans *Le Matin* du 26 mai 1930 et dans les numéros suivants une enquête fort intéressante sur l'esclavage en Ethiopie et en Arabie dirigée sur place par une mission présidée par M. Joseph Kessel). Dans l'Amérique du Sud il existe également en quelques endroits.

Quelque intérêt que dût offrir l'étude de ces débris contemporains, nous avons dû nous en abstenir ; cette étude nous eût entraîné trop loin ; et d'ailleurs les documents que nous en avons sont indubitablement insuffisants.

2. Outre ces régimes, nous avons été conduit, dans l'examen du recrutement des esclaves aux Temps Modernes, à étudier les situations génératrices de l'esclavage chez les races nègres de l'Afrique aux dépens desquelles se recrutaient la plupart des esclaves des Antilles françaises et de presque toutes les sociétés esclavagistes de cette période.

V

Afin de reconstruire aussi complètement que possible les institutions concernant les situations génératrices de l'esclavage sous tous ces régimes, nous avons emprunté nos matériaux à toutes les sources qui reflètent la conscience collective, et dans lesquelles se précisent et s'objectivent les orientations sociales.

Les institutions relatives à notre sujet résidant, en partie, dans l'ensemble des lois juridiques, c'est aux « codes » qu'en premier lieu, nous nous sommes référés.

Et comme la « religion » traduit ce qu'il y a de plus intime et de plus profond dans les sentiments sociaux, c'est aux croyances religieuses que nous avons en second lieu recours.

Nous invoquons en troisième lieu les « idées » sur l'esclavage, idées qui, ne pouvant s'introduire ni dans les codes ni dans les religions, se propagent dans l'opinion publique, et reparaissent, avec plus ou moins de « sublimation », — selon l'expression de Freud — dans les systèmes des philosophes, sous la plume des écrivains, des poètes, des utopistes, dans les dictons, dans les romans et dans les fables. Les faits que ces idées expriment dérivent de cet ensemble de tendances collectives qui font le caractère d'une époque. Et, partant, une étude sociologique ne saurait les négliger.

Enfin c'est surtout à l'« histoire » que nous avons emprunté la plupart des faits, et c'est à son contrôle que nous avons soumis tout ce que nous avons emprunté aux autres sources. Car la réalité de l'esclavage n'est pas toute entière

dans les *idées* organisées ou diffuses que contiennent les *codes*, les *religions* et la *littérature* ; c'est surtout un ensemble de pratiques, de *faits* où ces idées se trouvent quelquefois appliquées, quelquefois modifiées, voire même violées. Bien que les *idées* soient, le plus souvent, le duplicatum des usages en vigueur, elles peuvent quelquefois n'exprimer qu'une simple tendance sociale jusqu'alors irréalisée, un pur souhait dont se rit la pratique. Les idées s'appuient souvent sur les mœurs ; quelquefois elles restent en arrière sous la pression d'une tendance rétrograde ; parfois elles les devancent sous l'inspiration d'une pensée plus parfaite : et l'histoire donne souvent les plus cruels démentis aux codes, à la philosophie, et même à la religion. En s'attachant exclusivement aux codes, aux prescriptions religieuses et aux systèmes philosophiques, on risque donc de confondre le vrai et le voulu, de prendre l'idéal pour la réalité, et la science pour la pratique. Aux données du droit, de la religion et de la littérature, il faut donc joindre l'histoire.

Institutions juridiques, institutions religieuses, œuvres littéraires, et documents historiques, tels sont les quatre guides principaux de nos recherches.

VI

Aussi avons-nous dû utiliser non seulement les divers ouvrages composés sur l'esclavage, mais encore un grand nombre de traités ayant rapport aux institutions juridiques, aux systèmes de croyances religieuses, à la littérature et à l'histoire des peuples en question.

En ce qui concerne l'Antiquité et les Temps Modernes, nous nous sommes servi d'une très riche bibliographie

française dont nous n'avons mentionné dans les notes et à la fin de la thèse que les ouvrages les plus importants.

Pour les sociétés musulmanes du Moyen-Age, nous avons utilisé une abondante collection d'ouvrages juridiques, historiques, littéraires et théologiques écrits en langue arabe, et dont nous avons cité également dans les notes et dans la bibliographie les plus intéressants.

Etant donné que l'esclavage dans la civilisation musulmane n'a jamais été sérieusement étudié¹, et qu'une étude comme la nôtre ne saurait sans encombre négliger une période aussi importante, nous avons cru utile de porter notre attention plus spécialement sur l'esclavage dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age.

Aussi bien avons-nous essayé de combler les lacunes scientifiques des travaux de nos devanciers. — Et bien que, parmi les multiples questions que pose le problème

1. Quelques conférences et quelques petits mémoires ont été faits à la fin du siècle dernier sur l'esclavage au point de vue musulman (voir notamment Chafik Bey Ahmed : « *L'Esclavage au point de vue musulman* » — Le Caire, 1891 — Communication faite à la Société Khédiviale de Géographie dans ses séances du 28 novembre et 12 décembre 1890 et 30 juin 1891. Voir également : Cardinal Lavigerie : *L'Esclavage africain*, discours prononcé dans l'église de Saint-Sulpice, Paris, 1888; — *L'Esclavage africain*, discours prononcé au meeting tenu à Londres le 31 juillet 1888, Paris, 1888; — *L'Esclavage africain*, conférence sur l'esclavage dans le Haut-Congo faite à Sainte-Gudule de Bruxelles, 1888; — *Lettres sur l'esclavage africain à MM. les directeurs de l'œuvre de la propagation de la foi*, Lyon, 1888; — dans tous ces discours, le Cardinal Lavigerie aborde la question de l'esclavage dans l'Islam. Voir également Capitaine Binger : *Esclavage : islamisme et christianisme*, Paris, 1891). Ces discours et ces mémoires sont moins des études proprement dites que des polémiques dans lesquelles les passions et l'esprit de parti ont faussé considérablement les faits. C'est pourquoi nous n'y avons attaché aucun prix.

Enfin dans son livre : *L'Evolution de l'esclavage chez les diverses races humaines*, Letourneau a consacré un petit chapitre à l'esclavage dans l'Islam dont presque tous les passages sont sujets à caution, et contre lequel nous mettons nos lecteurs en garde.

de l'esclavage, nous n'en traitons qu'une seule, et que, sur cette seule question, nous ne prétendions même pas avoir apporté la solution définitive, notre ambition serait satisfaite si nous avons tracé les grandes lignes qu'il convient de suivre pour compléter notre essai.

*
**

Dans une première partie nous *décrivons* les principales situations qui engendraient l'esclavage dans les sociétés que nous avons prises pour exemples et nous tâcherons de *confronter* leurs institutions.

Dans la deuxième partie, après avoir *discuté* quelques doctrines traduisant les diverses opinions des sociétés elles-mêmes sur le principe élémentaire de l'asservissement et en avoir marqué l'insuffisance, nous chercherons, en analysant les situations décrites dans la première partie, à *pénétrer leur trait commun et à découvrir ainsi le vrai principe élémentaire, la vraie loi à laquelle se rattachent toutes les situations génératrices de l'esclavage.*

Enfin, dans la conclusion, nous nous demanderons si notre étude permet d'attribuer une *fonction sociale* à l'esclavage.

PREMIÈRE PARTIE

Description des Situations Génératrices de l'Esclavage

Les situations qui engendraient l'esclavage peuvent ramener, en dernière analyse, à deux types principaux : situations en vertu desquelles on *naissait* esclave, et situations par suite desquelles on le *devenait*.

Ainsi cette partie descriptive se divise en deux chapitres : l'un est consacré aux situations génératrices de l'*esclavage de naissance*, l'autre aux circonstances dans lesquelles s'imposait l'*esclavage postérieur à la naissance*.

CHAPITRE PREMIER

SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE DE NAISSANCE¹

L'esclavage de naissance ne s'impose qu'aux personnes liées par la parenté avec des esclaves. Unanimes sur ce principe, les sociétés esclavagistes divergent quant à la détermination de la parenté d'où résulte cet esclavage.

I

Les anciens hébreux voyaient dans le fait d'avoir une mère esclave l'unique situation génératrice de l'esclavage de naissance. Les esclaves « *par naissance* » qu'au rapport

1. Le fait même que l'homme peut naître esclave est un postulat admis par toutes les sociétés esclavagistes.

Dans son livre : *La Sociologie d'après l'Ethnographie*, p. 478 (cf. également son *Evolution de l'esclavage*, p. 158), Letourneau cite cependant un passage de Prescott : *Conquest of Mexico*, où il est dit : « les enfants des esclaves étaient libres : on ne naissait point esclave au Mexique ». — Le même fait est rapporté par Bancroft : *Native races of the Pacific States*, II, 221 — cf. Westermarck : *Origine et développement des Idées Morales*. Tr. fr. de Godet, I, 677.

Si ce fait était authentique, les anciens Mexicains seraient, sans doute, les seuls chez qui l'esclavage de naissance n'existait pas.

de la Genèse ¹, possédait le patriarche Abraham, et qui composaient, avec les esclaves achetés et les troupeaux, l'héritage transmis à Isaac, devaient leur condition au seul fait qu'ils étaient nés des femmes esclaves dans la maison d'Abraham.

A cet égard, la législation hébraïque ne fit que consacrer la coutume des patriarches et codifier leurs mœurs. Les institutions juridico-religieuses du Pentateuque établissent que l'homme *naît* dans la condition où se trouve sa mère, abstraction faite de celle du père, et de la qualité juridique de l'union dont il est issu ².

C'est d'après ce principe qu'on déterminait la condition de l'enfant dont les parents appartenaient à deux espèces différentes d'esclavage. Ainsi le *Livre de l'Alliance* ³ considère comme esclaves à perpétuité les enfants provenant de l'union d'un esclave hébreu dont la durée de servitude

1. Genèse XIV, 14; XXV, 5; XXVI, 14.

2. Des différentes espèces d'union, seul le mariage contracté entre deux personnes de condition libre fut sanctionné par la loi hébraïque.

Le mariage proprement dit n'existait pas pour les esclaves entre eux; il n'y avait que des unions fortuites et passagères, une sorte de *cohabitation* qui — bien que tolérée par la loi, sous certaines réserves — n'avait ni la garantie ni les effets légaux du mariage légitime. Dans la pratique c'était presque toujours une sorte d'accouplement que les maîtres — tout en se réservant le droit de le briser à leur gré — provoquaient entre leurs esclaves en vue d'en accroître le nombre.

Un homme libre ne pouvait pas non plus contracter de mariage légitime avec une esclave autre que la sienne, et, même, son union avec la sienne — quoique autorisée par la loi — avait plutôt les caractères du concubinage.

Enfin l'union d'une femme libre avec un esclave était absolument interdite par la loi et repoussée par les mœurs. — Voir pour les détails Zadoc Kahn, *L'Escl. selon la Bible et le Talmud*, 40-42, 71-76 et André (T.), 51-60, 169-172.

Toutes ces considérations n'avaient cependant aucune influence sur la condition de l'enfant. Que l'union dont il était issu fût licite ou non, c'était toujours d'après la condition de la mère qu'on déterminait la sienne.

3. Exode XXI, 4.

est limitée ¹ avec une esclave étrangère dont l'esclavage est perpétuel ².

C'est d'après le même principe qu'on déterminait la condition de l'enfant dont l'un des parents était libre, et l'autre esclave. Issu d'une mère libre et d'un père esclave l'enfant était libre ³; dans le cas contraire, il naissait esclave. Si le maître lui-même épousait une de ses esclaves sans l'avoir affranchie, ses enfants naissaient esclaves ⁴.

L'histoire légendaire rapporte cependant que chez les patriarches, les enfants que les maîtres avaient de leurs esclaves, étaient regardés, dans certains cas, comme libres, nonobstant la condition de leur mère. En effet, conformément à une coutume fort répandue chez les patriarches, la femme légitime pouvait céder à son esclave son droit d'épouse, pour acquérir d'elle la qualité de mère ⁵. Ainsi

1. Le Livre de l'Alliance (Ex. XXI, 2) limite à six ans la durée de l'esclavage d'un hébreu. Le Deutéronome (XV, 12) n'a pas modifié cet article. Mais le Code Sacerdotal — dont la composition fut vraisemblablement postérieure à la rédaction des deux livres précédents — stipule que l'hébreu demeure esclave « jusqu'à l'année du Jubilé » (Lévit. XXV, 40), laquelle année revenait tous les cinquante ans. D'après cette loi, la durée de l'esclavage d'un hébreu varie suivant l'époque qui s'écoule entre le moment de l'asservissement et l'arrivée de l'année du Jubilé. — Voyez certains détails intéressants dans : Zadoc Kahn 26-33 et André (Tony), 61-73, 100-103.

2. En effet, quand il pesait sur le non israélite, l'esclavage demeurait perpétuel. « Vous les laisserez », dit le Lévitique (XXV, 45, 46) en parlant des esclaves étrangers, « vous les laisserez en héritage à vos enfants après vous comme une propriété; vous les garderez comme esclaves à perpétuité ». — Voir pour le détail : André Tony, 123, 180-183; Zadoc Kahn, 50, 116-132; Wallon I, 9.

3. Kiddousch 76a : cf. André Tony 171.

4. Cf. André (T.) 170 et Zadoc Kahn 73.

5. La même coutume existe dans d'autres sociétés esclavagistes. Cf. notamment : Montesquieu, de l'*Esprit des Lois*, T. II, Livr. 23, chap. V : « Il y a des pays où une femme légitime jouit dans la maison, à peu près, des honneurs qu'a dans nos climats une femme unique : là les enfants des concubines sont censés appartenir à la première femme. Cela est ainsi établi en Chine. Le respect filial, la cérémonie d'un deuil

c'est pour Sarah que l'esclave Agar conçut d'Abraham et enfanta Ismaël; c'est pour Rachel que Bilha donna, à Jacob, Dan et Nephthali, avant que Rachel enfantât Joseph et Benjamin; et quand Léa n'espérait plus d'enfants, elle s'enorgueillit encore de compter parmi les siens les deux fils (Gad et Aser) qu'elle eût de Jacob par Zilpa son esclave. Or, pour avoir donné un héritier à son maître, la véritable mère n'en était pas moins esclave. Mais ses enfants étaient libres, et ne différaient guère des enfants que le maître avait de son épouse légitime¹.

De ce fait, certains auteurs concluent à une différence foncière entre les mœurs des premiers juifs et les lois du Pentateuque traduisant la pratique des époques postérieures. Il s'agit, nous dit-on, de deux pratiques différentes : celle des patriarches exemptant de l'esclavage de naissance l'enfant qui provenait de l'union de la femme esclave avec son propre maître; et celle des périodes postérieures qui imposait, sans restriction, aux enfants, la condition de leur mère.

Rien ne justifie, cependant, une telle supposition. La coutume des patriarches qu'on invoque ne prouve nullement que les pères du peuple juif exemptaient de l'esclavage de naissance *tout* enfant né de l'union du maître avec son esclave. Nous venons de voir qu'ils ne considéraient un tel enfant comme libre de naissance que dans le cas où il était conçu conformément aux stipulations d'une sorte de contrat passé entre la maîtresse et l'esclave, et en vertu duquel la maîtresse cédait à l'esclave son droit d'épouse, et l'esclave cédait à la maîtresse son droit de mère sur le

rigoureux, ne sont point dûs à la mère naturelle, mais à cette mère que donne la loi ».

1. Wallon I, 4, 5 et André Tony 170, 171; Genèse tout le chap. XVI, et XXX, 1-14.

fruit qui proviendrait de son union avec le maître. Selon cette dernière clause, l'esclave était, aux yeux de la loi, un néant pour l'enfant; tout au plus était-elle un simple instrument pour sa production, une mère biologique. Sa vraie mère, sa mère *sociale*, était la maîtresse elle-même; partant, il s'agissait d'un enfant dont la mère était libre. En considérant un tel enfant comme libre de naissance, les patriarches ne faisaient donc rien d'incompatible avec la législation — postérieure sans doute à leur époque — du Pentateuque. La coutume même dont il est question n'existait peut-être plus au temps du Pentateuque; mais le principe sur lequel elle est basée, savoir : l'enfant naît dans la condition de sa mère — entendons sa mère sociale — ne diffère aucunement de ce que les lois de l'Ancien Testament ont établi à cet égard.

Dira-t-on que cette institution patriarcale est fondée sur une sorte de parenté fictive et que, malgré cette fiction, il n'en reste pas moins que l'enfant dont il s'agit soutient une filiation naturelle avec une femme esclave? Sans doute; mais la vraie parenté, celle qui compte aux yeux de la loi, et selon laquelle furent et sont organisées toutes les relations domestiques, est une institution qui dérive essentiellement, *non de consanguinité naturelle, mais de conventions sociales*.

A tout prendre, chez les anciens hébreux, l'esclavage de naissance s'imposait exclusivement aux enfants dont les mères — dans le sens social et non biologique du mot — étaient esclaves.

II

Tel est le principe sur lequel repose également l'esclavage de naissance dans le monde *gréco-romain*.

De même qu'en Judée, les seuls esclaves de naissance étaient en Grèce antique les enfants de mères esclaves. Assez souvent ils résultaient des œuvres des maîtres eux-mêmes¹; mais n'en suivaient pas moins la condition de leur mère².

Les Temps Héroïques de la Grèce paraissent cependant restreindre la portée de ce principe. Homère nous apprend, en effet, que les *fils* nés de l'union des maîtres avec leurs propres esclaves étaient libres, et que leurs pères les considéraient comme tels³. Ainsi dans l'*Illiade*, Teucer, fils de Télamon et de son esclave, ne s'est jamais vu traiter comme un esclave par son père⁴. — Néanmoins cette liberté était pratiquement méconnue. Et nous trouvons dans Sophocle⁵ qu'une telle origine était aux yeux de l'opinion publique une tache, une cause d'infériorité, et que la liberté de ces fils d'esclaves froissait tellement la conscience collective que, si la protection du père venait à leur

1. Les institutions grecques concernant l'union des maîtres avec leurs propres esclaves, et l'union des esclaves entre eux ou avec des personnes libres sont presque identiques aux lois hébraïque sur ce point. Voir plus haut, p. 20, note 2; et, pour les détails, Wallon, I, 288-290.

2. Schœmann : *Antiquités grecques*, T. I, 398, cité par Letourneau, *Evol. de l'Esclavage*, p. 337.

3. Odyssée XIV. Cf. Letourneau, 334.

4. Cf. Wallon, I, 75.

5. Sophocle : *Ajax*, 494-497, cité par Wallon, I, 75.

manquer ils risquaient fort d'être réduits en esclavage. Ainsi Tecmesse, esclave d'Ajaj, devenue son épouse, craint que sa mort ne la livre, elle et son fils, aux autres Grecs ¹. Au demeurant, tout porte à croire que leur liberté résultait d'une *adoption* par laquelle les pères les *affranchissaient* ². C'était donc moins une *liberté de naissance* qu'un *affranchissement par adoption*.

C'est également à l'*adoption* que recouraient souvent les *Romains* — surtout dans leur période primitive — pour *affranchir* les enfants qu'ils avaient de leurs concubines esclaves ³. Mais aucune loi romaine ne porte la moindre restriction au principe même de l'esclavage de naissance tel qu'il fut en vigueur chez les hébreux et en Grèce historique. Antérieures ou postérieures à l'établissement du christianisme comme religion officielle de l'Empire, toutes les législations romaines s'accordent sur ce fait qu'en dehors du mariage légal, les enfants naissent dans la condition de la mère ⁴. Or de toutes les unions, seul le mariage contracté entre deux personnes de condition libre eut à Rome le caractère légal ⁵. Il s'ensuit que, dans aucun cas,

1. Cf. Wallon, I, 75.

2. Voir Letourneau, 337.

3. Voir Girard, *Man. élém. de Droit Rom.* (7^e édit. Paris, 1924), pp. 179, 191 et suiv.

4. Ibid., 106.

5. Les unions des esclaves entre eux étaient tolérées à Rome; mais elles n'eurent jamais de caractère légal. C'était une simple cohabitation (*contubernium*) qui commençait et finissait selon l'intérêt du maître ou le caprice de l'esclave. — La jurisprudence impériale laissait cependant à ces unions leurs effets *naturels* et en tenait compte quand il s'agissait de la propriété d'esclaves formant famille. Elle leur accordait même quelques effets civils, non pas dans l'état de servitude, mais après l'affranchissement.

L'union d'un esclave avec une femme libre quelconque, et celle d'un homme libre avec une esclave autre que la sienne, étaient absolument nulles en droit, et même sévèrement punies par la loi.

les enfants de mères esclaves ne peuvent être exemptés de l'esclavage de naissance ¹, et que c'est à eux seuls que cet esclavage s'impose.

III

Sur ce point, comme sur bien d'autres d'ailleurs, le régime esclavagiste des Temps-Modernes s'accorde parfaitement avec les institutions de l'Antiquité.

Ainsi aux *Antilles françaises*, et avant même la promulgation du Code Noir, la descendance des négresses esclaves héritait du sort de la mère. On ne tenait nullement compte de la condition du père : mulâtre ou néggrillon, l'enfant d'une esclave naissait esclave.

Du Tertre rapporte cependant que, dans la période antérieure au Code Noir, les mulâtres et les mulâtresses (en l'espèce : les enfants d'une négresse esclave et d'un colon libre qui *était souvent son maître lui-même*) étaient absolument libres. « Il y a, dit-il, quantité de ces mulâtres dans les îles *qui sont libres* et qui travaillent pour eux; j'en ai vu quelques-uns assez bien faits qui avaient épousé des Français... » ². Et ailleurs : « Quand quelque comman-

Par contre la législation de Rome a toujours toléré et même permis l'union du maître avec sa propre esclave; mais cette union était regardée comme un simple concubinage sans aucun effet légal. Voir pour les détails : Pilati de Tassulio : *Traité des Lois civiles*, La Haye, 1774, T. II, p. 18; cité par Montesquieu, II, note 256. V. aussi Wallon, II, 180, 181 et III, 53, 54, 390-392.

1. Remarquons toutefois qu'une loi de Caracalla exige, pour que l'enfant naisse esclave, non seulement que sa mère le soit lors de l'enfantement, mais encore qu'elle l'ait été pendant toute la période de la gestation. D'après cette loi un enfant conçu libre et né dans l'esclavage n'était point esclave. — Wallon, III, 48, et Girard, *op. cit.*, 106.

2. Du Tertre : *Histoire générale des Antilles*, II, 512, cité par Peytraud, *L'Esclavage aux Antilles françaises*, 198.

deur abuse d'une nègre (négresse) l'enfant qui lui vient est libre... et cela d'après une ordonnance ¹ ».

Il s'agit, en effet, d'un usage adopté par les premiers colons et en vertu duquel les mulâtres devenaient libres à vingt ans et les mulâtresses à quinze. « Dès 1681, dit Peytraud, les documents que nous avons cités ² nous apprennent qu'à la Martinique l'usage est que les mulâtres deviennent libres à vingt ans et les mulâtresses à quinze ³ ». Cette coutume semble même avoir été sanctionnée, comme le dit Du Tertre, par une ordonnance. A cette ordonnance il est fait allusion « dans un extrait du registre du greffe civil de la Martinique : le juge royal ordonne qu'une mulâtresse comprise dans une saisie jouira du bénéfice de l'ordonnance qui déclare les mulâtresses libres à quinze ans, qu'elle se pourvoira par le mariage ou se mettra au service ⁴ ».

Il s'agit donc, non d'une *liberté de naissance* comme le font accroire les textes de Du Tertre, mais d'une *auto-émancipation*, d'un affranchissement dont — sans l'intervention des maîtres — bénéficiaient les mulâtres à l'expiration d'une durée déterminée d'esclavage. Les mulâtres naissaient esclaves comme les négrellons; seulement, à la différence de ceux-ci, l'esclavage des mulâtres avait un terme. Et, contrairement à ce que soutiennent la plupart des auteurs, la limitation de la durée de la servitude n'enlève rien aux caractères de l'esclavage lui-même. La conception de l'esclavage, savoir : *l'effacement de la personnalité civile de l'homme*, n'implique nullement la perpé-

1. Du Tertre, *op. cit.*, II, 46 — cité par Peytraud, *op. cit.*, 197, 402.

2. L'auteur fait allusion à certains documents des Archives coloniales dont il a déjà fait usage. (Voir Peytraud, 152.)

3. Peytraud, p. 402.

4. Archives coloniales, F. 248, p. 977 — cité par Peytraud, 402.

tuité de la servitude ¹. Il peut y avoir, et il y avait en fait — non seulement chez les premiers colons des Antilles françaises dont nous parlons, mais encore dans plusieurs autres sociétés esclavagistes appartenant aux diverses périodes de l'Histoire — des formes d'esclavage proprement dit dont la durée était limitée ². Inversement, il peut y

1. Cette question dépassant le cadre de notre travail, nous ne pouvons pas exposer en détail les faits qui nous ont conduit à soutenir une telle thèse. Nous nous contentons de dire que nos études nous ont amené à la conclusion suivante : bien que les esclaves soient assimilés par certaines législations à la propriété foncière, et par certaines autres à la propriété mobilière, ils diffèrent et de l'une et de l'autre par ce fait que leur possession n'implique *ipso facto* ni la perpétuité, ni même la libre disposition. Bien plus encore, un grand nombre de faits nous ont permis de conclure qu'il n'est même pas nécessaire que l'esclave soit possédé par un maître. Ainsi le seul caractère inhérent à la condition des esclaves, c'est la suppression quasi-totale de la personnalité civile.

En nous basant sur cette conclusion, nous nous permettons de noter en passant :

a) Que la thèse développée par plusieurs auteurs, et selon laquelle l'asservissement d'un israélite chez les anciens hébreux n'aurait été, du fait que sa durée était limitée, qu'une sorte d'engagement et non d'esclavage proprement dit, procède d'une conception inexacte de l'esclavage même.

b) Que la définition que Nieboer donne de l'esclavage, à savoir : « le fait qu'un homme est la propriété ou la possession d'un autre hors des limites de la famille proprement dite ». (Voir Nieboer : *Slavery as an Industrial System*, p. 29), ne saurait s'appliquer à toutes les formes de l'esclavage, et laisse entrer dans l'esclavage des formes de servitude qui lui sont étrangères.

c) Que la définition de Westermarck : « le caractère saillant de l'esclavage, c'est la nature obligatoire des rapports d'esclave à maître » (voir Westermarck : *L'Origine et le Développement des Idées Morales* — tr. fr. de Godet — T. I, p. 667), est soumise aux mêmes observations que celle de Nieboer. Nous exposerons plus loin (v. p. 54, note 4) une des fausses conséquences qu'entraîne la définition de Westermarck.

2. Les exemples de cette institution abondent. Nous venons de voir que, chez les hébreux de l'Antiquité, l'esclavage d'un israélite était limité à six ans. (Voir plus haut, p. 21, note 1). De même, en Chine, d'après une ordonnance de Tchang, l'esclave, soit de l'Etat, soit privé, était libre à l'âge de soixante-dix ans. [Biot : *Mémoire sur la condition des esclaves et serviteurs gagés en Chine* (journal *Asiatique*, mars 1837, 3^e série, T. III, 253), cité par Wallon, I, 41]. Et nous verrons plus loin que dans les

avoir, et il y eut, des formes de servitude perpétuelle qui ne sont pas pour autant des formes d'esclavage ¹.

Quoiqu'il en soit, le Code Noir s'exprime sur la question de l'esclavage de naissance, de la façon la plus nette et la plus décisive. Avec quelques nuances ne touchant nullement au principe, il reproduit, en somme, dans ses articles 9, 12, 13, les règles du droit romain que nous venons d'énoncer. Voici les passages qui nous intéressent pour le moment.

« Art. 12. — Les enfants qui naîtront du mariage entre esclaves seront esclaves...

Art. 13. — Voulons que, si le mari esclave a épousé une femme libre, les enfants, tant mâles que filles, suivent la condition de leur mère et soient libres comme elle, *nonobstant la servitude de leur père, et que si le père est libre et la mère esclave, les enfants soient esclaves pareillement.*

Art. 9. — Les hommes libres qui auront un ou plusieurs enfants de leur concubinage (dans les art. 12, 13 il s'agit de mariage légal) avec des esclaves, ensemble les maîtres qui les auront souffert, seront chacun condamnés à une amende de 2.000 livres de sucre (mais les enfants naîtront esclaves, appartiendront au maître, et pourront être affranchis par lui); et s'ils sont les maîtres de l'esclave de laquelle ils auront eu les dits enfants, voulons, outre l'amende, qu'ils soient privés de l'esclave et des enfants et qu'elle et eux

sociétés musulmanes du Moyen-Age, la servitude de plusieurs catégories d'esclaves proprement dits ne durait que pendant la vie du maître. (Voir plus loin, p. 32 et suivantes). De même, dans l'ancien Mexique, à la mort de leur maître, les esclaves devenaient généralement libres. Cf. Clavigero : *History of Mexico*, I, 360; et Westermarck, *op. cit.*, I, 677.

1. Le *colonat* romain et le *servage* du Moyen-Age furent deux formes de servitude perpétuelle et héréditaire; et pourtant il leur manquait le caractère fondamental de l'esclavage proprement dit.

soient adjugés à l'hôpital (comme esclaves) sans jamais pouvoir être affranchis... ».

Il est vrai que cette dernière prescription ne mit nullement fin à la coutume dont nous venons de parler. En effet, en dépit de cet article, la plupart des maîtres continuèrent à affranchir les mulâtres et les mulâtresses qui avaient de leurs négresses esclaves¹. Sur ce point comme sur bien d'autres d'ailleurs, Paris n'a jamais réussi à imposer aux Français des Antilles sa manière de voir². Mais il n'en reste pas moins vrai que le principe même de l'esclavage de naissance, le fait que, lors de sa naissance l'enfant d'une esclave compte parmi la classe servile, qu'à ce qu'un des divers modes d'affranchissement retire, — il n'en reste pas moins vrai, disons-nous, que ce principe fut, de part et d'autre, rigoureusement respecté.

Ce n'est qu'à la veille de l'abolition de l'esclavage qu'une *tendance* vers la suppression de l'esclavage de naissance se fait jour dans la métropole. Cette tendance se traduit dans une proposition qu'en 1838, la Chambre des Députés eut à examiner, et qu'on trouva alors injuste et prématurée.

1. Cf. notamment Peytraud, p. 199 : commentant la dernière phrase de l'article 9 du Code Noir, il dit : « Ce dernier point (...voulons... qu'ils et eux soient adjugés à l'hôpital sans jamais pouvoir être affranchis) est capital; mais la défense fut-elle jamais observée? Cela ne paraît guère probable, car nous verrons à propos des affranchissements, que c'est une des principales causes en est précisément ce fait que les affranchis ont des enfants d'hommes libres. Il est vrai que rien n'empêchait l'affranchissement si le père n'était pas le maître. Mais la loi resta certainement impuissante à l'égard des maîtres; nous en trouverons la preuve dans des textes très nombreux. » — Voir son chapitre sur l'affranchissement, pp. 401-411.

2. En effet, de tous les Codes des sociétés esclavagistes, le Code de Louisiane fut le plus mal observé. La plupart de ses prescriptions restaient lettre morte. Cela s'explique, en partie, par le fait qu'il ne fut pas rédigé par la société même qui devait l'appliquer; et il va de soi qu'une pareille législation ne saurait traduire que très imparfaitement la pratique et les tendances de la société pour laquelle elle a été faite.

rée¹ : et l'abolition définitive de l'esclavage dans les colonies françaises eut lieu avant qu'une telle réforme fût adoptée.

On le voit donc, la source qui alimentait l'esclavage de naissance dans l'Antiquité n'a subi aucune modification aux Temps-Modernes.

IV

Par contre, dans les *sociétés musulmanes du Moyen-Age*, on constate sur ce point quelques restrictions sérieuses.

En effet, à la différence des lois antiques et modernes dont nous venons de parler, ces sociétés n'imposaient pas *l'esclavage de naissance* à tous les enfants de mères esclaves². Elles distinguaient entre les enfants qui provenaient de l'union du maître lui-même avec sa propre esclave, et ceux qui résultaient de l'union de la femme esclave avec un homme autre que son maître³; et *c'est à ces derniers*

1. Cf. Wallon, I, Intr. p. CXLVII : « Cette déclaration du droit que l'homme apporte en naissant, faisait l'objet de la proposition de M. Passy en 1838, et plusieurs la trouvèrent injuste, incomplète et prématurée. »

L'article premier de cette proposition établit que : « A dater de la promulgation de la présente loi, tout enfant qui naîtra dans les colonies françaises sera libre, quelle que soit la condition de ses parents. Les enfants nés de parents esclaves resteront confiés aux soins de leur mère, et une indemnité de 50 frs par tête d'enfant sera allouée aux propriétaires des mères pendant dix années consécutives. » Ibid., p. CXLIX, note 2.

2. Nous n'avons rien à dire des enfants nés des femmes libres. Dans les sociétés musulmanes, comme ailleurs, ces enfants naissent libres, même dans le cas où le père est esclave. Cf. plus loin note 1, page 335.

3. Contrairement aux institutions de l'Antiquité concernant l'union des esclaves entre eux, et celle des esclaves avec des personnes libres (v. plus haut, p. 20, note 2; 24, note 1; 25, note 5), voici succinctement ce que les sociétés musulmanes du Moyen-Age établissent à cet égard :

a) L'union des esclaves entre eux n'est permise que sous les formes prescrites pour l'union de deux personnes de condition libre; et, comme

seulement qu'elles imposaient la condition où se trouvait la mère lors de la naissance. Et — comme dans toute société musulmane du Moyen-Age il y avait quatre classes d'esclaves différentes quant à leur condition, et quant à la durée de leur esclavage — la servitude de naissance qu'on imposait à cette catégorie d'enfants variait, par conséquent, suivant que la mère se trouvait, au moment de l'enfantement, dans l'une ou l'autre de ces quatre classes ¹ :

1. — Les *esclaves testamentaires* (*almodabbaroune*), c'est-à-dire les esclaves qui — en vertu d'un testament de leur maître — devraient être affranchis à sa mort. De son vivant, et afin de protéger leur liberté promise, sa propriété sur eux était si restreinte qu'il ne pouvait pas légalement les aliéner ².

L'enfant né d'une esclave de cette catégorie et d'un homme autre que le maître, suivait la condition de sa mère. Comme elle, il naissait — que le maître le voulût ou non — *esclave testamentaire* dont l'esclavage ne durerait

cette dernière union, la première est reconnue comme absolument légitime, et a les mêmes effets que le mariage légal.

b) De même, l'union d'un homme esclave avec une femme libre autre que sa maîtresse, et celle d'une femme esclave avec un homme libre autre que son maître, ne diffèrent guère quant aux conditions requises, et quant aux effets légaux, du mariage contracté entre deux personnes de condition libre.

c) L'union d'une femme libre avec son propre esclave est absolument interdite (voir plus loin, pp. 116, 117).

d) L'union d'un homme libre avec sa propre esclave, bien qu'elle soit désignée par le mot : *attaçarri*, qui veut dire, à peu près, concubinage, a presque tous les effets de l'union légitime et n'est permise que sous presque toutes les conditions requises pour la validité du mariage proprement dit.

1. Nous ne pouvons exposer en détail les conditions des différentes classes d'esclaves dans les sociétés islamiques, car cela dépasse notre sujet. C'est tout simplement pour expliquer dans quelle mesure l'enfant d'une esclave naissait esclave que nous effleurons ici cette question.

2. C'est la doctrine de l'école Hanéfite à laquelle se conformait la pratique dans presque toutes les sociétés musulmanes du Moyen-Age.

que pendant la vie du maître, et avec les mêmes prérogatives que sa mère ¹.

2. — Les *esclaves-mères* (*Ommahat'Olawlade*), c'est-à-dire, les femmes esclaves qui — devenues mères du fait de leur maître — étaient, par là même, affranchies de droit à sa mort. Comme l'*esclave testamentaire*, l'*esclave-mère* ne pouvait être aliénée durant son esclavage ².

L'enfant né d'une esclave-mère et d'un homme autre que le maître lui-même, suivait la condition de sa mère; et, comme elle, il devenait libre de droit, à la mort du maître, tout en jouissant durant la vie de celui-ci, des avantages accordés à sa mère ³.

3. — Les *esclaves contractuels* ou plutôt les *affranchis contractuels* (*Almokataboune*), c'est-à-dire les esclaves à qui — en vertu d'un contrat — l'affranchissement a été accordé d'avance en principe moyennant paiement à percevoir plus tard. Ils demeuraient esclaves tant qu'ils restaient débiteurs de leurs maîtres. Mais ce contrat leur créait, cependant, une condition légale particulière. Ainsi, afin de pouvoir s'acquitter de leurs dettes envers les maîtres, et obtenir ainsi la liberté, les institutions musulmanes leur accordaient une liberté civile quasi-absolue, et dépouillaient les maîtres de presque tous leurs droits sur eux.

L'enfant né d'une esclave de cette catégorie et d'un homme autre que le maître, suivait la condition de sa mère; et lorsque celle-ci devenait libre en s'acquittant de sa dette, il le devenait de même, mais à titre gratuit, que le maître le voulût ou non ⁴.

1. Cf. plus loin, note 2, p. 335.

2. Tous les docteurs musulmans sont d'accord sur ce point.

3. Cf. plus loin, note 3, p. 335.

4. Cf. plus loin, note 4, p. 335.

4. — Les *esclaves purs* (*Alkine*), c'est-à-dire les esclaves à qui aucun affranchissement *testamentaire, maternel, ou contractuel* n'était dû, les esclaves réels, en somme, qui se trouvaient exclus des trois classes précédentes.

A l'enfant d'une esclave *pure* et d'un homme autre que le maître, se transmettait la condition de sa mère; son esclavage était sans limite quant à la durée et sans restriction quant aux droits normaux des maîtres¹.

Somme toute, c'est le degré d'esclavage où se trouve placée la mère lors de la naissance qui se communique, tel quel, à l'enfant dont le père n'est pas le maître lui-même. En cela les institutions musulmanes ne diffèrent pas *théoriquement* des lois de l'Antiquité et des Temps-Modernes. Car, après tout, les enfants provenant de l'union d'une femme esclave avec un homme autre que son maître *naissent esclaves*, quelque soit le degré d'esclavage où on les placent. *Pratiquement*, la différence ne laisse pas d'être considérable. Car c'était presque exclusivement parmi les enfants des femmes esclaves *pures* que se recrutaient les esclaves de naissance. L'esclavage de naissance qu'on imposait aux enfants des femmes esclaves appartenant aux trois autres classes était plutôt théorique que réel; et, du reste, il n'était qu'une sorte de transition à la liberté.

Mais si le père est le maître de l'esclave — et c'est surtout là-dessus que le point de vue musulman diffère essentiellement de toutes les autres législations — c'est *la condition du père que suivent les enfants*². Ils naissent donc *libres de droit* dans le cas normal où le père-maître est un homme libre³.

1. Cf. plus loin, note 5, p. 335.

2. Cf. plus loin, note 6, p. 335.

3. Nous disons dans le cas *normal*, car il n'était pas impossible que le père-maître fût un *esclave contractuel*.

Nous venons de voir, en effet, que les sociétés musulmanes accordaient

A cette règle se conformait très rigoureusement la pratique. La *liberté de naissance* que la loi accordait à cette catégorie d'enfants était si complète qu'on ne répugnait nullement à les voir arriver aux plus hautes dignités et aux plus éminents degrés du pouvoir. C'est justement d'hommes de cette catégorie que se composait la majorité du corps d'élite musulman et que se recrutaient la plupart des califes du Moyen-Age. Tels :

Yazid Ibn Olwalid	Calife Omeyade
Marwan Ibno Mohammad	Calife Omeyade
Ibrahim Ol'imam	Calife Abbasside
Abou Ga'afar' Olmansour	Calife Abbasside
Haroun' Orrachid	Calife Abbasside
Almahdi	Calife Abbasside
Alma'amoun	Calife Abbasside
Almo'tacēm	Calife Abbasside
Almontacēr	Calife Abbasside
Almosta'in	Calife Abbasside
Almo'tazz	Calife Abbasside
Almohtadi	Calife Abbasside
Almokhtadir	Calife Abbasside
Almoktafi	Calife Abbasside
Almostadhi	Calife Abbasside
Alnâcēr	Calife Abbasside
Almostancēr	Calife Fatimide

aux *esclaves-contractuels* une liberté civile assez complète. Ils pouvaient, par conséquent, posséder légalement des femmes esclaves pour leur propre compte.

En se basant sur le principe selon lequel les enfants provenant de l'union des maîtres avec leurs propres esclaves suivent la condition des pères, les docteurs de l'Islam déclarent que les enfants qui résulteront de l'union d'un *esclave-contractuel* avec une de ses propres esclaves, naîtront, comme lui, *esclaves contractuels*. Ce cas fut cependant très rare dans la pratique.

Abdorrahman' Oddâkhel	Fondateur de la dynastie des Omeyades en Espagne. gne.
Zaïd Ibno Ali	Calife Alawite.
Mohammad Ibn Olhanafeya	Fils du 4 ^e calife Ali Ibn Abi Talib, et un des plus vénérés dans l'Islam.
Ali Ibn Olhossein	} Trois des plus savants et no- tables de Médine ¹ .
Alkhacem Ibno Mohammad	
Sâlem Ibno Abdollah	

Remarquons toutefois que sous la dynastie des Omeyades en Orient, les hommes de cette origine — sans être en rien considérés comme des esclaves — ne jouissaient cependant pas, dans l'opinion de certaines collectivités arabes, de la même estime que les hommes d'origine purement libre. On faisait même du mot qui les désignait : *Hadjin* (métis) le synonyme de : vil, bas, lâche... sens que ce mot conserve toujours ². Et quand Zaïd ibno Ali — qui fut, pourtant, une des plus illustres figures de cette période, et dont le père appartint à la plus noble famille arabe d'alors : Banou Hâchim — voulut se proclamer calife et détrôner l'Omeyade Hicham ibno Abdolmalik, celui-ci fut surpris par le seul fait qu'un fils d'une esclave, tel que Zaïd, put aspirer à une pareille dignité ³. « ...Il est inconcevable, lui écrit-il, que toi — fils d'une esclave — tu songes au califat ⁴ ».

1. Cf. plus loin, note 7, p. 335.

2. Cf. plus loin note 8, p. 336.

3. C'est en effet de l'union légitime de son père avec une de ses propres esclaves, que le dit Zaïd fut issu. Cette esclave était pourtant une princesse de l'ancienne famille royale des Perses. Elle fut réduite en esclavage pendant les conquêtes arabes en Iran.

4. Cf. plus loin note 9, p. 336.

Ce courant d'opinion, restreint d'ailleurs dans certaines tribus arabes, notamment Banou-Omaya et suscité surtout par certaines préoccupations de politique intérieure, fut d'une très courte durée. Et un an après le règne du même Hicham, le califat devint, en fait, une sorte d'apanage presque exclusif des hommes de cette origine.

*
**

L'exposé de cette première série de faits nous conduit aux conclusions suivantes :

I. — *Dans toute société esclavagiste, le fait d'avoir une mère esclave, est l'unique situation pouvant engendrer l'esclavage de naissance.*

II. — *A la différence des sociétés de l'Antiquité et des Temps Modernes qui imposent à tous les enfants des femmes esclaves la condition de leur mère, les sociétés musulmanes du Moyen-Age exemptent de l'esclavage de naissance les enfants nés de l'union du maître libre avec sa propre esclave.*

Gardons-nous cependant d'exagérer la portée de cette dernière conclusion en croyant que le régime des sociétés musulmanes se distingue par des caractères tranchés de toutes les autres institutions humaines. Dans les sociétés esclavagistes de l'Antiquité et des Temps Modernes, et surtout dans leur période primitive, nous avons constaté, en effet, une sorte de répugnance à asservir les enfants qui résultaient des œuvres des maîtres eux-mêmes. La coutume des patriarches, qui, pour sauver cette espèce d'enfants de l'esclavage, leur créait, de toutes pièces, des mères libres¹; — *l'adoption* qui, dans la Grèce homérique et chez les premiers Romains, les relevait de la condition due à

1. Voir plus haut pp. 21 et suiv.

leur naissance¹; — l'usage des premiers colons aux Antilles françaises qui limitait la durée de leur esclavage²... tout cela nous montre bien que jamais l'opinion publique ne voyait sans peine les enfants du maître tomber dans l'esclavage.

On n'osait pas attaquer de front le principe de l'esclavage de naissance; mais on ne voulait pas non plus qu'il eût sur ces enfants le même effet que sur les autres. On cherchait des expédients. Ici c'est une fiction juridique qu'on forge pour les attacher, en dépit des lois biologiques, aux mères libres; là c'est un affranchissement par adoption, ou un *auto-affranchissement* se produisant au bout de certains temps, qui les délivre de l'esclavage... Convergeant vers le même but, ces divers expédients ne font qu'accuser une tendance ardente à exempter ces enfants de la condition de leur mère.

Dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age, cette tendance s'est affirmée catégoriquement, et s'est extériorisée par une modification radicale du principe même de l'esclavage de naissance.

Notre deuxième conclusion sera donc plus exacte, si nous disons :

Dans toutes les sociétés esclavagistes on constate une tendance à exempter les enfants des maîtres de la condition de leur mère esclave ; mais cette tendance ne s'est réalisée nettement qu'au Moyen-Age chez les peuples islamiques.

1. Voir plus haut pp. 24, 25.

2. Voir plus haut pp. 26 et suiv.

CHAPITRE II

SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE POSTÉRIEUR A LA NAISSANCE

Ainsi c'est la *classe servile* elle-même qui, par son croît naturel, alimente l'esclavage de naissance. Il en va tout autrement de l'*esclavage postérieur à la naissance*, qui, par définition même, se recrute parmi *les hommes libres*. Les circonstances dans lesquelles ces hommes peuvent être réduits en esclavage se classent, en fin de compte, sous cinq rubriques, savoir : *la guerre, le rapt de l'homme libre, la force de la loi, l'autorité paternelle, et enfin l'aliénation volontaire de la liberté.*

L'importance relative de chacun de ces facteurs et les modalités de leur fonctionnement varient cependant avec les diverses sociétés.

I

Chez les *Hébreux* tous contribuent au recrutement des classes serviles.

A

Mais la guerre est, de beaucoup, le plus important. Dans les innombrables combats qu'ils eurent à soutenir contre les nations voisines, les Juifs exerçaient rigoureusement *le droit de la guerre*. L'ennemi captif, cessant par là même

de s'appartenir, était, de plein droit, à la complète discrétion du vainqueur; et quand on lui laissait la vie, c'était uniquement pour le réduire en esclavage. Mais, selon la loi hébraïque, on ne peut laisser ainsi la vie qu'aux êtres faibles, qu'aux femmes et aux enfants; les êtres doués de force, les hommes adultes, doivent être détruits. « Iahveh, ton Elohim, — dit le Deutéronome — l'ayant livrée (la ville) entre tes mains, tu en frapperas tous les mâles du tranchant de l'épée; mais les femmes, les enfants, les bêtes et tout ce qui est dans la ville, tout son butin, tu le pilleras à ton profit ¹. ».

A prendre ce verset biblique au pied de la lettre, jamais les captifs adultes du sexe mâle n'auraient été épargnés et réduits en esclavage. Que la pratique — surtout dans la première période — se soit conformée *souvent* à ces prescriptions, tout porte à le croire. Les anciennes sources hébraïques rapportent, en effet, plusieurs guerres soutenues victorieusement par les juifs et au cours desquelles aucun captif adulte du sexe mâle ne fut épargné. Ainsi dans la guerre contre les Madianites, tous les mâles furent tués, et les femmes et les enfants conduits à Moïse qui ordonna le massacre de tous les petits enfants mâles et de toutes les femmes mariées. Il n'en resta que 32.000 femmes vierges ². De même, David, après avoir pris Rabba, fit sortir tous les habitants, mit les mâles en pièces avec des scies, des herses de fer et des haches, et les fit passer par des fours à briques. Il traita de même toutes les villes des Ammonites ³. — Mais il s'en faut cependant qu'il en ait toujours été ainsi; et nous voyons dans Josué que les *hommes* de Guibéon furent épargnés et devinrent des espèces d'esclaves publics

1. Deutéronome, XX, 13, 14.

2. Nombres XXXI, 1-19.

3. I. Chroniques, XX, 3.

employés comme porteurs d'eau et coupeurs de bois¹. Le verset du Deutéronome exigeant le massacre des captifs adultes du sexe mâle paraît d'ailleurs avoir été aboli par le Code Sacerdotal. Ce dernier — traduisant sans doute la pratique de son époque — semble en effet s'accommoder de ce que ces captifs soient réduits en esclavage au profit des juifs².

Ce droit de *massacrer* ou de *réduire en esclavage* exercé sur les captifs étrangers, les hébreux l'exerçaient de même sur leurs propres compatriotes devenus prisonniers dans une guerre civile. La loi défendait cependant, comme sacrilège, l'asservissement des israélites dans leurs guerres intérieures³, et dans la pratique les hébreux n'usaient que très rarement de ce droit. En effet, ce n'est que dans un seul récit qu'on nous parle clairement d'hébreux capturés dans une guerre civile et réduits en esclavage par leurs propres coreligionnaires : Pékach, roi d'Israël, — rapporte le livre des Chroniques⁴ — après avoir défait l'armée d'Achaz, roi de Juda, emmena deux cent mille prisonniers pour en faire des esclaves. Et même dans ce récit on ajoute que le prophète Oded s'opposa énergiquement à l'introduction dans la ville de Samarie des compatriotes réduits en esclavage, et qu'à la suite de ses sévères remontrances, la liberté fut rendue à tous ces captifs auquel Israël fit même de nombreux dons. — Dans toutes les autres guerres civiles, on ne nous parle, par contre, que de massacre auquel furent livrés les prisonniers juifs. Ainsi Israël en guerre contre les Benjamites réussit à prendre Guibéa et

1. Josué, IX, 18, 27.

2. Voir Lévit. XXV, 44, 46. Cf. sur ce sujet Zadoc Kahn, 51, 52 et André Tony, 127.

3. II. Parab. XXVIII, 8-16, cité par Wallon, I, 8, note 5.

4. II. Chroniques, XXVIII, 5-15.

frappe toute la ville du tranchant de l'épée, puis il s'acharne sur les fuyards, les poursuit, les écrase et détruit tous ceux qui étaient sortis de la ville¹. Il n'est pas fait mention d'un seul prisonnier réduit en esclavage. De même, Abija, roi de Juda, bat Jéroboam, roi d'Israël, tue 500.000 hommes sans faire de prisonniers².

Bref, quoique le prisonnier de guerre conquis par les hébreux — quels que soient son sexe et sa nationalité — fut susceptible de subir l'esclavage, il répugnait cependant aux législateurs et aux mœurs d'y laisser tomber l'israélite.

B

Aux prisonniers capturés ainsi conformément à la loi de la guerre, se joignaient dans l'esclavage *les hommes enlevés par violence*. Il est vrai que tous les codes de l'Ancien Testament condamnent formellement tout esclavage consécutif au rapt de l'homme libre, et punissent même sévèrement le coupable de cet acte. Le Livre de l'Alliance prescrit qu'on lui inflige la peine capitale : « Celui — dit-il — qui dérobe un homme et qui l'aura vendu ou retenu entre ses mains (bien entendu pour en faire son esclave, quoique le texte ne le dise pas), sera puni de mort³. ». Le Deutéronome, bien qu'il restreigne cette peine au ravisseur d'un israélite⁴, défend catégoriquement de porter ainsi atteinte à la liberté de qui que ce soit⁵. Et le Talmud,

1. Juges, XX, 37-47.

2. II. Chroniques XIII, particulièrement le verset 17.

3. Exode, XXI, 16.

4. Deutéronome, XXIV, 7 : « Si l'on trouve un homme qui ait dérobé un de ses frères, l'un des enfants d'Israël, qui en ait fait son esclave, ou qui l'ait vendu, ce voleur sera puni de mort ».

5. Cf. Zadoc Kahn, p. 18 : « C'est le degré de châtement seul qui varie ; la défense de porter atteinte à la liberté d'autrui reste générale. »

malgré les nombreuses conditions qu'il exige pour l'application de la peine de mort au coupable — (il faut que la personne lésée soit un israélite, qu'elle ait été introduite dans la maison du coupable avant d'avoir été vendue, que le délit soit bien constaté... etc... etc) — condamne, en tout état de cause, l'acte même de ravir ainsi un homme à la liberté ¹. — Mais la fréquence, comme la rigueur de ces mesures, est une preuve de leur impuissance : le véritable état d'une société doit se chercher bien plutôt dans l'exposé des vices que la loi prétend y détruire, que dans les réformes qu'elle y veut opérer. Et il fallait que l'esclavage consécutif au ravissement des hommes libres fût en pleine vigueur pour que les fils du prophète Jacob eux-mêmes enlevassent leur propre frère et le vendissent comme esclave ².

Seulement à la différence de l'asservissement de l'ennemi captif dans une guerre étrangère, procédé sanctionné par la loi, l'asservissement de l'homme dérobé était un simple *esclavage de fait*. L'unanimité de tous les codes de l'Ancien Testament sur son illégitimité, prouve que — quoi qu'en vigueur dans la pratique — il répugnait à la *conscience juridique* du peuple d'Israël.

C

Comme le *droit de la force*, la *force du droit* pouvait aussi dépouiller l'homme de sa liberté. L'esclavage était, en effet, dans certains cas, une pénalité juridique à la fois *restitutive* et *répressive*; et comme tel, il s'imposait à deux espèces de délinquants : les *voleurs* et les *débiteurs insol-
vables* :

1. Sanhédr. 85b. Mechilta sur Ex. XX, 13. Cf. André Tony, 39, 40.

2. Voir Genèse XXXVII, 26-29.

1. Un hébreu ou un étranger habitant la Palestine pouvait être vendu par la justice comme esclave, quand il avait commis un *vol* et était dans l'impossibilité pécuniaire de payer à la personne lésée l'indemnité exigée par la loi. La Bible établit, en effet, que le voleur est tenu à des dédommagements. Si un homme — déclare-t-elle — dérobe un bœuf ou un agneau, et qu'il l'égorge ou le vende, il restituera cinq bœufs pour le bœuf et quatre agneaux pour l'agneau. Si ce qu'il a dérobé se trouve encore vivant entre ses mains, c'est-à-dire n'a pas été endommagé, il fera une restitution du double. Si les moyens lui manquent pour réparer le tort qu'il a fait à son prochain, *les magistrats le vendront comme esclave et l'argent provenant de la vente servira à dédommager la personne volée* ¹.

Cette loi reçut cependant du Talmud certaines restrictions nouvelles qui, en contradiction avec le texte de la Bible, s'inspirent, sans doute, d'une pratique existante au temps du Talmud, ou, tout au moins, d'une tendance collective vers les réformes qu'elles prescrivent.

a) Les talmudistes soutiennent, en effet, que la femme est, en tout état de cause, exempte de cette peine; l'homme seul pouvait être vendu pour vol ².

b) Encore faut-il qu'il se trouve dans l'impossibilité de restituer le prix de l'objet volé. Si le voleur était en mesure de restituer le prix de l'objet, sans pouvoir payer l'amende que la loi lui imposait au bénéfice de la personne lésée, il conservait sa liberté; on se contente alors de sa promes-

1. Exode, XXII, 1-5. — En s'appuyant sur la lettre même de ce verset qui ne parle que de bœufs et d'agneaux, le Talmud déclare qu'on ne peut punir d'une amende du quintuple ou du quadruple que le vol de ces animaux; pour tous les autres, même s'ils avaient été égorgés ou vendus, ainsi que pour tous les objets, l'amende était seulement du double. Cf. André Tony, 29.

2. Sato, 23 (Gastelli, 119), cité par Zadoc Kahn, 40 et André (Tony), 27.

se de satisfaire à la loi quand ses moyens le lui permettent¹.

c) Il ne pouvait être vendu, même pour payer la valeur de l'objet, lorsqu'il avait volé un non israélite ou le trésor du temple².

d) Le Pentateuque condamne le faux témoin à la peine attachée au crime dont il accuse à tort son prochain ; mais le Talmud fait une exception pour le témoin qui accuse faussement un autre de vol ; il n'est dans aucun cas vendu comme esclave³.

e) Selon le Talmud l'étranger qui s'était converti au judaïsme ne pouvait jamais être vendu judiciairement⁴.

f) Quelques rabbins déclarent, du reste, que le voleur n'est condamné à expier sa faute par la perte de sa liberté qu'autant que le prix de sa personne équivaut *exactement* à celui de l'objet volé ; mais dès qu'il est supérieur ou inférieur, la loi cesse d'avoir son effet⁵.

On le voit donc, ces restrictions — surtout la dernière — équivalent, pour ainsi dire, à une abolition pure et simple de l'esclavage pour vol. Tout au moins accusent-elles que les hébreux antiques éprouvaient de la répugnance pour l'asservissement du voleur, et cherchaient à prévenir ce résultat.

2. Dans les trois grands codes hébraïques : le Livre de l'Alliance, le Deutéronome et le Code Sacerdotal, on ne trouve aucune loi explicite autorisant la vente du *débiteur*

1. Cf. Zadoc Kahn, 13 et André (Tony), 28.

2. Ibid., mêmes pages..

3. Cf. Zadoc Kahn, 13, 14 et André (Tony), 29, 30.

4. Baba-Mezia, 71a. Maïmonide, Abadime, 1, 2. Cf. Zadoc Kahn, 14 et André (Tony), p. 30.

5. C'est l'opinion de R. Eliézer — cité par Zadoc Kahn, 13 et André Tony, 29.

insolvable. Ces codes ne manquent pas, au contraire, de recommander aux créanciers d'être charitables et miséricordieux envers leurs débiteurs. « Si — dit le Code de l'Alliance — tu prêtes de l'argent à mon peuple, au pauvre qui est avec toi, tu ne seras pas à son égard comme un créancier... Si tu prends en gage le vêtement de ton prochain, tu le lui rendras avant le coucher du soleil ¹. ». « Tu n'exigeras — dit à son tour le Deutéronome — tu n'exigeras de ton frère aucune intérêt... Tu ne prendras pour gage les deux meules ni la meule du dessus, car ce serait prendre pour gage la vie même ²... ». « Si — dit enfin le Code Sacerdotal — ton frère devient pauvre... tu le soutiendras; tu ne lui prêteras point ton argent à intérêt, ou des vivres à usure ³ ».

Toutefois, il y a lieu d'affirmer que, malgré le silence que gardent les codes, l'esclavage du débiteur insolvable était en vigueur dans la pratique, durant toute la période de l'Antiquité juive. Plusieurs sources hébraïques révèlent, en effet, l'existence de cet usage.

C'est ainsi qu'Amos, qui a prophétisé avant la chute de Samarie (à peu de chose près vers le VIII^e siècle av. J.-C.) dit, dans deux passages : « Ils ont vendu le pauvre pour une paire de sandales ⁴ », c'est-à-dire pour une dette de faible valeur. — Déjà, aux premiers temps des Hébreux, l'usage de vendre les débiteurs insolvable, était donc si bien établi qu'on réduisait en esclavage l'homme qui devait une bagatelle.

D'autres faits historiques attestent la persistance de cet usage dans les périodes postérieures; et, de même qu'A-

1. Exode XXII, 25-27.

2. Dent. XXIII, 19 et XXIV, 6.

3. Lévitique XXV, 35-38.

4. Amos, II, 6; et VIII, 6.

mos, les chefs du peuple juif du iv^e siècle avant l'ère chrétienne eurent à condamner la même pratique parmi les hommes de leur temps. C'est ainsi qu' « après que Néhémie eut ramené à Jérusalem les captifs de Babylone, de grandes plaintes furent élevées, à ce sujet, de la part des gens du peuple et de leurs femmes contre leurs frères les juifs. Néhémie, très irrité, dit en s'adressant aux grands et aux magistrats : « Quoi! vous prêtez à intérêt à vos frères!... vous vendiez vous-mêmes vos frères! et c'est à nous qu'ils seraient vendus ¹... ».

Il semble même que cette sanction était, en quelque sorte, *collective*, et que, non seulement la personne du débiteur, mais aussi celle de ses enfants et de ses femmes répondait, le cas échéant, de sa dette. Le fait suivant qui se passa au temps du prophète Elisée (vers le ix^e siècle av. J.-C.) confirme cette hypothèse : La femme d'un prophète s'adressa en pleurant à Elisée et lui dit : « Mon mari est mort, le créancier est venu pour *prendre mes deux enfants et en faire ses esclaves*. ». Après avoir indiqué à la veuve le moyen de se procurer de l'huile, Elisée lui dit : « Va vendre l'huile et paye ta dette.² ». C'est donc reconnaître indirectement la légitimité des procédés du créancier, ou convenir, tout au moins, de l'actualité de l'usage. — D'autres textes en prouvent la persistance dans les périodes postérieures ; et nous voyons dans Job qu'à son époque, « on prenait des gages sur le pauvre et l'on arrachait l'orphelin à la mamelle ³ ». Même au commencement de l'ère chrétienne le débiteur insolvable était vendu, lui, et si besoin était, ses enfants et ses femmes. Le Nouveau Testament nous offre une parabole de Jésus où nous lisons

1. Néhémie, V, 1-9.

2. II Rois, IV, 1-8.

3. Job, XXIV, 9.

cette phrase : « ...Comme le serviteur qui devait dix mille talents n'avait pas de quoi payer, le maître ordonna de le vendre en paiement lui, sa femme, ses enfants et tout ce qu'il avait ¹ ». Jésus fait certainement allusion à des mœurs réellement établies.

Sans doute la plupart de ces passages ne parlent que des débiteurs *juifs* réduits en esclavage par leurs propres coreligionnaires. Mais il va sans dire que les débiteurs *étrangers* ne pouvaient être exempts de ce qu'on appliquait sur les juifs mêmes. En effet, si la Bible — ainsi que nous venons de le dire — recommande aux créanciers d'être cléments envers leurs débiteurs juifs, et entoure ceux-ci de toutes ses sollicitudes, elle n'accorde, par contre, aucune miséricorde aux débiteurs étrangers. « Tu pourras — dit-elle, tirer intérêt de l'étranger; mais tu n'en tireras point de ton frère. ». « Tu pourras presser l'étranger, mais tu te relâcheras de ton droit pour ce qui t'appartient chez ton frère ² ». Si donc, en dépit des prescriptions bibliques, le débiteur israélite était réduit en esclavage dans le cas d'insolvabilité, le débiteur étranger, pour qui la Bible recommande même la sévérité, ne pouvait être, *a fortiori*, exempt de cette sanction.

Somme toute, le débiteur insolvable, de quelque race qu'il fût, était susceptible, en fait, de perdre sa liberté au bénéfice de son créancier.

Mais cette perte de la liberté, quoiqu'en vigueur dans la pratique, répugnait à la conscience morale; et les passages grâce auxquels nous avons pu constater l'existence de cet usage, en sont, eux-mêmes, la meilleure preuve. Les sévères remontrances que Néhémie adressa aux grands et

1. Math. XVIII, 25.

2. Deutéronome, XXIII, 20; XV, 3.

aux magistrats, les mordantes satires d'Amos et de Job, le zèle que déploya Elisée pour sauver la veuve et ses enfants de l'esclavage, la réprobation dont cette coutume fut l'objet dans la parabole de Jésus, sa condamnation implicite par la Bible, — tout cela nous montre à quel point d'asservissement du débiteur insolvable froissait la moralité du peuple d'Israël, et combien grand fut l'effort des esprits éclairés pour l'abolir.

Comme l'esclavage imposé au captif dans une guerre civile, à l'homme dérobé et au voleur, l'asservissement du débiteur insolvable ne fut donc qu'une infraction aux règles morales des anciens juifs.

D

A l'autorité de la loi s'ajoutait *l'autorité paternelle*. Par la *vente* ou *l'exposition* le chef de famille pouvait introduire dans la classe servile quelques membres de la petite société qu'il gouvernait.

1. La Bible accorde, en effet, au père le droit de *vendre sa fille*, à condition que l'acquéreur contracte l'obligation de l'épouser ou de la donner comme épouse à son fils¹. C'est là, à coup sûr, une des concessions faites par le législateur à des coutumes enracinées avec lesquelles il fallait compter. La souveraineté du père sur sa famille était, en effet, un des principes fondamentaux des institutions domestiques du Peuple d'Israël. Mais, tout en tenant compte de ces mœurs patriarcales, le Livre Saint ne voulut pas cependant que le chef de famille pût disposer librement et sans restrictions de l'état-civil de ses enfants. C'est

¹ Exode, XXI, 7-12. Voir pour les détails : Zadoc Kahn, 40, 41 et André, 107, 108.

seulement à l'égard de sa fille, que la Bible l'autorise à exercer ce droit; et encore ne pouvait-il la vendre qu'aux personnes qui lui assureraient le rang d'une épouse : mais il ne pouvait, en aucune façon, priver son fils de la liberté.

A ces restrictions du Pentateuque, les traditions talmudiques en ajoutent d'autres. Selon le Talmud une *pauvreté extrême*, autorise seule le père à disposer de sa fille. En outre, ce droit cesse en même temps que la minorité de la jeune fille; une fois majeure, c'est-à-dire âgée de douze ans, elle ne peut plus être vendue comme servante, ni mariée contre son gré ¹. La Tradition talmudique déclare enfin que le père, après avoir vendu sa fille, ne peut plus la revendre, lors même que, d'une façon ou d'une autre, elle est émancipée avant d'atteindre sa majorité ².

Il semble néanmoins que, sur ce point, l'usage n'ait pas répondu rigoureusement à la loi. Certes, tout porte à affirmer que les pères juifs ne recouraient à vendre leurs enfants que dans le cas de nécessité extrême, observant ainsi une des conditions exigées par la loi. Mais tout porte à croire aussi que la plupart des autres conditions requises, d'après la Bible et le Talmud, pour la validité de cette vente n'étaient guère observées dans la pratique. Certaines paroles du prophète Esaïe font, à ce sujet, allusion à des infractions aux lois de la Bible elle-même : en dépit de l'Écriture, les pères des familles juives se seraient arrogés le droit de vendre même leurs enfants mâles ³.

1. Kétoubôth 18a, Maïmonide I. c. (Zadoc Kahn, 42, 43 et André, 99, 100).

2. Siphre sur Deut. XV; Kiddousch, 18, 2, cité par Zadoc Kahn, 43.

3. Cf. Esaïe L, 1. Voulant convaincre Israël captif que l'obstacle qui s'oppose à son rétablissement est en lui et non en Dieu, Esaïe dit : Ainsi parle d'Eternel : « auquel de mes créanciers vous ai-je vendus? », c'est-à-dire si ses enfants (les israélites) ont été livrés aux païens, ce

Mais si, à cet égard, la loi ne traduit pas la *pratique*, le *vrai*, elle nous renseigne cependant sur la *tendance*, sur le *voulu*. Elle laisse voir, en effet, que le peuple juif éprouvait de la répulsion pour cet usage et désirait ardemment le supprimer. Les restrictions par lesquelles la Bible et le Talmud essayent d'entraver le pouvoir du père ne sont, à coup sûr, que l'expression d'une tendance collective vers l'abolition de ce procédé asservissant. Cela paraît d'autant plus fondé que la Bible n'autorise la vente des enfants que sous une condition qui enlève à cet acte tous les caractères de l'asservissement proprement dit. Que le père ne doive vendre sa fille qu'aux personnes qui lui assureront un état civil, qui contracteront l'obligation de l'épouser ou de la donner comme épouse à leur fils, — cela équivaut à une interdiction formelle de la vendre *comme esclave*. C'est plutôt un mariage par achat, que la Bible autorise; et le mariage par achat chez les peuples qui le pratiquent ne se confond nullement avec l'esclavage¹. La fille ainsi vendue est, certes, une épouse de second ordre; mais elle n'est point une esclave proprement dite.

Bref, le droit du père de vendre ses enfants comme esclaves, quoiqu'en vigueur dans la pratique, ne recevait pas cependant la pleine sanction des institutions morales et juridiques.

2. Ce n'était pas seulement par la vente que les parents réduisaient leurs enfants en esclavage; ils pouvaient user d'un autre procédé, qui aboutissait, quoiqu'indirectement, au même résultat : *l'exposition*.

n'est pas que Dieu soit semblable à un homme qui est obligé de vendre ses *fils* pour payer ses créanciers. Comme Zadoc Kahn l'affirme (16) ces mots constatent un fait.

1. Cf. Westermarck : *Origine et Développement des Idées Morales* : trad. fr. de R. Godet. T. I, pp. 595, 628, 629.

La législation talmudique est presque la seule qui s'occupe de la condition des enfants exposés. « Si, dit le Talmud, dans une ville composée en majeure partie de païens, on trouve un enfant abandonné, il sera considéré comme païen. Or si l'on circoncit et fait baigner l'enfant pour en faire un esclave, il restera tel, si l'on accomplit cette cérémonie en exprimant qu'il soit libre, il restera libre ¹ ».

Aussi l'enfant trouvé ne devenait-il pas *ipso facto* esclave. Deux conditions étaient requises, selon le Talmud, pour qu'il le fût. Il fallait que son origine païenne parût évidente, et que celui qui l'avait recueilli le circonçût dans le dessein d'en faire un esclave. A défaut de l'une ou de l'autre condition, l'enfant était libre.

Remarquons toutefois que l'exposition des enfants — extrêmement répandue dans les sociétés gréco-romaines, comme nous allons le voir bientôt — ne paraît guère avoir été pratiquée par les juifs. C'est par cela, sans doute, que s'explique le silence du Pentateuque sur cette question ; et il ne sert à rien d'invoquer l'histoire d'Agar qui, au rapport de la Bible ², fut renvoyée avec son fils Ismaël par le patriarche Abraham, après la naissance d'Isaac ; car il s'agissait d'un *délaissement* d'une femme adulte avec son fils, plutôt que d'une exposition d'enfant proprement dite. Et si le Talmud parle de l'exposition, c'est moins pour résoudre des difficultés réelles avec lesquelles les juifs se trouvaient aux prises, que pour calquer la législation romaine dont il se plaît souvent à transporter les principes, tout en les présentant sous un aspect juif. La ressemblance, voire même l'identité, qui existe entre la loi talmudique

1. Maïmonide, Abadim, VIII, 20, cité par Zadoc Kahn, 53, 54 et André, 130.

2. Cf. Genèse XXI, 9-15.

que nous venons de citer et certaines lois romaines sur l'exposition ¹, trahit d'ailleurs facilement sa provenance, et prouve, qu'ici, nous ne nous trouvons pas sur un terrain vraiment juif ².

Quoiqu'il en soit, il semble bien que l'opinion des sociétés hébraïques ne fût rien moins que favorable à l'asservissement des enfants trouvés. C'est, sans doute, sous l'influence de cette opinion que le Talmud n'hésite pas à considérer comme absolument libres deux catégories d'enfants exposés : ceux dont l'origine juive paraît vraisemblable, et les païens dont les sauveteurs renoncent à en faire des esclaves. Et à maintes reprises il exhorte les juifs à faire preuve de désintéressement. « Nos sages, dit Maïmonide, nous ont prescrit de prendre dans nos maisons des pauvres, des orphelins, plutôt que des esclaves ³ ».

E

Les situations qui viennent d'être décrites sont toutes des espèces d'un même genre : l'esclavage qu'elles engendrent est toujours *subi*. Mais l'esclavage peut être aussi *volontaire* ⁴ : la *liberté* qu'on accorde au citoyen de dispo-

1. Voir plus loin, pp. 94 fin, 95.

2. Pour le rapport du Talmud avec le droit romain, voir la juste remarque de Zadoc Kahn (page 8) : « ...Cet admirable code romain, dit-il, qui a inspiré tant de législations modernes devait plaire à l'esprit fin et pénétré des auteurs du Talmud. Quand on étudie la littérature talmudique, on s'aperçoit immédiatement que l'influence romaine a passé par là. Le droit civil, surtout tel que l'expose le Talmud, reproduit souvent les principes du droit romain et quelquefois il lui emprunte jusqu'aux expressions juridiques... ».

3. Maïmonide, *Matnoth-Anyum*, X, 17, cité par André, 141, 142.

4. En soutenant que « le caractère saillant de l'esclavage c'est la nature *obligatoire* des rapports d'esclave à maître » — thèse qui procède d'une conception inexacte de l'esclavage, comme nous venons de le montrer plus haut (voir p. 28, note 1) — Westermarek s'est trouvé extrême-

ser de lui-même à son gré, est, elle-même, une source d'esclavage.

La Bible autorise, en effet, deux sortes d'esclavage volontaire : Elle permet aux hébreux *libres* de se vendre comme esclaves, et aux hébreux *libérés* à l'expiration de leur durée d'esclavage de renoncer volontairement à la liberté, d'accepter, en somme, la continuation de leur servitude.

1. La *vente volontaire* est explicitement permise par tous les codes de l'Ancien Testament. « Quand l'un de tes frères — dit le Deutéronome —...se vend à toi... il te servira¹... etc. ». Tout en légitimant l'acte de se vendre soi-même, ces mots constatent un usage en vigueur chez les anciens juifs, usage mentionné d'ailleurs dans presque toutes les sources hébraïques, même celles qui paraissent remonter aux

ment embarrassé par ce fait que l'esclavage était quelquefois volontaire. Aussi — d'une façon purement arbitraire — a-t-il essayé d'éliminer cette forme du domaine de l'esclavage proprement dit. « ... Aussi — dit-il — l'esclavage volontaire de celui qui se vend n'est-il qu'une *imitation* de l'authentique et *véritable* esclavage : en renonçant à sa liberté, il donne à un autre, par contrat, pour une période limitée ou illimitée, les mêmes droits sur lui que ceux du maître sur l'esclave. Si l'esclavage proprement dit se fondait sur un contrat entre les intéressés, je ne vois pas comment l'on distinguerait un domestique d'un esclave ». (Voir Westermarck : *L'Origine et le Développement des Idées Morales*. Trad. fr. de Godet, p. 667).

Nous le répétons : les faits ne confirment nullement cette thèse. Nous venons de dire (v. p. 28, note 1) que, de nos études objectives sur toutes les formes d'esclavage en vigueur chez les diverses sociétés humaines, nous avons conclu à ceci : le seul caractère inhérent à la condition des esclaves, ce n'est pas la nature *obligatoire* des rapports d'esclaves à maîtres, comme le prétend Westermarck, mais *c'est la suppression de la personnalité civile de l'homme*. Cette suppression se trouvant aussi bien dans l'esclavage *voulu* que dans l'esclavage *subi*, il est faux autant qu'arbitraire de qualifier l'un d'*imitation* et l'autre de *véritable*. Et la domesticité, n'impliquant nullement cette suppression, ne se confond avec aucune sorte d'esclavage.

1. Deutéronome, XV, 12.

périodes les plus reculées de l'histoire d'Israël. Toujours était-ce sous la pression de la misère que l'hébreu, afin de se conserver la vie, aliénait volontairement sa liberté. Et c'est d'ailleurs sous cette condition que la Bible l'autorise à accepter le joug de l'esclavage : « Si ton frère, dit le Code Sacerdotal, *devient pauvre*, et se vend à l'étranger qui demeure chez toi ¹... etc. ».

Il répugnait toutefois au législateur de laisser ainsi le nécessaire tomber dans l'esclavage; et il faisait tout pour prévenir ce résultat. Les sages mesures sur le partage des terres et le maintien des héritages ², la faveur assurée au travail libre ³, cette bienfaisante distribution des choses réservées à Dieu ⁴, et toutes ces lois de charité sur l'accueil du malheureux sans asile ⁵, ou le traitement du mercenaire ⁶, sur les prêts, sur les dettes, sur les gages, sur les rapports du riche et du pauvre ⁷... ne sont, à vrai dire, que des mesures préventives prises par le législateur pour obvier à cet esclavage volontaire en apparence, mais que la misère seule rendait inévitable dans la pratique. S'ajoutant à la condition que la Bible exige pour que l'homme puisse se vendre lui-même comme esclave : le manque de nécessaire, ces mesures attestent une forte aversion à l'égard de l'esclavage volontaire.

Cette répulsion s'accuse avec bien plus de netteté encore dans le Talmud. Commentant les versets bibliques

1. Lévitique, XXV, 47.

2. Voyez la loi sur l'année Jubilaire, Lévit. XXV et suiv. V. aussi André (Tony), 66-69.

3. Voir Exode, XXXV, 25 et suiv.

4. La part de Dieu était la part des pauvres. Voir Ex., XXIII, 11; Deutéronome, XII, 17-19, etc...

5. Lévitique XXV, 35.

6. Lévitique XIX, 13. Deut. XXIV, 14, 15.

7. Ex. XXII, 25. Deut. XV, 9-12; XXIII, 19; XXIV, 6, 10, 17, etc...

que nous venons de citer, les Traditions talmudiques déclarent, en effet, que la *femme* ne pouvait, en tout état de cause, et fût-ce même pour se procurer les moyens de subsistance, aliéner volontairement sa liberté¹, et que *l'homme*, pour avoir le droit de se vendre, « devait se trouver dans le dénuement le plus complet : il fallait qu'il eut vendu déjà son mobilier, son champ, sa maison; qu'il manquât par conséquent des choses les plus nécessaires à la vie; de pain pour se nourrir, de toit pour s'abriter²... ». Et voyant avec peine l'homme libre descendre volontairement de son rang, elles ajoutent que « cette vente ne devait jamais avoir lieu en public... et que tout devait se passer en secret³... ».

Les mœurs observaient une attitude analogue, à tel point qu'on allait même jusqu'à voir dans l'asservissement des pauvres le bouc émissaire accusé de tous les malheurs d'Israël. Ainsi, quand les dix tribus étaient captives des Assyriens, le prophète Jérémie ne trouva aucune difficulté à convaincre ses compatriotes que leur défaite était due à l'asservissement des nécessiteux par les riches. Et il fallait que les représentations collectives s'accommodassent d'une telle argumentation pour que le roi de Juda et le peuple tout entier, afin de rendre Dieu favorable, se soient engagés, par un pacte solennel, à renvoyer libres les pauvres qui gémissaient dans l'esclavage des riches, et à ne plus les asservir⁴.

2. — Comme la vente volontaire de soi-même, le fait de *consentir, de plein gré, à rester dans l'esclavage après l'ex-*

1. Mekhilta sur Ex. XXI, 7. Maïmonide I, c. I, 2. Cf. Zadoc Kahn, 39, 40.

2. Arachin 30b. Torath Cohanin sur Lévi. I, c. Cf. Zadoc Kahn, 9, 10 et André (T.), 24.

3. Cf. André (Tony), 25.

4. Cf. André (T.), 66, et Wallon, I, 19, 20.

piration de sa durée légale ne recevait pas non plus la pleine sanction des institutions juridiques et morales du Peuple d'Israël.

D'après la loi hébraïque, la femme ne pouvait, en tout état de cause, refuser la liberté due à l'expiration de la durée légale de son esclavage¹; seul l'esclave hébreu du sexe mâle le pouvait. Encore fallait-il qu'il remplît certaines conditions et se soumit à plusieurs formalités; conditions et formalités qui traduisent, de la façon la plus éclatante, l'aversion des juifs pour cet esclavage, et leur zèle pour le restreindre et même pour le supprimer :

a) Ainsi la Bible exige, en premier lieu, pour la validité de cet acte que l'esclave hébreu soit marié avec une esclave à perpétuité appartenant au même maître, qu'il ait de cette esclave des enfants, et que le mobile de son consentement à la prolongation de sa servitude soit précisément le désir de ne pas se séparer de son épouse et de ses enfants².

b) Il faut, en second lieu, que le maître lui-même soit marié et père de famille, qu'une affection sincère et réciproque unisse l'esclave à son maître et à tous les membres de sa famille, que, sous tous les rapports, le maître et l'esclave se trouvent bien ensemble et qu'une bonne entente règne entre tous les membres des deux familles : celle du maître et celle de l'esclave³.

c) Et pour empêcher l'esclave de prendre une résolution précipitée et irréfléchie, on exige, en outre, qu'il fasse une déclaration positive de son intention en présence du maî-

1. Siphre sur Deut. I, c. Maïmonide, I, c. III, 13. — Cf. Zadoc Kahn, 44, et André (Tony), 106.

2. Exode, XXI, 5, 6.

3. Deut., XV, 16, 17; Ex. XXI, 5, 6; Siphre sur Deut. I. c.; Mechilta sur Ex. XXI, 5; Kiddousch 22a. — Cf. Zadoc Kahn 28 et André (Tony) 81.

tre, que cette déclaration précède l'arrivée du terme légal de son service, qu'elle soit renouvelée à plusieurs reprises et répétée publiquement devant les juges, que ceux-ci l'avertissent des conséquences de sa résolution et soient convaincus que l'esclave n'abdique pas sa liberté par légèreté, ou dans un moment de caprice, et que le maître n'a pas abusé de son autorité pour le forcer à demeurer à son service contre son gré¹.

d) Toutes ces conditions étaient-elles remplies et l'esclave demeurerait-il inébranlable dans sa résolution? Il devait en porter le signe visible et ineffaçable. Son maître devait, après le consentement des magistrats, le faire approcher de la porte de la ville (de ce lieu qui était choisi pour rendre la justice et qui était aussi le plus exposé à la vue du public) et lui percer l'oreille avec un poinçon. En exigeant cette marque extrêmement déshonorante aux yeux de l'opinion, le législateur voulait engager l'amour-propre de l'esclave et l'empêcher d'accepter un pareil abaissement. « Son oreille — disaient les docteurs juifs — avait entendu la voix qui, retentissant du haut du Sinai, disait : « Vous serez l'esclave de Dieu seul » et malgré cela, il avait accepté volontairement le joug d'un homme; que son oreille porte donc la marque de sa désobéissance et de son avilissement² ».

A tout prendre, de toutes les situations qui engendrent, en fait, l'esclavage postérieur à la naissance chez les hébreux, une seule reçoit la pleine sanction de toutes les institutions sociales : la situation de l'ennemi captif dans une

1. Kiddousch I. c. Maïmonide I. c. III, 9, 10, cité par Zadoc Kahn 28. Cf. aussi Mielziner : *Die Verhältnisse der Sklawen*, p. 27, cité par André (Tony), pp. 82, 83.

2. Kiddousch 22b. Tociphta de Babba-Komma, chap. VII. Cf. Zadoc Kahn, p. 29 et André (Tony), p. 86.

guerre étrangère (non civile). Combattus incessamment par les lois juridiques ou par les règles morales, tous les autres modes de recrutement ne sont, pour ainsi dire, que des infractions aux sentiments collectifs.

II

Originaire d'Asie, le peuple hellénique de l'Antiquité ne diffère guère, en ce qui concerne les institutions esclavagistes, des nations orientales dont les hébreux sont les représentants les plus illustres. En effet, l'esclavage postérieur à la naissance dans la Grèce antique s'alimente, à peu de chose près, aux mêmes sources que nous venons de constater chez les juifs.

A

Ainsi c'est la guerre qui, comme en Judée, fut en Grèce la principale pourvoyeuse d'esclaves. Déjà aux Temps-Homériques, les héros de *l'Iliade* laissaient souvent la vie aux enfants et aux femmes des vaincus pour en faire leurs esclaves. « Ni le malheur futur des Troyens — disait Hector à sa femme Andromaque — ni celui de Hécabé elle-même, du roi Priamos et de mes frères courageux, qui tomberont en foule sous les guerriers ennemis, ne m'afflige autant que le tien, quand un Akhaien cuirassé d'airain te ravira la liberté et t'emmènera pleurante !¹. » Et quand le vaillant chef de Troie fut tué par Achille, ses prévisions ne tardèrent pas à se réaliser : bientôt la fidèle Andromaque devint l'esclave de Pyrrhus, fils d'Achille, le meurtrier de son époux. « Cette ville — dit-elle en décri-

1. *Iliade* VI (Letourneau, 333).

vant à son fils le sort qui les attendait — cette ville sera renversée de son faite; puisque son défenseur a péri... et ses femmes fidèles et ses petits enfants seront enlevés sur les nefs creuses, et moi avec elles, et toi, mon enfant, tu me suivras et tu subiras de honteux travaux, te fatiguant pour un maître féroce ¹ ».

A l'état embryonnaire aux Temps héroïques, ces mœurs se développèrent et s'organisèrent avec la civilisation de la période historique de la Grèce. Sous la pression de cette civilisation qui leur communiqua le goût du luxe, les habitudes de loisir, des besoins plus multiples d'esclaves, les grecs du Temps-Historique s'appliquaient : 1° à *étendre* et 2° à *légitimer* la pratique de leurs ancêtres.

1. — En effet, l'asservissement des *personnes* dont se contentaient généralement les héros de Troie ² n'est plus aux Temps-Historiques la seule conséquence de la guerre : la victoire des Grecs et particulièrement des Grecs *doriens* et *thessaliens* aboutit, souvent, dans cette dernière période, à l'asservissement de *peuples entiers*. C'est même le principe fondamental sur lequel repose le droit des gens en Grèce historique : la prise d'une ville implique, *ipso facto*, la perte de la liberté civile de *tous* ses habitants ³. Ainsi les Héléens, vaincus par les Spartiates, furent condamnés *en masse* à l'esclavage et devinrent *Hilotes*, esclaves de l'Etat, esclaves publics : les uns tenus en réserve pour les besoins de la communauté, les autres, dont l'Etat se réservait toujours la nue-propriété, partagés entre les citoyens, à titre d'usufruit ⁴. De même, les conquérants

1. Iliade XXIV. Cf. Letourneau, 334.

2. Dans Homère on ne trouve aucune trace d'esclavage imposé d'un seul coup à tout un peuple. Cf. Letourneau, 356.

3. Cf. Montesquieu : *De l'esprit des Lois*, t. II, Livr. XXIX, chap. XIV.

4. Cf. Letourneau, 357, et Wallon, I, ch. III, parag. III en particulier, pp. 105, 106.

doriens de la Crête réduisirent *collectivement* en esclavage les anciens habitants de la plupart des villes soumises, qui, pareillement aux hilotes de Spartes, se classaient en deux catégories : les *cralottes* cultivant les propriétés privées ; et les *mnoïtes* fixés sur le domaine de l'Etat¹. D'autres populations vaincues furent *entièrement* réduites en *hiérodoules*, en esclaves consacrés aux multiples services des Temples². — Esclavage des personnes, asservissement des peuples, tel fut, en somme, la double forme que prenait alors la condition des vaincus selon qu'ils étaient destinés *individuellement* à l'usage des vainqueurs, ou *en masse*, au service de la communauté.

2. — Sanctionnée par l'usage et par le droit, cette pratique le fut également par les règles morales et les systèmes philosophiques de l'Antiquité grecque. Loin de choquer la conscience morale, l'asservissement de certains peuples apparaissait même, aux anciens grecs, comme un devoir. La nature aurait créé, croyait-on, des peuples inférieurs destinés exclusivement à servir des races plus intelligentes et plus éclairées. Les ramener — fût-ce par la force — à la condition pour laquelle ils ont été faits, ne serait que supprimer les aberrations morales, et concourir au fonctionnement régulier des lois naturelles : c'est un droit légitime, c'est même un devoir auquel les peuples supérieurs ne sauraient se soustraire, sans menacer l'équilibre social. Et c'est, à coup sûr, en traduisant les idées dominantes dans la Grèce Antique qu'Aristote justifia même une guerre entreprise dans le seul dessein de conquérir des esclaves. « L'art de la guerre, dit-il, est en quel-

1. Cf. Letourneau, 356, et Wallon, I, ch. III, parag. VI, en particulier pp. 125, 126.

2. Schœmann : *Antiquités grecques*, II, 274. Cf. Letourneau, 345.

que sorte un moyen naturel d'acquérir; l'art de la chasse n'en est qu'une partie. C'est celle dont on fait usage contre les bêtes fauves ou contre les hommes, qui, *nés pour obéir*, refusent de se soumettre. En sorte que *la nature même déclare qu'une telle guerre est légitime*¹ ».

Et pourtant ce n'est pas seulement à ces hommes « nés pour obéir » que l'esclavage s'impose comme suite de la guerre. La guerre se fait également entre les grecs eux-mêmes; et parmi eux aussi la captivité fait des esclaves. Depuis la guerre de Troie jusqu'aux guerres médiques, depuis les guerres médiques jusqu'à Alexandre, ou, pour mieux dire, jusqu'aux derniers temps de la Grèce, l'esclavage continue de joindre aux populations « barbares », les grecs des plus illustres villes à la faveur de ces guerres intestines qui s'engagent incessamment entre elles. « Aussi, sans rappeler les peuples asservis à Sparte, et aux races établies par la conquête, les Spartiates servirent chez les Tégéates, chargés des chaînes qu'ils leur destinaient; en Sicile, Hiéron, maître de Mégare Hybléenne, en vendit la population hors du pays. Les guerres qui suivirent la lutte contre les Perses, celles qui préludèrent à la grande lutte intérieure, renouvelèrent ces exemples, et la guerre du Péloponèse surtout, répandit partout la destruction ou la servitude. Les habitants de Platée qui se sont rendus aux Spartiates sont égorgés et leurs femmes asservies; ceux de Mélos qui se rendent aux Athéniens éprouvent le même sort; les hommes sont également massacrés ou déportés; les femmes et les enfants réduits en esclavage à Scione, à Torone, en vingt autres lieux; et les Athéniens auteurs de

1. Politique, Livr. 1^{re}, ch. III, parag. 8. Cf. Wallon, I, 381 et Letourneau: *Evolution de la Propriété*, p. 316. — Voir plus loin, pages 141, 142, le développement de la thèse d'Aristote.

ces violences, en subissaient quelquefois les représailles. A Corcyre, où s'est le plus complètement résumée toute l'horreur de cette lutte parricide, le massacre et l'esclavage décimaient tour à tour les deux partis ennemis ¹ ».

Toutefois les institutions politiques et morales des Hellènes ne furent rien moins que favorables à l'asservissement des citoyens devenus captifs dans une guerre intérieure. La conscience grecque répugnait, en effet, à ce que la guerre civile eût sur les prisonniers le même effet que la guerre étrangère. Et c'est, à coup sûr, en traduisant le sentiment dominant que Platon demande l'abolition formelle du droit de réduire en esclavage les prisonniers faits dans une guerre de Cité à Cité. « En ce qui regarde l'esclavage des prisonniers de guerre, dit-il, te semble-t-il juste que les Grecs réduisent en servitude des Cités grecques ? Ne doivent-ils pas plutôt le défendre aux autres, et exiger, en principe, d'épargner la race grecque, de peur de tomber dans l'esclavage des barbares ? Ainsi ne doivent-ils pas eux-mêmes n'avoir aucun esclave grec, et conseiller aux autres Grecs de suivre leur exemple ² ». Ces paroles de Platon, les philosophes postérieurs s'appliquent inlassablement à les relever et à les faire passer en principe dans les institutions helléniques. Dictées par des orientations collectives, ces doctrines eurent une répercussion considérable sur la pratique. Ainsi après la prise de Methymne, Calicratidas en renvoya libres tous les habitants, déclarant que « lui général, aucun Grec ne serait livré en servitude ³ ». Et ce fut également la règle d'Epaminondas et de Pélopidas, dans les guerres qu'ils soutinrent pour l'indé-

1. Wallon, I, 162 et suivantes.

2. *République*, V, p. 469, trad. fr. de Cousin, p. 295. Cf. Wallon, I, 368, note 2.

3. Xén. *Hellén.*, I, VI, 14-16, cité par Wallon, I, 163.

pendance et pour la suprématie de Thèbes¹. De même dans l'Attique, on ne gardait guère en servitude que les captifs des pays réputés « barbares » : la plupart des prisonniers d'origine grecque étaient échangés ou admis à rançon². Tout porte même à affirmer que, depuis la guerre du Péloponèse, le monde hellénique, tout entier, fut d'accord, en principe sinon toujours en pratique, pour rançonner ou échanger les prisonniers faits par des Grecs sur des Grecs, au lieu de les réduire en esclavage³. La plupart des cités grecques contractaient même entre elles des conventions explicites à cet effet⁴.

Bref, le droit de réduire en esclavage les prisonniers de guerre, ne recevait la pleine sanction des institutions politiques et morales des anciens Grecs, que dans le cas où il s'exerçait au détriment des races étrangères.

B

Bien longtemps, les Grecs distinguèrent mal entre la guerre et la *piraterie*. Enlever des étrangers pour les vendre ensuite comme esclaves, ce n'était, après tout, que la pratique courante de la guerre; et les mêmes considérations qui, aux yeux des Hellènes, justifiaient l'asservissement des prisonniers capturés par les guerriers, légitimaient également l'esclavage des personnes ravies par les pirates.

Les Temps Héroïques semblent avoir été la période la plus propice à la piraterie : métier alors honorable et pra-

1. Comparaison de Pélopidas et de Marcellus, ap. Plut., I, cité par Wallon, I, 163.

2. Schœmann, *loc cit.*, I, 397. Cf. Letourneau, 337.

3. Schmidt, *Ethik der alten Griechen*, II, 204, 205, 283, cité par Westermarck, *op. cit.*, I, p. 685.

4. Schœmann, *loc. cit.*, I, 397. Cf. Letourneau, 337, 338.

tiqué par des hommes nobles dont Homère ne manque pas de glorifier les exploits: « Naviguez-vous — demande tranquillement dans l'Odyssée, au jeune Télémaque, le roi de Pylos, le respectable Nestor lui-même — naviguez-vous pour quelque trafic, ou comme des pirates, qui, jouant leur vie, portent le malheur aux étrangers ¹ ? ». Et, à l'exemple des rois, les dieux eux-mêmes encouragent les pirates, les protègent et réclament souvent leur part du butin ².

Avec l'acquiescement de leurs législateurs et surtout de Solon qui maintint lui-même à Athènes des associations de pirates ³, les Grecs conservèrent cet usage durant la première partie de la période historique. Les procédés en usage, dans cette dernière période, pour le rapt de l'homme libre, devinrent même plus variés qu'aux Temps Héroïques. Ainsi ce n'est plus seulement avec les formes et l'appareil de la guerre que ce rapt se pratique; il s'exerce aussi au sein même des villes, par la ruse et les moyens secrets. Des hommes désignés par le nom d'*andrapodistes* et aussi des femmes se livraient à ce métier odieux, ravissant les enfants dans la confusion des jeux et des fêtes. Une pièce d'Antiphane met en scène un Syrien d'un caractère détestable, amenant à Athènes un jeune garçon et sa sœur, qu'il a ravis à leurs parents, chose très fréquente au théâtre et dans la vie ⁴.

Ce n'est que vers le quatrième siècle avant l'ère chrétienne que la piraterie fut proscrite par la loi, et que les Républiques commencèrent à prendre des mesures pour atteindre les ravisseurs et pour protéger la liberté de leurs victimes. Le tribunal des Onze, à Athènes, avait dans ses

1. Odyssée, III. Cf. Letourneau, 335.

2. Sophocle, *Trachim.*, 245; Iliade, I, 124, cité par Wallon, I, 68.

3. Cf. Letourneau, 335.

4. Antiph. *ap.* Athén., III, 108, cité par Wallon, I, 168, 169.

attributions le soin de les rechercher et de punir leur crime; et, afin d'en arrêter les suites au plus tôt, il était permis d'intervenir en faveur des personnes entraînées en esclavage, pour leur assurer la liberté provisoire ¹. Et Thucydide (460-395 av. J.-C.), en déclarant : « anciennement la piraterie n'était nullement déshonorante; au contraire on y pouvait acquérir quelque gloire ² », donne à entendre que, déjà de son temps, les mœurs elles-mêmes commencent à regarder cette pratique comme avilissante et à repousser l'esclavage qu'elle engendrait.

Sans doute la proscription par la loi du rapt de l'homme libre, et sa condamnation par les mœurs, n'y mirent nullement un terme dans la pratique. Dans *toutes* les périodes de l'Antiquité Grecque il n'a jamais cessé d'être une des plus puissantes sources d'esclavage. C'est surtout des butins des pirates, des « barbares » enlevés en Trace, en Carie, en Phrygie..., que s'alimentaient, de tout temps, les vastes marchés de Chio, d'Athènes et de Délos où l'on en vendait plusieurs myriades en un jour ³. — Sans doute, les Etats eux-mêmes ne furent pas plus fidèles à leurs propres législations que les particuliers : les mêmes Républiques qui interdirent le rapt de l'homme libre, et en poursuivirent les auteurs, donnaient souvent des lettres de marque aux capitaines pirates pour enlever les hommes aux nations ennemies, quand elles n'employaient pas leurs propres vaisseaux à des courses de brigandage ⁴. Il est vrai enfin que la piraterie et le rapt de l'homme libre en général — qui se faisaient parfois au détriment des Grecs eux-

1. *Poll. Onom.*, VIII, 102. — *Esch. c. Tim.*, p. 85, 89 (éd. Reiske), cité par Wallon, I, 169.

2. Thucydide, I, chap. V, parag. 3. Cf. Letourneau, 335.

3. Voir Letourneau, *Evol. de l'Esc.*, 336, et *Evolution de la Propriété*, p. 318.

4. Voir Petit, *Lois attiques*, VII, 1, 7, cité par Wallon, I, 168.

mêmes — malgré qu'ils fussent proscrits par la loi, avaient cependant quelques effets légaux : l'homme libre vendu était, *en droit*, esclave de celui qui l'avait acheté jusqu'à ce qu'il lui eut remboursé le prix de sa rançon ¹. — Mais il n'en reste pas moins que la prohibition du rapt de l'homme libre, la poursuite des ravisseurs, la considération de leur acte comme crime punissable, le zèle que déployaient parfois les Républiques pour en arrêter les suites au plus tôt, et l'aversion des mœurs grecques, dès l'époque de Thucydide, pour la piraterie et pour ses conséquences asservissantes, que tout cela marque une tendance à l'abolition de cette pratique, et prouve qu'à la différence de l'asservissement de l'ennemi captif dans une guerre étrangère, la légitimité de l'esclavage de l'homme dérobé était en question, au moins dans les dernières périodes de l'Antiquité Grecque.

C

Indépendamment de la guerre et du rapt de l'homme libre, l'esclavage pouvait résulter de *l'action même de la loi*.

1. — Avant Solon le *débiteur insolvable* était judiciairement vendu comme esclave hors de l'Attique, au bénéfice de son créancier ; et les Eupatrides, à qui l'on vendait d'habitude ces esclaves, étaient devenus ainsi propriétaires d'une grande partie de la classe inférieure d'Athènes ².

La réforme de Solon abolit cependant entièrement cette institution : elle ordonna que personne ne serait obligé

1. Cf. Wallon, I, 168.

2. Plut. *Solon*, 13; *Du péril des Dettes*, 8, Cf. Wallon, I, 160, et Letourneau, 336.

par corps pour dettes civiles, qu'en d'autres termes, la liberté du débiteur ne saurait, en aucun cas, répondre de sa dette ¹.

2. — En Lycie l'esclavage était la sanction du *vol* ²; mais dans aucune autre ville de la Grèce Antique le voleur ne s'exposait à la perte de sa liberté.

3. — De même, de toutes les villes grecques, Halicarnasse fut la seule à appliquer parfois au *sacrilège* la peine de l'esclavage. En effet, un décret de cette ville (environ 457 av. J.-C.) frappe de bannissement et de la confiscation des biens au profit du Temple d'Appolon, celui qui en viole les prescriptions; et à défaut de biens de la valeur de 10 statères, le coupable doit être vendu comme esclave à l'étranger ³.

4. — Des mythes de la Grèce, il est permis de conjecturer qu'aux Temps Héroïques, le *meurtre* put — du moins aux yeux de la conscience religieuse — entraîner la perte de la liberté du coupable. Ainsi, quand Hercule, souillé du sang de sa propre famille, vient demander l'expiation aux autels du dieu purificateur, c'est l'esclavage qu'Apollon lui impose ⁴. Cette institution n'a laissé, toutefois, aucune trace dans les lois de la Grèce historique.

5. — En vertu d'une loi particulière à l'Attique, le *météque*, c'est-à-dire l'étranger domicilié à Athènes, pouvait encourir une peine sévère qui allait quelquefois jusqu'à sa vente comme esclave quand *il manquait à l'une ou à l'autre*

1. Cf. Montesquieu, *op. cit.*, I, Liv. XII, chap. XXI. Voir également Wallon, I, 160.

2. Nicol Damasc., fr. 129, § 2, édit. Didot. Cf. Wallon, I, 161, note 1.

3. Newton, Halicarn. Cnidus, etc., t. II, part. II, p. 671. Cf. Wallon, I, 161, note 1.

4. Sophocle : *Trachim.* 248-253 et 274-278, cité par Wallon, I, 70.

de ces deux obligations qu'entre autres, les institutions athéniennes lui imposaient : se choisir parmi les citoyens un patron qui lui servait d'intermédiaire devant les tribunaux, et payer une contribution annuelle à l'Etat (douze drachmes pour un homme et six pour une femme, auxquelles il faut ajouter le coût d'une patente au cas où le métèque voulait ouvrir une boutique) ¹. — Plus tard la rigueur de cette loi fut toutefois adoucie; et l'on s'appliqua à mettre la liberté du métèque à l'abri de toute atteinte. On allait même plus loin dans cette voie : dans le cas où l'étranger rendait à la Cité quelques grands services, on l'en récompensait en l'exemptant du patronage, en lui faisant remise de l'impôt spécial, en lui donnant le droit de propriété, en un mot en lui accordant l'*isotélie* et même le *droit de cité* ². — Et la nécessité finit par faire la règle de ce qui avait d'abord été l'exception. A la fin de la guerre du Péloponèse, les Athéniens, épuisés, accordèrent le droit de cité non seulement aux étrangers domiciliés à Athènes, mais encore à tous ceux qui consentaient à servir dans l'armée ³. Ainsi l'ancienne loi condamnant l'étranger à l'esclavage, quand il manquait à ses obligations spéciales, finit par ne pas avoir de raison d'être.

D

L'autorité paternelle se joignait à la puissance de la loi, et enfantait la servitude au sein même de la famille, et par la vente de quelques-uns de ses membres, et par leur *exposition*.

1. S. Petit, *Lois Attiques* (cité par Wallon, I, 154); Letourneau, *op cit.*, 362, citant Schœmann, *op. cit.*, 345, 404; Letourneau, *Evol. politique*, 325, 326.

2. Cf. Wallon, I, 350 et suiv., et Letourneau, 362, 363.

3. Diodore, XIII, 97, cité par Letourneau : *Evol. politique*, p. 326.

1. — La coutume tolérait généralement la *vente* des enfants par leur père. Mais la législation grecque n'était rien moins cependant que favorable à un tel usage. Et, en Attique, une loi de Solon ôta même expressément aux pères de famille le droit de vendre leurs enfants comme esclaves¹.

Même avant cette abolition, vendre ses enfants était toujours considéré comme un pis aller, une avanie à laquelle seule une misère extrême contraignait les chefs de famille à s'exposer.

2. — Contrairement à leur vente, l'*exposition* des enfants était extrêmement répandue chez les anciens Grecs, et, dans certains cas, approuvée et même imposée par la loi.

En effet, la loi ordonnait, du moins à Sparte, l'exposition des enfants difformes ou maladifs; et les plus éclairés des philosophes grecs l'approuvaient. Platon condamne tous les enfants mal bâtis, et tous ceux qui naissent de citoyens dépravés, à être abandonnés dans un lieu obscur et inconnu². Aristote propose également la loi relative à l'exposition ou à l'éducation des enfants qui veut « que rien d'imparfait ou de mutilé ne soit élevé³ ». — De l'exposition pratiquée sur cette catégorie d'enfants, il résultait donc la destruction des victimes et non point leur esclavage.

Mais sous la pression de la misère, l'exposition se pratiquait aussi sur des enfants bien portants. Et bien que cette espèce d'exposition fût difficilement tolérée par l'opinion

1. Le législateur fit toutefois exception pour les filles ou sœurs surprises en commerce galant et illégitime. Plutarque : *Solon*, 23. Cf. Walton, I, 106, et Letourneau, *Ev. de la Prop.*, p. 316.

2. Platon, *Répubblica*, V, 460, cité par Westermarck, *op. cit.*, I, 415, 416.

3. Aristote, *Politica*, VII, 16, p. 1335, cité par Westermarck, *op. cit.*, I, 415, 416.

publique, et qu'à Thèbes elle constituât même un crime capital¹, elle était cependant assez fréquente dans la pratique. Toutefois elle n'aboutissait nullement à l'esclavage proprement dit de l'enfant abandonné. Certes, elle le plaçait dans la fatale alternative de la mort ou de la servitude au profit de celui qui l'avait recueilli; mais cette servitude n'avait point, juridiquement parlant, le caractère de l'esclavage proprement dit : c'était plutôt, comme le diront plus tard les jurisconsultes romains, *un rapport d'élève à éleveur*, et non de maître à esclave².

E

La misère qui parfois faisait vendre ou exposer les enfants, contraignait aussi l'homme libre à *se vendre lui-même comme esclave*. La loi et les mœurs toléraient cependant difficilement cette *aliénation volontaire* de la liberté qui, dans la pratique, ne se faisait d'ailleurs que très rarement et sous certaines réserves qui lui ôtaient, pour ainsi dire, les caractères de l'esclavage proprement dit. Ainsi, quand les Béotiens se donnèrent volontairement aux Thessaliens, ils stipulèrent qu'on ne les vendrait pas hors du pays d'Arnaïa et qu'on n'aurait pas sur eux le droit de vie et de mort; et de leur côté, ils s'engagèrent à cultiver la terre et à livrer un tribut annuel de ses productions³. Ce genre de stipulations se trouvant dans presque tous les cas où le contrat de servitude se traitait de gré à gré, il est permis d'en conclure que la servitude volontaire consistait, chez les anciens Grecs, en une sorte de *servage* plutôt que d'esclavage véritable.

1. Elien. *Variae Historæ*, II, 7, cité par Westermarck, *op cit.*, I, 415, 416.

2. Cf. Wallon, I, 160.

3. Athénée, VI, 18, cité par Letourneau, *Evol. de la Propriété*, p. 316.

Dans les Temps-Héroïques l'esclavage proprement dit était cependant volontairement subi dans le cas de *meurtre*, et sous l'empire de l'idée religieuse qui en commandait l'expiation. On se vendait volontairement comme pour dépouiller le vieil homme en abdiquant la liberté. Les dieux eux-mêmes en avaient donné l'exemple. Apollon avait servi chez Admète pour se laver du meurtre de Python¹. Cet usage n'a laissé, toutefois, aucune trace dans la Grèce Historique².

On le voit donc, parmi toutes les formes de servitude postérieures à la naissance, l'asservissement des prisonniers de guerres étrangères fut le seul esclavage admis par toutes les institutions des anciens Hellènes, et en vigueur dans tous les milieux et durant toutes les périodes de l'Antiquité Grecque. Légitimité unanimement incontestée, universalité dans tout le monde grec, et persistance dans toutes ses époques, voilà, en somme, les trois traits qui, à l'exception de l'esclavage des captifs des guerres dirigées contre les étrangers, ne se trouvaient réunis dans aucune autre forme d'asservissement. Sur ce point, les institutions grecques ne diffèrent donc guère de celles des anciens Hébreux.

1. Eurip., *Alceste*, 1-2 et le Schol.; Ofr. Müller, *Doriens*, T. I, 322. Cf. Wallon, I, 70.

2. Athénée rapporte un cas isolé d'esclavage volontaire : des malades désespérés se seraient donnés comme esclaves à un médecin grec, à un certain Ménécrate, à condition que celui-ci parviendrait à les guérir (Athénée, VII, 289b, cité par Wallon, I, 467, note 13 et par Letourneau, 336).

III

C'est à la même conclusion que vont nous conduire les études des situations génératrices de l'esclavage postérieur à la naissance chez les *Romains*.

A

De même qu'en Judée et en Grèce, c'est la *guerre* qui fut la plus importante recruteuse de la population servile à Rome. On sait que Rome fut, avant tout, guerrière, et guerrière victorieuse; et on sait avec quelle rigueur les Romains usaient du droit de la victoire : les captifs, cessant par là-même de s'appartenir, étaient, de plein droit, à la complète discrétion des vainqueurs. Plusieurs d'entre eux, après le triomphe, étaient régulièrement mis à mort; quelquefois ils étaient égorgés dans le camp, ou encore on les faisait s'entr'égorguer eux-mêmes dans des luttes qui servaient à l'amusement des soldats ¹. Le reste — pour la plupart des enfants et des femmes — quand il n'y avait pas lieu d'en faire l'échange subissait l'esclavage. Tel est, en résumé, l'usage en vigueur, surtout aux premiers temps de Rome.

Mais quand la conquête eut remplacé les modestes patrimoines de la Rome primitive par des immenses possessions, on visa, durant la guerre, moins à tuer qu'à ramener « les bras » nécessaires à l'exploitation de ce vaste empire. Dès lors, les expéditions guerrières, accompagnées presque toujours par des trafiquants d'esclaves, paraissent même

1. Cf. Wallon, II, 31, 32.

n'avoir pour but que de pourvoir aux besoins des marchés d'esclaves.

Sous la pression des mêmes besoins, des nations tout entières même quelquefois furent ravies à la liberté. Ainsi dans le seul Epire, Paul Emile réduisit en esclavage 150.000 hommes ¹. — Marius aurait capturé à Aix et à Verceil 90.000 Teutons et 60.000 Cimbres ². — On mentionne ce quarante-quatre mille captifs qu'Auguste avait su faire dans les montagnes des Sallasses ³. — Plutarque attribue à César l'énorme gloire d'avoir réduit en esclavage un million d'hommes ⁴. — Au dire de Joseph, après l'affreux carnage qui marqua la prise de Jérusalem par Titus, on fit encore une centaine de milliers de prisonniers voués à l'esclavage ⁵. — La large vallée du Danube et cette grande plaine qui s'incline du nord au sud vers la Mer Noire, semblent, à toutes les époques, vouées à la servitude. — Et c'est aussi par l'esclavage collectif imposé à toute la population vaincue que furent terminées les conquêtes romaines en Syrie, en Cilicie, en Cappadoce, et en plusieurs autres endroits ⁶.

Même lorsque les Romains se contentaient d'asservir les prisonniers proprement dits, et consentaient à laisser en liberté la *collectivité* vaincue, ce n'était, à vrai dire, qu'une liberté précaire et toujours révocable. Les Romains ne voyaient en effet dans les peuples soumis, qu'une sorte d'esclaves virtuels, de réserve mise en disponibilité, et sus-

1. Strabon., Livr. XIV, ch. V, par. 1. Cf. Letourneau, 386 et Wallon, II, 35.

2. Cf. Letourneau, 386.

3. Cf. Strabon., IV, p. 205. Cf. Wallon, II, 37.

4. Plutarque, *Vie de J. César*, 15. Cf. Letourneau, 386, et Wallon, II, 33.

5. Joseph, *Guerre des Juifs*, VI, ix, 2; VII, ii, 1. Cf. Wallon, II, 37, et Letourneau, p. 386.

6. Cf. Wallon, II, 38, 39.

ceptible, le cas échéant, d'être appelée à son tour à l'esclavage. Aussi les consulaires romains chargés de gouverner les colonies ne pouvaient-ils se croire dépouillés par la paix du droit de la guerre; et ils n'avaient plus besoin de batailles, pour envoyer à l'esclavage, des sujets dans lesquels ils voyaient toujours des ennemis¹ : autant d'ennemis, autant d'esclaves, telle était la forme nouvelle que Sisennius Capiton donnait, en le retournant, au proverbe : « autant d'esclaves autant d'ennemis ». — Bref, le droit de la guerre, tel que les Romains l'entendent, est si entier et si fort que le renoncement même à en user ne suffit pas pour le détruire.

Il est, du reste, reconnu durant toutes les périodes de l'Antiquité romaine; et sa légitimité — dans la pleine acception du mot — n'a jamais été contestée. Même dans la période chrétienne de Rome, alors que, pourtant, tout était mis en question, et que l'esclavage lui-même était en décadence, aucune voix ne s'éleva contre le droit de la guerre.

Aussi les Romains le considéraient-ils comme sacré, inviolable, et le respectaient jusque contre eux-mêmes. Le citoyen devenu prisonnier de l'ennemi, comme l'ennemi prisonnier des Romains, appartenait de plein droit aux vainqueurs. Plus d'une fois le Sénat appliqua ces maximes qui frappaient de la mort civile les citoyens qui avaient sauvé leur vie au prix de leur liberté : on ratifiait, en somme, l'esclavage qu'ils avaient préféré à la mort².

Seulement, à la différence des guerres étrangères, les guerres civiles ne pouvaient pas *légalement* aboutir à l'esclavage des citoyens captifs. La guerre civile n'étant pas reconnue légale, les jurisconsultes ne regardent pas, en

1. Cf. Wallon, II, 39-42.

2. Cf. Wallon, II, 30, 31.

effet, comme déchus de la liberté ceux qui ont été pris¹. Et tout porte à croire que, *dans la pratique*, les Romains n'imposaient guère l'esclavage aux citoyens devenus prisonniers dans une guerre civile proprement dite. Sans doute, dans les premières luttes qu'elle eût à soutenir contre les tribus voisines de l'Italie, Rome ne répugnait pas à en asservir les vaincus. Mais ces luttes ne peuvent être cependant considérées comme « guerres civiles » dans la propre acception du mot. Et d'ailleurs la plupart des tribus vaincues dans ces luttes finirent par être assimilées aux Romains, et eurent leur place dans une commune institution².

B

À la différence de la guerre qui alimentait l'esclavage romain à de certains intervalles, le *rapt de l'homme libre* par les pirates et les brigands l'alimentait par une action plus durable. Avec la flotte la plus puissante et la mieux organisée de l'Antiquité, les pirates romains naviguaient en toute liberté, écumaient, sans trêve, la Méditerranée, et venaient vendre leurs prisonniers à ces vastes marchés de Délos ou de Sida où « ils ne se donnaient guère la peine de cacher l'origine de leurs captifs³ ». Ils ne s'attaquaient pas seulement aux vaisseaux perdus sur l'étendue des mers, mais encore aux villes maritimes : plus de quatre cents cités avaient ainsi été occupées par les pirates⁴. Leur action s'exerçait même au-delà du littoral ; dans l'intérieur des terres on n'était pas moins exposé à être enlevé ainsi par des expéditions de pirates. Le Romain lui-même

1. Cf. L. 21, § 1 (Ulpien) eod. cité par Wallon, II, 442, note 4.

2. Cf. Wallon, II, 5, 6.

3. Strab., XIV, p. 664. Cf. Wallon, II, 43, et Letourneau, 387.

4. Wallon, II, 42, 43, et Letourneau, 387.

n'était pas en sécurité en Italie : ce malheur arriva même à des prêteurs revêtus de leur robe de pourpre et accompagnés de leurs licteurs¹.

Cette traite des blancs apportait effectivement de considérables contingents à la population servile durant toutes les périodes de l'Antiquité Romaine. Mais elle n'a jamais cessé d'être condamnée par les institutions juridiques.

La loi ancienne frappait le rapt de l'homme libre, d'une amende, et laissait aux juges ordinaires le soin de l'appliquer².

Depuis l'établissement de l'Empire, on prenait contre les ravisseurs d'hommes libres des dispositions beaucoup plus sévères; on appliquait la peine des mines ou de la croix pour les hommes de basse origine, la confiscation et l'exil pour les coupables de meilleure condition³. La loi de Dioclétien portait même sans distinction la peine de mort, et fut suivie d'autres mesures non moins rigoureuses⁴. Même dans le cas où, par la grâce du prince, le ravisseur échappait à la mort, on ne l'exemptait pas pour autant de tout châtiment; par une sorte de représailles, on le réduisait alors en esclavage, et on refusait à ses descendants la faveur de jamais jouir de la liberté⁵. On allait même jusqu'à considérer comme complice du premier ravisseur et passible du même châtiment, le marchand qui vendait malgré lui un homme libre, le sachant libre⁶. Du reste, l'application de ces peines n'était plus du ressort des juges ordi-

1. Plutarque : *Pompée*, par. 37. Cf. Letourneau, 387, et Wallon, II, 44.

2. Cf. Wallon, III, 50.

3. Paul, Sent., V, xxb, *Ad legen Fabiam*. Cf. Wallon, III, 50.

4. L. 7, C. J., IX, xx, *ad. leg. Fab. de plageariis*. Cf. Paul Sent. V, xxxb ad., etc., cité par Wallon, III, 50, 51.

5. 4.2 (Dioclétien) C. J. VII, xviii, *Quibusad libert.* Cf. Watlon, III, 110, note 1.

6. L. 15 (Dioclétien), C. J., IX, xx, *Ab. leg. Fab. de plagariis*. Cf. Wallon, III, 51.

naires; la législation voyait dans ces faits des crimes si graves et si subversifs qu'on devait en saisir le préfet de la ville ou les gouverneurs de province ¹.

Quant à l'homme dérobé et vendu ou retenu comme esclave, il n'y avait rien de changé dans sa condition civile, juridiquement parlant. En dépit de cet asservissement qui lui était imposé de vive force, il demeurait absolument libre de droit ²; et pour le devenir, en fait, la jurisprudence lui avait permis — comme, d'ailleurs, à tout esclave voulant soutenir contre le maître son droit à la liberté — de se présenter en justice par l'entremise d'un défenseur (*assertor libertatis*) pour revendiquer sa liberté violée. Justinien supprima même dans tous les cas de *causa liberalis* la nécessité de l'*assertor libertatis*, et autorisa la victime à ester elle-même en justice pour plaider sa cause ³. Adrien n'attendait même pas que la victime vint revendiquer sa liberté devant la justice; il forçait les portes des *Ergastula*, de ces bagnes, où de son temps étaient détenus les esclaves, et en élargissait directement ceux dont la liberté était illégalement usurpée ⁴.

Bien que toutes ces mesures aient été impuissantes à tarir cette source d'esclavage, — comme le prouve leur fréquence et leur rigueur — elles nous montrent, cependant, combien grand fut l'effort des institutions romaines pour protéger la liberté contre ces actes des pirates et des brigands, et à quel point elles flétrirent comme illicite tout esclavage causé par de telles violences.

1. Paul Sent., V, xxb, *ad legen Fabiam*, Cf. Wallon, III, 50.

2. Cf. Wallon, III, 81, 82.

3. L. 1. C. J. VII, xvii, *De adsertione tollendo*. Cf. Wallon, III, 393, et Gontard : *De la Personnalité de l'esclave en droit romain*, ch. I. sec. II, parag. 12, p. xij.

4. « *Ergastula servorum ac liberorum tulit* » (Spart. Adr. 17). Cf. Wallon, III, 50, note 2.

C

En dehors de ces moyens de violence qui, réputés illégaux et condamnés par la loi, n'engendraient, à vrai dire, qu'une simple servitude de fait, — l'esclavage à Rome pouvait résulter de l'application même de la loi civile ou pénale. En effet la jurisprudence romaine appliquait l'esclavage *comme peine* aux délinquants suivants :

1. — *Le débiteur qui n'acquitte pas sa dette*¹. — Dans sa partie relative à la *manus injectio*, la loi des Douze-Tables déclare qu'en cas de non paiement à l'échéance, le débiteur d'une dette d'argent, résultant d'un prêt ou d'une condamnation judiciaire, peut être, au bout d'un délai légal de trente jours, appréhendé au corps (*manus injectio*) par son créancier et mené devant le magistrat. S'il ne paye pas encore et ne trouve pas un répondant (*vindex*), le magistrat le livre (*addicit*) au créancier qui a le droit de le retenir enchaîné durant soixante jours (la loi fixe le poids maximum de ses attaches — *decin pondo* — et le minimum de nourriture qui doit lui être fourni). Pendant ce délai, *l'addictus* reste, en droit, un homme libre. Il est toujours à la tête de son patrimoine, sur lequel il peut pré-

¹ 1. Nous avons écrit : « débiteur qui n'acquitte pas sa dette », au lieu de : « débiteur insolvable », car cette dernière expression — quoiqu'employée ici par plusieurs auteurs — est tout à fait impropre en ce qui concerne les premières institutions romaines. En effet, toutes les mesures que nous allons décrire s'appliquent non seulement en cas d'*insolvabilité*, mais encore dans toutes les autres situations où le non-paiement se produit. Les premières législations romaines ne s'attachent point aux causes du non-paiement. Dès que le créancier n'a pas reçu son dû, le débiteur est coupable. Celui dont le patrimoine peut satisfaire le créancier, mais qui, pour une raison ou une autre, ne s'acquitte pas, n'est nullement distingué de l'insolvable proprement dit quant aux sanctions encourues. — Cf. notamment De Roux : *Des effets de l'Insolvabilité Civile en droit romain et en droit français*, p. 5-8 et 12.

lever de quoi adoucir sa captivité — *si volet suo vivito* —. Il peut encore se libérer définitivement en payant ou en fournissant un *vindex*. La loi cherche même à provoquer l'intervention spontanée d'un *vindex* en exigeant que le créancier conduise son *addictus* à trois jours de marchés consécutifs, et, en présence du prêteur, fasse connaître publiquement pour quelle somme il lui fut adjugé. — Ces formalités accomplies, et les soixante jours passés sans l'intervention d'une cause libératrice : paiement ou répondant, le créancier a le droit de le mettre à mort ou de le vendre comme esclave au-delà du Tibre (*trans Tiberim*); s'il y a plusieurs créanciers la loi des Douze-Tables leur laisse également la même alternative : ils peuvent ou le dépecer et partager approximativement son corps au prorata de leur créance respective (un peu plus, un peu moins, dit la loi, on n'y verra pas de fraude), ou le vendre et partager son prix. — Ce n'est toutefois que du droit de le réduire en esclavage que les créanciers usaient dans la pratique ¹.

Sous ce rapport, la loi des Douze-Tables ne fait que codifier et, en partie, adoucir l'usage en vigueur chez les anciens Romains. Tout porte à croire que le système de l'exécution sur la personne même du débiteur fut établi chez les Romains bien longtemps avant la législation decemvirale ². Seulement, comme la loi des Douze-Tables

1. Au sujet du débiteur devant la loi des Douze-Tables, cf. notamment Wallon, II, 20-23 et Letourneau, 388, 389. Voir aussi et surtout : De Roux, *op. cit.*, p. 5-12; — Pierre Mondon, *Le Dessaisissement du débiteur failli*, p. 8-10.

Voir plus loin, pp. 95, 96, le cas des débiteurs abdiquant volontairement leur liberté sous la fameuse forme de *nexum*.

2. Cf. notamment : Montesquieu, *op. cit.*, T. I, Livr. XII, ch. XXI et note 601 : « Il paroît par l'histoire que cet usage étoit établi chez les romains avant la loi des Douze-Tables. Tite-Live, *Décade I*, Livr. II, c. XXIII et XXIV ».

passait chez les anciens pour avoir adouci cet usage, on peut en conjecturer qu'aux temps antérieurs il fut plus sévère encore, surtout plus sommaire, et plus proche de la vengeance privée ¹. La principale amélioration dont, à cet égard, on fasse honneur à la loi des Douze-Tables consiste, sans doute, dans les délais assez longs qu'elle accorde au débiteur et dans les obligations qu'elle impose au créancier. Les trente jours de pleine liberté qu'elle laisse au débiteur avant la *manus injectio*, — les soixante jours, après l'*addictio*, où, quoique prisonnier, il a la libre disposition de son patrimoine, — le fait d'imposer au créancier l'obligation de le conduire, à trois jours de marchés, sur la place où ils se tiennent, et de faire connaître la cause et le chiffre de sa dette dans l'espoir de provoquer l'intervention d'un répondant..., ne sont, à coup sûr, que des mesures prises par le législateur dans le but de refréner le despotisme du créancier et de faciliter l'émancipation du débiteur.

On sait que, malgré toutes ces précautions, l'asservissement des débiteurs fut extrêmement répandu à Rome; on sait que cet usage, suscitant plusieurs révoltes des *Plébéiens*, mit bien des fois la République à deux doigts de sa perte; et on sait qu'après des mesures inapplicables comme l'interdiction absolue des intérêts (*loi Genucia*), ou, sans lendemain, comme les remises de dettes, les sénateurs furent enfin forcés de promulguer ce que Tite-Live appelle « *loi Poetelia Papirio* » qui abolit purement et simplement l'esclavage pour dettes ². Le texte de cette fameuse

1. Cf. De Roux, *op. cit.*, 8-10.

2. Cf. Wallon, II, 28, 29. — Montesquieu, *op. cit.*, Livr. XII, ch. XXI; Livre XXII, ch. XXI et XXII. — De Roux, *op. cit.*, p. 13. — Mondon, *op. cit.*, p. 9, 10.

La loi Poetelia fut promulguée en l'an 428 de Rome selon Tite-Live, 462, selon Denys d'Halicarnasse.

loi à laquelle Tive-Live attribue « l'inauguration d'une ère nouvelle de liberté » ne nous est pas parvenu; et il est permis de croire que l'historien résume, sous ce nom, le résultat de toute une évolution du droit romain. Quoiqu'il en soit, Tive-Live s'exprime sur l'œuvre qu'il attribue à la loi Poetelia en disant « que les biens au lieu de la personne deviennent le gage des créanciers ¹ ». « Par là », dit-il encore, « les citoyens détenus pour dettes furent délivrés et on prenait soin qu'ils ne pussent être traités de la sorte à l'avenir ² ».

Mais les intérêts des *Patriciens* résistèrent à cette réforme, et dans la pratique c'était toujours l'ancien usage qui s'appliquait avec toute sa rigueur. Au temps des guerres puniques, il y avait encore des débiteurs adjugés et enchaînés dans les *ergastula* ³. Et les rescrits de Dioclétien, renouvelant l'abolition de l'asservissement des débiteurs ⁴, prouvent que, même du temps de ce prince, cet usage était en pleine vigueur. A la veille même de la chute de l'Empire Romain, les pères de l'Eglise latine eurent à condamner les mêmes faits parmi les hommes de leur temps. « J'ai vu — dit Saint Ambroise, en parlant des méfaits de l'usure — j'ai vu un lamentable spectacle, j'ai vu des enfants conduits à la vente pour la dette de leur père, héritiers de son malheur sans l'être de ses biens. Et cet infâme attentat n'a point de honte pour le créancier. Il presse, il pousse, il consomme la vente : Ils ont été nourris de mon argent, dit-il, qu'ils servent pour leurs aliments; qu'ils subissent l'adjudication pour les frais de leur entretien ⁵... ». A la

1. Tite-Live, II, 8, § 28. Cf. De Roux, *op. cit.*, p. 13, et Wallon, II, 29.

2. Cf. Wallon, II, 29. Voir également Montesquieu, *op. cit.*, I, Livr. XII, ch. XXI.

3. Voir Wallon, II, 29.

4. Cf. Em. R. 284-305, cité par Wallon, III, 49.

5. De Tobia, III, 10, 11; Cf. parag. 9; V, parag. 16-20; VI, parag. 23; 24. Cf. Wallon, III, 366.

fin du quatrième siècle, l'usage allait donc jusqu'à vendre, le cas échéant, les enfants mêmes des débiteurs.

En somme, l'esclavage du débiteur ne différait guère de l'esclavage de l'homme dérobé : pratiqués tous les deux ; mais, tous les deux aussi, réputés illégaux au point de vue juridique.

2. — *Le voleur*. — La loi des Douze-Tables ordonnait que le voleur manifeste (celui qui était surpris avec la chose volée, avant qu'il l'eût portée dans le lieu où il avait résolu de la cacher) fut battu de verges, et réduit en esclavage s'il était pubère ¹.

Toutefois, depuis la loi Porcia qui abolit l'usage de battre de verges les citoyens, et de les réduire en servitude, le voleur manifeste n'encourait plus la peine de l'esclavage ².

3. — *L'insoumis* (le réfractaire au cens ou à l'enrôlement). — Dès la seconde moitié de la période républicaine, la peine de l'esclavage frappait tout citoyen qui s'était soustrait au recensement (*incensus*) ou qui, appelé sous les drapeaux, avait refusé de s'y rendre (*refractum*). Le premier exemple concret d'insoumission nous fut donné par un citoyen de la tribu Pollia, qui, à l'époque de la guerre contre Pyrrhus (279 av. J.-C.), refusa de se rendre à l'appel du Consul. Ses biens furent vendus et il fut réduit en esclavage ³. — Mais en supprimant, d'une façon absolue, l'usage de réduire le citoyen en servitude, la loi Porcia abolit, du même coup, l'asservissement des insoumis. Et un

1. Cf. Montesquieu, *De l'esprit des Lois*, II, Livre XXIX, ch. XIII.

2. *Ibid.*

3. Cf. Verney, *De l'Insoumission et de la Désertion*, part. II, p. 9, s'appuyant sur des textes d'Ory et de Modestin. — Cf. également Jouin, *Des Infractions Militaires*, p. 12. — Wallon, II, 24, se référant à plusieurs textes de Tite-Live. — Girard, *op. cit.*, p. 106.

texte de Modestin constate expressément que la peine de l'esclavage infligée au début aux insoumis fut, plus tard, abandonnée, et qu'on recourut alors à d'autres répressions. « La peine portée contre l'insoumission », écrit Verney, « fut l'esclavage. C'est ce que constate Modestin (loi 4, § 10 D.)... Ce qu'il y a de certain, c'est qu'avec la démoralisation des temps de l'Empire, ce délit augmenta d'une manière effrayante. La peine terrible de l'esclavage, mais si nécessaire pour l'exemple, ne diminua pas sans doute le nombre des insoumis, car le texte cité constate *qu'on se relâcha des anciennes rigueurs et qu'on se contenta d'infliger aux insoumis la mutatio militiæ qui avait pour but de les faire descendre dans le service inférieur*. L'insoumis était-il cavalier, son insoumission le faisait descendre dans l'infanterie; était-il légionnaire, il tombait au rang de vélite ¹ ».

4. — Sous l'Empire on appliquait quelquefois la peine de l'esclavage au citoyen *qui avait dérobé un homme libre et qui, par la grâce du prince, avait échappé à la mort* ².

Dans la pratique cette peine ne s'appliquait toutefois que très rarement. Du reste elle ne fut point en vigueur avant l'Empire. Nous venons de voir en effet que la loi ancienne de Rome ne frappait le rapt de l'homme libre que d'une amende ³. Et tout porte à affirmer que, même durant l'Empire, le ravisseur de l'homme libre n'était passible de l'esclavage dans le cas de commutation de la peine capitale que pendant une très courte période.

5. — Vers le commencement de l'Empire, nous trouvons aussi une nouvelle application de la servitude infligée di-

1. Verney, *op. cit.*, p. 9, voir les références dans les notes de cette page.

2. Voir plus haut, p. 78.

3. Voir plus haut. p. 78.

rectement comme peine, par le senatus-consulte Claudien, aux *femmes libres qui se marieraient à des hommes de condition servile* ¹; et à maintes reprises cette loi fut renouvelée dans l'Empire. Constantin distingua cependant le cas où la femme libre épouse son propre esclave, et y attacha une sanction plus sévère : pour la femme la mort, et le feu pour l'esclave ².

Mais le renouvellement, comme la rigueur de ces mesures, nous avertit déjà qu'elles restaient lettre-morte dans la pratique. Même dans le domaine du droit, il semble qu'elles ne furent pas maintenues durant toute la période de l'Empire ³. En déclarant que « ni les actes, ni la parole de l'homme libre ne peuvent porter préjudice à sa liberté ⁴ », Dioclétien paraît, en effet, supprimer, par là même, l'esclavage engendré par cet acte de mésalliance. Quoiqu'il en soit, dans le Bas-Empire, cet esclavage fut expressément aboli par Justinien ⁵ : « nous ne voulons pas, dit-il, qu'une femme constituée en liberté, trompée, ou séduite par un fatal amour ou par toute autre cause, aille, contre l'ingénuité de sa naissance, traîner ses jours en esclavage ⁶ ».

6. — Ajoutons enfin qu'à Rome *le condamné au dernier*

1. Cf. Wallon, II, 30, et III, 390.

2. L. 1 (326), G. Th., IX, ix. *De mulier. quæ se servis propriis*. Cf. Wallon, III, 390.

3. Cf. Wallon, III, 391 : « Toutefois avec le temps, le droit, empreint encore des rigueurs de l'administration impériale, se laissa pénétrer de l'esprit du Christianisme. *Le mariage de la femme avec l'esclave étranger cessa d'être puni...* ».

4. I. 10, 1, 24 et I, 36 (Dioclét.). — Cf. Wallon, III, 49.

5. Nous comptons les réformes de Justinien parmi les lois de l'Antiquité — bien que, chronologiquement et selon la division classique de l'histoire humaine, elles fassent partie des institutions du Moyen-Age — car elles ne sont, à notre sens, que la continuation et le développement des lois des Empereurs chrétiens en Occident.

6. L. un. C. J., VII, xxiv, *De sen. cons. Claudiano tollendo*, et Inst. III, xiii, 1. Cf. Wallon, III, 416, 417.

supplice devenait par là même esclave. En effet, à partir du prononcé de la sentence, les condamnés à la peine capitale étaient légalement ravalés au rang des esclaves : ils devenaient par fiction légale *esclaves de leur peine* (*servi pœnae*). Par cette fiction ce n'était jamais qu'un esclave qu'on livrait au bourreau¹.

La condamnation capitale n'engendrait donc qu'un esclavage purement théorique. Elle faisait, en somme, de la servitude, une sorte de transition fictive de la liberté à la mort ; et elle ne contribuait véritablement à recruter la classe servile que dans le cas où l'on laissait vivre les esclaves de la peine en les appliquant aux travaux publics². D'ailleurs, toutes ces institutions furent entièrement abolies par Justinien. « Nous les supprimons, dit-il, et ne permettons point qu'un homme bien traité par la naissance devienne esclave par le supplice. Nous ne transformons pas l'état libre en servile, nous qui avons tant à cœur d'élever les esclaves à la liberté³ ».

D

Si les anciennes lois romaines ne confèrent au pouvoir judiciaire le droit de réduire le citoyen en esclavage que dans les circonstances ci-dessus énumérées, elles l'accordent, par contre sans restrictions, aux *pères de famille* sur leurs enfants. En effet, la puissance du *Pater familias* qui était l'expression la plus complète de la puissance à Rome, n'était nulle part plus absolue que sur les êtres qui tenaient à lui par les liens les plus étroits de la nature et du sang : ses enfants. De même qu'en prononçant la terri-

1. Voir Wallon, II, 24, et Letourneau, 390, 391.

2. Cf. Wallon, II, 25.

3. Nov., XXII, 8. Cf. Wallon, III, 417.

ble formule « *Sacer esto penatibus* », il pouvait les priver de la vie réelle ¹, de même il conservait le droit de les priver de la vie civile en recourant à ces deux modes que nous avons déjà rencontrés chez les hébreux et chez les grecs : la *vente* et l'*exposition*.

1. — L'ancienne loi romaine avait expressément accordé au *Pater familias* le droit de *vendre* à discrétion ses enfants ² : « droit si entier et si fort — dit Wallon — que la vente avec tous les symboles de l'aliénation civile ne suffisait pas pour le détruire. Il reparaissait dès que l'acheteur renonçait à son titre par l'affranchissement, et il pouvait, par une vente nouvelle, s'abdiquer encore sans s'éteindre ; à la troisième fois seulement, il était épuisé ³. ».

Remarquons toutefois qu'à Rome, comme dans toutes les sociétés où ce droit fut reconnu aux chefs de famille, ceux-ci n'en usaient guère que sous l'empire d'une extrême nécessité. C'était uniquement parmi les enfants des plus indigents et des plus accablés de dettes que se recrutait, à Rome, cette classe d'esclaves. C'était presque toujours pour les sauver de la mort dont les menaçait l'indigence de la famille, et pour s'acquitter de leurs dettes envers les *patri-*

1. Remarquons en passant qu'il n'est pas tout à fait exact de dire que le *Pater familias* eut le droit absolu de tuer ses enfants. « Ce serait, dit Fustel de Coulanges dans *La Cité Antique*, ce serait s'en faire une idée fausse que de croire que le père eût le droit absolu de tuer sa femme et ses enfants. Il était leur juge. S'il les frappait à mort, ce n'était qu'en vertu de son droit de justice. » — « Le père de famille romain — rapporte de son côté Westermarck : *op. cit.*, I, 401 — avait le droit de vie et de mort — *jus vitæ necisque* — sur ses enfants, mais il ne pouvait l'exercer sans juste raison. Déjà à l'époque païenne, le père qui tuait son fils « *latronis magis quam patris jure* » était châtié comme meurtrier ».

2. Cf. Denys d'Halicarnasse : *Antiquitates Romanæ*, II, 27, cité par Westermarck, *op. cit.*, I, 606. — Comme ses enfants, le *Pater familias* pouvait également vendre sa femme à condition qu'il eût sur elle le *manus*; car alors elle devenait légalement sa fille (*loco-filiæ*), la sœur de ses propres enfants. Voir Letourneau, 389.

3. Ulp. fr. X, pr. Cf. Denys d'Halicarnasse, II, 27. Cf. Wallon, II, 19.

ciens que les *plébéiens* pauvres étaient contraints de livrer ainsi leurs enfants à l'esclavage au profit de leurs créanciers.

On conçoit donc que la mesure prise par le Sénat pour protéger la liberté du débiteur¹, dut rendre, du même coup, plus rare la vente des enfants par leur père; et, en effet, dès lors, cette forme d'asservissement se trouve assez réduite. Mais elle n'est cependant pas entièrement supprimée dans la pratique; et, à ces époques où les *patriciens* dominaient par la possession presque exclusive de la fortune, les dures nécessités de la misère contraignaient toujours les plébéiens à sacrifier la liberté de leur progéniture.

Coupant court à cet usage dont le danger menaçait l'organisation et la structure de la société même, la jurisprudence postérieure finit par ôter *purement et simplement au père le droit de vendre ses enfants*. « Elle flétrit, comme illicite et malhonnête, la vente des enfants, et punit sévèrement, au moins dans la personne du créancier, le seul fait de les avoir reçus en gage² ». Et les princes essayèrent de prévenir les causes qui entraînaient la vente des enfants par leur père en venant en aide à la détresse des familles. « Trajan, à l'exemple d'Auguste, avait fait ajouter aux tables frumentaires de Rome les noms de cinq mille enfants; et, dans quelques villes d'Italie, à défaut de ressources de ce genre, on avait créé par forme d'hypothèques prises sur les biens-fonds, une sorte de rente perpétuelle dont le produit se distribuait, chaque mois, aux familles, jusqu'à la majorité des jeunes bénéficiaires. Nerva, Trajan, Adrien, Antonin, Marc-Aurèle, avaient établi des fondations de ce genre³. ». Sous Constantin tout père de fa-

1. Voir plus haut, pages 82, 83.

2. L. 5 (*Paul*), D, XX, III, *Quæ res pignori*. — Cf. Wallon, III, 49.

3. Cf. Wallon, III, 110, 111.

mille ne pouvant pourvoir à la subsistance de ses enfants était invité à les présenter aux magistrats, et ordre était donné de lui fournir des vivres et des vêtements, aux frais du fisc et du domaine ¹. A ces secours de l'Etat s'ajoutaient les libéralités des particuliers. « Tel cet Helvius Basila, qui légua aux habitants d'Atine 400.000 sesterces, dont le revenu devait servir à donner à leurs enfants des aliments tant qu'ils n'auraient pas atteint l'âge de l'adolescence ². Telle encore cette femme Cœlia Macrina, qui, en souvenir de son fils, laissa aux habitants de Terracine un million de sesterces, dont le revenu devait donner des aliments à cent enfants de colons, à raison de cinq deniers chaque par garçon et quatre par fille : les garçons jusqu'à seize ans, les filles jusqu'à quatorze ³ ».

Ni sa condamnation formelle par la loi, ni ces secours accordés aux pauvres par l'Etat et par les particuliers pour le prévenir, ne mirent un terme à l'usage de vendre les enfants. On eut beau essayer d'en combattre la cause en luttant contre la misère : il n'était, à cette époque, au pouvoir de personne de la supprimer. En renouvelant, vers le quatrième siècle de l'ère chrétienne, la défense de vendre les enfants ou de les engager ⁴, Dioclétien et Maximilien attestent la persistance de cet usage. Et les pères de l'Eglise latine du IV^e et du V^e siècle, condamnant le même fait parmi les hommes de leur temps, citent des « enfants

1. C. Th., XI, xxxvii, De alim. quæ inopes parentes (I, 1 (315) (pour l'Italie) et I, 2 (322) (pour l'Afrique). — Cf. Wallon, III, 412.

2. Orelli, n° 4365, cité par Wallon, III, note 24, p. 465.

3. Borghesi, Bull. Archéol. de Rome, n° X et XI, octobre et novembre 1839, p. 153-158, ou Œuvres épigr., t. II, p. 270 et M. Desjardins, I, I., p. 61. Cité par Wallon, III, note 24, p. 465.

4. L. 1, C. J., IV, XLIII, De patribus qui filios distraxerunt. — Cf. Wallon, III, 49.

vendus pour soulager la misère de la famille ¹ ». Les législateurs eux-mêmes parurent un instant abandonner leur intransigeance. En effet, le droit de vendre les enfants que plusieurs princes, et tout récemment Dioclétien, avaient refusé aux pères, leur fut rendu par Constantin. Mais ce droit s'appliquait exclusivement aux nouveaux-nés, et encore sous la condition que le père fut si nécessairement qu'il se trouvât dans la fatale alternative de les abandonner ou de les vendre. De plus, cette vente, telle que l'entendait la loi de Constantin, engendrait moins l'esclavage proprement dit qu'une sorte de servitude toujours révocable. En effet, d'après la loi de Constantin, les enfants ainsi vendus restaient ingénus dans les liens de cette servitude, et le prince leur réservait le droit perpétuel d'être rachetés ou remplacés. Théodose, estimant hors de prix un seul jour de liberté passé en esclavage, crut même pouvoir supprimer l'indemnité : c'était supprimer la vente même, et, du même coup, la loi de Constantin ².

En somme, ni la coutume, ni la législation de la société romaine n'approuvent pleinement l'esclavage des enfants vendus par leur père. La société — même au temps primitif où le droit de vendre les enfants fut sans restriction accordé aux chefs de familles — éprouvait de la répulsion pour cette forme d'asservissement : on n'y recourait que dans le cas d'extrême nécessité, et on s'appliquait à en prévenir la cause par l'entr'aide et par le secours aux pauvres. Et les législateurs — pressentant les besoins de la société où ils vivaient, et obéissant, à leur insu, au penchant collectif auquel ils prétendaient résister —, après

1. Ambroise, *De Tobia*, V, § 19, t. I, p. 597. — Cf. De Nabuth, V, §§ 21-25, t. I, p. 570-571. — Cf. Wallon, III, 365.

2. L. un. (391), C. Th., III, III, De patribus qui filios dixtraxerunt. — Cf. Wallon, III, 413.

avoir ôté théoriquement au père le droit de vendre ses enfants, n'épargnaient, à leur tour, aucun effort pour abolir effectivement ce mode de servitude.

2. — Si le droit du père de vendre à discrétion ses enfants ne lui fut ôté qu'assez tard, par contre, son droit de les *exposer* — implicitement contenu dans le droit de vie et de mort qu'il possédait sur eux — se trouva, de bonne heure, restreint. Une loi très ancienne attribuée à Romulus, et rapportée par Denys d'Halicarnasse, imposa à tous les citoyens la nécessité d'élever, de leurs enfants bien formés, tous les fils et au moins les aînées des filles : elle ne permit ainsi d'exposer que les filles cadettes et les enfants difformes au monstrueux après les avoir montrés à cinq des plus proches voisins¹. Un autre passage de Denys d'Halicarnasse permet de supposer que la dite loi-Romulus fut encore restreinte par une loi postérieure qui fut en vigueur l'an 277 de Rome, et qui interdit au citoyen d'abandonner aucun de ses enfants bien formés quelqu'en soit le sexe². Plus tard, en supprimant le droit de vie et de mort que le père possédait sur ses enfants, on lui ôta, du même coup, et sans réserve d'aucune sorte, le droit de les exposer³. Et nous trouvons, dès lors, l'exposition des enfants condamnée, de la façon la plus absolue, par des poètes, des historiens, des philosophes, des juristes et des ecclésiastiques. Parmi les actions funestes commises en signe de douleur au jour où mourut Germanicus, Suétone signale l'exposition de nouveaux-nés⁴. Epictète s'élève

1. Denys d'Halicarnasse : *Antiquités Romaines*, II, 15, cité par Montesquieu, *op. cit.*, Liv. XXIII, chap. XXII, et par Westermarck, *op. cit.*, I, 417.

2. Denys d'Halicarnasse, *op. cit.*, Livr. IX. Cf. Montesquieu, *op. cit.*, Liv. XXIII, chap. XXII.

3. Cf. Wallon, III, 48, 49 et note 3, p. 446.

4. Suétone : *Caligula*, 5, cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 417.

avec indignation contre la parole d'Epicure disant que les hommes ne devraient pas élever leurs enfants : « Un mouton même n'abandonnera pas ses petits, un loup pas davantage; et un homme le ferait? Quoi! voulez-vous que nous soyons aussi stupides que les moutons? Pourtant ils n'abandonnent pas leurs petits. Ou aussi féroces que les loups? Pourtant ils n'abandonnent pas leurs petits. Allons, qui donc vous obéirait, s'il voyait son petit enfant tomber à terre et pleurer? ¹ ». Julius Paulus, le juriste, déclarait coupable de meurtre « celui qui refusait la nourriture à son enfant, ou qui l'exposait en un lieu public ² ». A leur tour, les premiers pères de l'Eglise s'efforcèrent de convaincre les gens que, si l'enfant abandonné venait à mourir, le père dénaturé ne se rendrait coupable devant Dieu de rien de moins que d'un meurtre ³.

Toutefois, à ces institutions juridiques et morales, la pratique ne se conformait guère. Outre cette exposition qui, de tout temps, s'exerçait à Rome en vue de détruire les enfants difformes ou monstrueux, l'abandon des enfants bien constitués, sous la pression de la misère de leurs parents, n'a également jamais cessé d'être pratiqué. En écrivant que « les Germains n'exposent point leurs enfants » et que « chez eux, les bonnes mœurs ont plus de force que n'ont ailleurs les bonnes lois ⁴ », Tacite fait allusion à ces bonnes lois romaines contre l'exposition qui n'étaient guère observées à son époque (commencement de l'Empire). Sous l'Empire on pratiquait l'exposition sur une si grande échelle que la littérature de cette période finit par en parler avec une froide indifférence⁵. Et les Pères du quatrième

1. Epictète : *Dissertationes*, I, 3, 2. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 417.

2. *Digesta*, XXV, 3, 4. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 417.

3. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 418.

4. Tacite, *De morib. Ger.*, ch. XIX. Cf. Montesquieu, *op. cit.*, II, Liv. XXIII, chap. XXII.

5. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 417, 418.

et du cinquième siècle eurent à condamner l'abandon des enfants comme un fait extrêmement fréquent¹. Les princes et les particuliers eurent beau essayer de prévenir la cause qui entraînait l'exposition en accordant aux pauvres ces secours auxquels nous venons déjà de faire allusion² : de même que leur effort — pour généreux qu'il fût — ne put complètement supprimer l'usage de vendre les enfants, de même il fut tout à fait impuissant à abolir, en fait, la coutume de les exposer.

Il importe toutefois de remarquer que, d'après les institutions romaines, l'exposition des enfants ne pouvait, en aucun cas, les livrer, de plein droit, à l'esclavage. En effet, dans le cas où l'enfant abandonné était sauvé de la mort, il ne devenait point, juridiquement parlant, l'esclave de celui qui l'avait recueilli. De l'un à l'autre il n'y avait qu'un rapport *d'élève à éleveur*; et Trajan, consulté par Plinè, répondait qu'en aucun cas, l'exposition ne devait porter préjudice à la liberté de l'enfant³. On avait même permis au père de se le faire rendre sans indemnité pour celui qui l'avait recueilli⁴. Et dans le Bas-Empire, l'exposition, loin d'être une cause de servitude pour l'enfant libre, devint même, par une loi de Justinien, une cause de liberté pour l'enfant esclave⁵.

L'exposition ne saurait donc compter parmi les sources de l'esclavage à Rome, à moins qu'on ne tienne compte d'une loi de Constantin autorisant celui qui aurait recueilli un abandonné d'en faire son enfant, ou de le garder, pendant vingt-cinq ans, comme serviteur, sans que le père

1. Ambros. *De Tobia*, V, § 19, t. I, p. 597. — Cf. De Nabuth, V, §§ 21-25, t. I, p. 570, 571. — Cf. Wallon, III, 365.

2. Voir plus haut, pp. 89, 90.

3. Plin. *Epist.*, X, 71, 72. Cf. Wallon, II, 19, 20.

4. Voir Wallon, III, 411.

5. L. 4 (*Just*), C. J., eod. — Cf. Wallon, III, 411.

coupable eût aucun droit de le reprendre¹ : loi d'ailleurs éphémère, et dont les termes mêmes indiquent que le prince voulut moins porter préjudice à la liberté des enfants exposés que conjurer l'exposition elle-même en menaçant les pères de perdre à tout jamais leurs enfants abandonnés.

E

Il en va de même pour *l'homme libre qui se vend lui-même comme esclave*. La liberté étant *inaliénable* d'après le droit romain, le citoyen ne pouvait aucunement l'abdiquer de son plein gré : la législation romaine considère comme non avenu tout acte de cette nature.

Il est vrai qu'aux premiers temps de Rome la coutume et même la loi toléraient généralement que le débiteur insolvable se soumit *volontairement* à une servitude de fait au profit de son créancier (*nexum*), et que c'est à ce genre de transaction qu'on recourait presque toujours en fait. Tous les débiteurs dont nous connaissons le malheur par les textes historiques ne furent, à proprement parler, que des *nexi*; et c'est surtout contre ce système que furent dirigés toutes les réformes juridiques et tous les efforts populaires auxquels nous venons de faire allusion². — Mais la servitude à laquelle se soumettait volontairement le *nexus* ne se confondait nullement avec l'esclavage. Le *nexus* n'abdiquait point sa liberté; il *s'engageait* tout simplement au créancier et, *sans rien perdre de son caractère d'homme libre ni de ses droits civils et politiques*, accomplissait, au service de ce dernier, un travail déterminé qui

1. L. 1 (331), C. Th., V, vii, De expositis. — Cf. Wallon, III, 411 et I, Intr., CXLIX.

2. Voir plus haut, pp. 82, 83.

devait acquitter sa dette. Ce qu'il vendait volontairement à son créancier, c'était tout uniment son *travail*, et non point sa *personne*. Il s'agissait, en somme, non d'un *esclave*, mais d'un simple *mercenaire* dont le salaire lui avait été payé d'un coup et d'avance dans la somme qu'il avait empruntée. — Et d'ailleurs la législation romaine ne tarda pas à abolir définitivement le système même de *nexum* : déjà à la fin du quatrième siècle avant l'ère chrétienne, les consuls portèrent une loi qui ôta *absolument* au créancier le droit de tenir les débiteurs en servitude dans leur maison ¹.

Mais si le principe de *l'inaliénabilité de la liberté* ne fut nullement affecté par le système de *nexum*, il semble cependant l'avoir été par une disposition du droit pénal. La législation romaine prescrit, en effet, que le citoyen libre qui, âgé de plus de vingt ans, se faisait vendre par un complice jouant frauduleusement le rôle du maître, pour partager avec lui le prix de cette vente illicite dont il pouvait réclamer l'annulation comme citoyen, sera condamné à rester esclave, comme indigne de la liberté après un tel marché ². — A vrai dire, cette mesure ne constitue pas une véritable exception à la règle de *l'inaliénabilité de la liberté*, comme semblent le croire certains auteurs. L'homme ainsi vendu ne perdait pas sa liberté parce qu'il l'avait aliénée, mais parce que le marché frauduleux qu'il avait fait passer était, en lui-même, un acte criminel ayant pour sanction la perte de la liberté. C'était un nouvel esclavage

1. Pour la question de *nexum*, cf. notamment : De Roux, *op. cit.*, 12, 13. (L'auteur appuie sa thèse concernant la condition du *nexus* sur Esmein N. R. H., 1887, p. 56, et sur Muirhead, p. 205.) ; Cf. également Wallon, II, 20, 21 et Montesquieu, *op. cit.*, Livr. XII, ch. XXI.

2. L. 7 pr. (Ulp.), D., XL, xiii, De liberali causa. — Cf. Wallon, II, 24, et III, 447, note 4, et Girard, *Manuel El. de Droit romain* (7^e édit., Paris, 1924), p. 107.

prononcé contre lui *comme peine* qu'il subissait légalement : son premier esclavage qui résultait des stipulations mêmes du contrat de la vente était nul en droit conformément au principe de l'inaliénabilité de la liberté. Il s'agit, en d'autres termes, d'un acte illégal d'asservissement, dont l'auteur encourait un esclavage légal¹. — Au demeurant, cette condamnation, en vigueur dans la loi ancienne, ne s'est pas maintenue dans les législations postérieures. Déjà Adrien permit au coupable de revendiquer sa liberté, moyennant la restitution du prix²; ce qui fit de cette condamnation, non un esclavage proprement dit, mais une sorte d'engagement temporaire que la partie souffrante avait le privilège de pouvoir toujours résilier. Et, après Adrien, plusieurs princes supprimèrent purement et simplement la peine de l'esclavage pour les citoyens quel que soit leur crime³.

Il n'y a, en somme, qu'une seule source légitime de l'esclavage à Rome : la guerre dirigée contre les étrangers. La guerre civile ne peut légalement aboutir à l'esclavage des citoyens captifs; — le rapt de l'homme libre est presque toujours condamné et n'engendre qu'un esclavage de fait; — l'esclavage qu'impose la loi comme peine ne se maintient pas dans toutes les périodes; — le droit du père de vendre ses enfants lui est ôté; — l'exposition des enfants n'engendre pas légalement leur esclavage; — et

1. Ces considérations purement théoriques en apparence avaient cependant des répercussions sur la condition même de l'esclave; car la condition de l'esclave judiciaire, c'est-à-dire de l'homme dont l'esclavage résultait de l'action même de la loi, était tout à fait différente de la condition des autres espèces d'esclaves.

2. (I, 2 pr. (Saturninus), D. XL, xiv, Si ingenius esse dicetur.). Cf. Walton, III, 447.

3. Voir plus haut le paragraphe sur la condamnation à l'esclavage, pp. 80-87.

enfin la vente volontaire de l'homme libre est nulle en droit.

En ce qui concerne l'esclavage postérieur à la naissance, aucune différence essentielle ne se trouve donc entre les trois sociétés que nous avons prises pour types des nations esclavagistes de l'Antiquité. A Rome, comme en Grèce et chez les anciens hébreux, les hommes devenus esclaves postérieurement à la naissance se recrutent par les cinq principales sources que nous avons énumérées au début de ce chapitre. Mais dans ces trois sociétés aussi, la guerre étrangère est la seule source dont la légitimité n'a jamais été mise en question.

IV

A la différence de ces sociétés de l'Antiquité, les colonies européennes d'Amérique ne possèdent, pour ainsi dire, aucune source de l'esclavage postérieur à la naissance.

Il est vrai qu'en 1525 une ordonnance de Ferdinand le Catholique avait déclaré esclaves tous les indigènes du Nouveau-Monde. L'ordonnance ajoute : « sinon que de leur bon gré, quittant leurs erreurs et superstitions damnables ils voulurent devenir chrétiens ». D'après cette ordonnance, le polythéisme des indiens serait lui-même une situation génératrice de leur esclavage. — Mais en 1529 un conseil ayant été tenu à Barcelone, le roi trouva bon d'approuver sa décision qui contenait, entre autres articles, la disposition suivante : « il a paru à l'Assemblée que le droit et la raison garantissent aux Indiens leur entière liberté ». Et une bulle du Pape Paul III de 1531 reconnaît

aussi que les Indiens sont libres et non esclaves ¹. — Ainsi la dite ordonnance de Ferdinand le Catholique établissant que le non-christianisme des indiens serait une situation génératrice de leur esclavage, n'était, en somme, qu'une institution mort-née.

Dans le premier recensement général pour les îles françaises de l'Amérique (1687) on trouve cependant mentionnés neuf caraïbes esclaves ². Nous ne savons pas comment on réduisit ces indiens en esclavage, alors que les institutions coloniales françaises ne contiennent aucune disposition autorisant un pareil fait. Leur nombre est d'ailleurs trop insignifiant pour qu'on en parle.

Ce qui mérite d'être mentionné, c'est surtout une ordonnance de Louis XIV du 10 juin 1705, décidant que « *les nègres libres (les affranchis) qui faciliteront aux esclaves le moyen de devenir marrons (fugitifs) seront déchus de leur liberté et vendus avec leur famille résidant chez eux au profit du roi* ». Cette législation fut toutefois sensiblement adoucie par une déclaration royale du 8 février 1726 en vertu de laquelle le coupable seul perdait la liberté, et encore dans le cas où il n'aurait pas pu payer une amende fixée à 300 livres de sucre par jour de recel ³. Elle ne fut, du reste, en vigueur que pendant une très courte période. En effet, durant tout le xvii^e siècle on n'applique aux receleurs des esclaves fugitifs que des peines pécuniaires. « Les affranchis — dit l'art. 39 du Code Noir — qui auront donné retraite dans leur maison aux esclaves fugitifs, seront condamnés par corps envers le maître en l'amende

1. Llorente : *Œuvres complètes de Las Casas*, I, 245. — Gomara : *Hist. génér. des Indes Occ.* Trad. fr. Livr. V, p. 251 verso. — Moreau de Gonnèze : *Recherches statistiques sur l'escl. col.*, p. 3. — Benzoni : *Hist. del mondo nuovo*, Livr. I, ch. XVIII, pp. 185-187 — cités par Peytraud, 26.

2. Cf. Peytraud, 137.

3. Cf. Peytraud, 369, 370.

de 300 livres de sucre par chacun jour de rétention, et les autres personnes libres qui leur auront donné pareille retraite, en 10 livres tournois d'amende par chacun jour de rétention ¹ ». Et tout porte à croire que, même pendant la courte période où la peine de l'esclavage, établie par l'ordonnance du 10 janvier 1705 et par la déclaration du 8 février 1726, fut théoriquement maintenue, elle ne fut guère appliquée ².

On le voit, les situations qui engendrent l'esclavage postérieur à la naissance dans les colonies européennes en Amérique, sont, pour ainsi dire, nulles ou insignifiantes. C'est presque exclusivement par la *traite* que se recrutait l'énorme population servile de ces colonies : on s'abstenait, pour ainsi dire, de réduire aucun homme libre en esclavage; mais, en compensation, on achetait de l'étranger des esclaves tout faits, des hommes déjà réduits en esclavage dans leur propre pays.

Ces hommes provenaient presque uniquement de l'Afrique-Noire qui — en vertu d'on ne sait quelle convention tacite entre peuples — fut alors le principal réservoir d'esclaves, non seulement des colonies d'Amérique, mais de presque toutes les sociétés esclavagistes des Temps-Modernes, si bien que le mot « nègre » se confondait avec le mot « esclave ».

C'est donc dans l'Afrique-Noire qu'il nous faut chercher comment, aux Temps-Modernes, l'homme libre était réduit en esclavage ³.

1. Cf. Code Noir, art. 39, cf. Peytraud, 163, 369.

2. Cf. Peytraud, Livr. II, ch. VII, § VI, p. 369 et suiv.

3. Malheureusement, nous sommes très mal renseignés sur les sources de l'esclavage en Afrique-Noire aux Temps-Modernes. Tout ce que nous possédons à ce sujet se compose de simples récits d'explorateurs, de touristes, de propagandistes religieux, de trafiquants négriers..., récits dont tout porte d'ailleurs à contester l'exactitude. Etant donné, en effet, que

Or, chez les nègres d'Afrique, l'esclavage postérieur à la naissance s'alimente, à peu de chose près, aux mêmes sources que dans les sociétés antiques : *le droit de la force, la force du droit, la puissance paternelle, et l'aliénation volontaire.*

A

Le droit de la force peut apporter à l'esclavage deux catégories d'hommes libres : les victimes d'un rapt et les ennemis captifs. Chez les nègres africains, c'est toutefois presque exclusivement parmi la première catégorie que se recrute, en fait, l'esclavage consécutif au droit de la force. Au temps de la traite, ce n'était point, en effet, des guerres proprement dites qui se produisaient entre les tribus de l'Afrique noire et alimentait son esclavage; il s'agissait tout simplement de « chasse à l'homme », de « razzias » entreprises — non sans appareil guerrier — par des chefs arabes et des rois africains dans le seul dessein de se procurer des hommes à vendre. C'est surtout grâce à ces razzias continuelles et pratiquées alors sur une très large échelle, que l'Afrique noire fut à même de repeupler, de

la plupart de ces narrateurs ignoraient la langue du pays; — qu'ils ne se sont jamais souciés d'étudier méthodiquement son système de croyances et ses institutions sociales; — qu'ils y arrivaient souvent avec des idées préconçues d'après lesquelles ils interprétaient tout ce qui se passait devant eux; — et qu'il y avait, enfin, dans la mission même qu'ils étaient chargés ou se chargeaient d'accomplir, quelque chose de nuisible à l'exactitude — pour toutes ces raisons, il ne faut accueillir leurs témoignages qu'avec d'expresses réserves.

Les coutumes que nous allons décrire, quoiqu'empruntées, en majeure partie, à ces récits, paraissent toutefois mériter quelque créance, par la concordance même des témoignages à leur égard.

Remarquons enfin que chaque communauté africaine, ayant sa propre religion et ses propres institutions sociales, avait, par conséquent, ses propres sources d'esclavage. Toutes les sources que nous citerons ne furent donc pas communes à toutes les peuplades de l'Afrique-Noire.

nègres esclaves, les vastes colonies européennes d'Amérique dont la population primitive, rebelle au travail servile, fut dispersée et en grande partie détruite. Et c'est surtout le considérable butin de cette « chasse à l'homme » qui fit des côtes africaines le rendez-vous, où, durant les quatre derniers siècles, s'approvisionnaient constamment les divers vaisseaux négriers venus de tous les points de l'horizon.

B

Les pénalités juridiques, la force du droit, alimentait aussi largement ce commerce d'esclaves. Ceux qui étaient condamnés judiciairement à l'esclavage pouvaient l'être :

1. — *Pour meurtre*. — Chez la plupart des peuplades africaines le meurtrier lui-même encourait généralement la peine capitale; on ne le réduisait en esclavage que chez certaines tribus et souvent dans le cas de circonstances atténuantes¹. C'est surtout sa famille, ou quelques membres de sa famille qui — étant responsables de son crime — encouraient fréquemment la peine de l'esclavage. Ainsi chez les Chillouks du Nil Blanc, « le meurtre est puni par la mort du criminel et l'abandon de ses femmes et de ses enfants entre les mains du Sultan, qui les garde en esclavage² ». De même chez les peuples de langue Eoué de la Côte des Esclaves, « un homme reconnu coupable d'avoir provoqué, ou essayé de provoquer la mort d'un autre homme par l'intervention des dieux Huntin et Loko, est

1. Cf. Walckenaër, VIII, 457 : *Nouvelle relation de quelques parties de la Guinée par le capitaine William Snelgrave*, Londres, 1735. Traduction française par Coulonger en 1735. (cité par Peytraud, 91).

2. Petherick, *Travels in Central Africa*, II, 3. — Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 48.

mis à mort, et sa famille est presque toujours réduite en esclavage ¹ ».

2. — *Pour vol.* — L'unité monétaire la plus usuelle en Afrique, étant alors l'esclave, les amendes que l'on imposait au voleur s'évaluaient ordinairement en esclaves; mais si le condamné ne possédait ni esclaves, ni denrées ayant une valeur équivalente, il était *saisi* au sens littéral et juridique, puis vendu comme esclave ². Telle est la théorie; dans la pratique, et surtout au temps de la traite, on appliquait cette loi si abusivement que, dans la plupart des cas, il n'y avait qu'un semblant de légalité. « Ainsi nous lisons cette déclaration dans l'interrogatoire de l'écuyer Jean Fontaine appelé à déposer devant la Chambre des Communes en Angleterre : « Je sais qu'on a vendu des hommes comme esclaves pour avoir volé un épi de blé ³. ».

3. — *Pour dettes.* — Dans le cas d'insolvabilité et d'après le même principe que pour le vol ⁴.

4. — *Pour adultère.* — Mais ce n'est guère que le petit adultère, commis soit avec une *femme secondaire*, soit avec une *femme esclave*, qui entraînait ce châtiment. C'est ainsi qu'aux temps de la traite certains rois entretiennent un grand nombre de concubines, les contraignent « de sortir et de chercher à séduire les jeunes gens qui, quand ils cèdent, sont dénoncés par la femme elle-même et deviennent alors esclaves du prince qui en fait sa propriété ⁵ ». L'adultère avec une *grande femme* est, d'ordinaire, consi-

1. Ellis, *Ewe-Speaking peoples of the Slave Coast*, p. 225 — Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 48.

2. Voir Peytraud, 91, et Letourneau, 66.

3. Voir Arch. Col. fr., 128, cité par Peytraud, 92.

4. Voir Peytraud, 91, et Letourneau, 66, 110.

5. Clarkson : *Essais sur les désavantages politiques de la traite*, p. 30. Cf. Peytraud, 94.

déré comme un crime encourant la peine capitale ¹. Chez certaines tribus, cette dernière sanction ne frappait, toutefois, que l'adultère commis avec une des femmes du roi. « Lorsqu'un nègre, dit Isert, est attrapé auprès de la femme d'un autre, ce dernier a le droit de le vendre... Si l'adultère est commis avec une des femmes du roi, on fait mourir le séducteur et sa famille est vendue ² ».

5. — *Pour sorcellerie*. — Les nègres condamnés solennellement comme coupables du crime de sorcellerie, déposa John Kohn, « sont ordinairement étranglés et ensuite brûlés ³ ». Ce sont leurs complices que l'on vend et, souvent aussi, leur famille. « J'ai acheté une fois, dépose l'écuyer Bernard Weuves, une famille entière composée de neuf personnes. Un membre de la famille avait été accusé de sorcellerie, et tout le reste me fut vendu ⁴ ».

Tout porte à croire toutefois que, dans certaines communautés nègres, on commuait souvent la peine capitale en esclavage à l'égard du coupable lui-même. Depuis la rivière de Sierra-Leone jusqu'aux extrémités les plus reculées de la Côte d'Or, il se pratiquait, d'après le témoignage de Clarkson, dans le cas d'accusation de sorcellerie, une sorte d'épreuve ou d'*ordalie*. « L'accusé était d'abord astreint à un jeûne de vingt-quatre heures; puis on lui faisait avaler *l'eau rouge* (c'est un breuvage fait avec l'écorce de l'arbre appelé Adoom, infusé dans l'eau et qui forme une espèce de poison). S'il se manifestait quelques symptômes d'empoisonnement, *il était déclaré coupable et vendu*

1. Voir Letourneau, p. 66.

2. Isert : *Voyage en Guinée...*, etc., p. 199, cité par Peytraud, 92, note 3.

3. Arch. Col. F., 128, *Interrog. du cap. John Kohn*, cité par Peytraud, p. 92.

4. Arch. Col. F., 128, *Interrog. de Weuves*, cité par Peytraud, p. 92.

après qu'on lui avait administré de l'huile de palme comme contre-poison ¹... ». — Il semble même qu'au temps de la traite on préférât partout épargner le coupable et le vendre comme esclave. « Un nègre, écrit Le Brasseur, simplement accusé d'être sorcier, est, sur-le-champ, vendu aux européens ² ».

C

Les razzias et la force de la loi sont secondées par les *droits dont disposent les pères sur leur progéniture*. En effet, chez la plupart des peuplades noires de l'Afrique, la coutume souffrait que les chefs de famille vendissent leurs enfants mineurs ³. Toujours était-ce sous la pression de l'indigence que les pères étaient contraints de livrer ainsi leurs enfants à l'esclavage. Il paraît toutefois qu'au temps de la traite, ce droit ne connaissait plus de bornes. Certains témoignages portent même à croire que non seulement les enfants, mais presque tous les membres de la famille pouvaient être vendus comme esclaves, et que le chef de famille n'était pas le seul qui fut investi, en fait, de ce droit. « Un nègre, dit Barth, dans le besoin, bat monnaie en vendant *son père, sa mère, sa femme, ses enfants* ⁴ ». Des Marchais rapporte, de son côté, « que le roi de Juda vend ses femmes aux européens sans autre règle que son caprice. Ainsi en 1693, il en vendait 3 ou 400 ⁵ ».

1. Clarkson : *op. cit.*, p. 45, cité par Peytraud, p. 92.

2. Le Brasseur : *Mémoire* de 1779, Arch. Col. F., 61, cité par Peytraud, p. 92.

3. Voir Letourneau, 53, 109.

4. Letourneau, 109.

5. Des Marchais : *Voyage en Guinée*, II, 101, cité par Peytraud, 93, 94.

— Nous sommes très mal renseignés sur l'exposition des enfants chez les africains des Temps-Modernes et sur ses conséquences civiles. C'est pourquoi nous avons dû nous abstenir d'en parler.

D

Et c'est, sans doute, cette facilité de vendre autrui qui rendait relativement rare la *vente volontaire de soi-même*. En effet, l'aliénation volontaire de la liberté semble avoir été si peu pratiquée chez les nègres que les documents dont nous avons fait usage n'en parlent guère. Weuves témoigne cependant « que les nègres perdent souvent leur liberté en la jouant entre eux comme faisaient les Germains ». Et, confirmant ce témoignage, Isert rapporte « qu'ils ont une telle fureur pour ce jeu, qu'il y a des exemples qu'un nègre, après avoir perdu tout ce qu'il possède, a mis en jeu sa propre personne et que le gagnant a vendu incontinent son camarade au marchand d'esclaves ¹ ».

Telles étaient les sources qui alimentaient immédiatement l'esclavage africain, et, par l'intermédiaire de la traite, celui de presque toutes les sociétés esclavagistes des Temps-Modernes. C'est donc à juste titre que nous les avons considérées comme les sources de l'esclavage *mondial* dans cette période de l'histoire. Cela paraît d'autant plus fondé que ce fut l'activité de la traite elle-même, l'accroissement, en d'autres termes, de la *demande* des nègres par tous les peuples esclavagistes d'alors, et surtout par les colonies européennes d'Amérique, qui en augmenta *l'offre*, et contribua, du même coup, à développer et à perfectionner ces procédés asservissants. La plupart d'entre eux furent même inventés de toutes pièces afin de satisfaire aux demandes des trafiquants d'esclaves : plus un article est

1. Isert, *op. cit.*, p. 204, 205. — Cf. aussi Clarkson, *op. cit.*, p. 32 et Labat : *Nouveau voyage aux îles...*, IV, 462, cités par Peytraud, 93.

demandé, plus on s'ingénie à le produire. Le nègre africain était donc réduit en esclavage moins par ses propres compatriotes que par ces négriers qui, tout en restant derrière la scène, tout en attendant paisiblement sur la côte le chargement de leurs vaisseaux, attisaient, par là même, le feu à l'intérieur de l'Afrique. Et ces négriers obéissaient, à leur tour, aux désirs impérieux de leurs sociétés et de leurs gouvernements respectifs, qui ne cessaient d'ailleurs de consacrer tous leurs efforts à les encourager. On accordait aux sociétés de négriers, dont la plupart étaient constituées par les gouvernements eux-mêmes, des privilèges importants, voire de fortes primes. C'est ainsi que, pour encourager le commerce de la « *Compagnie des Indes Occidentales* », constituée par un édit de Louis XIV en date du 28 mai 1664, un arrêt du 18 septembre 1671 « exempte de tous droits de sortie les marchandises qui seront chargées dans les ports du royaume pour être portées aux côtes de Guinée en vue de les échanger contre des noirs ¹ ». Et quatre mois plus tard, par une ordonnance du 13 janvier 1672, le roi accorda une gratification de dix livres payables aux armateurs pour chaque nègre débarqué aux îles françaises d'Amérique, et une gratification de trois livres, payable par la compagnie, aux capitaines. Ces primes se renouvelèrent et ne firent qu'augmenter à mesure que se constituèrent de nouvelles sociétés ². — A ces encouragements, se joignaient les précautions les plus minutieuses en vue de protéger ce commerce. C'est ainsi qu'il y avait deux vaisseaux de guerre sur la côte d'Afrique pour protéger les négriers français ³. — Et, non contents

1. Chambon : *Le commerce de l'Amérique par Marseille*, II, 303, cité par Peytraud, p. 40.

2. Cf. Peytraud, p. 40.

3. Cf. Peytraud, p. 66.

d'encourager et de protéger les négriers, les Etats, eux-mêmes, se faisaient quelquefois traitants et employaient leurs propres bâtiments au trafic des noirs. « Pour mettre un terme à la disette des nègres — dit un document des Archives Coloniales —, le roi (Louis XIV) se résout à envoyer un de ses vaisseaux au Cap-Vert avec de l'argent pour en acheter et les faire passer de là aux dites îles où ils sont vendus pour le compte de Sa Majesté; et Elle fera mettre sur ce bâtiment un équipage un peu plus fort que ceux qu'ont accoutumé d'avoir des vaisseaux qui font ce commerce ¹ ».

Ce zèle presque universellement déployé en faveur de la traite, prouve que la conscience morale de l'époque s'accommodait des procédés employés en Afrique, pour réduire les nègres en esclavage. Et c'est en traduisant ces sentiments collectifs que la plupart des penseurs de cette période s'appliquent à légitimer toutes les sources auxquelles s'alimentait alors l'esclavage des nègres ². — Si donc nous qualifions ces sources de « *mondiales* », ce n'est pas seulement pour en souligner le caractère universel, mais aussi l'approbation unanime qu'elles recueillaient.

1. Cf. Arch. Col. B., 12, p. 15. Mémoire du Roi, 30 sept. 1686, cité par Peytraud, p. 46.

2. Voyez notamment :

Granier de Cassagnac : *Des Classes Bourgeoises et des Classes Ouvrières*, et *Voyage aux Antilles*;

Petit de Baroncourt : *Lettres à M. le Duc de Broglie et au Ministre de la Marine*;

De La Charrière : *De l'affranchissement des esclaves dans les colonies françaises*.

Voyez également les divers rapports faits aux Conseils coloniaux sur les questions relatives à l'esclavage.

On trouve, dans l'introduction de Wallon, un compte rendu critique des diverses doctrines soutenues par ces défenseurs de l'esclavage moderne. Cf. Wallon, *op. cit.*, I, pp. I-CLXIV.

Voir aussi plus loin, pp. 143-147, 169-174.

Cette attitude, toutefois, ne dura pas longtemps; et déjà à la fin du xvii^e siècle un sentiment de répugnance pour la traite commence à s'affirmer. La violente campagne que les moralistes, les philosophes et les hommes politiques mènent alors contre le trafic des noirs, n'est, à vrai dire, qu'une traduction de cette nouvelle tendance. C'est également sous la même pression que les principaux Etats finirent par supprimer officiellement la traite et prirent même l'initiative de la combattre¹. — « La loi aujourd'hui — écrit Wallon — interprète de la raison publique, proscrit la traite comme un crime parmi nous; ailleurs elle l'assimile à la piraterie et la livre à la justice sommaire du Code Maritime²... ». — Et à cette condamnation laïque vint s'ajouter la réprobation apostolique. « Nous avertissons — est-il dit dans un bref de Grégoire XVI — et nous conjurons instamment dans le Seigneur tous les fidèles, de quelle condition que ce soit, qu'aucun d'eux n'ose à l'avenir... réduire les nègres en servitude ou assister ou favoriser ceux qui se permettent ces violences à leur égard, ou exercer ce commerce inhumain, par lequel les nègres..., contre les droits de la justice et de l'humanité, sont achetés et vendus...³ ».

Ces réactions dirigées exclusivement contre la traite des

1. En 1792, le Danemark défendit l'importation des nègres dans ses colonies. En 1794, les Etats-Unis interdirent la traite aux citoyens américains. Dans la même année (16 Pluviôse an II, 4 février 1794) un décret la supprima dans les colonies françaises. Enfin le principe de la suppression de la traite fut admis par tous les plénipotentiaires des puissances réunies au Congrès de Vienne (8 février 1815).

Des conventions permettant le droit de visite réciproque des navires dans certains parages (1831-1833) auxquelles succédèrent d'autres conventions sur la vérification du pavillon (1845) furent conclues pour prohiber la traite des noirs sur mer. Des conférences postérieures (1885) s'occupèrent de l'entraver sur terre.

2. Cf. Wallon, I, p. xxxvii.

3. Cf. Wallon, I, pp. xxxviii et xxxix.

nègres, et non contre l'esclavage lui-même — *car l'esclavage survécut bien longtemps à la suppression de la traite*¹ — prouvent que, dès la fin du xvii^e siècle, sans contester la légitimité de l'esclavage lui-même, on s'oppose à ce qu'il soit alimenté par les sources africaines que nous venons d'énumérer.

Les mêmes sources d'esclavage que l'Antiquité désapprouvait, à savoir : le rapt de l'homme libre, la condamnation judiciaire à l'esclavage, la puissance paternelle, et l'aliénation volontaire de la liberté — sont donc condamnées également par les Modernes, dans une bonne partie de leur période esclavagiste.

*Seulement la réprobation des Antiques, comme la condamnation des Modernes, furent, l'une et l'autre, impuissantes à tarir complètement ces sources; et de même qu'à la fin de l'Antiquité nous les avons retrouvées utilisées dans la pratique, de même à la fin du xix^e siècle, elles continuent, en fait, à rejeter des êtres dans l'esclavage*².

1. Pour la date de l'abolition de l'esclavage moderne, voir plus haut, p. 12, note 1.

2. En dépit de toutes les mesures répressives que les sociétés modernes prirent contre la traite des nègres, elle se pratique activement en Afrique durant tout le xix^e siècle. Quatre-vingts ans après l'abolition de la traite, Cameron écrit, dans le rapport qu'il a fait sur sa « *Traversée de l'Afrique* » (1873-1875), que le nombre des esclaves vendus sur le marché à l'intérieur de l'Afrique est de 500.000 par an; chiffre confirmé par le témoignage de plusieurs missionnaires. Ces nègres — grâce aux caravanes esclavagistes et aux goélettes contrebandières — approvisionnèrent, durant tout le siècle dernier, plusieurs sociétés asiatiques et nord-africaines. — Voir les rapports de Lavigerie mentionnés plus haut, p. 15, note 1.

V

C'est seulement pendant l'âge intermédiaire entre l'Antiquité et les Temps-Modernes que ces quatre sources disparurent, non seulement de la théorie, mais encore de la pratique. En effet, les sociétés musulmanes du Moyen-Age, se conformant aux institutions de l'Islam, ou, pour mieux dire, dictant leurs sentiments collectifs aux législateurs de leur époque, réussirent à fermer à l'esclavage toutes les sources combattues ailleurs sans succès.

A

Ainsi *le rapt de l'homme libre* ne pouvait porter aucun préjudice à son état civil. Sa vente était considérée en droit comme non avenue et n'avait aucun effet légal. Sa liberté était déclarée *imprescriptible* : une possession ininterrompue dont il serait l'objet et pendant laquelle s'exercerait, de fait, sur lui le droit du maître — si prolongée qu'elle fût — ne saurait le rayer du nombre des hommes libres. Son abstention et même sa renonciation à revendiquer sa liberté violée ne suffisaient point pour la détruire; et dès que la justice, d'une façon ou d'une autre, avait connaissance de cet attentat, elle devait intervenir pour restituer effectivement la liberté à la personne lésée, fût-ce contre son gré¹.

Tel est l'essentiel des dispositions relatives au rapt de l'homme libre dans la législation musulmane postérieure au premier siècle de l'Hégire, législation dont les quatre célèbres juristes (Abou-Hanifa, Malik, Alchafé'i, Ibno-

1. Voir plus loin, note 10 p. 336.

Hambal) et leurs disciples sont les représentants les plus illustres. — Il semble néanmoins qu'ici, comme ailleurs, les docteurs musulmans légiférèrent pour des cas éventuels plutôt que pour des pratiques courantes. En effet, bien que l'histoire et la littérature de cette époque soient extrêmement riches de faits concernant l'esclavage, elles ne font cependant aucune allusion au rapt de l'homme libre. Que de ce silence on puisse conclure, sinon à l'inexistence, du moins à la rareté extrême de cette pratique, cela ne saurait être sérieusement contesté. Et il ne faut pas être étonné de trouver, parmi les lois établies par les juristes postérieurs au premier siècle de l'Hégire, des règles qui ne furent nullement inspirées par la préoccupation de résoudre des difficultés réelles avec lesquelles leurs sociétés se trouvaient aux prises. A la différence de leurs prédécesseurs, on sait que les juristes de cette époque se sont ingéniés à prévoir toutes les éventualités et que, donnant libre carrière à leur imagination, ils ont même légiféré pour des cas humainement impossibles¹. — Il est vrai que, dans leurs codes pénaux, ils traduisent fidèlement les réactions de la société contre les crimes qui la menace effectivement. Mais le fait que, dans ces codes, ils n'établissent aucune sanction contre le rapt de l'homme libre², — alors que cet acte fut puni de mort dans plusieurs sociétés de l'Antiquité³ — achève de prouver l'inexistence de ce genre de crime à leur époque.

1. Dans ses intéressantes études sur *l'Histoire de la Législation Musulmane* (Le Caire, 1920, p. 263 et suiv., texte arabe), Alcheik Mohammad Alkhodari bey (prof. de droit musulman à l'Ecole de la Jurisprudence musulmane du Caire) a mis en relief ces traits purement académiques qui caractérisent les législations musulmanes postérieures au premier siècle de l'Hégire. Il suffit, d'ailleurs, d'en feuilleter quelques traités pour s'en convaincre.

2. Voir plus loin, p. 118.

3. Voir plus haut, pp. 43, 44, 78, 79.

Dans les sociétés musulmanes du premier siècle de l'Hégire, le rapt de l'homme libre ne semble pas non plus avoir été pratiqué.

Il est vrai que la littérature anté-islamique nous apprend que les arabes primitifs pratiquaient sur une très vaste échelle des « *razzias esclavagistes* »¹. A la veille même de l'Islam les exemples de ces attentats sont assez nombreux. C'est ainsi qu'avant de devenir l'affranchi et le fils adoptif de Mohammad-Ibno-Abdollah, futur fondateur de l'Islam, Za'ïd-Ibno-Thabite, enlevé à sa mère par la tribu de Banilkhaïn, fut vendu comme esclave dans le célèbre marché d'Okaze, et dut subir le joug de la servitude sous trois maîtres successifs². Etant donné que les Arabes n'ont pas rompu d'un coup avec leurs habitudes invétérées, et que les nouvelles institutions de l'Islam, auxquelles, pourtant, ils furent préparés par une très longue évolution sociale, avaient à lutter longtemps encore contre leurs anciennes mœurs, il est probable que cette coutume de *razzia* dut laisser certaines traces dans les *premiers temps de l'Islam*. Certaines paroles du fondateur de l'Islam peuvent même confirmer cette hypothèse. En proscrivant la *razzia* esclavagiste dans un de ses Hadiths³ (traditions orales de Mahomet), et en déclarant dans un autre que « Dieu sera, le jour de la résurrection, l'adversaire de trois individus » dont « celui qui bat monnaie en vendant un homme libre⁴ », le prophète Mahomet ne révèle-t-il pas l'existence des actes qu'il condamne?

1. Voir plus loin, note 11, p. 336. — Voir également, en français, un aperçu sommaire de ces mœurs, dans la thèse de M. Abdollah El Yafi : « *La Condition privée de la Femme dans le droit de l'Islam* », pp. 12, 13, 20 (Paris, 1926, Bibl. de la Faculté de Droit).

2. Voir plus loin, note 12, p. 337.

3. Cf. le texte et les références plus loin, note 13, page 337.

4. V. plus loin, note 14, p. 337.

Sans doute; mais ce n'est qu'une simple hypothèse; et les remarques suivantes suffisent d'ailleurs pour la détruire :

a) Le Livre Saint des musulmans, le Coran, garde le silence le plus absolu sur la question du rapt de l'homme libre, alors qu'il parle de l'esclavage dans presque tous ses chapitres, et que sa principale tâche fut précisément de lutter contre tout ce qu'il y avait de damnable dans les us et coutumes des arabes à l'époque de Mahomet. Et il est significatif, sous ce rapport, que même dans son histoire des fils de Jacob, le Coran évite de les accuser — en dépit de la Genèse — d'avoir vendu eux-mêmes comme esclave leur frère Joseph ¹.

b) Les juristes du premier siècle de l'Hégire (Zaïd Obno' Thabite, Abdollah Ibn Mass'oud, Aïcha l'épouse du prophète, Abdollah Ibno Omar, Saïd Ibno' Olmoça' ibe, Abdollah Ibno Abbace, Omar Ibnolkhattabe, etc.) qui se donnèrent pour tâche unique de légiférer pour des faits existants, ne parlent ni du rapt de l'homme libre ni de ses conséquences civiles, ni des peines qu'on doit appliquer aux coupables.

c) La littérature et l'histoire des premières sociétés musulmanes ne nous rapportent aucun cas concret de rapt exercé sur des hommes libres.

Aussi sommes-nous en droit de conclure, non seulement à l'impuissance juridique, mais encore à l'inexistence pratique du rapt de l'homme libre chez les musulmans médiévaux.

1. Comparez Genèse XXXVII, 12-29 avec Coran XII, 11-21. Voir plus haut, p. 44.

B

Pas plus que le rapt, les *pénalités juridiques* ne pouvaient réduire un homme libre en esclavage. En effet, d'après les institutions des sociétés musulmanes du Moyen-Age, aucun crime ne saurait entraîner l'asservissement d'un homme libre; bien au contraire, l'affranchissement d'un esclave constitue la sanction de plusieurs infractions aux lois sociales, l'expiation d'un grand nombre de péchés religieux, et le moyen de racheter l'omission volontaire ou non de certains devoirs ¹.

Aussi les dix espèces de délinquants (*les meurtriers, les voleurs, les adultères, les femmes libres mariées à des esclaves, les réfractaires à l'enrôlement, les sorciers, les ravisseurs des hommes libres, les condamnés à la peine capitale, les sacrilèges et les débiteurs insolvable*s) ailleurs passibles de l'esclavage, n'ont jamais été condamnés à cette peine dans les sociétés musulmanes.

1. *Le meurtre* proprement dit était passible de la peine capitale; et l'homicide involontaire se réparait par l'affranchissement d'un esclave avec ou sans le paiement du prix du sang suivant la nation à laquelle appartenait la victime ². Mais, en aucun cas, et dans aucune société islamique du Moyen-Age, l'homicide ne pouvait légalement porter, et n'a jamais porté en fait, le moindre préjudice à la liberté du coupable.

2. — *Le vol* encourait également des sanctions variables, allant de la peine correctionnelle (*atta'zir*) au supplice de

1. Voir Coran IV, 94; V, 91; LVIII, 4. — Houdas : *L'Islamisme*, p. 92 et suivantes, — et plus loin note 15, p. 337.

2. Voir Coran II, 173; IV, 94. Voir également plus loin note 16 p. 337.

la croix (*attaslib*) en passant par la mutilation des mains ou des pieds, selon la valeur de l'objet volé, les antécédents du voleur, et les circonstances atténuantes ou aggravantes qui accompagnaient le vol ¹. Mais dans aucune société musulmane des Temps-Intermédiaires, aucun voleur ne fut condamné à l'esclavage.

3. — De même *l'adultère* pouvait entraîner — selon la condition civile et familiale du pécheur, les circonstances de l'infraction, et suivant qu'il s'agissait d'un adultère proprement dit ou d'une simple fornication sans violation de la foi conjugale — la lapidation, cent ou cinquante coups de fouet, ou enfin une peine correctionnelle dont le dosage était abandonné à l'appréciation des juges ². Mais il n'entraînait jamais la perte de la liberté.

4. — Il n'en était pas autrement de *l'union de la femme libre avec un esclave*. Si choquant qu'il apparût, le mariage avec un esclave autre que le sien était absolument licite, et avait les mêmes effets que toutes les autres unions légitimes. — L'union avec son propre esclave était, au contraire, regardée par la loi comme concubinage illicite; mais elle n'a jamais été punie de l'asservissement de la femme. La législation musulmane se refuse même à lui appliquer la peine maxima de l'adultère ou de la fornication; et, voyant une circonstance atténuante (*chobhah*) dans ce fait que le délit est commis avec un homme esclave possédé par la coupable, elle établit qu'on ne doit lui infliger qu'une simple peine correctionnelle. Ainsi, après avoir annulé l'union d'une femme libre qui vivait en concubinage avec son esclave, le deuxième calife, Omar-Ibnol-

1. Voir Coran V, 37, 42. Voir également plus loin note 17, p. 337.

2. Voir Coran XXIV, 2. Voir également les références mentionnées plus loin dans la note 18, p. 337.

khattab, se contenta de lui infliger, comme peine correctionnelle, la perte du droit de se marier avec un homme libre¹.

5. — Bien que le Coran parle des *réfractaires à l'enrôlement* (*Almokhallafoune*) avec une singulière sévérité et les qualifie d'« immondes », d'« impurs », d'« hypocrites » et même d'« apostats », il n'établit contre eux que des peines célestes dans la vie future². Toutes les peines terrestres auxquelles ils furent condamnés par le Livre Saint, ne sont, en dernière analyse, que des sanctions purement morales. Ainsi, parlant des douze Médinois qui n'avaient pas suivi Mahomet dans la campagne de *Tabouk*, le Coran demande au prophète de rayer leurs noms du nombre des soldats, de ne plus leur permettre de participer à aucune guerre³, de ne pas les blâmer « car ils sont même indignes de remontrances⁴ », de défendre à tout musulman d'avoir aucune relation avec eux, car ils sont « impurs »⁵, et, à leur mort, de ne pas prier pour eux et de ne pas s'arrêter à leur tombe » car ils n'ont point cru en Dieu et à son prophète et ils meurent impies⁶ ». — Dans les périodes postérieures on applique toutefois des sanctions juridiques proprement dites aux déserteurs et aux réfractaires à l'enrôlement, sanctions allant même quelquefois jusqu'à la peine capitale. Mais dans aucune société musulmane du Moyen-Age,

1. Cf. plus loin note 19, p. 338.

2. Voir Coran IX, de 82 jusqu'à la fin du chapitre. Voir sur ces versets les commentaires d'Albaïdaoui, 201-207.

3. *Ibid.*, verset 84.

4. Voir Coran IX, 96, et les commentaires d'Albaïdaoui, 203.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, verset 85. — Le Coran pardonna toutefois à trois d'entre eux qui se sont sincèrement repentis de leur négligence, et, après cinquante jours de pénitence de leur part, leva l'excommunication à laquelle ils étaient condamnés. — Voir Coran, IX, 119.

ce genre de crime n'a jamais entraîné l'esclavage du coupable.

6. — En se basant sur certains versets du Coran ¹, la plupart des canonistes musulmans condamnent la *sorcellerie* et en assimilent la pratique aux Grands-Péchés (*alcaba'ir*).² Quelques juristes soutiennent même que dans certains cas, le sorcier peut encourir une peine juridique. C'est ainsi que l'école Chaféite et l'école Hambalite déclarent coupable de meurtre, celui qui, de son propre aveu, aurait provoqué la mort d'un homme, en recourant aux sortilèges, pourvu que son art soit reconnu, par deux experts dignes de foi, comme étant de nature à aboutir à un tel résultat ³. — Mais la sorcellerie ne pouvait rayer le coupable du nombre des hommes libres.

7. — La législation musulmane n'établit aucune peine contre le *ravisser de l'homme libre*; on n'en parle même guère dans les codes pénaux. Cela s'explique — comme nous venons de le dire ⁴ — par l'inexistence pratique de cet attentat.

Remarquons toutefois que certains juristes de l'école Hanéfite parlent laconiquement du vol *d'enfants libres*; mais ils ne condamnent les coupables à aucune peine portant préjudice à leur liberté. Ils les exemptent même de la sanction qu'on appliquait aux voleurs, « car — disent-ils — le vol s'exerce sur une chose appropriable, et l'enfant libre n'est pas appropriable ⁵ ».

1. Voir notamment le verset 96 du chapitre II.

2. Cf. plus loin note 20 p. 338.

3. Voir plus loin note 21, p. 338. — L'histoire des sociétés musulmanes du Moyen-Age ne nous rapporte cependant aucun procès de ce genre.

4. Voir plus haut pp. 112, 114.

5. Cf. plus loin note 22, p. 338.

8. — Contrairement à la loi romaine qui considérait les *condamnés à la peine capitale* comme déchus, par là même, de leur liberté ¹, la loi musulmane ne diminuait en rien leur état civil. Ainsi, en matière de testament, de succession, de funérailles,... etc., leur mort a les mêmes conséquences qu'un décès naturel.

9. — De même aucun *sacrilège* ne pouvait légalement entraîner, et n'a jamais entraîné en fait, l'esclavage. Et il est significatif que le Coran passe sous silence la célèbre condamnation à l'esclavage qui, au rapport de la Genèse, fût prononcée contre Canaan à la suite du sacrilège commis par son père Cham envers la personne de Noé ². En effet, bien que le Coran parle de Noé dans plus de vingt-cinq chapitres et reproduise la plupart des faits que la Bible attribue à ce patriarche, il ne fait cependant allusion à aucune condamnation à l'esclavage; il ne parle que d'un fils infidèle qui, refusant cette invitation de son père Noé : « Mon enfant, monte avec nous dans l'Arche et ne demeure pas avec les incrédules », et préférant « se retirer sur une montagne pour se mettre à l'abri des eaux », fut « submergé » par le déluge ³. Cette modification que le Coran apporte à l'histoire de la Bible est bien instructive. N'est-ce pas, d'abord, une preuve que la conscience religieuse des sociétés musulmanes du Moyen-Age ne pouvait même pas concevoir qu'un sacrilège pût entraîner l'esclavage d'un homme libre? Et le prophète arabe qui déclare dans le Coran que « Dieu a établi pour les musulmans une religion qu'il recommanda à Noé ⁴ », tout en enseignant que

1. Voir plus haut, pp. 86 fin, 87.

2. Genèse IX, 20-28.

3. Coran XI, 40-49.

4. Coran XLII, 11.

les péchés religieux, loin d'entraîner l'asservissement des hommes libres, doivent être expiés par l'affranchissement des esclaves ¹, ne se serait-il pas contredit s'il avait relaté l'histoire de la Bible telle que celle ?

10. — A la différence de ces neuf espèces d'asservissement judiciaire qui furent absolument inconnues des sociétés musulmanes du Moyen-Age, l'asservissement des *débiteurs insolubles*, autorisé par l'ancien droit coutumier des Arabes anté-islamiques ², semble avoir été pratiqué encore dans les premières années de l'Islam. Le prophète Mahomet, nous rapporte-t-on, vendit, lui-même, pour dettes, un homme libre nommé Sarak ³.

Mais le Coran et les Hadiths (traditions orales du prophète) ne tardèrent pas à abolir et la vente même de l'homme libre quelle qu'en soit la cause et le prêt à intérêt qui, dans les sociétés arabes, comme dans toutes les sociétés esclavagistes, fut la cause principale de cette forme d'asservissement. « Dieu, dit le Livre Saint des musulmans, a permis le profit de la vente, mais il a interdit l'intérêt du prêt... Ceux qui, après cette défense, retourneront à l'usure, seront le jour de la résurrection, livrés au feu, où ils demeureront éternellement... Dieu anéantit l'usure... Dieu hait tout homme criminel... O croyants ! craignez Dieu et abandonnez l'usure, si vous êtes fidèles... Si vous ne le faites pas, attendez-vous à la guerre de la part de Dieu et de son envoyé... *Et si votre débiteur éprouve de la gêne, il faut attendre qu'il soit plus à son aise ; et si vous lui remettez sa dette, ce sera plus méritoire pour vous, si vous savez* ⁴ ». Et les Hadiths — qui sont l'explication et le

1. Voir plus haut p. 115.

2. Voir plus loin note 23, page 338.

3. Voir plus loin note 24, page 338.

4. Coran II, 278 et suiv.

compléments des versets coraniques — défendent formellement la vente d'un homme libre ¹.

A cette réforme les Arabes furent d'ailleurs suffisamment préparés. Tout porte à affirmer qu'à la veille de l'Islam, l'asservissement des débiteurs insolvables répugnait aux sociétés arabes, et qu'aux premiers temps de l'Islam cette forme d'esclavage se trouva pour ainsi dire pratiquement supprimée : de telle sorte que son abolition formelle par le Coran et les Hadiths peut être considérée, dans une très large mesure, comme une simple ratification. L'histoire du soi-disant Sarak, vendu, dit-on, pour dettes, par le prophète arabe — histoire dont l'authenticité est d'ailleurs fort douteuse — est, que je sache, seule de son espèce dans l'histoire des premières années de l'Islam. A l'exception de cette courte période, on peut affirmer, en toute certitude, que la vente des débiteurs insolvables ne se pratiquait dans aucune société musulmane du Moyen-Age; non seulement parce que *tous* les docteurs musulmans sont unanimes sur l'illégitimité et la nullité de la vente de l'homme libre, mais encore parce que l'histoire et la littérature permettent d'assurer que ce cas ne s'est jamais présenté.

Bref, l'esclavage chez les Musulmans médiévaux ne fait partie ni des sanctions restitutives, ni des peines qu'entraînent les infractions aux lois juridiques, morales ou religieuses. Ce que les Antiques et les Modernes appelaient « *force asservissante de la loi* » fut, en somme, inconnu dans la civilisation islamique du Moyen-Age.

1. Cf. plus loin note 25, page 338.

C

Pas plus que la force de la loi, la *puissance paternelle* ne pouvait réduire aucun être en esclavage. Ainsi les deux droits : *vendre* et *exposer*, qu'on accordait ailleurs au père au détriment de la liberté de ses enfants, ne figurent nullement sur la liste de ses attributions dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age.

1. *La vente* d'une personne libre, fût-ce par l'auteur de ses jours, est considérée par la législation musulmane comme non avenue, et, partant, ne saurait avoir aucun effet légal. Des principes généraux de l'Islam, il ressort que le père ne peut, par aucun acte, et dans aucun cas, priver son enfant de la liberté.

Ce qui est digne de remarque, c'est surtout le fait que ces lois, découlant des principes généraux de l'Islam, n'ont jamais été nettement formulées, et que les institutions musulmanes n'ont jamais essayé de lutter contre la vente des enfants qui fut pourtant — comme nous l'avons vu — l'objet d'une multitude de mesures dans les autres sociétés esclavagistes.

Cette lacune n'a cependant rien de surprenant. Les institutions ne luttent que contre un fait existant; et les mesures prohibitives et répressives sont d'autant plus nombreuses, d'autant plus rigoureuses, qu'elles sont impuissantes à mettre effectivement un terme au fait condamné. Or tout porte à croire que la coutume de vendre les enfants n'existait nulle part chez les musulmans médiévaux. Le Coran — qui s'élève, avec une singulière énergie, contre les abus de la puissance paternelle dont l'Arabie pré-islamique, et celle des premiers temps de l'Islam, furent le

théâtre ¹ —, en passant sous silence la vente des enfants, prouve l'inexistence de cette coutume chez les Arabes de son époque. — L'histoire et la littérature nous permettent d'affirmer que cette coutume n'était pratiquée, non plus, dans aucune autre société musulmane du Moyen-Age.

2. Contrairement à la vente, *l'exposition* des enfants se pratiquait sur une très vaste échelle. Bien que les institutions islamiques n'accordent nullement aux pères le droit d'abandonner leurs enfants, l'histoire rapporte plusieurs cas d'exposition motivés par la misère de la famille ou par d'autres considérations d'ordre moral. On en trouve même qui eurent lieu au sein des premières sociétés islamiques qui, de toutes les sociétés musulmanes, furent, pourtant, les plus fidèles aux prescriptions de l'Islam. Déjà le deuxième calife Omar Ibn'Olkhattab (calife de 13-23 de l'Hégire, 634-644 de l'ère chrétienne), avait à résoudre plusieurs difficultés concernant la condition des enfants exposés ².

Mais dans aucune société musulmane du Moyen-Age, l'exposition des enfants ne pouvait porter le moindre préjudice à leur liberté. Loin d'être une cause d'esclavage pour l'enfant libre, elle pouvait même, selon les institutions de ces sociétés, être une cause de liberté pour l'enfant esclave. En effet la loi de l'Islam déclare libre en principe *tout* enfant trouvé, et veille à ce que sa pleine liberté soit à l'abri de toute atteinte.

C'est ainsi que les magistrats doivent rejeter — dit la jurisprudence musulmane ³ — toute revendication de nature à porter préjudice à la condition de l'enfant. Si, par

1. Voir Coran VI, 141, 152 — XVII, 33 — LX, 12 — LXXXI, 8.

2. Voir plus loin note 26 page 338.

3. Voir plus loin note 27, page 338.

exemple, quelqu'un le revendique comme son esclave, sa réclamation est repoussée, et l'enfant demeure libre, à moins que cette prétention ne soit étayée sur des preuves évidentes et justifiée par le témoignage de deux hommes dignes de foi : simple mise au défi, car il est extrêmement malaisé de fournir une preuve de cette nature pour un nouveau-né abandonné.

Au contraire, toute revendication dont bénéficierait civilement l'enfant, doit être acceptée sans examen préalable et sans exiger la moindre justification. Aussi doit-on l'accorder à tout homme libre qui le revendique comme *son propre enfant*, sans qu'il soit besoin de contrôler cette prétention; car une pareille revendication assure à l'enfant, avec la liberté, l'avantage civil d'être membre légitime d'une famille libre.

Dans le cas où il s'agit d'une revendication de nature mixte, c'est-à-dire pouvant porter à la fois préjudice et avantage à la condition de l'enfant trouvé, on doit l'accepter dans la mesure où elle lui profite, et rejeter tout ce qu'elle comporte de préjudiciable. Ce principe s'applique, par exemple, dans le cas où l'enfant serait revendiqué, comme fils, par des parents esclaves. Pour la condition domestique de l'enfant, cette réclamation est avantageuse; car avoir une famille, même esclave, c'est, après tout, une situation socialement meilleure que de n'en point avoir; et, d'ailleurs, la parenté servile, dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age, ne différait guère des autres parentés. Mais malgré son avantage familial, cette revendication implique l'esclavage de l'enfant; fils de parents esclaves, il doit être esclave, conformément au principe de l'esclavage de naissance. En pareil cas, l'enfant trouvé sera annexé à la famille demanderesse; mais, par une dérogation formelle au principe fondamental de l'esclavage de

naissance, et par une contradiction admise en faveur de sa liberté, la jurisprudence musulmane le déclare absolument libre.

A défaut de toute revendication pouvant légalement réintégrer l'enfant abandonné dans une famille, l'Etat devait en confier la garde (*Alhadanah*) à celui qui l'avait recueilli, le récompensant ainsi de son acte méritoire ¹. La loyauté et la droiture de celui-ci sont toutefois des conditions requises pour qu'on lui confie un tel office : le calife Omar ne consent à confier à Abi Gamilah la garde de l'enfant que celui-ci a trouvé, qu'après s'être assuré de sa conduite irréprochable, par le témoignage d'un homme digne de foi nommé Oraïfa ². Si le sauveteur ne remplissait pas ces conditions, ou, pour un tout autre motif, ne se trouvait pas à même d'assumer une pareille charge, la garde de l'enfant serait confiée à un autre individu accrédité par la magistrature.

Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est l'Etat lui-même qui pourvoit à l'entretien de l'enfant jusqu'à sa majorité civile ; et tout Etat musulman doit, aux termes mêmes de la loi, consacrer une partie déterminée de sa recette « aux hôpitaux... à l'entretien des invalides, des vieillards... et des enfants trouvés ³ ». — Il ne s'agit donc que d'une

1. Le fait de recueillir un enfant exposé était, en effet, aux yeux de la religion musulmane, un acte très louable, voire même un devoir religieux. « Celui, dit le Coran, qui sauve une personne en danger de périr sera regardé comme s'il avait sauvé tout le genre humain » (Coran V, 35). Et, consulté par un homme qui a recueilli un enfant exposé, Ali Ibno'Abi Talib (cousin et gendre du prophète Mahomet, quatrième calife de 35-40 de l'Hégire 655-660 de l'ère chrétienne) lui dit : « l'enfant est libre... Combien aurais-je été heureux, si j'avais trouvé, comme vous, une occasion de recueillir un enfant abandonné ! J'aimerais mieux être l'auteur d'un tel acte que d'avoir accompli... (et il a énuméré une multitude d'actes très méritoires dans l'Islam) ». (Cf. plus loin note 28, page 338.)

2. Cf. plus loin note 29, page 338.

3. Voir : La recette et sa répartition dans le livre cité plus loin note 30, page 338.

simple mise en nourrice. Cela est d'autant plus exact que la loi islamique n'accorde à ceux qui élèvent ainsi des enfants trouvés aucun droit sur eux, pas même les faibles droits dont disposent les *patrons* sur leurs *clients* (*almawali*). Ainsi tout ce que l'enfant acquérait par donation, travail, ou par tout autre procédé, lui appartenait en propre; et, loin de pouvoir en disposer, son gardien n'avait même pas le droit de l'administrer, « fût-ce pour le faire valoir au profit de l'enfant ¹ ». Tout acte conclu par lui au nom de l'enfant est considéré comme non avenu et ne saurait nullement obliger ce dernier. Tout au plus, peut-il lui servir de simple *instrument d'acquisition* : recevoir, pour lui, par exemple, une donation ².

C'est l'Etat seul qui est le tuteur légal de l'enfant; et, comme tel, il peut, sa minorité durant, administrer ses biens, contracter, le cas échéant, en son nom, sauf son intérêt, et veiller à son éducation. Il lui tient, de plus, lieu de famille (*ahakhilah*), non seulement quant aux droits accordés légalement à la famille sur les enfants mineurs, mais encore en ce qui concerne les responsabilités que, selon la loi de l'Islam, la famille doit assumer à la suite de certains actes d'un de ses membres ³.

On voit donc avec quelle sollicitude les sociétés musulmanes du Moyen-Age veillaient à ce que l'exposition n'eût aucun effet néfaste sur l'enfant. Non contentes de lui assurer la liberté, de mettre ses droits civils et ses intérêts matériels à l'abri de toute atteinte, de charger l'Etat de son entretien et de son éducation.... — elles s'ingéniaient à

1. Voir plus loin note 31, page 338.

2. Voir plus loin note 32, page 338.

3. Dans le cas d'homicide involontaire, par exemple, la famille du coupable (*Ahakhilah*) doit participer à sa responsabilité. Cf. plus loin note 33, page 339.

suppléer au manque du foyer familial ; et, à défaut de toute revendication pouvant le réintégrer dans une famille, elles lui faisaient de l'Etat même une famille dans le sens rigoureux et juridique du mot ¹.

Bref, en parant ainsi aux inconvénients de l'exposition, et en considérant comme non avenue la vente des enfants — qui, d'ailleurs, n'était nullement pratiquée —, la loi musulmane ôte aux chefs de famille toute possibilité de réduire leurs enfants en esclavage.

D

Cette possibilité, le droit musulman l'ôte de même à l'homme libre sur sa propre personne. *L'inaliénabilité de la liberté* est un des principes fondamentaux et incontestés de l'Islam. Dicté par les mœurs, ce principe fut rigoureusement observé dans la pratique : l'esclavage consécutif à l'aliénation volontaire de la liberté n'est point connu des sociétés islamiques des Temps Intermédiaires.

E

Ces quatre sources fermées légalement et *pratiquement* à l'esclavage postérieur à la naissance, il ne lui restait que *la guerre* ; et encore celle-ci ne pouvait l'alimenter que sous les conditions suivantes :

1. — Il faut en premier lieu *qu'elle soit en règle*, c'est-à-dire autorisée par les institutions musulmanes et accomplie conformément aux lois de la guerre. En effet, tout combat non-conforme à ces règles était considéré comme

1. Voyez pour les détails les références mentionnées plus loin note 34, page 339.

une simple razzia, et, comme tel, n'avait aucun effet légal sur la condition civile des captifs.

Quelque intérêt que dût offrir l'étude des lois de la guerre chez les sociétés musulmanes du Moyen-Age, nous avons dû pourtant nous en abstenir, car cette étude nous eût entraîné trop loin ¹.

2. — Il faut, en deuxième lieu, *qu'elle ne soit pas civile*, c'est-à-dire engagée entre deux parties musulmanes ². En effet, toute guerre entre musulmans, que cette guerre fût autorisée ³ ou interdite par la loi, ne pouvait porter le moindre préjudice à la liberté des captifs. Et il est significatif que les juristes musulmans, en déclarant libre cette espèce de captifs, se basent moins sur le Coran et la Sonnah (paroles et faits du prophète) — pourtant assez explicites à ce sujet ⁴ — que sur ce qu'ils appellent « l'unanimité » (*Igma'ah*), et qui n'est, en dernière analyse, *qu'une loi consacrée par l'usage* ⁵. En cela ils ne se trompent pas. En

1. Voir les références mentionnées plus loin, note 35, page 339. — Voir également Coran II, 186, 189; IV, 77, 92; VIII, 62, 63; XXII, 40, 41; XLII, 39, 40; LX, 8, 9.

2. Les institutions des sociétés musulmanes du Moyen-Age entendaient par « *guerre civile* » toute guerre engagée entre deux parties musulmanes, même si elles appartenaient à deux nations différentes.

3. Dans certaines circonstances, le droit de l'Islam autorise la guerre contre les musulmans mêmes; il permet, par exemple, aux musulmans de soumettre, fût-ce par la guerre, ceux d'entre eux qui se seraient révoltés contre l'autorité légitime : (*Alboghah*). Voir plus loin note 36, p. 339.

4. Voir Coran XLIX, 9, 10 (Lorsque deux parties de croyants se font la guerre..., etc.), et les Hadiths mentionnés à ce sujet par les commentateurs du Coran, notamment *Al'Alouci*.

5. Le terme « *Igma'ah* » veut dire « *unanimité* ». La jurisprudence musulmane l'emploie pour désigner : *unanimité, exprimée ou tacite, de toutes les sociétés musulmanes ou, du moins, de leurs représentants doctrinaux, sur un fait donné*.

Cette « Unanimité » avait, dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age, le même pouvoir législatif et la même autorité doctrinale que le Coran et la Sonnah. De l'aveu de tous les docteurs de l'Islam, les décisions de l'Unanimité font loi, surtout pour toute question n'ayant pas

effet, dans aucune de ces innombrables guerres civiles, dont les sociétés musulmanes furent le théâtre — depuis l'échauffourée produite déjà du vivant de Mahomet entre les deux tribus médinoises : (Alawce et Alkhazradj ¹), et, un peu plus tard, les combats sanglants qu'eut à soutenir Ali Ibno' Abi Talib durant tout son califat (35-40 de l'Hégire) contre ses adversaires politiques : (Aïcha, Talha, Azzobeir, Moawiyah, Ahl-Haroura'a), jusqu'aux longues hostilités qui eurent lieu entre le calife de Damas : Abdol' Malik Ibno' Marwane, et le calife de Hedjaz et de l'Irak : Abdollah Ibn Ozzobeir (65-73 de l'Hégire), et celles qui précédèrent l'établissement de la dynastie des Abbassides et qui valurent à son fondateur le surnom de *sanguinaire* (*Assaffah*) (120-137 de l'Hégire ²), sans omettre les nombreuses guerres civiles qui se déclanchèrent au sein du califat de Cordoue et de celui du Caire — dans aucune de ces guerres civiles, disons-nous, *aucun homme libre n'a été réduit en esclavage*.

Ces deux conditions, une fois remplies, les Musulmans avaient le droit de disposer des vaincus, y compris les prisonniers proprement dits, de la manière suivante :

1. — *Ils pouvaient les relâcher gratuitement et sans rien exiger*. C'est la disposition que le Coran recommande en première ligne, et dont bénéficièrent plusieurs captifs dans

reçu de solution précise ni dans le Coran, ni dans la Sonnah. — Voir, pour le détail, le livre mentionné plus loin, note 37, page 339.

Les lois musulmanes provenant de l'« unanimité » sont d'une grande valeur pour une étude sociologique de la civilisation islamique. Car, étant en quelque sorte, le résultat d'une consultation directe de l'opinion publique, d'un *referendum*, elles sont la traduction fidèle de la pratique, et l'interprétation de l'attitude collective à l'égard d'un fait donné.

1. Voir plus loin note 38, page 339.

2. Toutes les dates mentionnées marquent approximativement la durée des guerres civiles. — Voir pour le détail les traités historiques.

la première période de l'Islam. Le prophète Mahomet relâcha ainsi toute la tribu de Koraïda dans son premier combat contre les Juifs de Médine (3 de l'Hégire ¹), — tous les Mecquois, à l'exception d'une dizaine d'individus, dans le combat du Triomphe (8 de l'Hégire ²), — un grand nombre de captifs dans la guerre de Khaïbar (6 de l'Hégire³), et dans celle de Honaïne (8 de l'Hégire ⁴), — et plusieurs prisonniers dans la bataille de Badre la Grande (2 de l'Hégire ⁵). Et le poète médinois Hassan' Obn Thabit, qui fut le porte-parole des premières sociétés musulmanes, leur attribue l'énorme gloire de s'être comporté de cette façon à l'égard des « myriades de captifs ⁶ ».

Mais il s'en faut cependant que cette ligne de conduite ait été suivie par les successeurs de Mahomet. En effet, dans les innombrables guerres que les califes de Médine, de Damas, de Bagdad, du Caire, et de Cordoue, eurent à soutenir contre les Perses, les Grecs, les Egyptiens, les Berbères et les Goths..., on ne nous parle guère de captifs relâchés gratuitement par les Musulmans. Et c'est, sans doute, sous l'influence de l'usage en vigueur de son temps, que le grand juriste Abou Hanifa — en dépit du texte du Coran et des actes du fondateur de l'Islam — défend catégoriquement de relâcher gratis les prisonniers de guerre ⁷.

2. — *Les Musulmans pouvaient également les libérer à titre onéreux :*

1. Cf. plus loin note 39, page 339.

2. Cf. plus loin note 40, page 339.

3. Cf. plus loin note 41, page 339.

4. Cf. plus loin note 42, page 339.

5. Cf. plus loin note 43, page 339.

6. Cf. plus loin note 44, page 340.

7. Cf. plus loin note 45, page 340. — Remarquons que les Hanéfites sont la seule école musulmane qui soutienne une telle doctrine. Pour les autres écoles, voir notamment les références mentionnées plus loin note 46 page 340.

a) *contre rançon proprement dite* : « Ensuite — dit le Coran, en parlant des captifs — vous les mettez gratuitement en liberté, ou les rendez moyennant rançon¹ ». Ainsi la plupart des Mecquois captifs dans le combat de Badre furent élargis moyennant rançon²; et, quand les Juifs Bannoun' Nadir se rendirent à Mahomet, celui-ci les mit en liberté, en se contentant de les expulser de leur foyer et de se saisir de leurs biens-fonds³.

Comme la libération gratuite, la libération contre rançon fut assez rare dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age; et le même Abou Hanifa qui défend l'une, interdit également l'autre en s'inspirant sans doute de la pratique⁴;

b) *contre un travail déterminé*. — Ainsi le prophète Mahomet, soucieux de l'instruction des premiers musulmans, libéra plusieurs captifs de Badre en imposant à chacun la charge d'apprendre à lire et à écrire à dix Médinois musulmans⁵. — Toutefois, c'est, à notre connaissance, le seul fait de cette nature;

c) *contre des musulmans prisonniers chez l'ennemi*. — Cette coutume fut pratiquée sur une très vaste échelle, surtout durant les hostilités entre les califes Abbassides et les empereurs d'Orient. Déjà dans le combat de Badre la Grande (2 de l'Hégire), le prophète Mahomet échangea quelques prisonniers idolâtres contre des musulmans devenus captifs de l'ennemi⁶; et plus tard, sous la dynastie

1. Coran XLVII, 5.

2. Voir plus loin note 47, page 340.

3. Voir Coran LIX, 2-16, et note 4, page 340.

4. Voir plus loin note 49, p. 340. Par contre les autres écoles et même quelques docteurs hanéfites autorisent la libération contre rançon. Voir plus loin note 50, page 340.

5. Voir plus loin note 51, page 340.

6. Voir plus loin note 52, page 340.

des Abbassides, ces échanges portèrent sur des milliers d'hommes ¹;

d) contre un tribut annuel imposé sur la personne (Djé-sia = capitation), et sur les biens-fonds (Kharadje = impôt sur l'immeuble), ou sur les biens-fonds seuls dans le cas où, de leur plein gré, les captifs embrassent la doctrine de l'Islam; et c'est vers cette solution que les sociétés musulmanes du Moyen-Age inclinent, surtout quand il s'agit de collectivités soumises. C'est sous cette condition que furent mis en liberté les habitants de presque tous les pays conquis : l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, l'Afrique du Nord, l'Espagne... etc.

Pourtant à la différence de toutes les options précédentes, celle-ci impose *automatiquement* aux musulmans plusieurs devoirs envers les captifs ainsi libérés. Ils contractent, *par là même*, l'obligation de les traiter en alliés, de respecter leurs croyances et leurs institutions sociales, *de mettre leur liberté à l'abri de toute atteinte, et de les protéger militairement contre toute attaque...*; obligations qui, de l'aveu de tous les historiens, furent très rigoureusement observées par les musulmans ².

3. — *Les musulmans pouvaient également massacrer leurs captifs.* Ainsi Mahomet mit à mort deux captifs de la bataille de Badre : Ocba Ibno Abi Mo'ite et Annadre Obnlharith, et quelques prisonniers dans la guerre du Triomphe, dont Hilalobno' Katal et Mokaïce Ibno Sobabah ³; et quand les juifs Banou Koraïdah furent réduits à

1. Voir plus loin note 53, page 340.

2. La question de la libération contre tribut et de ses conséquences se trouve étudiée en détail dans les traités de la jurisprudence et de l'histoire des arabes. — Cf. plus loin note 54, page 340. Voir aussi Coran V, 1; IX, 4, 29; et Montesquieu, *op. cit.*, I, Livr. XIII, ch. XVI.

3. Voir plus loin note 55, page 341.

capituler devant l'armée du prophète (5 de l'Hégire) et acceptèrent que leur sort fût remis à l'arbitrage de Sa'ad Ibn Mo'adz, c'est la mise à mort que celui-ci prononça contre eux ¹. La même attitude fut adoptée par le premier calife Abou-Bakr, à l'égard de plusieurs captifs dans les guerres qu'il eut à soutenir contre les apostats (11-13 de l'Hégire).

Toutefois la mise à mort ne pouvait légalement être appliquée, et ne l'a, pour ainsi dire, jamais été en fait, aux catégories de captifs suivants : les enfants, les femmes, les esclaves, les vieillards, les aveugles, les mutilés, les fous, les moines et les convertis à l'Islamisme ².

Au demeurant, le massacre des prisonniers des guerres étrangères ne se pratiqua guère que dans la première période de l'Islam; et même dans cette période il se pratiquait si rarement qu'on n'en trouve guère d'autres exemples que ceux que nous venons de citer. Dès les dernières années de la période omeyyade, la mise à mort des prisonniers de guerre fut, pour ainsi dire, supprimée dans la pratique. Un garde du calife Omar Ibno' Abdolasisse rapporte que ce prince n'a fait tuer, durant tout son califat, qu'un seul prisonnier de guerre accusé d'avoir, pendant le combat, commis des cruautés excessives envers les musulmans ³. Certains juristes musulmans, dont Alhaçane Ibno Zi'ade, finirent même par soutenir — contre toute vraisemblance — que l'Islam interdit le massacre des captifs. Ainsi, quand Alhadjadj Ibno Youçof demanda à Abdollah Ibno Omar (un célèbre juriste musulman), de tuer un captif, celui-ci, s'appuyant sur la lettre même du verset

1. Voir Coran XXXIII, 26, 27 et plus loin note 56, page 341.

2. Voir pour le détail les références mentionnées plus loin, note 57, page 341.

3. Cf. plus loin note 58, page 341.

coranique qui ne parle que de mise en liberté gratis ou à titre onéreux, se refusa à accomplir un acte « contraire à ce que Dieu prescrit à l'égard des prisonniers de guerre ¹ ». A vrai dire, c'est moins par les recommandations de Dieu que par l'usage, que ces juristes furent influencés.

4. — D'après les trois dispositions précédentes, la liberté du prisonnier est absolument sauve. Relâché gratuitement ou à titre onéreux, ou même mis à mort, le captif est censé n'avoir jamais été esclave. Contrairement à plusieurs lois de l'Antiquité, les institutions des sociétés musulmanes du Moyen-Age établissent que la captivité, en elle-même, ne réduit aucun homme libre en esclavage.

Pour que le prisonnier de guerre perdît sa liberté, il fallait que le porte-parole autorisé des musulmans, ne consentant pas à en disposer d'une des trois manières précédentes, le déclarât expressément esclave. Telle est la quatrième et dernière attitude susceptible d'être adoptée envers les captifs. Ainsi dans ses campagnes contre Banou-Koraïda, contre Hawasine et contre Banoul' Mostalikh, le prophète Mahomet réduisit en esclavage presque toutes les femmes et tous les enfants des tribus soumises ². Et si au temps du prophète on n'usait de ce droit que très modérément et presque exclusivement sur des enfants et des femmes, dans les périodes postérieures, on le pratiquait, au contraire, sur une très vaste échelle. En effet, dans les innombrables campagnes que les califes de Médine, de Damas, de Cordoue et du Caire, eurent à soutenir contre

1. Cf. plus loin note 59, page 341.

Au point de vue juridique une telle argumentation est réfutable, car, à la demande du fondateur de l'Islam lui-même, — dont les décisions font loi — plusieurs captifs, comme nous venons de le voir, furent mis à mort.

2. Voir plus loin note 60, page 341.

les idolâtres et les chrétiens, l'esclavage fut le sort le plus commun des captifs. Dans une seule campagne engagée par un calife de Cordoue, les captifs que les musulmans réduisirent en esclavage furent si nombreux que leur vente — dit-on — ne dura pas moins de six mois¹. Et après le combat d'Alarck qui eut lieu également en Espagne, l'offre des prisonniers réduits en servitude dépassa tellement la demande qu'on en vendit la pièce à un seul derham² (environ un franc).

Remarquons toutefois que — contrairement aux Grecs et aux Romains de l'Antiquité — les musulmans ne vont jamais jusqu'à réduire en esclavage tous les habitants d'un pays vaincu, bien que leurs institutions les y autorisent. Ce droit s'exerce exclusivement sur des prisonniers capturés pendant le combat.

En résumé, dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age, l'esclavage postérieur à la naissance ne pouvait légalement s'imposer, et n'a jamais été imposé en fait, qu'aux captifs d'une guerre étrangère.

1. Voir plus loin note 61, page 341.

2. Voir plus loin note 62, page 341.



De l'ensemble des faits exposés dans ce chapitre, il résulte que :

I. — *Les principales situations qui peuvent engendrer l'esclavage postérieur à la naissance sont celles dans lesquelles se trouvent engagés :*

- | | | |
|---|---|------------------|
| 1. Le captif dans une guerre étrangère ou civile. | } Esclavage consécutif à la capture. | |
| 2. La victime d'un rapt. | | |
| 3. Le débiteur n'acquittant pas sa dette. | } | } Loi civile. |
| 4. Le voleur. | | |
| 5. Le ravisseur d'un homme libre. | | |
| 6. La femme libre épousant un esclave. | | |
| 7. Le condamné au dernier supplice. | } Esclavage consécutif à l'action de la loi : Esclavage judiciaire. | } Loi pénale. |
| 8. Le métèque manquant à ses obligations. | | |
| 9. Le meurtrier. | } | } |
| 10. L'adultère. | | |
| 11. Le réfractaire au cens ou à l'enrôlement. | | |
| 12. Le sacrilège. | } | } Loi militaire. |
| 13. Le sorcier. | | |
| 14. L'enfant vendu par ses parents. | } Esclavage consécutif à la puissance paternelle. | |
| 15. L'enfant exposé par ses parents. | | |
| 16. L'homme libre se vendant volontairement. | } Esclavage consécutif à l'aliénation volontaire. | |

II. — *La tendance dominante fut partout d'abolir tout esclavage postérieur à la naissance ne résultant pas de la capture dans une guerre étrangère. — Toutefois cette tendance n'a été entièrement et pratiquement réalisée que chez les musulmans.*

DEUXIÈME PARTIE

Explication des situations génératrices de l'esclavage

Expliquer un ordre déterminé de faits, c'est les rattacher à la loi générale qui les régit.

Ayant posé le problème, c'est dans ce sens que nous allons maintenant en essayer *l'explication*.

Aussi chercherons-nous, dans l'analyse des faits déjà décrits, le trait commun à toutes les situations génératrices de l'esclavage; et cela nous permettra de découvrir la loi fondamentale à laquelle elles se rattachent (chapitre IV).

Mais nous ne saurions aborder cette analyse directe, sans avoir soumis à un examen critique certaines conceptions portant sur l'asservissement et prétendant, dans une certaine mesure, *expliquer* les institutions qui nous occupent. La confrontation de ces conceptions avec les faits déjà décrits montrera si une nouvelle hypothèse est nécessaire et orientera la recherche (chapitre III).

CHAPITRE III

EXAMEN CRITIQUE DES CONCEPTIONS

Les principales théories de l'asservissement peuvent se ramener, en fin de compte, à deux types. Les unes sont d'ordre *ethnique*; les autres, d'ordre *religieux*.

I

Les premières traduisent le sentiment dominant dans la plupart des sociétés esclavagistes. Aussi passent-elles pour classiques, et ont-elles cette supériorité d'être soutenues dans presque toutes les périodes de l'histoire, par les penseurs les plus illustres. Elles reposent sur un postulat qui peut s'énoncer ainsi : *l'asservissement de l'homme a pour base l'infériorité de sa race*. — Seulement cette « infériorité » elle-même et son rapport avec les situations génératrices de l'esclavage sont très mal déterminés. Nous commencerons par exposer sommairement les plus importantes de ces conceptions; puis, à la lumière de cet exposé, nous chercherons à atteindre les diverses significations qu'on peut leur attribuer, et que nous aurons à discuter ensuite.

A

C'est surtout dans l'*Antiquité Grecque* que la conception de l'esclavage à base ethnique trouve dans les philosophes les défenseurs les plus enthousiastes. Aristote rencontrait, sans nul doute, l'assentiment de ses contemporains quand il déclarait que « la Nature, en donnant aux *racés barbares* l'infériorité, avait voulu les rendre esclaves des Grecs ¹ ». « C'est la Nature », dit-il, « qui, par des vues de conservation, a créé certains êtres pour commander et d'autres pour obéir ² ». Elle a mis, entre les uns et les autres, « autant de différence qu'entre l'âme et le corps, entre l'homme et l'animal » : accordant aux uns l'« intelligence » et la « volonté », l'âme, en somme, faisant des autres de simples « instruments animés », de simples « corps ». Aussi « a-t-elle voulu que l'être doué de prévoyance commandât en maître, et que l'être capable seulement, par ses facultés *corporelles* d'exécuter les ordres, obéît en esclave ³ ». — Et c'est par le développement logique de cette doctrine qu'Aristote considère comme parfaitement légitime toute guerre dirigée contre « les peuples d'Asie » (les barbares), en vue de les asservir. Il les regarde comme des « races inférieures », composées d'êtres ayant tous les traits des « esclaves par nature » : le manque de l'intelligence et de la volonté et le développement des forces corporelles, et, à ce titre, « destinés à servir une race plus intelligente et plus éclairée ». Une guerre dirigée par les Grecs contre les « barbares » n'est donc, à ses yeux, qu'« un moyen que la nature a donné aux hommes pour ramener à ses lois

1. *Politique*, I, 2, 6, p. 1252b, 1255a. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 686.

2. *Politique*, I, 4. Cf. Wallon, I, 376.

3. *Politique*, I, 4. Cf. Wallon, I, 376.

éternelles ceux qui s'en seraient affranchis ». « La guerre », dit le philosophe, « est, en quelque sorte, un moyen naturel d'acquérir, puisqu'elle comprend cette chasse que l'on doit donner aux bêtes fauves et aux hommes qui, nés pour obéir, refusent de se soumettre. C'est une guerre que la nature elle-même a faite légitime ¹ ».

Cette opinion fut partagée par les *Romains* durant une bonne partie de leur histoire. En effet, avant l'établissement de l'Empire, ou, pour mieux dire, avant que le *stoïcisme* dominât les représentations collectives, c'est surtout à l'« *infériorité ethnique* » qu'on rattache tout le mécanisme de l'esclavage. Comme les Grecs, les Romains ne voient dans les autres races que des « barbares » une « seconde espèce d'hommes », selon l'expression de Florus, destinés par là même à l'esclavage. Varron reproduit Aristote pour montrer que ces êtres ne sont que des « instruments animés », des « mobiliers parlants » que la nature aurait faits pour livrer leur corps au service des maîtres ². Et Cicéron, tout en n'acceptant qu'avec restriction le droit de réduire les hommes libres en esclavage, incline vers les mêmes opinions d'où Aristote faisait sortir la théorie de l'esclavage naturel basé sur l'infériorité ethnique ³.

Le fond de ces doctrines se retrouve, sous une forme un peu différente, chez les juifs. Les *anciens Hébreux* voyaient dans les « descendants de Canaan » qui, selon le dogme, formèrent pour ainsi dire toutes les nations environnant

1. *Politique*, I, in, 8. Cf. plus haut p. 62 fin 63, et Wallon, I, 161, 381.

2. Varron, *De re rustica*, I, vii, 1. Cf. Wallon, III, 14 et Gontard, *De la Personnalité de l'Esclave en Droit Romain*, Intr., §§ 2, 3.

3. Cicéron, *De rep.* III, cité par Nonius au mot *famulentur* — cf. Wallon, III, 41, et Gontard, *op. cit.*, Intr., §§ 2, 3.

les pays israélites, des races « viles », « impures » et condamnées par l'Eternel à l'esclavage au profit des juifs¹. « Maudit soit Canaan » — dit la Genèse, traduisant sous l'aspect religieux ce sentiment collectif — « maudit soit Canaan, qu'il soit l'esclave des esclaves de ses frères !... Béni soit l'Eternel, Dieu de Sem, et que Canaan soit leur esclave ! Que Dieu étende les possessions de Japhet, qu'il habite dans les tentes de Sem, et que Canaan soit leur esclave² ». Et, pour que ce jugement de Iahveh n'apparaisse point comme arbitraire, on en cherche le fondement dans une sorte de *péché originel* attribué à Cham et dont seraient souillés tous les descendants de son fils Canaan³. Ce savant réseau de croyances aboutit finalement à ce résultat pratique que le Code Sacerdotal exprime en ces termes : « C'est des *nations qui vous entourent* que tu prendras ton esclave et ta servante qui t'appartiendront... Vous les laisserez en héritage à vos enfants après vous comme une propriété; vous les garderez comme esclaves à perpétuité⁴ ».

Ces conceptions que le déclin de l'esclavage en Occident et l'avènement de l'Islam en Orient ont fait disparaître

1. Voir la carte géographique des pays de Canaan dessinée sous la direction de Sir C. W. Wilson, K.C.B.F.R.S. Major Conder, R.E. et Rév. W. Wright, D.D. et annexée à la trad. fr. de la Bible par Louis Segond. Voir également dans la Genèse X, 15-20 l'arbre généalogique et le pays des Cananéens. Voir aussi dans les Nombres XXXIV, 1-13, les limites du pays de Canaan.

2. Genèse IX, 25-28.

3. « Noé commença à cultiver la terre, et planta de la vigne. Il but du vin, s'enivra, et se découvrit au milieu de sa tente. Cham, père de Canaan, vit la nudité de son père, et il le rapporta dehors à ses deux frères. Alors Sem et Japhet prirent le manteau, le mirent sur leurs épaules, marchèrent à reculons, et couvrirent la nudité de leur père. Lorsque Noé se réveilla de son vin, il apprit ce que lui avait fait son fils cadet. Et il dit : maudit soit Canaan..., etc. ». Genèse IX, 20 à 25.

4. Lévitique XXV, 44-47.

pendant une bonne partie du Moyen-Age, réapparaissent avec la résurrection de l'esclavage aux Temps-Modernes. En effet, dans les *colonies européennes d'Amérique*, c'est surtout à l'*infériorité* de la race noire que l'opinion dominante rattache le mécanisme de l'esclavage. C'est en cé-
dant à la pression de cette opinion, que la plupart des pen-
seurs s'appliquent à reproduire tantôt le système gréco-
romain reposant sur les prétendues « Lois de la Nature »,
tantôt le système hébraïque fondé sur un « Jugement de
l'Eternel ».

« Les nègres », demande Petit de Baroncourt, « ne sont-ils pas une *race* à l'état d'enfance?... Ils sont des éternels enfants. Pourquoi me révolterais-je contre la Providence qui veut que les nègres *obéissent* longtemps avant de s'asseoir au banquet des sociétés modernes...¹ ». — D'autres vont plus loin dans cette singulière analyse, et assimilent les noirs aux « *choses* », déclarant qu'ils sont de simples « *corps* » sans « *âme* »²: reproduisant ainsi *mutatis mutandis* — peut-être inconsciemment — la vieille doctrine d'Aristote. — C'est à ce genre de conceptions fortement accréditées dans toutes les colonies européennes d'Amérique que Montesquieu fait ironiquement allusion lorsqu'il écrit: « Si j'avois à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirois : ...Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête; et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre. On ne peut se mettre dans l'idée que Dieu, qui est un être très sage, *ait mis une âme, surtout une âme bonne*, dans un corps tout noir... Il est impossible *que nous suppo-*

1. Petit de Baroncourt : *Lettres à M. le Duc de Broglie*, p. 123-139, 311 et suiv. Cf. Wallon I. Intr. xcv, note 1.

2. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 707, voir les références citées dans cette page.

sions que ces gens-là soient des hommes¹... ». — Ce dogme — car c'en est un — est tellement enraciné dans les représentations collectives des sociétés esclavagistes des Temps-Modernes, qu'à la veille même de l'abolition de l'esclavage moderne on le retrouve exprimé, en toute franchise, par d'éminents penseurs². Après avoir cité une multitude de ces doctrines soutenues encore au dix-neuvième siècle, Wallon conclut justement que c'était moins par une différence de *degré*, que par une différence de *nature*, une différence d'espèce, en somme, qu'on distinguait la race des nègres d'avec celle des blancs³. — Cette distinction radicale entre les deux races, établie par les colons et par leurs représentants doctrinaux, fut même soigneusement entretenue par les administrateurs et par les gouvernements centraux. « Le nègre » — dit un rapport au Conseil de la Martinique, protestant contre certaines mesures libérales envisagées dans la métropole en faveur des noirs — « *le nègre ne serait plus une chose! ce serait un homme! Dès lors, plus d'état intermédiaire possible!* »⁴. — « Une pareille grâce » — dit, de son côté, une lettre ministérielle (France) écrite le 27 mai 1771 (c'est-à-dire à un moment où il semble que, dans la métropole, les idées auraient dû commencer à se dégager de ces préjugés) et adressée à MM. les comtes de Nolivos et de Montarcher pour les approuver d'avoir refusé de solliciter des lettres patentes en faveur de certains noirs — « une pareille grâce tendrait à détruire la différence que la Nature a mise entre les blancs et les noirs et que le préjugé politique a eu soin d'entrete-

1. Montesquieu, *op. cit.*, Livr. XV, Ch. V, T. I, p. 239, 240.

2. Voir plus haut p. 108 et les références mentionnées dans la note 2 de cette page.

3. Cf. Wallon, I, Intr. LXXXIII, LXXXIV, XCV, XCVI, etc...

4. Rapport au Conseil de la Martinique cité par Wallon I, CI.

nir comme *une distance à laquelle les gens de couleur et leurs descendants ne devaient jamais atteindre... Il importe au bon ordre de ne pas affaiblir l'état d'humiliation attaché à l'espèce noire dans quelque degré qu'elle se trouve*¹.

Cette distinction que la *Nature* aurait faite entre les noirs et les blancs en vue de destiner les uns à l'esclavage au profit des autres, serait également conforme à la volonté de Dieu; et après l'avoir démontrée par des arguments empruntés à la *psychologie ethnique*, on essayait aussi de la prouver par les *Saintes-Ecritures*. L'esclavage des nègres — disait-on — « est fondé sur le jugement prononcé par Dieu contre une race maudite, la race issue de Cham » : c'est une institution « qu'il faut soutenir par devoir religieux; qui ne peut disparaître, car Dieu s'est engagé à la maintenir »². Aussi considérait-on les « abolitionnistes » non seulement comme des réfractaires aux *lois de la Nature*, mais encore comme des infidèles aux *prescriptions divines*. Le gouverneur Macduffie, de la Caroline du Sud, prétendant que nulle institution humaine n'est plus conforme à la volonté de Dieu que l'esclavage, déclare que l'on devrait punir de mort l'intervention des abolitionnistes, en leur refusant le secours du clergé, comme « à des ennemis de la race humaine »³.

On le voit, les idées modernes sur l'asservissement ne sont, en somme, qu'une combinaison des deux grandes opinions de l'Antiquité. — Seulement, tandis que chez les Grecs et les Romains il s'agissait de « Barbares », et, chez les Hébreux, de « descendants de Canaan », ce sont les

1. Moreau de St-Méry : *Lois et Constitutions des Colonies françaises*, V, 356, et Arch. Col. B, 138, St-Domingue, 77 — cité par Peytraud, p. 423.

2. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 706, et les références mentionnées dans les notes 1, 2, 3, 4, 5, 6 de cette page.

3. Cf. Westermarck, *op. cit.*, I, 706, voir les références mentionnées dans les notes 7 et 8 de cette page.

nègres d'Afrique qui furent, aux yeux des sociétés modernes, les victimes et de cette iniquité de la nature et de cette condamnation divine.

B

Ainsi posées, ces conceptions peuvent être envisagées à deux points de vue différents :

1. — Si on les juge par le *but* en vue duquel elles ont été, d'abord, élaborées dans la conscience collective, et, ensuite, traduites dans les doctrines des philosophes et des théologiens, on ne saurait guère y voir que de simples *justifications*. N'est-ce pas pour légitimer sa propre manière d'asservir que chacune des sociétés dont nous venons de parler adopta de pareils systèmes? Les termes mêmes de ces théories trahissent cette préoccupation.

Envisagées à ce point de vue, ces conceptions n'offrent aucun intérêt à nos études. Fidèle à la méthode scientifique dont nous nous sommes imposé l'observation, nous ne cherchons nullement à savoir comment l'asservissement de l'homme *se justifie*; notre seul objet est de montrer comment il *s'explique*.

2. — Mais on peut y voir aussi *la traduction du mobile fondamental qui poussait, en fait, les sociétés à réduire certains êtres en servitude*. Il se pourrait, en effet, qu'en justifiant leurs actes d'asservissement, les sociétés eussent révélé le vrai mobile les déterminant à les accomplir. Si la justification ne nous intéresse pas *comme telle*, en tant que *révélatrice de ce mobile*, elle présente une importance capitale pour nos études; peut-être serait-elle alors à même de nous fournir les éléments d'une théorie proprement *explicative*.

Si l'on envisage à un point de vue purement objectif les conceptions ethniques que nous venons de mentionner, sans perdre de vue le fait capital sur lequel nous avons tant insisté en les exposant, à savoir qu'elles sont l'œuvre de la conscience collective, on peut en dégager ces trois idées fondamentales :

a) que les « Barbares » furent considérés *par les Grecs et les Romains* comme étant d'une *espèce* dont la nature même a voulu marquer l'infériorité *par rapport à eux*;

b) que les « descendants de Canaan » furent *aux yeux des Hébreux* l'objet d'un anathème providentiel rendant leur *race inférieure au peuple d'Israël*;

c) que les « nègres » d'Afrique furent regardés *par les colons des Antilles* comme appartenant à un *ordre* humain de beaucoup *inférieur à leur propre espèce*.

Or l'histoire nous apprend que la majeure partie des classes serviles dans le monde gréco-romain, chez les Hébreux, et aux Antilles, se recrutait respectivement parmi les Barbares, les Cananéens et les nègres africains. On sait, d'autre part, que ces quatre sociétés peuvent être considérées, dans une large mesure, comme les représentants de toutes les sociétés esclavagistes de l'Antiquité et des Temps modernes¹.

On est donc amené, semble-t-il, à cette conclusion :

Les esclaves, au moins dans l'Antiquité et aux Temps-Modernes, se recrutaient principalement parmi des êtres considérés, par leurs asservisseurs, comme ethniquement inférieurs.

1. Voir notre Introduction, pp. 5-8.

Mais cette *considération* même ne semble pas avoir été étrangère à *l'asservissement* de ces êtres. Si l'on creuse plus profondément encore les doctrines que nous venons de citer, on sera même porté à croire qu'entre l'une et l'autre, il y eut, pour ainsi dire, *un rapport de cause à effet, de mobile à action*. La *croyance* même à l'infériorité des Barbares, des Cananéens et des nègres africains, paraît avoir *déterminé* les Grecs, les Hébreux et les sociétés modernes à les asservir. Sur la croyance à leur infériorité ethnique, vint se greffer l'idée qu'ils ont été destinés, par là même, à l'esclavage, que cette condition fut même sanctionnée par la Providence, ou par la Nature, ou par l'une et l'autre, et qu'on ne saurait, par conséquent, *les laisser en liberté sans violer les lois de la Nature, ou les décrets de la Providence, ou les deux à la fois*. — Cette combinaison de représentations collectives, faisant de cet asservissement un *devoir*, en serait, elle-même, le *mobile* fondamental. Aussi est-on conduit à émettre l'hypothèse suivante :

Les êtres que l'on réduisait en esclavage, au moins dans l'Antiquité et aux Temps-Modernes, devaient essentiellement leur condition au fait qu'ils étaient regardés par leurs asservisseurs comme ethniquement inférieurs.

Ou bien encore :

La principale situation engendrant l'esclavage — du moins dans l'Antiquité et aux Temps-Modernes — consiste essentiellement dans le fait que certains êtres sont regardés par la société asservissante comme ethniquement inférieurs.

Sans procéder à aucune analyse de cette nature, Montesquieu a déjà émis une opinion sensiblement analogue.

« J'aimerois autant dire », a-t-il écrit, « *que le droit de l'esclavage vient du mépris qu'une nation conçoit pour une autre* ¹ ». — Et sous une forme un peu différente, la même doctrine fut très récemment soutenue par Westermarck. « Pour expliquer », dit-il, « l'établissement de l'esclavage colonial, les difficultés de son abolition, les lois qui les régissaient, il ne faut pas seulement tenir compte des lois économiques, et de l'égoïsme; un autre *facteur*, non moins important, *c'est l'absence de sympathie, ou l'antipathie positive pour la race de couleur*. On regardait le nègre à peu près comme un animal, et certains le déclaraient sans âme ²... ». Et ce qu'il dit de l'esclavage colonial, il le trouve applicable *mutatis mutandis* à toutes les formes d'esclavage ³.

Bien que l'hypothèse ci-dessus formulée ne diffère pas essentiellement des propositions de Montesquieu et de Westermarck, elle a cependant sur elles cette supériorité d'être plus précise, et, surtout, d'être directement dégagée des conceptions mêmes que les sociétés esclavagistes se faisaient de leurs propres institutions. Elle est moins une proposition avancée qu'une sorte de *signification* donnée de certaines *opinions collectives*. Aussi c'est elle que nous préférons prendre pour base de notre discussion.

C

Dans cette hypothèse, toutes les situations génératrices de l'esclavage se trouvent rattachées à un *principe élémentaire*. Si les faits confirment ce rattachement, le pro-

1. Montesquieu, *De l'Esprit des Loix*, Livr. XV, ch. III.

2. Westermarck, *op. cit.*, I, 707.

3. Westermarck, *op. cit.*, I, 708, sq.

blème qui nous occupe sera alors complètement résolu. Si, en d'autres termes, en passant en revue toutes les situations qui engendraient l'asservissement de l'homme et que nous avons déjà décrites, nous trouvons qu'elles confirment l'hypothèse en question, la loi fondamentale des situations génératrices de l'esclavage sera alors entièrement découverte.

Or, dans notre partie descriptive, après avoir examiné les diverses circonstances qui engendraient l'esclavage, nous avons établi :

a) que l'esclavage *postérieur à la naissance* se recrute parmi les captifs dans une guerre étrangère ou civile, les victimes d'un rapt, les condamnés à l'esclavage en vertu de certaines dispositions de la loi civile (les débiteurs insolvables), de la loi militaire (les insoumis), de la loi religieuse (les sorciers...), ou de la loi pénale (les meurtriers, les voleurs, les adultères... etc.), les enfants vendus ou exposés par leurs parents et enfin les hommes libres se vendant volontairement ¹.

b) que l'esclavage *de naissance* s'impose aux enfants nés de femmes déjà esclaves ².

Or, de toutes ces formes, seul l'asservissement des *étrangers captifs dans une guerre ou victimes d'un rapt* peut être considéré, dans une certaine mesure, comme répondant à l'hypothèse que nous discutons. La plupart des guerres et des raptés furent précisément dirigés contre des peuples considérés généralement comme appartenant à un ordre humain inférieur. Encore faut-il remarquer que cette considération, en elle-même, n'engendrait aucun esclavage. L'étranger ainsi considéré ne devenait point, par

1. Voir plus haut, p. 136, première conclusion.

2. Voir plus haut, p. 38, première conclusion.

là même, esclave. Pour qu'il pût le devenir, il fallait qu'il fût capturé par des guerriers ou par des ravisseurs. *C'est donc moins dans la croyance à l'infériorité des étrangers que dans leur capture qu'il faut chercher la cause directe de leur esclavage.* — Ne peut-on admettre, au moins, que la croyance à leur infériorité les réduisait en esclavage *virtuel*, et que la guerre et le rapt n'étaient, en fin de compte, que des moyens pour le réaliser; en d'autres termes, *qu'ils ne devenaient pas esclaves parce que captifs, mais captifs parce que déjà condamnés à l'esclavage?* La croyance à leur infériorité serait, en somme, la cause réelle, quoique médiate, de leur esclavage; leur captivité, au contraire, une cause apparente, quoique immédiate. Cela paraît d'autant plus fondé que — le plus souvent — c'était précisément *dans le but* de les ramener à la condition servile pour laquelle on les croyait faits, qu'on recourait à la guerre et aux moyens de violence.

Mais si l'asservissement des *étrangers captifs dans une guerre ou victimes d'un rapt* peut ainsi être rattaché à la croyance à leur infériorité ethnique, cette croyance ne saurait, de toute évidence, expliquer les autres formes d'asservissement que nous venons d'énumérer.

1. — Il va de soi que *l'esclavage subi par des citoyens captifs dans une guerre civile ou victimes d'un rapt intérieur* ne saurait nullement se fonder sur la croyance à leur infériorité ethnique, puisqu'ils appartiennent à la même communauté que leurs ravisseurs. Il ne sert à rien de dire qu'il s'agit là d'une simple *assimilation* des citoyens aux étrangers. Il faudrait alors que la société trouve un trait commun aux uns et aux autres justifiant, à ses yeux, cette assimilation. Ce trait commun ne peut être l'infériorité raciale : il est inconcevable que la captivité des citoyens

ait le pouvoir de supprimer ou diminuer en quoi que ce soit leurs caractères ethniques. Et si c'est la captivité elle-même qui assimile le citoyen aux étrangers, il faut alors abandonner complètement l'hypothèse de l'esclavage à base ethnique : ce serait donc la captivité de l'homme, et non point la croyance à son infériorité, qui entraîne son esclavage. — Au demeurant, n'est-il pas arbitraire de soutenir que la société assimile, sous ce rapport, les citoyens aux étrangers? Pourquoi ne serait-ce plutôt les étrangers qui sont assimilés aux citoyens? Pourquoi serait-ce dans les prisonniers étrangers et non dans les citoyens devenus captifs qu'il faudrait chercher le fondement de l'esclavage? Du moment qu'ils sont susceptibles de perdre leur liberté aussi bien les uns que les autres, il est vain de déclarer *vrai* l'asservissement des uns et ne voir dans celui des autres qu'une sorte *d'imitation*.

2. — C'est surtout *l'asservissement consécutif à l'action de la loi* qui donne à l'hypothèse de l'esclavage à base ethnique le démenti le plus formel. Par définition même cette forme de servitude provient de certains *actes déterminés* et non point de *qualités ethniques*. L'acte consommé entraîne l'esclavage de l'auteur quel qu'il soit. Aussi, d'une manière identique, applique-t-on, le cas échéant, cet esclavage aux citoyens et aux étrangers. Il a même été créé principalement pour réprimer certaines infractions des citoyens¹, pour punir des sujets participant aux attributs ethniques communs. Et s'il frappe l'étranger, ce n'est point en tant qu'étranger, mais en tant que coupable, et pour cette seule raison qu'en émigrant il est censé avoir contracté l'obligation de se soumettre aux lois du pays où

1. Voir plus haut, pp. 44-50, 68-70, 80-87, 102-105.

il réside. Loin d'être dirigé contre les étrangers, cet esclavage ne les frappe donc que par assimilation aux nationaux.

3, 4. — Et ce qui est vrai de l'esclavage judiciaire, l'est aussi de *l'esclavage des enfants vendus ou exposés par leurs parents, et de l'esclavage des hommes libres se vendant volontairement*. L'un est fondé sur le droit qu'on accorde au chef de famille de priver ses enfants de leur liberté civile, l'autre, sur le droit qu'on confère à l'homme de disposer librement de sa propre personne; et, par conséquent, ils n'ont rien à voir avec l'infériorité ethnique qu'une nation attribue à une autre. Il est évident, du reste, que c'est, en grande partie, parmi les nationaux mêmes que se recrutent, en fait, ces deux catégories d'esclaves, et que c'est principalement à eux qu'on accorde le droit de priver leurs enfants de leur liberté et le droit de s'en priver eux-mêmes volontairement¹. Les étrangers n'en jouissent qu'accessoirement, et, pour ainsi dire, par assimilation aux compatriotes. Pour qu'ils puissent devenir ainsi esclaves, il faut, en effet, qu'on leur accorde, à cet égard, la même liberté et les mêmes droits civils qu'aux nationaux. Loin, donc, d'être une conséquence de l'abaissement des étrangers, ces deux formes d'esclavage procèdent essentiellement d'un privilège accordé aux citoyens. Loin d'être basées sur la croyance à l'infériorité ethnique de ceux qui les subissent, elles ne peuvent s'appliquer aux êtres considérés comme inférieurs qu'en les élevant préalablement au rang d'êtres supérieurs.

5. — Enfin *l'esclavage de naissance* n'a aucun rapport avec la croyance à l'infériorité ethnique de certains peu-

1. Voir plus haut, pp. 50-59, 70-73, 87-97, 105, 106.

ples. On l'impose aux enfants des femmes esclaves sans tenir compte de l'origine de leurs parents, sans tenir compte, en d'autres termes, des qualités ethniques qui leur ont été transmises, par l'hérédité, du côté maternel, ou du côté paternel¹. Aussi l'applique-t-on aux enfants des esclaves autochtones aussi bien qu'aux enfants des esclaves étrangères. Et bien que toutes les nations dont nous avons décrit les institutions soient des sociétés patriarcales, accordant à l'enfant les caractères ethniques de son père, nous venons de voir cependant (chapitre premier) qu'en imposant l'esclavage de naissance aux enfants des femmes esclaves, elles faisaient totalement abstraction de la nationalité de leur père; une bonne partie des enfants auxquels elles imposaient cet esclavage provenaient de pères citoyens, et même citoyens libres. C'est exclusivement la condition servile de la mère qui engendrait cet esclavage; sa nationalité, c'est-à-dire la race à laquelle elle appartenait, ainsi que la nationalité et même la condition du père n'étaient aucunement prises en considération. Ces pratiques prouvent le peu de poids des considérations ethniques en ce qui concerne l'esclavage de naissance.

On le voit, l'hypothèse « *ethnique* » ne résiste guère à un examen attentif des faits. Nous admettons volontiers que presque toutes les sociétés esclavagistes voient dans certains peuples des êtres ethniquement inférieurs : les conceptions que nous venons d'exposer le prouvent de la façon la plus explicite. Nous admettons aussi que c'est parmi ces êtres que se recrute la majeure partie des classes serviles dans l'Antiquité et aux Temps-Modernes :

1. Voir plus haut, pp. 19-31.

l'histoire le confirme. *Mais nous ne saurions admettre qu'entre la croyance à l'infériorité de certaines races et les diverses formes d'asservissement il y ait un rapport de cause à effet, ou de mobile à action.*

Ainsi la loi fondamentale à laquelle se rattachent toutes les situations génératrices de l'esclavage reste à trouver. Elle ne serait découverte que si l'on découvrait une vertu *commune à toutes ces situations*. Toute autre tentative nous paraît vaine.

D

Ce n'est pas à dire, toutefois, que la croyance à l'infériorité ethnique de certains peuples n'ait aucune influence sur le recrutement des classes serviles. S'il est vrai qu'on ne saurait nullement la considérer comme la loi fondamentale de l'asservissement, il n'en demeure pas moins qu'elle a exercé une grande influence par laquelle s'explique *l'importance relative des diverses sources qui alimentaient l'esclavage.*

Dans notre chapitre sur l'esclavage de naissance, nous avons établi qu'il se recrute, en *grande partie*, parmi les enfants des femmes esclaves dont les pères ne sont pas les maîtres, et que l'on constate même une *tendance à exempter de cet esclavage les enfants provenant de l'union des maîtres avec leurs propres esclaves, tendance parfois pleinement réalisée*¹.

Dans le chapitre sur l'esclavage postérieur à la naissance, nous avons établi que la *plupart* des hommes qui l'alimentent sont des captifs de guerre dirigée contre les étrangers, et que l'on constate même une *tendance à abolir tout*

1. Voir plus haut, p. 38 (deuxième conclusion), 39.

*asservissement résultant d'une autre source, tendance qui s'est, du reste, entièrement réalisée dans certaines sociétés*¹.

Ces deux situations génératrices (le fait d'être captif d'une guerre étrangère et de naître de l'union d'une femme esclave avec un homme autre que son propre maître) possèdent donc une suprématie à la fois quantitative et qualitative : *quantitative*, parce que c'est par elles que se recrute *le plus grand nombre* d'esclaves; *qualitative*, parce que, *seules, elles reçoivent la pleine sanction des institutions juridiques et morales, tandis qu'on résiste à toutes les autres sources*. — Or, pour qu'elles aient eu, sur toutes les autres, cette double suprématie, il fallait, de toute évidence, qu'elles eussent, en sus du trait *commun* à toutes les situations génératrices de l'esclavage qui reste encore à découvrir, un trait *particulier* et exceptionnel. Ce caractère privilégié provient justement de la croyance déjà mentionnée. C'est, à coup sûr, parce que les sociétés esclavagistes voyaient dans certains peuples étrangers des êtres inférieurs et destinés, par là même, à l'esclavage, qu'elles faisaient des guerres dirigées contre eux le *principal* moyen de recruter leurs classes serviles, et que leurs institutions relatives à l'esclavage postérieur à la naissance *s'accommodaient* parfaitement de ce procédé. Et si l'on résistait à toutes les autres sources, si l'on s'appliquait à en contrecarrer le fonctionnement et à en restreindre la portée, c'est parce que le contingent qu'elles apportaient à l'esclavage était fait surtout de citoyens, d'hommes qu'on ne regardait pas comme ethniquement inférieurs. Par là aussi, s'explique l'attitude des sociétés esclavagistes en ce

1. Voir plus haut, pp. 59 fin, 60, 73, 97, 98; 110, 135, 137.

qui concerne l'esclavage de naissance. Si l'on tendait à exempter de cet asservissement les enfants provenant de l'union des maîtres avec leurs esclaves, c'est parce que ces enfants, étant, en partie, le fruit des citoyens, s'approchaient, par là même, de cette classe d'hommes dont on répugnait à la servitude.

*Bref, ce que l'on peut légitimement tirer des conceptions ethniques, ce n'est point une explication des situations mêmes qui engendrent l'esclavage, mais plutôt une explication de leur importance relative*¹.

II

Un second groupe de conceptions tente de chercher dans des facteurs purement religieux, le fondement de toute situation génératrice de l'esclavage. Il repose sur un postulat qui, à tout prendre, peut s'énoncer dans ces termes : *l'asservissement de l'homme a pour base l'infériorité de sa religion*. — Seulement cette « infériorité » elle-même et son rapport avec les situations qui engendrent la servitude, sont très mal déterminés. — Comme nous avons procédé à l'égard des doctrines ethniques, nous commencerons ici par exposer les plus importantes de ces « concep-

1. C'est principalement sur la condition des esclaves que les conceptions ethniques ont l'influence la plus remarquable. Tout se passe, en effet, comme si l'esclave étranger n'avait point de personnalité humaine. Quand on étudie le régime de l'esclavage, on s'aperçoit nettement que c'est sur une négation quasi-totale de tout ce qui constitue cette personnalité que sont fondés et les droits des maîtres sur leurs esclaves étrangers, et la condition de ces esclaves dans la famille et dans la société. Ainsi l'intérêt des conceptions ethniques est beaucoup plus considérable pour une étude de la condition des esclaves que pour une étude des situations génératrices de l'esclavage.

tions religieuses » ; puis, à la lumière de cet exposé, nous chercherons à atteindre les diverses significations qu'on peut leur attribuer et que nous aurons à discuter ensuite.

A

C'est surtout dans les *sociétés mahométanes du Moyen-Age* qu'à la conception de *l'esclavage à base ethnique*, battue en brèche par la doctrine même de l'Islam, et tombée en discrédit, se substitue la conception de *l'esclavage à base religieuse*.

L'Islam s'élève, en effet, contre toute division des races humaines en « supérieures », créées pour commander, et « inférieures » destinées, par leur nature, à obéir. Il déclare que tous les hommes sont égaux quant à leur essence, qu'ils possèdent, tous, la même dignité personnelle, que la division de l'humanité en races n'est qu'une simple manière de « baptiser », de « dénommer » les peuples, et que, seule, « la foi » de l'homme peut l'élever ou l'avilir. « O hommes ! » dit le Livre Saint des musulmans, vous êtes, tous, créés de la même matière ; « vous êtes, tous, descendus de la même souche : d'Adam et d'Eve ; c'est uniquement pour que vous vous connaissiez nommément entre vous que nous vous avons partagés en races et en tribus. Ce sont, seuls, les plus pieux d'entre vous qui sont les plus dignes devant Dieu ¹ ». « Nous ennoblîmes » dit-il encore « tous les enfants d'Adam... et nous leur accordâmes une

1. Coran XLIX, 13, voir les commentaires de Baïdaoui, p. 493, et d'Alaloucy, T. 26, pp. 147-152.

Notre traduction est un peu libre ; mais elle exprime cependant le sens exact du verset tel qu'il est construit en arabe. — Etant donné la grande différence qui existe entre l'esprit des deux langues, c'est à notre sens, dénaturer les textes arabes que les traduire servilement en français. — Aussi, le plus souvent, nous trouvons-nous obligé de recourir à la traduction libre.

grande supériorité sur un grand nombre d'autres êtres que nous avons créés¹ ». Et c'est, sans doute, pour rester fidèle à ce principe que le Coran — bien qu'il parle de Noé dans plus de vingt-cinq chapitres, et reproduise la plupart des faits que la Bible attribue à ce patriarche — passe sous silence la célèbre condamnation à l'esclavage qui, au rapport de la Genèse, fut prononcée par Noé contre la race de Canaan². — Ce zèle que le Livre Saint déploie contre les préjugés relatifs à la distinction des races fut considérablement renforcé par les discours et les Hadiths du prophète arabe. « Dieu vous a dépouillés », dit le fondateur de l'Islam, dans un discours prononcé après le Combat du Triomphe, « Dieu vous a dépouillés de la superbe des anciens Arabes et de leur tendance à tirer vanité de leur race et de leur généalogie. Tous les hommes sont nés d'Adam; et, comme celui-ci a été formé de la poussière de la terre, c'est à une matière uniforme que tous les hommes appartiennent. Ils s'égalent donc entre eux comme s'égalent les différentes mesures de même contenance³ ». « O hommes! », dit-il encore, dans son célèbre *Discours d'Adieu*, prononcé quelques mois avant sa mort, devant une multitude de cent quatorze mille hommes rassemblés sur le penchant de la colline d'Arafah, et dans lequel il a résumé les principes fondamentaux de l'Islam — « O hommes! vous avez, tous, été créés à l'image du même Dieu, et vous êtes tous les fils du même père; vous êtes, tous, d'adam, et Adam est de poussière. Aucun Arabe n'est, par là même, supérieur à un Persan, aucun Persan n'est, par là même, supérieur à un Arabe, aucun Nègre n'est, par là même, supérieur à un Rouge,

1. Coran XVII, 72.

2. Voir plus haut, pp. 119, 120, 143.

3. Cf. plus loin note 63, page 341.

aucun Rouge n'est, par là même, supérieur à un Noir : c'est uniquement par la piété que se distinguent les hommes entre eux. Que les assistants le fassent savoir aux absents. O mon Dieu ai-je accompli ma mission...? ¹ ». — Le même précepte figure dans presque tous ses discours et dans des milliers de ses hadiths ².

Il est vrai que la fréquence de cette recommandation est déjà une preuve de son impuissance à déraciner, des esprits des Arabes de l'époque de Mahomet, les préjugés qu'elle condamne.

Il est vrai que, nulle part ailleurs, l'esprit de parti, et la croyance à la supériorité de la race à laquelle on appartient sur toutes les autres races humaines, n'ont été plus catégoriques, plus intenses et plus répandus que dans les sociétés arabes aussi bien avant qu'après l'avènement de l'Islam : la littérature le prouve de la façon la plus éclatante.

Il est vrai que le prophète Mahomet lui-même n'a pu s'empêcher — dit-on — de se glorifier de sa noble naissance, et de préférer sa propre tribu (Koraïch) à toutes les tribus arabes, et, son propre clan (Bani Hachim), à tous les clans de Koraïch. Aussi, avec cette dignité céleste d'être « l'envoyé de Dieu », trouve-t-il dans cet honneur terrestre : « sa filiation d'Abdolmottalibe », de quoi combler sa gloire ³. « Dieu », dit-il ailleurs, « m'a élu de Bani-Hachim, laquelle fut l'élite de Koraïch, laquelle fut l'élite de Kina-nah, laquelle enfin fut l'élite de tous les descendants d'Ismaël : je suis donc l'élu d'une élite d'une élite d'une

1. Cf. plus loin note 64, page 342.

2. Cf. plus loin note 65, page 342.

3. « Certes » — dit-il — « je suis le prophète et je suis le fils d'Abdolmottalibe ». Voir plus loin note 66, page 342. (Abdolmottalibe est le grand-père de Mahomet).

élite¹ ! ». « Koraïch », dit-il encore, « Koraïch, Alançares (les Médinois qui se divisèrent en deux tribus : Alawce et Alkhazradj), Gohaïna, Mozaïna, Aslam et Achga'a, sont les maîtres de l'univers; il n'y a de supérieur à eux que Dieu et son prophète² ».

Il est vrai que les premiers musulmans eux-mêmes, bien qu'ils fussent les plus fidèles de toutes les sociétés mahométanes aux préceptes de l'Islam, ne purent, sous ce rapport, se débarrasser entièrement des préjugés anté-islamiques : chez eux, subsista une trace assez profonde et du sentiment de mépris à l'égard des étrangers, et même de la croyance de chaque tribu à sa supériorité sur les autres communautés arabes. Certains mecquois crièrent au scandale en voyant un nègre au haut du lieu sacré (la Kabah) proclamer l'heure de la prière; et, pourtant, ce nègre (Bilal) fut l'un des premiers adeptes de la doctrine mahoméd-

1. Cf. plus loin note 67, page 342.

2. Cf. plus loin note 68, page 342.

On trouve dans le « *Recueil Authentique* » par Alboukhari une dizaine de Hadiths de ce genre. Ils consistent, en somme, à démontrer la supériorité de certaines tribus, et, en particulier, de Koraïch, sur toutes les autres communautés arabes. L'authenticité de ces Hadiths nous paraît cependant fort douteuse. En effet, étant donné qu'ils contrastent avec le principe de l'Islam condamnant toute croyance à la supériorité de certaines races humaines sur les autres, principe formellement établi dans les versets du Coran, dans les discours du prophète, et dans des milliers de ses hadiths; étant donné, d'autre part, les préoccupations politiques des Koraïchites de cette époque, leur célèbre doctrine d'après laquelle ils seraient l'élite de toute l'espèce humaine, et le Califat serait l'apanage réservé par Dieu à leur tribu; étant donné, enfin, leur hardiesse — révélée par presque tous les critiques — d'attribuer au prophète des paroles, inventées de toutes pièces, en faveur de leur thèse, pour toutes ces raisons, il ne faut accueillir — pensons-nous — cette dizaine de hadiths relatés par Alboukhari qu'avec d'expresses réserves. — Toutefois, le fait même qu'ils furent attribués au fondateur de l'Islam, et le fait qu'ils passèrent pour authentiques aux yeux d'Alboukhari, qui est considéré comme particulièrement soucieux de l'exactitude, n'en accusent pas moins, chez les arabes de la première période de l'Islam, un état d'esprit hostile à l'égalité.

tane (*Assabikhouné*), l'un des compagnons du prophète (*Assahabah*) et son crieur particulier (*Moathine*) : qualités éminentes aux yeux de l'Islam ¹. Et à l'occasion d'un petit conflit surgi entre un des Mohadjirines (les premiers musulmans qui émigrèrent de la Mecque à Médine, et qui appartenrent, en grande partie, à la tribu adnanite : *Koraïch*) et un des Ançares (les premiers musulmans médiinois qui accueillirent Mahomet et les Mohadjirines dans leur ville, et qui appartenrent aux deux tribus kahtanites : *Alawce* et *Alkhazradj*), l'esprit de parti, et la croyance de chaque tribu à sa supériorité sur les autres, faillirent entraîner les deux ailes de l'armée musulmane, en présence de l'ennemi, à une guerre civile, que, seule, l'intervention du prophète put éviter ².

Il est vrai que — le « Jour de *Sakhifah* » où les deux partis musulmans : les Mohadjirin et les Ançar, se disputèrent le califat après la mort du prophète — parmi les considérations sur lesquelles Abou-Bakr (le successeur de Mahomet, et le plus grand apôtre de l'Islam) appuya son droit au trône, figura, en première ligne, « la noblesse de sa tribu et sa supériorité sur toute l'espèce humaine ³ ».

Il est vrai que le deuxième calife : Omar Ibnolkhattab, bien que, de tous les califes, il fut le plus réputé par ses idées égalitaires ⁴, n'a jamais cessé cependant de manifester sa préférence pour les Arabes, et sa croyance à leur supériorité sur toutes les autres races : doctrine sur la-

1. C'est à cette occasion — dit-on — que fut révélé le verset 13 du chapitre XLIX du Coran que nous venons de citer. Cf. plus loin note 69, page 342.

2. Cf. Coran LXIII, 8, et les commentaires d'Altabari, T. 28, p. 73, et d'Albaïdawi, p. 529. Voir aussi plus loin note 70, page 342.

3. Voir plus loin note 71, page 342.

4. Voir les traités historiques. Voir aussi plus loin note 72, page 343.

quelle reposait, sous son règne, tout le mécanisme de l'organisation de l'Empire musulman ¹.

Il est vrai que, sous la dynastie des Omeyades, se creusa, entre les Arabes et les non-Arabes (qu'on appelait alors les « rouges »), un abîme infranchissable; que, dans presque toutes les branches de la vie sociale, cette distinction fut soigneusement entretenue par les gouverneurs et par les califes; qu'on réservait aux Arabes des honneurs interdits aux étrangers, et aux étrangers, des peines inapplicables aux Arabes; qu'on désignait tous les non-arabes par le même nom qu'on donnait aux esclaves et aux affranchis (*Almawali*) ; que tout individu réputé avoir une partie même infinitésimale de sang « rouge » encourait le mépris public; et qu'on allait enfin jusqu'à croire à une supériorité physique, intellectuelle et morale, que la *nature même* aurait accordée à la race arabe sur toutes les autres créatures ².

Il est vrai que, même sous la dynastie des Abbassides. — c'est-à-dire dans les cinq derniers siècles du califat du Moyen-Age où les non-arabes étaient investis de presque tous les droits civils et politiques réservés jadis aux Arabes, et tenaient même effectivement les rênes de l'Etat musulman — les conceptions relatives à la distinction des races ne semblent avoir subi aucune modification remarquable. Certes, à cette époque, se produisirent, entre « *égalitaristes* » ou « *internationalistes* » (*Ach'cho'obeyah*, ceux qui soutenaient la doctrine de l'égalité, de principe, de toutes les races humaines) d'une part, et « *arabistes* » (ceux qui affirmaient la supériorité de la race arabe sur tous les autres peuples), de l'autre, d'interminables polémiques.

1. Cf. plus loin note 73, page 343.

2. Cf. plus loin, note 74, page 343. Voir aussi plus haut, pages 36, 37.

miques qui accaparèrent une bonne partie de l'activité intellectuelle des philosophes, gens de lettres, hommes d'Etat, juristes et canonistes, durant tout le règne des Abbassides, et qui constituèrent la partie la plus riche de la littérature arabe de cette période¹. Mais le fait même que de pareilles controverses se produisirent à une époque où il semble que les idées dussent commencer à se dégager de ces préjugés, et le fait que, des deux thèses en présence, c'est celle des « *arabistes* » qui rencontrait l'assentiment de la masse musulmane, non seulement dans les pays arabes, mais aussi — chose curieuse — chez presque tous les autres peuples islamiques, ces deux faits, disons-nous, nous font toucher du doigt que, dans le monde musulman, les mœurs et les conceptions ne se sont jamais conformées au principe de l'égalité des races considéré par leur Livre Saint comme le dogme le plus fondamental de l'Islam.

Il est vrai enfin que ces conceptions ont laissé même dans la jurisprudence musulmane une trace des plus profondes. En effet, cédant à la pression de leur temps, un grand nombre de juristes de l'Islam fondent une foule de lois sur le principe de la supériorité des Arabes. C'est ainsi qu'ils déclarent qu'un non-Arabe, si élevé que soit son rang social et religieux, n'est pas digne, en principe, d'épouser une Arabe, quelque inférieure qu'elle soit²; que

1. Cf. plus loin, note 75, page 343.

2. C'est l'opinion de la plupart des Hanéfites (Cf. plus loin note 76, page 343, et 81, page 344), des Chaféites (Cf. plus loin, note 77, page 343), et des Hambalites (Cf. plus loin note 78, page 343).

Par contre l'école Malikite, Soufiân'Olthawri, Alhaçan'Olbasri et quelques membres de l'école Hanéfite dont Alkarkhi considèrent comme absolument légitime le mariage d'un non-arabe avec une arabe, et ne voient dans une telle union aucune espèce de mésalliance (Cf. plus loin note 79, page 343). Ils appuient leur thèse sur les versets du Coran et les paroles de Mahomet que nous venons de citer dans les pages 159-161, et sur le fait que le prophète lui-même maria des femmes arabes aux étrangers,

le califat et plusieurs autres dignités sont l'apanage exclusif des Arabes ¹; que la capitation (*Al Djésia* = taxe par tête, qui fut une marque d'humiliation ²) ne peut être imposée qu'aux non-Arabes ³... etc... etc.

Mais il n'en reste pas moins que, dans le monde musulman du Moyen-Age, on n'est jamais allé jusqu'à voir, dans l'infériorité de la race, la justification de l'asservissement. En effet, les conceptions « ethniques » de l'esclavage, telles qu'elles furent dans l'Antiquité et aux Temps Modernes, ne s'harmonisent avec les représentations collectives d'aucune société mahométane des Temps Intermédiaires. *En matière de liberté et d'esclavage*, les mœurs des musulmans de cette période s'accommodent parfaitement des préceptes de l'Islam établissant, en principe, l'égalité de toutes les races humaines, et faisant de la « foi » le seul moyen de distinguer entre les hommes. La façon même dont se recrutent les esclaves chez les peuples musulmans de cette époque est, d'ailleurs, incompatible avec toute conception d'ordre ethnique. En effet, à la différence de l'esclavage de l'Antiquité et des Temps Modernes qui s'alimente principalement aux dépens de certaines races déterminées, — système qui contribua dans une très large me-

condamna sévèrement l'attitude de certaines tribus qui considéraient comme déshonorant de consentir à unir leurs filles aux étrangers et les contraignit même à accepter cette union sous peine d'être excommuniées (Cf. plus loin note 80, p. 344).

1. Cf. plus loin note 82, page 344. Certains juristes musulmans se rangent à l'opinion de Dirare et d'Abou-Bakr-Albakillani qui soutiennent que toutes les dignités, y compris le califat, sont légalement accessibles aux non-arabes.

2. Cf. plus loin note 83, page 344. Voir aussi Coran IX, 29.

3. Cf. plus loin note 84, page 344. — L'Ecole Malikite autorise l'imposition de cette taxe à tous les arabes, même aux arabes Koraïchites — (cf. plus loin note 85, page 344); et l'école Hanéfite, aux arabes non-idolâtres. (Voir les deux premières références de la note 84, p. 344).

sure, à l'éclosion des « conceptions ethniques » dans ces deux périodes — l'esclavage dans les sociétés mahométanes vise essentiellement les réfractaires à l'Islam quelle que soit leur race.

Aussi est-ce à la *foi*, et non point à la *race*, que l'opinion dominante dans tout le monde musulman d'alors rattache le mécanisme de l'esclavage. C'est uniquement le fait d'être réfractaire à l'Islam qui, dans la pensée des sociétés musulmanes, rend l'homme susceptible de subir l'esclavage, à la fois comme châtiment de son incrédulité, et, surtout, comme moyen de l'introduire dans un milieu musulman, de le mettre à même de s'initier aux préceptes du Mahométisme, et de préparer, ainsi, sa conversion volontaire à l'Islam. Cette conception trouve, dans les docteurs de cette période, les défenseurs les plus enthousiastes. « Tous les hommes », écrit un grand jurisconsulte musulman, « sont libres en principe, puisqu'ils sont tous les enfants d'Adam et d'Eve, qu'Adam et Eve furent libres, et que les descendants de parents libres sont libres également. — *L'esclavage n'est donc point une constitution de la nature; c'est un simple accident occasionné par la captivité dans un combat en règle, et la captivité est, à son tour, la conséquence de l'incrédulité dont la disparition est le but essentiel et de la guerre et de l'esclavage même*¹ ». « *L'esclavage* », dit le même jurisconsulte, « *n'est qu'un moyen pour convertir les incrédules à l'Islam en les introduisant dans un milieu musulman, en leur multipliant les occasions de méditer sur nos doctrines et de se convaincre qu'elles sont basées sur la raison, c'est ce qui est de nature à les déterminer à adopter l'Islam...* Il est donc interdit d'asservir les captifs inconvertissables; tels sont par exem-

1. Cf. plus loin note 86, page 344.

ple les Arabes païens qui respectent si pieusement et si aveuglément la tradition damnable de leurs ancêtres qu'ils considèrent toutes les autres doctrines comme un non-sens dont il est humiliant d'écouter les prêcheurs... : ceux-ci, s'ils n'acceptent pas, sur-le-champ, la doctrine de l'Islam, doivent être immédiatement massacrés...¹ ».

Et de même qu'en repoussant la théorie de « l'esclavage naturel », les musulmans trouvent un appui dans leur Livre Saint et les paroles de leur prophète², de même, en rattachant l'esclavage à l'incrédulité, et en assignant à l'asservissement de l'homme un but de conversion à l'Islam, ils ne furent pas embarrassés pour étayer leur thèse sur les principes généraux de leur religion. En effet, bien que l'Islam professe le plus grand respect pour presque toutes les religions monothéistes qui l'ont précédé et pour leurs fondateurs³, qu'il établisse qu'elles sont des révélations envoyées de Dieu⁴, qu'il considère la croyance en tous les prophètes antérieurs à Mahomet et en leurs Livres comme une des conditions requises pour accéder à la classe des fidèles⁵, et qu'il déclare que le Coran n'est, en somme, qu'une confirmation des Ecritures⁶, il fait cependant de la croyance en l'apostolat de Mahomet et de l'adoption de sa doctrine une obligation incombant à tous les êtres humains, condamne aux tortures éternelles quicon-

1. Cf. plus loin note 87, page 344.

2. Voir plus haut, pp. 159-161.

3. Cf. Coran II, 3, 50, 81, 83, 85, 124, 130, 254; III, 2, 30, 37-53, 78, 138, 181, 198; IV, 130, 135, 149, 150, 151, 155-158, 161, 162, 169; V, 47, 48, 50, 52, 70, 71, etc., etc...

4. Mêmes références mentionnées dans la note précédente.

5. Cf. Coran II, 3, 124, 130; III, 78; IV, 135, 149, 150, 151, etc., etc...

6. Cf. Coran II, 83, 85, 130; III, 2, 78; IV, 161, 162; V, 52, etc., etc...

que refuse de l'accepter¹, et recommande à ses adeptes de sauver les âmes de cette perte².

Indépendamment des sociétés musulmanes du Moyen-Age, la conception de « *l'esclavage à base religieuse* » se retrouve — en sus des « conceptions ethniques » — dans les sociétés chrétiennes des Temps Modernes. Dans la pensée de ces sociétés, l'esclavage des nègres africains a pour base, non seulement leur « infériorité ethnique », mais aussi leur « infériorité religieuse ». On les asservit non seulement pour se conformer aux *lois de la Nature* et aux *jugements de la Providence* qui, donnant l'infériorité à leur *race*, les auraient prédestinés à la servitude, *mais encore pour les tirer de l'idolâtrie et pour les élever au christinanisme*. Dans les colonies européennes d'Amérique, et surtout dans leurs métropoles, c'est même la considération religieuse qui bénéficie de la plus grande faveur

1. Cf. Coran III, 79, « Quiconque désire un autre culte que l'Islam, ce culte ne sera point reçu de lui, et il sera dans l'autre monde du nombre des malheureux », et XCVIII, 5, « Les infidèles (ceux qui ne se sont pas convertis à l'Islam) parmi ceux qui ont reçu les Ecritures, et les idolâtres, resteront éternellement dans le feu de la Gehenne... ».

Le Coran laisse cependant quelque espoir aux Juifs, aux Chrétiens et aux Sabéens (secte chrétienne). Il déclare même dans les versets 59 du chapitre II, et 73 du chapitre V que : « Parmi les Juifs, les Chrétiens et les Sabéens, ceux qui croient sincèrement en Dieu et au jour dernier, et qui auront fait le bien, recevront une récompense de leur Seigneur, seront exempts de toute crainte et ne seront point affligés ».

En forçant les mots de ces deux derniers versets, la plupart des commentateurs du Coran essayent de les concilier avec les versets 79 du chapitre III et 5 du chapitre XCVIII. Etant donné que ces divers versets furent donnés à des époques différentes, nous croyons qu'il s'agit plutôt d'une évolution de l'attitude de l'Islam à l'égard des Juifs, des Chrétiens et des Sabéens.

Quoiqu'il en soit, c'est l'opinion défavorable à ces trois communautés religieuses qui l'emportait et qui l'emporte encore dans tout le monde musulman.

2. Cf. Coran II, 212-215, 245, 246; III, 11, 29, 135, 140, 194; IV, 76-80, 86, 91, 97; VIII, 40, 62, 66, 71, 73; IX, 5, 11-14, 33, 38-42, 112, 121, etc...

et que les penseurs de cette époque, interprètes des sentiments dominants de leurs sociétés, invoquent principalement pour justifier l'asservissement des noirs.

« *L'esclavage* », écrit Granier de Cassagnac, adouci comme il l'est, par la religion et par les mœurs, et qui se borne, en général, à un patronage, à une tutelle, a pour effet certain, infaillible, d'amener, avec l'aide du temps, la population africaine, à peu près entière, à la vie civilisée. Si bien qu'un nombre considérable de créatures humaines, qui, restées en Afrique, y auraient vécu et y seraient mortes dans l'idolâtrie et dans la barbarie, *se seront trouvées introduites, par la servitude, à la vie morale et intelligente du christianisme.*¹ » — Et, résumant la même idée, un rapport du Conseil de Bourbon déclare que « l'asservissement des nègres aux blancs est la première visite de Dieu à la race noire.² » — « C'est une voie » affirme, à son tour, le Conseil de la Martinique, « *c'est une voie ouverte par la Providence au succès de la religion et un progrès pour la race africaine* »³. — Et la même thèse se trouve développée non seulement dans tout ce que nous possédons des œuvres des colons, de leurs gouverneurs, de leurs conseils, en un mot de tous ceux qui eurent intérêt immédiat à l'asservissement des nègres, mais aussi dans un grand nombre d'auteurs ayant pour objet l'étude purement spéculative des choses⁴.

1. Granier de Cassagnac, *Voyage aux Antilles*, II, 290, cité par Wallon, I, Intr., p. LXII, note 4.

2. Conseil Colonial de Bourbon — cité par Schœcher, *Colonies étrangères*, p. 440 — Cf. Wallon, I, Intr., p. LXII, note 2.

3. Conseil de la Martinique, *Avis des Conseils Coloniaux*, p. 82 — cité par Wallon, I, Intr., p. LXII et note 3.

4. Voyez plusieurs références dans l'introduction de Wallon; dans Westermarck, *op. cit.*, I, 706 et note 6 de cette page; dans Montesquieu, *op. cit.*, XV, IV et notes 721, 722 du T. I. — Voyez également plus haut, p. 108, les références mentionnées dans la note 2.

De leur côté, les métropoles s'accommodent parfaitement de ce système. « C'était... *afin d'élever les nègres à la religion* », constate justement Wallon, « *qu'on les avait introduits aux colonies; c'est par ces grands motifs qu'on entraîna Ferdinand et Isabelle; c'est par là qu'on triompha des répugnances de Louis XIII...*¹ ». — « Si Louis XIII », écrit de son côté Peytraud, « semble avoir eu quelques scrupules à autoriser l'esclavage dans les colonies françaises, nous n'en trouvons plus trace chez Louis XIV. En tout cas, ils ont été apaisés chez l'un et chez l'autre *par l'idée du bien qu'ils faisaient à la religion et à de malheureux idolâtres auxquels ils voulaient assurer le salut*. — *C'est sous l'empire de ces idées* que fut promulgué l'Edit du 28 mai 1664 portant établissement d'une « Compagnie des Indes Occidentales » pour faire tout le commerce dans les îles et terres fermes de l'Amérique. *Et pour encourager en particulier le commerce des nègres*, un arrêt du 18 septembre 1671 exempté de tout droit de sortie toutes les marchandises qui seront chargées dans les ports du royaume pour être portées aux côtes de Guinée en vue de les échanger contre des noirs...² ». — « Ce fut cette manière de penser », écrit, enfin, Montesquieu, « qui encouragea les destructeurs de l'Amérique dans leurs crimes. *C'est sur cette idée qu'ils fondèrent le droit de rendre tant de peuples esclaves*; car ces brigands qui vouloient absolument être brigands et chrétiens, étoient très dévots. — Louis XIII se fit une peine extrême de la loi qui rendoit esclaves les nègres de ses colonies; *mais quand on lui eut mis dans l'esprit que c'étoit la voie la plus sûre pour les convertir*,

1. Wallon, I, Introduction, p. LXXX.

2. Peytraud : *L'esclavage aux Antilles françaises*, Livr. I, .ch. II, § I, pp. 38-41.

*il y consentit.*¹ ». — Cette conversion, n'ayant point paru suffisante dans les colonies, on voulut la poursuivre en Europe même; et — toujours dans l'intention de gagner les nègres à Dieu, et de « les confirmer dans les institutions et les exercices du Christianisme », — certains Etats européens finirent par admettre qu'on les asservit, non seulement dans leurs colonies, mais aussi sur les territoires propres de leurs royaumes².

Aussi n'est-il pas surprenant de voir les « Codes Noirs » de presque toutes ces nations débiter par des prescriptions relatives à la conversion des nègres et à leur vie religieuse. C'est ainsi que le premier article du « Code Noir » pour les colonies françaises ordonne aux officiers d'expulser de toutes les îles tous les juifs « ennemis déclarés du nom chrétien » dans trois mois, « à peine de confiscation de corps et de biens³ ». La propagande religieuse des juifs dans les îles, leurs efforts inlassables pour convertir les nègres au judaïsme, furent, à coup sûr, les principaux motifs qui ont déterminé la métropole à les expulser des îles, afin d'aplanir les obstacles devant la conversion des nègres au Christianisme, et *d'atteindre ainsi le but essentiel qu'on se proposait en les asservissant*⁴. — Le deuxième article est, sous ce rapport, bien plus explicite encore. « *Tous les esclaves* », établit-il, « *qui seront dans nos îles seront baptisés et instruits dans la religion catholique,*

1. Montesquieu, *op. cit.*, T. I, Livr. XV, ch. IV — et dans les notes 721, 722 sur ce passage il renvoie à *l'Histoire de la Conquête du Mexique* par Solis, à celle du Pérou par Garcillasso de la Vega, et aux *Nouveaux Voyages aux îles de l'Amérique* par le P. Labat, T. IV, p. 114, an. 1722, in-12.

2. Cf. Wallon, I, Intr., pp. LXXXI-LXXXIII, et Peytraud, *L'Esclavage, aux Antilles françaises*, Livr. II, ch. VIII, en partic. 378-385.

3. Code Noir Français (Edit du roi sur les esclaves des îles de l'Amérique, mars 1685), art. I. — Cf. Peytraud, 158.

4. Cf. Peytraud, 174-176.

*apostolique et romaine. Enjoignons à tous les habitants qui achètent des nègres nouvellement arrivés d'en avertir dans huitaine au plus tard les gouverneurs et intendants des dites îles, à peine d'amende arbitraire, lesquels donneront les ordres nécessaires pour les faire instruire et baptiser dans le temps convenable*¹ ». — Et bien que ce baptême ne modifiât en rien la conscience religieuse des nègres, que la vraie doctrine du christianisme leur fût totalement inconnue², qu'ils conservassent, en fait, les croyances et même les pratiques de leur polythéisme primitif³, et que les maîtres et les administrateurs n'épargnassent aucun effort pour les tenir dans la plus profonde ignorance, surtout en matière de religion⁴, l'opinion dominante s'obsti-

1. Art. II du « Code Noir » — Cf. également, dans Peytraud, 158 et suivantes, les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 qui traitent également des questions relatives à la vie religieuse des nègres et des colons.

2. Cf. Peytraud, *op. cit.*, Livr. II, ch. II, § IV, pp. 181-183 et Wallon I, LXVIII et suivantes.

3. Cf. Peytraud, *op. cit.*, Livr. II, ch. II, § IV, pp. 185-190.

4. Cf. Wallon, I, Intr. p. XCVII : « Tous les conseils coloniaux français étaient contre l'éducation des esclaves. ». « Il est dans les vues des colons, disait un membre du Conseil de la Guadeloupe, d'y faire participer tous les enfants de la population libre; mais les jeunes esclaves n'ont pas besoin de cette espèce d'éducation; leur place est à la garde des troupeaux et aux travaux légers des habitations. (Avis des Conseils Coloniaux, pp. 149, 150, 113). — Un maire est entré dans un établissement de Ploërmel et s'est chargé lui-même d'expulser comme intrus les jeunes nègres admis dans cette école (l'Abbé Dugoujon, p. 18; de Caussac, p. 136) ». — Cf. également Peytraud, *op. cit.*, Livr. II, ch. II, §§ IV et V, en particulier 193, 194 : « L'impression qui paraît avoir dominée chez les administrateurs c'est plutôt celle des inconvénients que des avantages moraux de l'instruction religieuse donnée aux nègres. C'était le seul moyen d'éveiller leurs esprits; or il importait de supprimer en eux, autant que possible, toute pensée. Cette théorie de l'intérêt, bien entendu, est exposée, tout au long, dans une lettre confidentielle adressée le 11 avril 1764 au ministre par le gouverneur de la Martinique, Fénelon (Arch. Col. col. en général XIII, F, 90) : « Je suis arrivé à la Martinique, écrit-il, avec tous les préjugés d'Europe contre la rigueur avec laquelle on traite les nègres, et en faveur de l'instruction qu'on leur doit par les principes de notre religion ». Puis il s'est vite convaincu qu'« une disci

nait cependant à rattacher leur esclavage à leur « infériorité religieuse » et à voir dans leur conversion au christianisme le but, par excellence, de leur asservissement.

On le voit, la même conception que les sociétés mahométanes des Temps Intermédiaires eurent de l'esclavage, fut accréditée par les sociétés chrétiennes des Temps Modernes. Dans l'esprit des unes comme dans l'esprit des autres, c'est l'« infériorité religieuse » de l'homme qui engendre sa servitude, et c'est dans sa conversion à une « religion supérieure » que réside l'intérêt de son asservissement. Toutefois, chez les musulmans, cette conception est adoptée à l'exclusion de toute autre, alors que, dans les sociétés modernes, elle s'ajoute aux conceptions « ethniques » ; et à l'ambition des unes qui veulent, par l'esclavage, ramener à Allah *tous* les réfractaires à l'Islam, s'oppose la modestie des autres qui ne se préoccupent que du « salut » des *nègres africains*.

B

Ainsi posées, ces conceptions peuvent être interprétées dans deux sens différents :

1. On peut, en premier lieu, les considérer comme une simple *justification* de l'esclavage. Elles se résument alors en ceci : *l'asservissement des infidèles* (les non-musul-

plins sévère, et très sévère, est un mal indispensable et nécessaire... L'instruction, j'effrayerai tous les saints du clergé de France si mon opinion sortait du sanctuaire de votre cabinet, est un devoir dans le principe de la sainte religion, mais la saine politique et les considérations humaines les plus fortes s'y opposent... La sûreté des blancs exige qu'on tienne les nègres dans la plus profonde ignorance... Je suis parvenu à croire fermement qu'il faut mener les nègres comme des bêtes... ».

mans, pour les sociétés du Moyen-Age, — et les nègres africains pour les colonies européennes des Temps Modernes) *est légitime, voire même philanthropique, car c'est le moyen le plus sûr de les convertir à la vraie foi* (l'Islam pour les uns, et le Christianisme pour les autres) *et d'assurer ainsi le salut de leur âme...*

Envisagées à ce point de vue, ces conceptions n'offrent aucun intérêt à nos recherches. Nous ne nous occupons nullement de la question de savoir si l'asservissement de l'homme *se justifie*; notre objet consiste uniquement à chercher comment il *s'explique*.

2. Mais indépendamment de leurs préoccupations *justificatives*, ces doctrines donnent quelques indications sur le *mobile* de l'asservissement; et, à ce titre, peuvent être utilisées pour former une théorie *explicative*. Elles font supposer, en effet, que *c'est la croyance à la fausseté de la religion de certains êtres, et le désir de les convertir à la doctrine que l'on regarde comme vraie, qui déterminent les sociétés mahométanes du Moyen-Age et les sociétés chrétiennes des Temps Modernes à les asservir*. — Et comme ces deux groupes de sociétés peuvent être considérés, dans une très large mesure, comme les représentants de toutes les sociétés esclavagistes du Moyen-Age et des Temps Modernes ¹, on est amené à émettre l'hypothèse suivante :

L'asservissement de l'homme s'engendre — du moins chez la plupart des peuples esclavagistes — par ces deux faits réunis : le fait qu'il professe une religion considérée comme fausse par la société asservissante, et le désir de celle-ci de le convertir à sa propre doctrine.

1. V. notre introduction, pp. 5-8.

C'est à cette hypothèse que se réduit, en fin de compte, cette opinion de Montesquieu : « J'aimerois autant dire que la religion donne à ceux qui la professent un droit de réduire en servitude ceux qui ne la professent pas, pour travailler plus aisément à sa propagation ¹ ».

C

D'après cette hypothèse toutes les situations génératrices de l'esclavage se rattachent à ce *principe élémentaire* : *le fait qu'un homme est adepte d'une religion considérée comme fausse par une société esclavagiste désirant, en l'asservissant, le convertir à sa propre doctrine.* — Si, en la confrontant avec les faits décrits dans la première partie de l'ouvrage, cette hypothèse se confirmait, la loi fondamentale des situations génératrices de l'esclavage serait alors entièrement découverte.

Or, dans nos études descriptives, nous avons établi que l'esclavage s'engendre par la captivité consécutive à la guerre ou au rapt, par l'action de la loi, par l'autorité paternelle, par l'aliénation volontaire de soi-même, et enfin par le fait de soutenir un lien de filiation avec une femme esclave. — Et il est clair que, de toutes ces diverses formes d'esclavage, seul l'asservissement des *infidèles devenus captifs dans une guerre sainte*, ou pour mieux dire, *dans une guerre entreprise par une communauté religieuse pour la propagation de sa foi*, peut, dans une certaine mesure, correspondre à l'hypothèse en question. Toutes les autres situations génératrices de l'esclavage ne sauraient, par contre, se rattacher à aucune considération de cette nature.

1. Montesquieu, *op. cit.*, XV, IV.

1. Et d'abord, s'il se recrutait parmi des captifs dans des guerres dirigées contre les infidèles pour la propagation d'une doctrine religieuse, l'esclavage s'alimentait également par *des guerres entreprises pour des motifs purement terrestres*. Tout porte même à affirmer que ce sont ces guerres laïques qui — dans presque toutes les périodes de l'histoire — apportent à l'esclavage le contingent le plus considérable. Aussi la plupart des asservissements consécutifs à la captivité ne sont-ils basés sur aucune considération d'ordre religieux, d'autant plus que des conflits armés entre coreligionnaires, aboutissent souvent à l'asservissement des captifs¹.

2. Et comment pourrait-on voir dans *l'asservissement de l'homme dérobé*, l'effet du fanatisme ou de la philanthropie religieuse? Les pirates et les brigands qui réduisaient en servitude les victimes de leurs rapt, étaient-ils poussés à ces actes par leur croyance à la fausseté de la religion de leurs captifs et par le souci d'assurer leur salut en les élevant à une foi plus saine? D'ailleurs, le rapt — nous l'avons vu — ne connaissait point de borne : il jetait dans l'esclavage aussi bien les coreligionnaires que les infidèles².

3. Confrontée avec *l'esclavage consécutif à l'action de la loi*, cette hypothèse révèle bien plus encore son inexactitude. Par définition même, cette forme d'asservissement est une expression de l'indignation collective à l'égard de certains *actes* perpétrés, et non point à l'égard de la *doctrine* religieuse professée par leurs auteurs. On sait, du

1. Voir plus haut, pp. 42, 63, 64.

2. Voir plus haut, pp. 43, 44, 66, 77, 78.

reste, que les individus ainsi châtiés professaient le plus souvent la foi de leurs asservisseurs ¹.

4, 5. Et ce qui est vrai de l'esclavage judiciaire l'est aussi de *l'esclavage des enfants vendus ou exposés par leurs parents, et de l'esclavage des hommes libres se vendant volontairement*. L'un — avons-nous déjà dit — est basé sur le droit accordé au chef de famille de priver ses enfants de leur liberté civile, l'autre, sur le droit reconnu à l'homme de disposer librement de sa propre personne. Aussi n'ont-ils rien à voir avec la religion des sujets qui les subissent, lesquels, d'ailleurs, se recrutent, en grande partie, parmi les coreligionnaires eux-mêmes ².

6. Enfin, *l'esclavage de naissance* ne procède d'aucune considération d'ordre religieux. Cet esclavage s'impose aux nouveaux-nés, à des êtres auxquels toute conscience religieuse fait notoirement défaut. Il va donc de soi que ce n'est ni la fausseté de leur foi, ni le désir de les convertir à une religion estimée véridique, qui déterminent les sociétés à les réduire en esclavage. — Et il ne sert à rien de dire que chez les diverses races humaines les enfants étaient, et sont encore, censés avoir la religion de leurs parents. Car, dans toutes les sociétés esclavagistes, l'esclavage de naissance s'impose aux enfants des femmes esclaves quelle que soit la religion des auteurs de leurs jours ³.

La plupart des situations qui engendrent effectivement la servitude n'ont donc aucun rapport avec la religion des victimes. Les sociétés du Moyen-Age et des Temps Moder-

1. Voir plus haut, pp. 45-50, 68-70, 80-87, 102-105.

2. Voir plus haut, pp. 50-59, 70-73, 87-97, 105, 106.

3. Voir plus haut, pp. 19-34.

*nes eurent beau voir, dans l'infériorité religieuse de l'homme et dans le désir de le convertir à la vraie foi, la cause essentielle de son asservissement ; leur propre pratique, comme la pratique des autres sociétés, dément catégoriquement leurs idées*¹.

1. Outre les deux groupes de doctrines dont nous nous sommes occupé dans ce chapitre, plusieurs autres théories sur l'esclavage ont été proposées. Quelque intérêt que dut offrir l'examen de ces théories, nous avons dû cependant nous en abstenir, non seulement parce que cet examen nous eût entraîné trop loin, mais aussi et surtout parce que la plupart de ces théories ne portent pas directement sur l'objet de notre travail ; et que celles qui touchent notre question révèlent la même insuffisance et sont soumises, *mutatis mutandis*, à la même critique que les deux groupes de conceptions que nous avons examinés.



Ainsi l'hypothèse dégagée des « conceptions ethniques », comme l'hypothèse à laquelle conduisent les « conceptions religieuses » se révèlent, l'une et l'autre, impuissantes à résoudre le problème qui nous occupe. Bien qu'elles découlent des idées mêmes que les sociétés se faisaient de leurs propres institutions, bien que plusieurs auteurs récents et contemporains prétendent y voir des solutions définitives de l'asservissement de l'homme, une simple confrontation avec les faits a suffi cependant pour montrer, sous ce rapport, leur évidente insuffisance. Il est vrai que l'une de ces deux hypothèses, celle que nous avons dégagée des « conceptions ethniques », nous a permis d'expliquer l'importance relative des situations génératrices de l'esclavage, de découvrir, en d'autres termes, la cause de cette supériorité quantitative et qualitative qu'eurent quelques-unes de ces situations sur les autres¹ : résultat que nous enregistrons avec satisfaction, car c'est une explication de certains faits constatés dans les conclusions finales de nos études descriptives. Mais, ni de la première hypothèse, ni de la seconde, nous n'avons pu obtenir une explication satisfaisante, portant sur toutes les situations génératrices de l'esclavage et les ramenant à un principe élémentaire : question d'une importance capitale pour nos recherches.

Une nouvelle hypothèse est donc nécessaire. Pour la trouver, une analyse directe des faits s'impose. L'examen critique auquel nous avons soumis les « conceptions religieuses » et les « conceptions ethniques » trace les grandes

1. Voir plus haut, pp. 156-158.

lignes qu'il faut suivre dans cette analyse. Il montre surtout que c'est uniquement en considérant l'esclavage dans toute son extension et en découvrant un trait commun à toutes les situations qui l'engendrent qu'on peut découvrir la loi fondamentale dont il s'agit.

CHAPITRE IV

LOI FONDAMENTALE DES SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE

Dirigée d'après ces principes et dans cet esprit, notre analyse nous a permis de constater que : *l'esclavage n'est pas la seule conséquence que chacune de ces situations peut produire, qu'il n'en résulte même que pour parer ou se substituer à certains effets qui pourraient autrement s'ensuivre.* — Cette constatation faite, il nous a fallu pousser encore plus loin notre analyse afin de déterminer, parmi les diverses conséquences que chacune des situations génératrices de l'esclavage peut produire, celle qui leur est commune et qui en résulterait identiquement si l'esclavage ne venait pas la prévenir, afin de pénétrer, en d'autres termes, le fait dont l'esclavage n'est *toujours* qu'une substitution. A cet effet, nous avons examiné toutes les conséquences possibles auxquelles ces situations pouvaient donner lieu; et, pour confronter, sous ce rapport, les diverses institutions les unes aux autres, nous avons été amené à étendre le champ de nos recherches. Sans nous contenter des cinq groupes de sociétés que nous avons pris pour base de nos études, nous sommes allé chercher des éclaircissements chez d'autres peuples appartenant à diverses périodes et à divers milieux sociaux et dont quelques-uns même ne pratiquèrent pas l'esclavage.

De toutes ces recherches nous avons conclu à cette théorie dont nous consacrerons le reste de l'ouvrage à montrer l'exactitude :

Toutes les situations qui engendrent l'esclavage ont ceci de commun qu'elles pourraient autrement aboutir — selon les lois naturelles ou les lois sociales — à la mort de l'individu.

De cette loi découlent deux corollaires immédiats :

1. Les esclaves se recrutent exclusivement parmi des êtres menacés de mort par les lois naturelles ou par les lois sociales.

2. L'esclavage, sous ces diverses formes, — mort civile d'ailleurs — n'est, en dernière analyse, qu'une sorte de substitution à la mort réelle.

A notre théorie, et pour la compléter, nous joignons cette note explicative :

La substitution de l'esclavage à la mort se présente sous trois formes un peu différentes :

1. — *La plupart des situations génératrices de l'esclavage pouvaient — telles quelles, dans les mêmes sociétés et dans la même période où elles produisaient l'asservissement — engendrer la mort de l'individu. La société était alors entièrement libre de choisir : elle pouvait ou laisser la situation produire l'effet destructif sur l'être, ou y substituer l'annulation de sa liberté (l'esclavage); tout au plus, son*

choix était déterminé par certaines considérations extérieures à la situation même.

A cette espèce de situations — qui sont d'ailleurs les plus importantes et les plus nombreuses — notre théorie s'applique sans réserve d'aucune sorte.

*Nous donnerons l'épithète « **facultative** » à toute substitution qui s'opère ainsi.*

2. — *Parmi les situations génératrices de l'esclavage, on en trouve quelques-unes qui, chez certains peuples esclavagistes et dans une période donnée de leur histoire, ne menaçaient l'individu que de la perte de sa liberté, mais qui, dans des périodes antérieures, pouvaient cependant, chez les mêmes peuples, engendrer sa mort, effet qu'elles continuent, d'ailleurs, à pouvoir produire dans d'autres sociétés esclavagistes et non-esclavagistes.*

Cela n'infirme aucunement notre théorie, puisque l'esclavage que ces situations engendrent n'est, en fin de compte, qu'une substitution à la mort que, jadis, elles pouvaient engendrer dans les mêmes sociétés, et qu'elles continuent, du reste, à pouvoir produire ailleurs. Seulement, il s'agit, ici, d'une substitution exclusive ou abolissante, en ce sens que la peine de l'esclavage a définitivement annulé la peine de mort et que la société — ayant aboli, pour ces situations, la peine capitale, en y substituant l'asservissement — ne peut plus y recourir.

*Nous appelons « **exclusive** » cette espèce de substitution.*

3. — *On trouve enfin quelques situations qui — telles qu'elles engendraient l'esclavage dans une société donnée et dans une période donnée de son histoire — ne pouvaient, ni dans cette période ni dans les périodes antérieures, en-*

gendrer la mort. Mais nous avons constaté cependant qu'il suffirait que ces mêmes situations fussent produites sous une autre forme, ou accompagnées de certaines autres circonstances, pour pouvoir, dans la même société et dans la même période, menacer l'individu de la perte de sa vie.

Et cela n'affaiblit en rien, non plus, notre théorie; car l'esclavage que ces situations engendrent dans leur forme atténuée peut être considéré, à juste titre, comme une substitution à la mort qu'elles peuvent produire dans leur forme aggravée. Seulement il s'agit ici d'une substitution motivée par quelque chose d'intrinsèque, en ce sens que la société n'y procède pas arbitrairement, mais en l'appuyant sur certaines considérations touchant la situation même, en la motivant, par exemple, par la forme atténuée sous laquelle l'acte sanctionné avait été accompli.

Nous nommons « **relative** » toute substitution de ce genre.

Ce n'est pas à dire toutefois que ces trois formes de substitution soient foncièrement irréductibles. Il se peut, en effet, qu'envisagée à des points de vue différents, la même substitution puisse se classer, à la fois, sous plus d'une de ces rubriques; et il se peut aussi que, pour la même situation, la substitution soit « facultative » chez certains peuples, « exclusive » ou « relative » chez d'autres.

Vérifier notre théorie sur toutes les situations génératrices de l'esclavage telles qu'elles sont décrites dans la première partie de la thèse, et exposer ainsi l'analyse directe des faits dont nous venons de montrer le plan et les résultats, tel sera l'objet des sections suivantes.

SECTION PREMIERE

**L'esclavage consécutif à la capture : l'esclavage
des prisonniers de guerre et des victimes d'un rapt**§ 1. — *L'esclavage des prisonniers de guerre*

Notre théorie trouve sa principale confirmation dans *l'asservissement des prisonniers de guerre* : forme d'esclavage la plus ancienne, la plus commune et la plus importante.

On sait, en effet, que les institutions en vigueur dans presque tout le monde esclavagiste, mettant le captif hors la loi, accordent, par là même, à la société le droit de le détruire, et que ce droit, transformé, en quelque sorte, en devoir par l'usage, fait de la mort le sort principal d'un prisonnier de guerre. Aussi cette mort fictive, cette mort civile (l'esclavage), qu'on se contente parfois de lui imposer, et par laquelle la société, dupe de sa propre fiction, s'estime, pour ainsi dire, quitte de son devoir, n'est, en dernière analyse, qu'une substitution à sa destinée normale, qu'une commutation, en somme, de la peine capitale.

Cela se confirme, du reste, par l'attitude même que prend la conscience collective devant ces deux espèces de châtiement. — On regarde, en effet, la mise à mort d'un prisonnier de guerre comme une sanction si conforme à la règle, comme une conséquence si naturelle de sa situation, que la société en est pleinement satisfaite, et y recoure sans

faire intervenir aucune considération justificative : la destruction du prisonnier lui paraît l'accomplissement par excellence d'une obligation collective; et le fait d'être captif renferme, à ses yeux, en lui-même, la justification du massacre. — En le réduisant en esclavage, elle a, par contre, le sentiment très net qu'elle procède à une sanction incomplète, à une commutation, en somme, à quelque chose, enfin, de *substitué* à la peine réelle. Ainsi, non contente d'assimiler, autant que possible, l'esclavage à la mort, en dépouillant l'homme asservi de presque tous ses droits civils, en niant sa personnalité, en le rayant du nombre des hommes socialement vivants, elle ne recourt guère à cette peine que dans le cas où la commutation de la peine capitale lui paraît pleinement justifiée. Pour que le prisonnier puisse ainsi échapper à la mort, il faut, en effet, l'intervention de diverses considérations. Les unes se rapportent au patient et concourent, aux yeux de la société, à diminuer la gravité de sa culpabilité et à en abaisser la peine; les autres regardent l'intérêt de la collectivité elle-même.

C'est ainsi que, dans les périodes primitives de presque toutes les sociétés esclavagistes — nous l'avons déjà vu dans nos études descriptives — on n'accorde guère cette commutation qu'aux femmes et aux enfants, que leur faiblesse et leur non-participation active à la guerre rendent moins responsables¹. Encore faut-il remarquer qu'à ces époques, les sociétés se réservaient toujours le droit de passer outre à

1. Cf. pour les Hébreux : Deut. XX, 13, 14, voir aussi plus haut pp. 41; — pour les Grecs : Iliade IV, IX, Westermarck *op. cit.* I, 351, Letourneau, 333 et plus haut pp. 60, 61; — pour les Romains : Westermarck I, 351, Letourneau 385, 386, et plus haut p. 74; — pour les sociétés musulmanes : plus haut pp. 133, 134. (Le mot arabe *Assab'i* (captifs épargnés) désignait même exclusivement à l'origine les femmes et les enfants, sens que ce mot garde toujours dans le langage juridique de presque toutes les écoles musulmanes).

ces motifs et surtout quand d'autres considérations venaient les contrebalancer. Aussi commandait-on aux Hébreux de « ne laisser la vie à rien de ce qui respire » dans les pays des Héthiens, des Amoréens, des Phéréziens, des Héniens... etc., afin d'exterminer toutes les traces de ces populations sacrilèges et qu'elles « n'apprennent pas aux juifs à imiter toutes les abominations qu'elles font pour leurs dieux ¹ ». — Et lorsque, après avoir massacré tous les prisonniers adultes du sexe mâle dans la guerre contre les Madianites, on conduisit le reste des captifs à Moïse, celui-ci « s'irrita contre les commandants de l'armée », les blâma d'avoir laissé la vie à toutes les femmes et à tous les enfants, et leur ordonna de « tuer tout mâle parmi les petits enfants et toute femme qui a connu un homme en couchant avec lui », car, est-il dit, c'est cette espèce de femmes qui, « sur la parole de Balaam, a entraîné les enfants d'Israël à l'infidélité envers Dieu dans l'affaire de Peor et alors éclata la plaie dans l'assemblée de l'Eternel ² ». — De même, sans distinction de sexe ni d'âge, les Hébreux n'épargnaient presque aucun captif dans leurs guerres intérieures : à toutes les considérations qui pourraient plaider en faveur de la substitution de l'esclavage au massacre des enfants et des femmes, s'opposa la loi hébraïque défendant absolument, comme sacrilège, l'asservissement des israélites dans leurs combats civils ³. — A l'époque homérique le massacre des enfants captifs — bien que rare — ne semble pas cependant avoir été interdit aux Grecs ⁴. — Dans la Rome primitive et aux premières périodes de plusieurs autres sociétés esclavagistes, les femmes

1. Cf. Deutéronome XX, 16-19.

2. Cf. Nombres XXXI, 13-19; voir aussi plus haut p. 41.

3. Cf. plus haut pp. 42, 43.

4. Cf. Iliade XXIV, (Letourneau 334).

et les enfants, quoique généralement épargnés, subissent cependant quelquefois le même sort que les hommes adultes ¹.

Et si, dans leurs périodes postérieures, la plupart des sociétés épargnent aussi, pour les réduire en esclavage, des captifs adultes du sexe mâle, c'est qu'aux anciennes considérations regardant le patient lui-même, et dont bénéficiaient exclusivement les enfants et les femmes, sont venues se joindre de nouvelles considérations se rapportant à l'intérêt de la société, et plaidant, à leur tour, pour la commutation de la peine encourue par les prisonniers adultes. En effet — nous l'avons déjà vu dans la partie descriptive — c'est uniquement quand le besoin des travaux serviles se fit durement sentir chez les anciens hébreux; quand une nouvelle civilisation hellénique se substitua à la vieille simplicité des Grecs et leur communiqua le goût du luxe, les habitudes de loisir, des besoins de plus en plus multiples d'esclaves; quand la conquête remplaça les modestes patrimoines de la Rome primitive par d'immenses possessions dont l'exploitation, question de vie ou de mort pour l'Empire, réclama des myriades de « bras »... c'est uniquement, disons-nous, quand la satisfaction de ce genre de besoins collectifs l'emporta sur l'entière satisfaction des lois de la guerre, que les sociétés esclavagistes commencèrent à faire bénéficier les captifs adultes de la commutation jadis spéciale aux enfants et aux femmes, tout en se réservant, d'ailleurs, le droit d'appliquer, le cas échéant, au prisonnier sa sanction véritable ².

1. Cf. plus haut p. 74; Letourneau 225, 226, 300, et Westermarck, I, 458.

2. Cf. pour les Hébreux : Lévit. XXV, 44, et plus haut pp. 41 fin 42; — pour les Grecs : plus haut pp. 61 et suiv., et Westermarck, I, 351; — pour les Romains : plus haut pp. 74 fin à 76, et Westermarck I, 351, 352; — pour les sociétés musulmanes : plus haut pp. 133 et surtout 134, 135.

Voir dans le fait même d'être captif la justification du massacre, faire, en somme, de la destruction du prisonnier la règle, ne recourir à son asservissement que lorsque son âge, son sexe, ou une sorte de raison d'Etat plaide en faveur de sa conservation et légitime la commutation de sa peine, et, une fois asservi, s'efforcer de méconnaître son existence, d'annuler sa personnalité civile et de l'assimiler ainsi aux morts..., toutes ces manières collectives de procéder prouvent que, *dans l'esprit des sociétés esclavagistes elles-mêmes*, l'esclavage ne fut qu'une simple remise de la peine réelle du captif, qu'une simple substitution à sa mort.

Non seulement tout asservissement *concret* imposé aux captifs consiste dans une substitution à la mort dont ils étaient menacés, mais *l'institution* même qui permet à la société de commuer leur peine capitale en l'esclavage n'est, elle aussi, qu'une substitution aux usages primitifs en vertu desquels aucun prisonnier de guerre ne pouvait être soustrait à la mort. On sait, en effet, que l'esclavage des prisonniers, en tant qu'institution, ne fut établi qu'après une longue évolution du droit de la guerre et seulement chez des groupes sociaux assez élevés en organisation; et on sait aussi que dans la plupart des sociétés dites « primitives » ou « sauvages » et dont la coutume guerrière — tout porte à le croire — reproduit, en somme, ce qui fut en vigueur dans les périodes lointaines des autres sociétés humaines, la mort est *l'unique* destinée d'un captif ¹.

1. C'est ainsi que lorsque les Kamtchadales tenaient des prisonniers de guerre, « ils les brûlaient, les taillaient en morceau, leur arrachaient à vif leurs entrailles... ». Les Dakotas « liaient leur captif au poteau et le faisaient torturer par leurs femmes avant de le mettre à mort »; et beaucoup d'autres indiens de l'Amérique du Nord « vouent leurs captifs

Aussi, envisagé à un point de vue concret ou à un point de vue abstrait, *considéré dans le sujet qui le subit ou en tant qu'institution*, l'esclavage des prisonniers de guerre se présente toujours comme une substitution à la mort.

à une mort précédée de tortures affreuses ». Ellis remarque que les guerres des insulaires de la Société étaient impitoyables et destructrices : « on se torturait l'esprit pour inventer des tortures nouvelles » (Cf. Westermarck I, 525 et les références mentionnées dans les notes 4, 5, 6 et 7 de cette page). — Aux Nouvelles-Hébrides, à la Nouvelle-Calédonie, et dans la plupart des autres îles des archipels papous « les guerres aboutissent à la totale destruction des vaincus ». (Cf. E. M. Imhaus : *Les Nouvelles Hébrides*, 66-68, cité par Letourneau, 35, 36). — Chez les Peaux-Rouges (Hurons, Iroquois... etc.) et surtout à l'intérieur du continent nord-américain, là où les indigènes, à l'abri de tout contact étranger, avaient mieux conservé les coutumes propres à leur race, tous les prisonniers de guerre étaient condamnés à mort, mais à mourir dans les supplices, brûlés ou torturés. (Cf. Charlevoix, *Jour. d'un voyage en Amérique*. Lettre XVI, cité par Letourneau, 136, 137).

Dans d'autres sociétés primitives, les prisonniers servaient uniquement de victimes pour les sacrifices qu'elles offraient à leurs dieux et particulièrement aux dieux à qui on attribuait la victoire (Cf. Westermarck, I, 448 et les références mentionnées dans les notes de cette page). — Telle fut la pratique chez les Maya (Ibid., I, 347, citant Bancroft, *Native Races...* II, 740, 745), chez les anciens mexicains (Ibid., I, 456, 471 et Letourneau, 154, citant Bullock : *Hist. univ. voy.* vol. XLI, 126, et Bancroft, *op. cit.*, II, 392), chez les Yucatans, chez les Péruviens de l'époque antérieure aux Incas, à Fidji (Cf. Westermarck, I, 471, 472, 475 et ses références), chez les Achantis et chez les Dahomeyéens (Cf. Letourneau, 75, 77, citant notamment Laffite, *Le Dahomé*). — (Voir sur les sacrifices humains en général le chapitre XIX de Westermarck, *op. cit.*, I, 441-481 et la riche bibliographie mentionnée dans les notes de ce chapitre).

Enfin, chez divers primitifs cannibales, tous les prisonniers de guerre — utilisés uniquement comme animaux de boucherie — étaient mangés sur-le-champ ou réservés pour être mangés plus tard à loisir. Telle fut la pratique en Australie, dans la plupart des îles des archipels papous (Cf. Letourneau, 26, 35, 36 citant C. Lumholtz, *Chez les Cannibales, Tour du Monde*, 1889 et *Questionnaire de Sociologie*, Bull. Soc. d'ant., nov. 1888; Salgado, *Mémoires sur l'Australie* ; et Imhaus, *Les Nouvelles Hébrides...* etc.), chez les Néo-Zélandais (Ibid., 174-177 et les références mentionnées dans les notes de ces pages), chez les Mitchis (tribu nègre de l'Afrique tropicale) et surtout avant leur contact avec les européens (Ibid., 60, citant Ed. Viard, *Au Bas-Niger*), dans la plupart des petites monarchies de l'Afrique Orientale et particulièrement chez les Mom-

En ce qui concerne la situation des prisonniers de guerre, notre théorie n'a, d'ailleurs, presque rien de nouveau. Déjà les juristes romains présentaient l'esclavage des captifs comme un « adoucissement au droit de la guerre », et lui assignaient, comme but, la « préservation » des ennemis ¹. — Et, se plaçant à un point de vue tout à fait différent du nôtre, plusieurs défenseurs de l'esclavage au début des Temps-Modernes se plaisaient à invoquer la même idée en faveur de leur thèse ². — Enfin, dégagés de toute préoc-

boutions (Ibid., 80, 81), citant Schweinfurth, *Au cœur de l'Afrique*), chez les Guaranis (indiens de l'Amérique du Sud observés au xvi^e siècle par Jean de Léry, *Hist. d'un voy. fait en la terre du Brésil*, et par Thëvet, *Singularitez de la France antarctique*. — Cf. Letourneau, 125, 126, citant notamment les deux auteurs précédents et d'Orbigny, *L'homme américain*), chez les anciens mexicains (où ce genre de cannibalisme se confondait avec les sacrifices auxquels nous venons de faire allusion. — Cf. Letourneau, 150-156, et les références mentionnées dans les notes de ces pages), chez les Cabres, chez les Guipunavis, et chez les Caraïbes (Cf. Westermarck, II, 563, citant, entre autres, Von Humboldt, *Travels to the Equinoctial Regions of the New Continent*, V, 424 : Les nations qui mettent leur point d'honneur à dévorer leurs prisonniers ne sont pas toujours les plus grossières et les plus féroces... Les Cabres, les Guipunavis et les Caraïbes ont toujours été plus puissants et plus civilisés que les autres hordes de l'Orénoque; et pourtant ces trois peuples s'adonnent au cannibalisme dans la même mesure que les autres y répugnent...). — (Voir sur le cannibalisme en général le chapitre XLIV de Westermarck, *op. cit.*, II, pp. 535-565 et la riche bibliographie mentionnée dans les notes de ce chapitre).

1. Cf. Hunter, *Exposition of Roman Law*, p. 160 et Inst. de Justinien, I, 3, 3 (cité par Westermarck, *op. cit.*, I, 686 et par Montesquieu, *op. cit.*, Livr. XV, ch. II et note 717 du T. I).

2. Bossuet (*Avertissement aux Protestants*., etc., V^e aver., art. 50, tit. IV, Paris, 1743) fait découler de la conquête un droit de tuer le vaincu, et trouve un bienfait et un acte de clémence dans le fait de commuer cette peine en l'esclavage.

Cf. également Granier de Cassagnac, *Des Classes Ouvrières et des Classes Bourgeoises*, p. 42 et suiv.: « L'esclavage de l'étranger n'est qu'une forme bienveillante d'adoption... Les vaincus placés sous la glaive des vainqueurs voient leurs jours conservés et renaissent à une vie nouvelle. C'est le maître qui la leur a donnée... » (cité par Wallon, I, Intr., p. viii).

Et dans la même intention, la même thèse est soutenue par presque

cupation politique et ayant pour but l'étude purement spéculative des faits, certains auteurs récents paraissent incliner vers la même opinion sans pouvoir toutefois en montrer suffisamment l'exactitude ¹.

§ 2. *L'esclavage des victimes d'un rapt*

Nous avons souligné, à maintes reprises, les traits communs aux prisonniers de guerre et aux *victimes d'un rapt*. — Nous avons vu que c'est presque toujours avec les mêmes formes, la même tactique et le même appareil de guerre que le rapt de l'homme libre se pratiquait. — Nous avons vu que la structure des corps des pirates et de ravisseurs sur terre reproduisait, en somme, la structure des corps de l'armée régulière. — Nous avons vu que les facteurs qui mobilisaient les uns et les autres, le but que poursuivaient les uns et les autres, comme les moyens d'action employés par les uns et par les autres, étaient presque toujours identiques. — Nous avons vu que les pirates et les ravisseurs dirigeaient essentiellement leur offensive vers les mêmes peuples contre lesquels leurs sociétés entreprenaient normalement des guerres. — Nous avons vu que l'action asservissante de la piraterie et de la *razzia* s'exerçait sur des êtres placés rigoureusement dans la même situation que les prisonniers de guerre. — Nous avons vu que c'était le même pouvoir et le même droit dont disposaient les guerriers sur leurs prisonniers que s'attribuaient les ravisseurs sur leurs captifs. — Nous avons vu que

tous les défenseurs de l'esclavage moderne dont nous avons cité quelques-uns dans la note 2, page 108.

1. Voir Westermarck, *op. cit.*, I, 670, et les auteurs auxquels il s'en rapporte (note 2 même page).

c'était, en fin de compte, sur le même pilier : la force, que reposaient, chez les uns et chez les autres, ce droit et ce pouvoir. — Nous avons vu que la seule nuance qui distinguait la piraterie et la razzia de la guerre proprement dite consistait tout simplement dans le fait que cette dernière était généralement entreprise par l'Etat lui-même, tandis que les autres étaient dirigées par des particuliers et des associations privées : nuance d'ailleurs négligeable, puisqu'elle regarde, en quelque sorte, la forme, et non point l'essence des choses ¹. — Nous avons même vu que cette faible nuance finissait souvent par s'évanouir, et qu'à maintes reprises, les Etats eux-mêmes intervenaient activement dans les opérations du rapt, donnant des lettres de marque aux capitaines pirates pour enlever les hommes aux nations ennemies ², administrant des associations de pirates ³, encourageant et protégeant les ravisseurs ⁴, et employant même leurs propres forces de terre et de mer à des courses de chasse à l'homme ⁵.

C'est donc tout uniment d'une simple espèce de prisonniers de guerre qu'il s'agit quand on parle de victimes d'un rapt emmenés en captivité. Aussi tout ce que nous venons de dire, dans le paragraphe précédent, concernant les prisonniers de guerre, se répète, *mutatis mutandis*, pour les victimes d'un rapt; et notre théorie s'applique à ces derniers dans la même mesure qu'aux premiers, et se vérifie par les mêmes considérations.

1. Voir pour tous ces faits, plus haut, pp. 65, 66, 77, 78, 101, 151, 152 et les références mentionnées dans ces pages.

2. Voir plus haut p. 67.

3. Voir plus haut p. 66.

4. Voir plus haut pp. 65, 66, 106-108.

5. Voir plus haut pp. 67 fin, 108.

SECTION II

**L'esclavage judiciaire : l'esclavage consécutif à l'action
de la loi civile, pénale, militaire ou religieuse¹****§ 1. — *L'esclavage consécutif à l'action de la loi civile :
l'esclavage des débiteurs***

La même conclusion à laquelle nous a conduit l'examen du droit dont disposent, en vertu des lois de la guerre, les vainqueurs sur leurs prisonniers, se dégage de l'étude de l'évolution du droit que les lois civiles accordent aux créanciers sur leurs *débiteurs*. On sait, en effet, qu'avant d'arriver au système des voies d'exécution sur les *biens*, presque toutes les législations ont traversé des étapes où, seul, le système des voies d'exécution sur la *personne* même du débiteur est en vigueur². Et il est à noter que c'est unique-

1. Dans la plupart des sociétés esclavagistes, les lignes de démarcation entre loi civile, pénale, militaire, religieuse..., etc., sont extrêmement flottantes. Dans certains litiges, purement civils à nos yeux (la faillite par exemple), on s'occupe surtout du côté pénal. De même un grand nombre de lois qui, d'après nos conceptions, se classent sous la rubrique « pénales », « militaires » ou « civiles », dérivent essentiellement des prescriptions religieuses et relèvent, par là même, de la foi..., etc., etc. C'est d'après nos conceptions, et non point d'après les conceptions des sociétés esclavagistes, que nous avons divisé les formes de l'esclavage consécutif à l'action de la loi en les quatre types ci-dessus indiqués.

2. Cf. Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, T. VII, n° 183, et *Traité de la cession et de la transmission des créances*, T. I, n° 74. — Esmein, *Débiteurs privés de sépulture*, dans : *Mélanges d'his-*

ment au cours de ces premières étapes que le débiteur est susceptible de subir l'esclavage. Or, de la plus élémentaire observation du système des voies d'exécution sur la personne des débiteurs, il ressort que la situation légale dans laquelle on les place vis-à-vis de leurs créanciers est, au fond, identique à celle des prisonniers vis-à-vis des vainqueurs, et que leur asservissement se base sur le même principe et consiste dans la même substitution que l'esclavage de ces derniers.

Dans le cas de non-paiement, on accordait, en premier lieu, au créancier, le droit de *saisir* son débiteur, de le *contraindre par corps*, de *s'emparer, en somme, de sa personne*, de *l'enchaîner*, et de *l'emmener en captivité chez lui* : procédure bien significative à notre point de vue, car elle montre, de la façon la plus éclatante, comment la loi s'ingénie, avant tout, à revêtir le débiteur coupable de toutes les apparences des prisonniers de guerre, à le réduire à la même impuissance, et à le placer, en somme, dans la même position qu'un véritable captif. Mais ce qui est plus remarquable encore, c'est le fait qu'à cette similitude apparente de situation des deux patients, correspond une réelle et parfaite identité des peines encourues. Le débiteur ne s'acquitte-t-il pas après tous ces moyens de contrainte? On laisse à son créancier la liberté de lui infliger l'une ou l'autre des deux peines que les vainqueurs ont le droit d'appliquer à leurs prisonniers : *on lui accorde, en première ligne, le droit de le mettre à mort, mais on l'au-*

toire du droit et de critique, pp. 245-267 et particul. 266, 267. — Accarias, *Précis de Droit Romain*, T. II, 745, p. 685. — Girard, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 7^e édit., 1021, 1022, 1039... etc. — De Roux, *Des effets de l'Insolvabilité civile en droit romain et en droit français*, pp. 5-16. — P. Mondon, *Le Dessaisissement du débiteur failli*, pp. 6-14. — Louis Bosc, *Etudes sur les droits des créanciers d'exercer les actions de leurs débiteurs*, pp. 9-13... etc., etc.

torise aussi à commuer cette peine en l'esclavage. — Asservissement se substituant à l'anéantissement, mort civile à la mort réelle, voilà en quoi consiste, en dernière analyse, l'esclavage des débiteurs comme l'esclavage des prisonniers, l'esclavage de ceux dont on s'empare en vertu des lois civiles comme l'esclavage de ceux qu'on capture conformément aux lois de la guerre.

Sous ce rapport, la loi des Douze Tables s'exprime de la façon la plus explicite. Si après le délai légal de trente jours, dit le texte de la loi décemvirale, le débiteur ne s'acquitte pas ou n'a pas trouvé de *vindex*, « *que le créancier l'emmène chez lui; qu'il l'enchaîne avec des courroies ou avec des fers aux pieds, dont le poids sera de 15 livres ou moins si l'on veut* » (Table III, Disposition 3). — « Après le troisième jour de marché, *que les créanciers se le partagent par morceau* » au prorata de leur créance respective; et pour qu'ils ne craignent pas cette sanglante justice au nom de laquelle on eût voulu reprendre sur leur chair ce qu'ils auraient pu couper au-delà de leur part, la loi les rassure : « un peu plus un peu moins on n'y verra pas de fraude » (Disposition 4). — A cette peine qu'elle place en première ligne, la loi leur permet toutefois d'en substituer une autre plus conforme à leur intérêt : « *ils peuvent, s'ils le préfèrent, le vendre comme esclave et partager son prix* ». — S'il est seul, elle lui laisse également la même alternative : mettre à mort son débiteur et avoir toute sa chair, ou se contenter de le réduire en esclavage et de s'approprier son prix. (Disposition 4)¹. — Ainsi, dans la pensée même des législateurs, l'esclavage des débiteurs remplace

1. Cf. pour les détails plus haut, pp. 80-83 et les références mentionnées dans les notes de ces pages; voir aussi les trois derniers auteurs mentionnés dans la note précédente, et Letourneau, *Evolution de la Propriété*, p. 345.

si rigoureusement la mort qu'on ne voyait dans ce que procure cet esclavage (le prix) qu'un simple équivalent de ce qu'on aurait pu obtenir du massacre (la chair).

Nous avons vu, dans la partie descriptive, que sur ce point, la législation décenvirale ne fit que donner force de loi aux coutumes antérieurement en vigueur dans la Rome antique. Nous avons même vu que la loi des Douze Tables passait chez les anciens pour avoir adouci le système de la *manus injectio*, et qu'aux temps antérieurs, ce système fut, sans doute, plus sévère encore, surtout plus sommaire, et plus proche de la vengeance privée¹. Nous ajoutons que cette institution n'a d'ailleurs rien de spécial aux anciens romains. Le système des voies d'exécution sur la personne même du débiteur, *tel qu'il est décrit dans la loi des Douze Tables*, fut, en effet, commun à toutes les sociétés où l'esclavage pour dettes était en vigueur. — Il se pratiquait chez les Grecs de l'Antiquité à l'époque homérique et même durant une bonne partie de leur temps historique²; on sait d'ailleurs que la plupart des dispositions que contient la loi des Douze Tables sont de provenance hellénique. — La même coutume fut en pleine vigueur chez les Germains; et la loi Salique reproduit, sous ce rapport, presque toutes les dispositions de la loi des Douze-Tables³. — Il en était de même chez les anciens juifs. Bien que leurs trois codes de lois (le Livre de l'Alliance, le Deutéronome et le Code Sacerdotal) n'en parlent pas explicitement, une foule de faits — dont nous avons déjà parlé — portent cependant à affirmer que la *manus injectio*, sous sa forme

1. Cf. plus haut, p. 81 (et les références de la note 2), 82 (et les références de la note 1).

2. Cf. Plutarque, *Vie de Solon*, n° 20 (cité par Bosc, *op. cit.*, 10). — Cf. aussi plus haut, p. 68 et les références de la note 2 de cette page.

3. Cf. *Loi Salique*, chap. 61 (cité par Bosc, *op. cit.*, 10, 11).

romaine, fut effectivement pratiquée¹, et qu'elle a même survécu à l'avènement du Christianisme; Jésus-Christ, lui-même, nous parle dans des paraboles dont les thèmes sont empruntés, à coup sûr, à la vie réelle de sa société, de débiteurs « saisis » par leurs créanciers, « jetés en prison », « vendus, eux, leurs femmes et leurs enfants », et même de débiteurs « étranglés » ou « livrés au bourreau² ». — En Chine³, en Perse⁴, en Norvège⁵, dans l'Afrique noire des Temps Modernes⁶..., en un mot, partout où les débiteurs étaient susceptibles de perdre leur liberté, les institutions sur les dettes furent presque identiques à celles de la loi des Douze-Tables.

On a donné plusieurs motifs pour expliquer l'existence de ces institutions dans ces diverses sociétés. — Suivant Accarias, le système des voies d'exécution sur la personne du débiteur, tel qu'il est décrit par les Décemvirs, ne serait qu'une conséquence engendrée par « l'abus de cette idée que nul ne peut être forcé à vouloir et à faire... Le condamné refuse de payer, on ne le contraindra pas; il gardera donc ses biens, mais on s'emparera de sa personne » : « singulière logique, ajoute-t-il, qui, sous prétexte de respecter la volonté de l'homme, ne respecte ni sa vie ni sa volonté⁷... ». — Girard ne voit, au contraire, dans ces mesures, qu'une suite naturelle de l'idée de vengeance. « Le point de départ infiniment plus lointain », dit-il, « l'origine

1. Cf. plus haut, p. 47-49 et les références mentionnées dans les notes.

2. Cf. Mathieu, XVIII, 24, 25, 28, 34.

3. Cf. Kohler, *Shakespeare vor dem Forum der jurisprudenzen*, p. 18 (cité par De Roux, *op. cit.*, p. 5, 6).

4. Cf. De Roux, *op. cit.*, pp. 5, 6.

5. Kohler, *op. cit.*, 28 s.s. — Dareste, *Journal des Savants*, 1881, pp. 213-297 (cité par De Roux, *op. cit.*, pp. 5, 6).

6. Cf. plus haut, p. 103 et les références des notes 2 et 4.

7. Accarias, *Précis de Droit romain*, T. II, 745, p. 685 — cité par Bosc, *op. cit.*, p. 10.

de la procédure civile, est dans l'habitude de se faire justice, de s'assurer à soi-même, selon ses forces et à son gré, la satisfaction du droit qu'on estime avoir, la réparation du tort qu'on juge avoir subi, par conséquent dans une notion très voisine de l'idée de vengeance ¹ ». « Non seulement le procès ne peut être lié que par l'intervention du *vindex* », dit-il encore en parlant de la *manus injectio* romaine, « faute de laquelle ni les formes ni les concours des magistrats n'empêcheront le défendeur de pouvoir être mis à mort ou réduit en esclavage sans avoir eu la possibilité de se défendre; mais la présence du magistrat à l'arrestation du débiteur n'est qu'une pièce ajoutée plus ou moins tôt à la procédure pour lui donner le caractère judiciaire... *et les gestes et les paroles qui constituent le rituel de l'action ne sont que l'expression fidèle de la conduite de l'homme qui, se jugeant offensé par un autre, s'empare de son ennemi* ²... ». — D'autres, enfin, — et leur thèse est assez solide — cherchent dans le régime même de la propriété le fondement de ce système; et c'est à l'inexistence, dans les sociétés primitives de la propriété individuelle dans toute sa plénitude, qu'ils en rattachent tout le mécanisme. « Aux époques primitives, écrit Bosc, à la propriété *collective* correspondaient des patrimoines *collectifs*, émanation d'une collectivité, tribu, clan, famille et non d'un individu; et l'on ne pouvait affecter ces masses de biens à l'exécution des obligations d'un seul membre de cette collectivité... Ceci nous explique fort bien pourquoi dans toutes les législations primitives, chez les Hébreux, chez les Grecs, chez les Germains et chez les Romains, les voies d'exécution ont été dirigées d'abord contre la personne du débi-

1. Girard, *Manuel élémentaire de Droit romain* (7^e édition, Paris, 1924), pages 1021, 1022. Voir aussi pp. 411, 412 du même ouvrage.

2. *Ibid.*, p. 1039.

teur qui pouvait être emprisonné, réduit en esclavage, et même tué, et non contre les biens... M. Esmein, dans une monographie fort intéressante intitulée : *Débiteurs privés de sépulture* a mis nettement en lumière cette idée. Après avoir exposé la procédure de l'arrêt du cadavre, l'un de ces moyens de contrainte extraordinaire que les coutumes primitives mettaient à la disposition des créanciers, il conclut de la façon suivante : quoiqu'il en soit, partout où l'on constatera ce moyen de contrainte, on pourra, je crois, trouver, en cherchant bien, qu'il coïncide avec une lacune dans le droit des obligations ou un vice dans l'administration de la justice. Là où il sera usité, le droit du créancier si fortement armé sera trop faible sur certains points, ou bien le juge sera impuissant à assurer l'exécution des sentences. Il en est ainsi de toutes les voies d'exécution extraordinaires et exagérées que les anciennes coutumes permettent aux créanciers; en cette matière le droit n'accorde le surplus que lorsqu'il refuse le nécessaire. ». — Et cette « lacune dans le droit des obligations » dont parle Esmein, ne serait, selon Bosc, que l'inexistence de la propriété individuelle proprement dite ¹.

Il peut y avoir une idée exacte dans ces explications ; mais aucune d'elles ne nous paraît avoir donné une solution péremptoire. La première se base uniquement sur certains principes du droit romain; et ne saurait, à la rigueur, s'appliquer qu'à la société romaine. La seconde consiste moins dans une explication proprement dite que dans une simple constatation des faits. Enfin, la dernière, pour ingénieuse qu'elle soit, se heurte à ce fait que, dans plus d'une société où les principes des voies d'exécution sur la personne des débiteurs sont en vigueur, le régime de

1. Cf. Bosc, *op. cit.*, 9-12.

la propriété individuelle existe dans toute sa plénitude (chez les arabes pré-islamiques par exemple). — Nous nous gardons bien d'avancer une opinion en une matière si complexe et qui réclamerait un travail à part. Ce qui nous intéresse, d'ailleurs, ce n'est point la cause de l'institution, mais l'institution même. Qu'elle soit fondée sur le respect de la volonté de l'homme, sur l'esprit de vengeance, sur l'absence de la propriété individuelle, ou sur un tout autre motif, cela nous importe peu; le fait à retenir est que l'institution même des voies d'exécution sur la personne du débiteur a existé partout où le non-paiement des dettes pouvait aboutir à l'esclavage, et qu'une analyse attentive de cette institution confirme notre théorie, et montre que l'asservissement du débiteur n'est en fin de compte qu'une substitution à la mort dont il est légalement menacé ¹.

§ 2. — *L'esclavage consécutif à l'action de la loi pénale : l'esclavage des voleurs... etc.*

L'asservissement dont les *voleurs* sont passibles se présente sous deux formes très différentes :

A. — Dans la *plupart* des sociétés esclavagistes, le voleur

1. Remarquons toutefois que, dans la pratique, on ne recourait guère à la destruction des débiteurs. L'intérêt même des créanciers leur conseillait et leur faisait presque constamment adopter l'autre solution. Il n'est pas impossible, sans doute, qu'à une époque très primitive, le débiteur ait été littéralement mis à mort par son créancier ou dépecé par ses co-créanciers; mais plus tard, et aussi loin que peut nous conduire l'histoire, on n'usait guère de ce droit. (Cf. plus haut p. 81). Par là, la situation des débiteurs diffère légèrement de la situation des prisonniers de guerre. C'est, toutefois sous la même forme, celle que nous avons appelée « facultative » (voir plus haut pp. 183, 184) que se présente la substitution de l'esclavage à la mort dans l'une et dans l'autre de ces deux situations.

ne perd sa liberté que dans le cas où, condamné à une peine pécuniaire, il ne peut ou ne veut pas s'acquitter; on le saisit alors lui-même, on le vend judiciairement comme esclave, et ce qui provient de la vente sert à satisfaire la loi ¹.

Ce qui entraîne son esclavage, ce n'est donc point le vol lui-même, mais le *non-paiement de la dette* dont la peine du vol l'a rendu redevable envers l'Etat ou envers la personne lésée. En tant que voleur il n'encourt qu'une peine pécuniaire; c'est uniquement en tant que *débiteur n'ayant pas acquitté sa dette* qu'il est réduit en esclavage. Son asservissement s'engendre, en d'autres termes, non par l'action des lois pénales relatives au vol, mais en vertu des institutions civiles sur les dettes, en vertu du fonctionnement régulier du système d'exécution sur la personne : mécanisme qui — nous venons de le voir — se déclenche contre tout débiteur de ce genre.

Tout ce que nous venons de dire, dans le paragraphe précédent, de l'esclavage des débiteurs, se répète donc, sans changement aucun, pour cette nouvelle sorte d'esclavage.

B. — Mais parfois certaines formes du vol entraînent *directement, et comme peine purement répressive*, l'asservissement du coupable.

C'est ainsi que chez les Romains — nous l'avons vu — *les voleurs manifestes* (les auteurs d'un *furtum manifestum*) étaient, d'après la loi des Douze Tables, condamnés *pénalement* à l'esclavage s'ils étaient pubères ². — Or —

1. Il en était ainsi chez les anciens hébreux (Cf. plus haut, p. 45); chez les nègres africains des Temps-Modernes (Cf. plus haut, p. 103), etc., etc.

2. Cf. plus haut p. 84, — Montesquieu, T. II, Livr. XXIX, ch. XIII, et Westermarck, II, 22. Voir aussi Fauconnet, *La Responsabilité*, p. 34 et

hâtons-nous de le signaler — dans la même société et d'après la même législation, les mêmes voleurs étaient légalement menacés de mourir. La loi des XII Tables permet, en effet, de tuer le voleur manifeste de nuit, aussi bien que le voleur manifeste de jour qui consomme son crime à main armée ¹. L'asservissement que, livrés vivants à la justice, ces voleurs encouraient, n'était donc qu'une substitution à la mort à laquelle ils avaient échappé, soit par leurs propres moyens, soit par la renonciation du propriétaire à user de son droit. Et le fait qu'on les livrait légalement comme esclaves à leur propre victime après lui avoir restitué l'objet volé ², prouve que le législateur lui-même voyait, dans leur asservissement, non une simple compensation pécuniaire, mais un droit *se substituant* au droit de les mettre à mort dont la personne lésée n'avait voulu ou n'avait pu faire usage. N'ayant pas usé de son droit de les détruire, il acquérait, *en compensation*, le droit de les asservir; au châtiment privé et destructeur auquel ils avaient été soustrait, on *substituait* un châtiment judiciaire et asservissant, un châtiment ayant, d'ailleurs, tous

les références mentionnées dans la note 2 de la page 33. — Comme il se présentait sous cette forme, *directe et pénale* dans le *furtum manifestum*, l'esclavage du voleur pouvait aussi se produire, à Rome, sous la forme *indirecte et civile* dont nous venons de parler. En effet, dans le cas où, condamné pour certaines formes du vol (pour un *furtum nec manifestum* par exemple) à une peine pécuniaire, le coupable ne s'acquittait pas, il pouvait être réduit en esclavage en vertu du même mécanisme civil dont procédait l'esclavage du débiteur. Dans sa partie relative à la *manus injectio*, la loi des XII Tables ne distingue nullement le débiteur d'une dette résultant d'un prêt, d'avec le débiteur d'une dette résultant d'une *condamnation judiciaire*. (Cf. plus haut p. 80. V. aussi Montesquieu, II, Livr. XXIX, ch. XII et XIII, P. Mondon, *op. cit.*, pp. 9, 10 et Girard, *Manuel élém. de droit romain*, 7^e édit., Paris, 1924, p. 425).

1. Lex Duodecīn Tabularum, VIII, 12. Cf. Montesquieu, II, Liv. XXIX, ch. XV; Westermarck, I, 298; et surtout Girard, *op. cit.*, 425.

2. Cf. sur ce point, Girard, *op. cit.*, 106, 107, 425, 429, 430, — Westermarck, II, 22, citant Mommsen, *Romisches Strafrecht*, p. 751.

les caractères du premier, puisqu'il leur faisait subir ce que les Romains appelaient « la plus grande diminution de tête » (*maxima capitis diminutio*), c'est-à-dire qu'ils cessaient de compter comme « têtes » non seulement dans la famille, non seulement dans la cité, mais dans l'humanité en quelque sorte : ils étaient rayés, en somme, du nombre des êtres socialement vivants.

Il est vrai que la loi des XII Tables ne permet pas de tuer le voleur manifeste de jour qui fuit désarmé, qui, poursuivi, ne se défend pas. L'asservissement auquel on condamne ce voleur ne paraît donc pas avoir le caractère d'une substitution à la mort, puisque, durant toute la période de sa culpabilité, il n'a jamais été légalement menacé de mourir. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il ne s'agit là que d'une simple circonstance atténuante. Or, il est notoire que toute sanction entraînée par un crime commis sous une forme atténuée, n'est, en dernière analyse, qu'une substitution à la peine maxima que ce même crime, sous sa forme la plus complète, peut encourir. L'esclavage engendré judiciairement par le vol manifeste accompli sous cette forme atténuée (vol manifeste diurne sans main armée), peut donc être considéré, à juste titre, comme se substituant à la mort que pouvait entraîner le même crime lorsqu'il était accompli sous sa forme aggravée (vol manifeste nocturne ou diurne à main armée). C'est à cette espèce de substitution que, dans la note explicative jointe à notre théorie, nous avons réservé l'épithète : « relative » ¹.

On a soutenu d'ailleurs qu'en livrant le voleur manifeste

1. Cf. plus haut pp. 184, 185, 3^e partie de la note explicative. — C'est aussi sous la forme « relative » que, chez les anciens mexicains, se présentait la substitution de l'asservissement des voleurs à leur mise à mort. En effet, au rapport de Bancroft, les Aztèques punissaient d'esclavage le menu larcin, et de mort, tout vol considérable. (Cf. Bancroft, *Native Races of the Pacific States*, II, 456 — cité par Westermarck, II, 17).

au propriétaire, la loi des XII Tables *ne le rendait pas immédiatement son esclave, mais le plaçait tout simplement en face de lui dans la condition de « judicatus », du débiteur attribué par le magistrat à son créancier, lui laissant ainsi l'alternative de le mettre à mort ou de le réduire en servitude*¹. A en croire cette interprétation, la sanction juridique qui frappait tout voleur manifeste, quelle que fût la forme sous laquelle son crime était consommé, consistait tout uniment à mettre sa vie et sa liberté à la discrétion de la victime. Si cette interprétation était exacte — et tout porte à croire qu'elle est la plus conforme à l'intention de la loi et à la pratique des anciens Romains² — il n'y aurait aucune différence entre l'esclavage que pouvait entraîner un vol manifeste accompli sous sa forme aggravée et l'esclavage qui pouvait résulter d'un vol manifeste perpétré sous une forme atténuée; *l'un et l'autre ne seraient alors qu'une substitution directe à la mort dont le coupable était légalement menacé, non en flagrant délit, mais après sa remise à la personne lésée.*

Et il est significatif, sous ce rapport, que ce n'est pas seulement chez les anciens Romains que les voleurs manifestes furent menacés de perdre leur vie. Dans un grand nombre d'autres sociétés ce crime pouvait légalement entraîner l'ancantissement du coupable, tantôt sous la forme d'une vengeance privée autorisée par la loi, tantôt même sous la forme d'une condamnation juridique proprement dite. — Parmi les criminels frappés du châtement capital par les lois de Manou figurent, en première ligne, les voleurs surpris en possession de leur butin ou de leur

1. Cf. Girard, *op. cit.*, p. 425.

2. Ibid., pp. 107, 425.

appareil de cambriolage ¹. — Chez les Hébreux, on n'était point coupable de meurtre en tuant un homme en train de voler. « Si le voleur est surpris dérochant avec effraction, dit l'Exode, et qu'il soit frappé et meurt, on ne sera point coupable de meurtre envers lui ². » — A Athènes les tribunaux des Ephètes (hélistes) siégeant auprès du Delphinion considèrent comme « justifiable » ou « excusable » le meurtre du voleur manifeste par le propriétaire ³. — L'ancienne loi norvégienne autorisait expressément le meurtre du voleur pris sur le fait ⁴. — Dans les lois d'Ine, il est indiqué que le sort d'un voleur manifeste est à la merci de celui qui le capture ⁵. — Une loi d'Æthelstan fait entendre que la conduite naturelle et convenable à tenir envers les voleurs manifestes, est de les tuer ⁶. — Selon la loi javanaise, si un voleur est pris sur le fait, il est légal de le mettre à mort ⁷. — Il est dit dans la loi du roi Wihtræd : « Si quelqu'un tue un laïc en train de voler qu'on le laisse aller sans wergeld ⁸ ». — De même, en bien des îles de l'Archipel Malais, et dans plusieurs parties de l'Afrique, il était légal de tuer un voleur surpris en flagrant délit ⁹. —

1. Cf. Laws of Manou, IX, 270 — cité par Westermarck, I, 195.

2. Exode, XXII, 2.

3. Cf. P. Fauconnet, *La Responsabilité*, 109, 110.

4. Wilda, *Strafrecht der Germanen*, p. 889 — cité par Westermarck, I, 302.

5. Laws of Ine 12 — cité par Westermarck, I, 302.

6. Laws of Æthelstan, IV, 4 — cité par Westermarck, I, 302.

7. Crawford : *History of the Indian Archipelago*, III, 115 — cité par Westermarck, I, 302.

8. Laws of Wihtræd, 25 — cité par Westermarck, I, 302.

9. Cf. pour les îles malaises, Westermarck, II, 13, citant Wilken, *Het Strafrecht bij de volken van het maleische ras*; dans *Bigdragen...* etc., 1883, p. 88; Rosemberg, *Der Malayische Archipel*, 166; et Modigliani, *Un viaggio a Nias*, 1890, p. 496. — Voir pour les africains, Westermarck, II, p. 16, citant Hübbe-Schleiden, *Ethiopien*, p. 143 (Mpongués); Cunningham, *Uganda*, p. 333 (Lendou); Burton, *Zanzibar*, II, 94 (Wanika); Macdonald, *Africana*, I, 162, 183 (Africains du Centre oriental); Macdonald, *East Central afr. Customs*, dans *Jour. Anthr. Inst.*, XXII, 109.

Et cette liste serait indéfiniment étendue si l'on voulait mentionner toutes les sociétés où la même institution était en vigueur¹. On sait, du reste, que la plupart de nos codes modernes, eux-mêmes, partagent, à peu de chose près, la même manière de voir.

On a invoqué plusieurs motifs pour expliquer la rigueur des peines auxquelles s'exposent les voleurs flagrants chez ces divers peuples et l'attitude moins sévère qu'ils adoptent envers le vol non-manifeste. Montesquieu en attribue la cause à des préoccupations purement guerrières. A l'origine, toutes ces institutions ne seraient que de simples mesures prises par la société dans le but de donner à ses membres de l'adresse, de la ruse et de l'activité, de les initier, en somme, à l'art de la guerre. La plus grande faute du voleur manifeste résiderait, non dans le fait de voler, mais de se laisser prendre, de se montrer maladroit et peu capable d'assumer, le cas échéant, ses obligations patriotiques. « Il paroît bizarre », dit-il, en parlant des dispositions des XII tables relatives au vol manifeste et au vol non-manifeste, il paroît bizarre que ces lois missent une telle différence dans la qualité de ces deux crimes et dans la peine qu'elles infligeoient : en effet que le voleur fût surpris avant ou après avoir porté le vol dans le lieu de sa destination, c'étoit une circonstance qui ne changeoit point la nature du crime. Je ne saurois douter que toute la théorie des lois romaines sur le vol ne fût tirée des institutions

1. Cf., outre les ouvrages mentionnés dans les neuf dernières notes précédentes, Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, II, 642. Post, *Grundriss der ethnologischen Jurisprudenz*, II, 441, 443. Mommsen, *op. cit.*, p. 750; Du Boys, *Hist. du droit criminel de l'Espagne*, p. 378; Dareste, *Etudes d'histoire du droit*, p. 229; Pollock and Maitland, *History of English law before the Time of Edouard I^{er}*, II, 495 (ancien droit teutonique); Gill, *Life in the Southern Isles*, p. 47; César, *De bello gallico*, VI, 16. — (Cité par Westermarck, I, 471 et II, 18 et 21).

lacadémoniennes. Lycurgue, dans la vue de donner à ses citoyens de l'adresse, de la ruse et de l'activité, voulût qu'on exerçât les enfants au larcin, et qu'on fouettât rudement ceux qui se laisseroient surprendre : cela établit chez les Grecs et ensuite chez les Romains une grande différence entre le vol manifeste et le vol non manifeste... Tout ceci venoit de plus loin. Les Lacédémoniens avoient tiré ces usages des Crétois; et Platon qui veut prouver que les institutions des Crétois étoient faites pour la guerre, cite celle-ci : la faculté de supporter la douleur dans les combats particuliers et dans les larcins qui obligent de se cacher¹... ». — Suivant Westermarck, la sévérité des peines encourues par les voleurs manifestes et par des criminels semblables repose implicitement sur ce principe qu'un acte commis sous le coup d'une extrême provocation mérite une considération particulière. « Déclarer que l'adultère pris en flagrant délit, ou le voleur manifeste peut impunément être mis à mort — écrit-il — c'est une concession que l'on fait aux passions humaines, qui sont naturellement provoquées par la vue d'un acte plus aisément que par le fait de savoir qu'il a été commis. C'est pour une raison analogue que la loi des XII Tables châtiât *furtum manifestum* beaucoup plus sévèrement que *furtum nec manifestum*²... ».

Nous ne saurions discuter à fond ces explications sans donner à ce paragraphe une extension indésirable. Nous nous bornons à remarquer qu'aucune d'elles ne saurait s'appliquer à toutes les sociétés où les institutions en question furent et sont en vigueur. L'opinion de Montesquieu n'est guère valable que pour les Spartiates et les sociétés

1. Montesquieu, II, Livr. XXIX, ch. XIII et notes 958, 959.

2. Westermarck, I, 302, 303.

qui y ressemblent en organisation politique; celle de Westermarck se heurte à ce fait que, dans plusieurs sociétés, le voleur manifeste est puni de mort, non sous la forme d'une vengeance privée, mais d'une condamnation juridique proprement dite¹. Pour l'instant, ce qui nous importe, ce n'est point, d'ailleurs, l'origine de l'institution, mais l'institution même. Qu'elle soit fondée sur des préoccupations guerrières, sur une sorte de concession faite aux passions humaines, ou sur un tout autre motif, peu importe; le fait à retenir est que, dans une multitude de sociétés humaines extrêmement hétérogènes en organisation et appartenant à diverses périodes de l'histoire, le voleur manifeste était menacé de perdre sa vie, et que l'esclavage dont il était passible, dans certains cas, chez les anciens Romains, révèle, de la façon la plus évidente, le caractère d'une substitution à la mort.

Indépendamment des voleurs, nous avons établi, dans la partie descriptive, que six autres groupes de délinquants pouvaient aussi subir l'esclavage par l'action directe de la *loi pénale*, savoir : *les coupables d'un rapt, les femmes libres se mariant à des esclaves, les condamnés au dernier supplice, les métèques manquant à leurs obligations, les meurtriers et les adultères*. — Nous serons très bref sur ces situations génératrices, non seulement parce que chacune d'elles n'eut cette action asservissante que dans une partie très limitée du monde esclavagiste, durant une très courte période, et dans une très faible mesure, non seulement parce que nous ne saurions les examiner à fond sans dépasser le cadre que nous nous sommes assi-

1. Cf. plus haut, p. 206 fin, 207, la disposition-Manou relative au vol manifeste.

gné, mais aussi et surtout parce qu'il suffit de se reporter à ce que nous avons écrit sur elles dans la partie descriptive de notre ouvrage pour conclure, sans grande peine, à l'exactitude de notre théorie en ce qui les concerne.

I. — *Le ravisseur d'un homme libre.* — Nous avons vu que c'était à Rome et en particulier sous Dioclétien, que le coupable d'un rapt pouvait être réduit en esclavage. Mais nous avons vu aussi qu'à cette époque le ravisseur encourait, en principe, la peine capitale, et que *c'était uniquement dans le cas où, par la grâce du Prince, il avait échappé à la mort qu'il était réduit en esclavage*¹. Il est donc à peine besoin de remarquer que cet asservissement n'était qu'une simple substitution à la mort, puisque, par définition même, il consistait dans une commutation de la peine capitale à laquelle le coupable fut condamné tout d'abord.

Au surplus, les romains ne furent pas les seuls à menacer légalement de mort le ravisseur d'un homme libre. Chez d'autres peuples, le même crime pouvait entraîner l'anéantissement de l'auteur, parfois sous la forme d'une vengeance privée autorisée par la loi, souvent sous la forme d'un châtiment judiciaire proprement dit².

1. Cf. plus haut, pp. 78, 85.

2. Cf. plus haut, pp. 43, 44 et les références mentionnées dans les notes; — Bible : Exode XXI, 16; Deut. XXIV, 7; — Talmud : Mishnah, Sanhédrin, c. X, § 1, Maimonide, Jadcha-Zakah, Tract. Issurebia, c. III, § 3; — J. J. Thonissen, *Etudes sur l'histoire du droit criminel, La peine de mort dans le Talmud* (Bruxelles, 1866), pp. 16, 28, 36 (c'est à cet auteur que nous nous référons pour le Talmud); — Westermarck, I, 298, 299 (exposant l'ancienne loi anglaise sur le rapt), 680 (parlant de la loi hébraïque sur le rapt), II, 615 (parlant des lois de l'Empire Grec relatives au rapt), etc., etc...

II. — *La femme libre épousant un esclave.* — Nous avons vu que c'était à Rome et surtout sous Constantin que la coupable d'une telle mésalliance pouvait être pénalement réduite en esclavage. Mais nous avons vu aussi qu'à cette époque, elle n'échappait guère à la mort que dans le cas où son crime était consommé sous une forme atténuée. Nous avons établi, en effet, que la loi de Constantin condamnait à mort la femme libre se mariant à *son propre esclave*, et remplaçait cette peine par l'asservissement à l'égard de celle qui épousait un esclave *appartenant à un tiers*¹. Nous sommes donc en présence d'une servitude qui, par l'intervention d'une circonstance atténuante, se substitue à la peine capitale. Et c'est à cette forme de substitution que, dans la note explicative jointe à notre théorie, nous avons réservé l'épithète « relative »².

Au surplus, il n'est pas sans intérêt de signaler que cette espèce de mésalliance et certaines espèces analogues encouraient le châtiment capital dans plusieurs autres sociétés³.

1. Cf. plus haut p. 86.

2. Voir plus haut pp. 184, 185, 3^e partie de la note explicative.

3. C'est ainsi que, chez les Wisigothes, la femme libre qui épouse son esclave ou même son affranchi est condamnée à être brûlée vive avec lui (Cf. *Leg. Wisig.*, partie relative à la vie matrimoniale). — Les Ostrogothes et les Lombards punissaient de mort toute femme libre s'unissant à un esclave même dans le cas où cet esclave ne lui appartenait pas (Cf. les *Leges* de ces deux sociétés). — Le Talmud frappe certaines espèces de mésalliance (telle, par exemple, l'union d'un Hébreu avec une femme idolâtre) de la même peine qu'il applique au vol sacrilège et au blasphème proféré contre Dieu au nom des Idoles. Tout israélite qui surprenait le coupable d'un de ces trois crimes en flagrant délit pouvait impunément le mettre à mort (*Jugement de zèle*) (Cf. *Mishnah*, Sanhédrin, c. IX, § 6 — cité par J. J. Thonissen, *op. cit.*, 23). — L'empereur Valentinien édicta la peine de mort pour tout romain déshonorant son rang en épousant une barbare (Rossbach, *Römische Ehe*, p. 465, cité par Westermarck, II, 363)...., etc. Voir dans Westermarck, II, 363 et suiv., plusieurs autres espèces de mésalliance sévèrement punies dans un grand nombre de sociétés).

III. — *Le condamné au dernier supplice.* — C'est aussi à Rome que nous avons rencontré cette curieuse institution. Elle consiste à frapper de la mort civile (l'esclavage) tout citoyen condamné judiciairement au châtiment capital. A partir du prononcé de la sentence de mort, le coupable est, *par la même*, légalement ravalé au rang des esclaves. Il devient, par fiction légale, *esclave de sa peine* (servus pœnæ). Grâce à cette fiction, et par égard pour le citoyen, pour l'homme libre, *ce n'était jamais qu'un esclave qu'on livrait au bourreau*¹.

Cette situation — remarquons-le bien — ne se confond avec aucune autre situation génératrice de l'esclavage. Dans les situations que nous avons examinées — comme dans celles que nous examinerons — il s'agit d'un esclavage engendré par une circonstance pouvant autrement aboutir à la mort de l'individu, d'un esclavage se substituant à la mort, et la prévenant, en somme. Dans la situation dont nous parlons, il s'agit, au contraire, *d'un esclavage s'engendrant par le fait même qu'on est condamné à mort* (abstraction faite de la cause de cette condamnation) *et venant s'ajouter à cette dernière peine : le patient subit à la fois et l'esclavage et la peine capitale ; il est réduit en esclavage, non pour échapper à la mort, mais justement parce qu'il va la subir.*

Aussi notre théorie paraît avoir besoin d'une retouche pour pouvoir s'appliquer à cette situation. La formule par laquelle nous l'avons énoncée, savoir : « l'esclavage n'est, en dernière analyse, qu'une substitution à la mort dont l'être asservi était menacé... » paraît, en effet, se heurter à cette forme de servitude qui, loin de se substituer à la mort, s'engendre par le fait même que l'on y est condam-

1. Cf. plus haut pp. 86, 87.

né et sert, en quelque sorte, de complément à l'exécution capitale. Pour ne pas laisser échapper cette forme d'asservissement, il faudrait donc dire : l'esclavage est, tantôt une substitution... etc., tantôt une *addition* que les condamnés à la peine capitale subissent en même temps.

Toutefois, ce que nous avons écrit dans notre partie descriptive sur la situation en question peut nous dispenser de cette réserve. Nous avons remarqué, en effet, *que la condamnation capitale n'engendrait, à Rome, qu'un esclavage purement théorique, qu'elle faisait, en somme, de la servitude une sorte de transition fictive de la liberté à la mort, et qu'elle ne contribuait véritablement à recruter la classe servile que dans le cas où l'on laissait vivre « l'esclave de la peine » en l'appliquant — comme esclave de l'Etat — aux travaux publics des carrières ou des mines*¹. L'asservissement qui résultait de la sentence de mort n'est donc réel, n'a de portée pratique, ne peut être appelé esclavage dans le vrai sens du mot, que dans le cas où il perd son caractère *additionnel* et devient une *substitution* à la mort. — Aussi, là où elle est vraiment génératrice de l'esclavage, cette situation cadre parfaitement avec notre doctrine.

IV. — *Le Météque manquant à ses obligations.* — Ainsi que nous l'avons dit dans la partie descriptive, le Météque pouvait être réduit en esclavage quand il manquait à l'une ou à l'autre de ces deux obligations qu'entre autres, la loi athénienne lui imposait : payer un impôt annuel, et avoir parmi les citoyens un patron².

1. Cf. plus haut, p. 87.

2. Cf. plus haut pp. 69, 70 et les références mentionnées dans la note 1 de cette dernière page.

a) Dans le premier cas, il s'agit d'un *esclavage consécutif au non-paiement d'une dette*, d'un esclavage résultant de l'action des lois civiles relatives aux droits des créanciers sur leurs débiteurs. Partant, tout ce que nous avons dit de l'asservissement des débiteurs se répète ici sans changement ¹.

b) C'est seulement dans le second cas (se soustraire au patronage d'un citoyen) qu'on peut voir une situation génératrice originale; et c'est aussi dans ce cas seulement qu'il s'agit d'un esclavage purement répressif, d'un esclavage résultant directement de l'action de la *loi pénale*. — Cet esclavage n'est-il qu'une substitution à la mort? — Un très rapide coup d'œil sur l'évolution des institutions athéniennes relatives au patronage des étrangers le confirme de la façon la plus décisive.

On sait, en effet, qu'aux premiers temps d'Athènes, l'étranger n'était autorisé à y séjourner que temporairement *et seulement en tant qu'hôte d'un citoyen, faute de quoi il était mis hors la loi, c'est-à-dire, qu'il pouvait impunément être mis à mort* ². Néanmoins, dès qu'Athènes se livra sur une large échelle au commerce et à l'industrie, force fut bien de faire, dans l'Attique, une place à l'étranger. On lui accorde alors — et cette évolution date seulement de Solon — le domicile à Athènes ³. Mais, en revanche, on lui impose certains devoirs; et parmi ces devoirs, on conserve l'ancienne obligation tout en la transformant : *au lieu de devoir être l'hôte*

1. Cf. plus haut le paragraphe sur « l'esclavage des débiteurs », pp. 195-202.

2. Cf. Hermann-Blümner, *Lehrbuch der griechischen Privatalterthümer*, page 492. Schmidt, *Ethik der alten Griechen*, II, 325 — cité par Westermarck, I, 346.

3. Grote, *Histoire de la Grèce* — cité par Letourneau, *Evolution Politique*, p. 325.

temporaire d'un Grec, on l'astreint à avoir un patron durable parmi les citoyens. A cette transformation de l'obligation s'ajoute une modification de la peine encourue en cas de manquement : à la peine de mort dont, auparavant, il était menacé quand il n'était pas l'hôte d'un Grec, on substitue l'esclavage qui, désormais, le frappe quand il ne se trouve pas sous le patronage d'un citoyen.

Cette servitude pénale ne saurait donc échapper à notre théorie, puisqu'elle n'est, en dernière analyse, qu'une *substitution à la mort que la même situation pouvait autrefois entraîner*. Et c'est à ce genre de substitution que, dans la note explicative jointe à notre théorie, nous avons réservé l'épithète d'« exclusive »¹.

Au demeurant, les Grecs ne sont pas les seuls à menacer de mort l'étranger manquant à ses obligations particulières. La même institution se rencontre dans plusieurs autres sociétés extrêmement hétérogènes en organisation et appartenant à diverses périodes de l'histoire².

V. — *Le coupable d'un meurtre (l'auteur lui-même ou les membres de sa famille)*. — C'est chez certaines peuplades de l'Afrique noire des Temps Modernes que nous avons rencontré l'esclavage consécutif au meurtre. Mais nous avons vu aussi que, dans les mêmes sociétés, le coupable était, en principe, puni de mort, et que c'était uniquement au cas où certaines considérations plaidaient en faveur de la réduction de cette peine qu'on la commuait

1. Cf. plus haut p. 184 (deuxième partie de la note explicative).

2. Cf. Diodore, Livre I, part. 67, cité par Letourneau, 258 et par Wallon, I, 26, 27 (dans l'Égypte ancienne). — *Laws of Ine*, 20; et *Laws of Wihtraed*, 28, cités par Westermarck, I, 346 (en pays teutons). — Plus loin, note 88, page 344 (sociétés musulmanes du Moyen-Age). — Code Noir (Edit de mars 1685), articles : 16, 33, 34, 35, 38 (Antilles françaises dans leurs périodes esclavagistes), ...etc., ...etc.

en l'esclavage. Nous avons vu, en effet, que, seules, deux catégories de meurtriers bénéficiaient de cette commutation :

a) les membres de la famille de l'auteur qui, tout en étant responsables du meurtre d'après les institutions en vigueur chez ces peuples (système qu'on rencontre, d'ailleurs, dans une multitude d'autres sociétés), méritaient cependant la réduction de la peine capitale, vu leur non-intervention active et directe dans la perpétration du crime;

b) les auteurs eux-mêmes dans le cas où la gravité de leur crime était diminuée ¹.

Nous sommes donc en présence d'un asservissement qui, par l'intervention d'une circonstance atténuante (la non-intervention active dans la perpétration du meurtre pour les uns, ou sa consommation sous une forme atténuée pour les autres), se substitue au châtimement capital (substitution relative ²).

Et il est à peine besoin de remarquer que les nègres africains ne furent pas les seuls à menacer de mort le responsable d'un meurtre. On sait que, sous diverses formes d'application (*vendetta* dans certaines sociétés; châtimement capital proprement dit ailleurs, où le pouvoir central de juridiction est solidement établi), la règle « vie pour vie », « le sang veut le sang » fut, et est encore, en vigueur dans presque toutes les sociétés ³.

1. Cf. plus haut pp. 102-103.

2. Voir la signification que nous donnons à ce terme dans la troisième partie de la note explicative plus haut, pp. 184, 185.

3. Voir une étude approfondie sur l'homicide en général et ses conséquences pénales, religieuses... etc., dans Westermarck, I, 48, 180, 185, 195, 197, 232, 238, 239, 240, 261-264, 303-307, 336-391, 437-440, 481-499; II, 251, 615, 616, 665, 693. — Voir aussi P. Fauconnet, *op. cit.*, 59-62, 68, 73, 97, 98, 105-121. — Bible : Exode XXI, 12-16, 24, 28-33; Lévitique XXIV, 17-23; Nombres, XXX, 6, 11 jusqu'à la fin du chapitre; Deut. IV, 41-44. — Talmud : Mishnah, Sanhédrin, c. IX, § 1, d'après Thonissen, *op. cit.*, 16. — Coran II, 173, IV, 94, V, 49 et les références mentionnées plus haut dans la note 2 de la page 115.

VI. — *Le coupable d'un adultère (l'auteur lui-même ou les membres de sa famille)*. — Ce que nous venons de dire du meurtre s'applique, *mutatis mutandis*, à l'adultère. Nous avons établi, en effet, que dans les sociétés africaines, où nous avons rencontré l'esclavage consécutif à la violation de la foi conjugale, ce crime encourait, en principe, la peine de mort, et que c'était uniquement pour ses formes atténuées, ou quand il s'agissait de punir un sujet responsable autre que l'auteur lui-même, qu'on commuait cette peine en l'esclavage¹. Il s'agit donc ici encore d'une substitution « relative ».

Que les coupables d'adultère soient pénalement menacés de mourir, cela n'a d'ailleurs rien de spécial aux nègres africains. En effet, dans presque toutes les sociétés dont les institutions pénales nous sont connues par l'histoire ou par l'ethnographie, le crime d'adultère pouvait entraîner la mort, soit sous la forme d'une vengeance privée autorisée par la loi coutumière ou écrite, soit sous la forme d'un châtiment judiciaire proprement dit; et on sait même que cette répression continue à être en vigueur dans une foule de sociétés contemporaines².

1. Cf. plus haut pp. 103, 104.

2. Cf. une étude approfondie sur l'adultère et ses conséquences dans Westermarck, I, 195, 197, 198, 262, 299, 300, 301, 319, 401, 494, 495, 522, 524, 626; II, 404-440, 542, 615, 656, 657, 665, 679, 696. — Voir aussi P. Fauconnet, *op. cit.*, 59, 110. — Montesquieu, I, Livr. VII, ch. X, XI, XII, XIII. — Bible : Genèse XXXVIII, 24; Exode XXII, 16, 17, 19; Lévitique XIX, 20-23, XX, 10-18, XXI, 9; — Talmud : Mishnah, Sanhédrin, c. VII, § 4; Surenhusius, T. IV, p. 238; Mishnah, Sanhédrin, c. X, § 1, Maïmonide, Jadcha-Zakah, Tract. Issurebia, c. III, § 3 (cité par J. J. Thonissen, *op. cit.*, p. 15, 16, voir aussi pp. 45, 50, 51). — Coran XXIV, 2, et les références mentionnées plus haut dans la note 2 de la page 116.

§ 3. — *L'esclavage consécutif à l'action de la loi militaire :
l'esclavage des « insoumis »*

Dans les derniers siècles de la période républicaine, — ainsi que nous l'avons dit — on punissait, à Rome, d'esclavage *les réfractaires au cens ou à l'enrôlement (les insoumis)* ¹. Or, au commencement de la République les mêmes coupables encouraient la peine de mort ². Nous sommes donc, une fois de plus, en présence d'un asservissement répressif qui, pour certaines infractions, s'est définitivement substitué au châtiment capital jusqu'alors appliqué en l'occurrence. C'est à cette forme de substitution — dont nous avons déjà rencontré un exemple dans l'asservissement des Météques se soustrayant au patronage des Grecs ³ — que nous avons donné la qualification d'« exclusive ⁴ ».

On sait, d'ailleurs, que l'« insoumission » n'est qu'une forme atténuée de la « désertion » ; on sait même que, dans plusieurs codes militaires anciens et modernes, les deux infractions — qui renferment, en somme, les mêmes éléments criminels — ont été mises sur un pied d'égalité quant à la peine encourue ⁵. Or, presque toutes les formes

1. Cf. plus haut pp. 84, 85 et les références de la note 3 de la première page.

2. Cf. J. Jouin, *Des Infractions militaires : d'Insoumission et de Désertion* (Paris, 1903), page 11.

3. Cf. plus haut pp. 214-216.

4. Cf. la deuxième partie de la note explicative, plus haut p. 184.

5. Parmi les codes militaires qui ne mettent aucune différence entre l'insoumission et la désertion, voyez notamment : le décret de la Convention des 28 mars, 2 avril 1793, art. 3 ; l'arrêté du Directoire exécutif du 5 Fructidor an VI ; la loi du 14 Messidor an VII, art. 25 ; la circulaire

de « désertion » n'ont jamais cessé, chez les anciens Romains, d'encourir la peine capitale. On punissait, en effet, de mort, tout déserteur en temps de guerre¹, aussi bien que le déserteur en temps de paix qui avait accompli son crime avec l'une des circonstances aggravantes ci-dessous : déserteurs en masse²; déserteur arrêté dans une ville et en particulier à Rome même³; déserteur dont l'absence était prolongée⁴; déserteur en état de récidive⁵; déserteur résistant à la force qui voulait l'arrêter⁶; déserteur ajoutant à sa désertion un *plagium*, une *aggressura* ou tout autre crime semblable⁷... etc., etc. — Tout porte même à croire que, sous certains Princes, la peine de mort frappait, sans exception aucune, toutes les formes de désertion⁸.

Ainsi l'esclavage infligé aux insoumis apparaît, à un double point de vue, comme une substitution à la mort. Il est, en premier lieu, une substitution au châtimement capital

ministérielle (France) du 20 octobre 1818. — Cf. Noël Verney, *de l'Insoumission et de la Désertion* (Lyon, 1890), 2^e partie, pp. 151, 152. — L'auteur soutient, avec raison, qu'au fond, les deux infractions relèvent du même chef et accusent les mêmes éléments criminels (Ibid., p. 1).

1. D^o § 1. — Cf. Jouin, *op. cit.*, pp. 16, 23 et Verney, *op. cit.*, 19, 20. — On aggravait l'exécution des déserteurs en temps de guerre, en les livrant aux bêtes, au supplice de la croix, ou en les brûlant vivants, dans le cas où il s'agissait de « transfuges », de déserteurs à l'ennemi. (Dig. XLIX, 16, loi 3 — Modestin, *De pœnis*. Principium, § 10; — Dig. XVIII, 19, loi 8, § 2, *De officio proconsulis*; Ulpien; — Dig. XVIII, 19, loi 38, § 1 : *Paulus, Sententiarum*; — Dig. XLIX, 16, *De remilitari*, I, 3, § 4, Modestin, *De pœnis*). — Cf. Jouin, *op. cit.*, pp. 19, 20 et Verney, *op. cit.*, p. 12.

2. Loi 3, § 9, D; loi 5, Pr. D. — Cf. Verney, *op. cit.*, 19, 20.

3. Loi 5, § 3, D. — Cf. Verney, *op. cit.*, 19, 20 et Jouin, *op. cit.*, 23.

4. Loi 5, Pr., § 1. D. — Cf. Verney, *op. cit.*, 19, 20.

5. Loi 5, § 3, D. — Cf. Verney, *op. cit.*, 19, 20 et Jouin, *op. cit.*, 26.

6. Cf. Verney, *op. cit.*, 19, 20.

7. Loi 5, § 2, D. — Verney, 19, 20.

8. C'est ainsi que Valentinien, sous le règne de qui les désertions avaient augmenté, prescrivit que tout déserteur sera brûlé vif (*exuriantur vivi*). — Cf. Jouin, *op. cit.*, p. 14.

antérieurement appliqué au même crime (substitution exclusive); mais — comme l'insoumission n'est qu'une forme atténuée de la désertion — il peut être aussi considéré comme une substitution à la mort infligée aux déserteurs (substitution relative) ¹.

Et il est significatif, sous ce rapport, que, dans une multitude de sociétés très différentes les unes des autres, les déserteurs et même les insoumis encourent généralement la peine de mort. — D'après la coutume gauloise, non seulement le déserteur et l'insoumis, mais aussi le dernier homme qui arrivait au rendez-vous de guerre était puni de mort ². — Les anciennes lois germaniques punissent de mort quiconque abandonne l'armée sans la permission du roi ³. — D'après le capitulaire de 812 (au temps de Charlemagne) tout déserteur encourait, outre la peine capitale, la confiscation des biens ⁴. — L'ordonnance de François I^{er} du 24 juillet 1534 distingue la désertion à l'intérieur, crime grave puisqu'il est puni de mort, et la désertion à l'ennemi, crime plus grave encore puisqu'il constitue un cas de lèse-majesté ⁵. Et dans plusieurs ordonnances postérieures (1537, 1551, 1558, 1635, 1638, 1639) se retrouve le même système répressif ⁶. — On lit dans un édit de Louis XI de 1649 : « le lieutenant aura puissance qu'aucun franc archer s'en retourne sans congé du capitaine général ou il le fera pendre par la gorge... ⁷ ». — De 1665-1791 la désertion

1. Nous avons déjà rencontré plusieurs exemples de ce que nous appelons « *substitution relative* ». — Voir le sens que nous donnons à ce mot plus haut, pp. 184, 185, 3^e partie de la note explicative.

2. Cf. Jouin, *op. cit.*, p. 31.

3. Cf. Henri Martin : *Histoire de France*, T. II, p. 358 — cité par Verney, pp. 30, 31.

4. Cf. Verney, *op. cit.*, pp. 31, 32 et Jouin, *op. cit.*, p. 31.

5. Cf. Verney, *op. cit.*, p. 35.

6. Cf. Jouin, *op. cit.*, p. 35.

7. Ibid.

ou même la tentative de désertion est punie en France de la pendaison ¹.

La plupart des codes militaires contemporains maintiennent, eux aussi, la peine de mort, du moins pour certaines espèces de désertion. Les codes de justice militaires de Suisse (loi fédérale du 27 août 1851) ², d'Autriche-Hongrie (15 janvier 1855) ³, de France (9 juin 1857) ⁴, d'Allemagne (20 juin 1872) ⁵, d'Espagne (27 sept. 1890) ⁶, d'Italie (1897) ⁷, des Etats-Unis ⁸... appliquent, en effet, le châtement capital par pendaison, par décapitation, ou par fusillade à plusieurs espèces de désertion et même de sa tentative. Dans l'armée britannique la peine de mort pour désertion n'a été abolie qu'en 1930 (18 avril) : abolition à laquelle la Chambre des Lords n'a pas manqué, d'ailleurs, d'opposer sa résistance ⁹.

Au surplus, comme la ligne de démarcation qui sépare la « désertion » de la « trahison » est extrêmement flottante, et comme, à la limite, on trouve des espèces de désertion qui peuvent très aisément se ranger sous la rubrique : « trahison », il est intéressant de signaler, dans le même ordre d'idées, que, dans presque toutes les sociétés humaines, la trahison fut, et est encore, punie de mort ¹⁰. Chez

1. Jouin, *op. cit.*, p. 34 — et Montesquieu, Livr. VI, ch. XII.

2. Cf. art. 96, A.

3. Cf. articles : 191, 192, 193, 194.

4. Cf. articles : 211, al. 1, 213, al. 1, 238, 240, 241.

5. Cf. Jouin, *op. cit.*, p. 186.

6. Cf. art. 271.

7. Cf. art. 137.

8. Cf. Jouin, 175, 176.

9. Voir *Le Temps* des 18 et 19 avril 1930, sous le titre : « La peine de mort dans l'Armée britannique ».

10. Cf. P. Fauconnet, *La Responsabilité*, pp. 32 (en Chine), 33, 46 (chez les anciens Grecs), 70 (dans diverses sociétés), 71, 72 (en Chine), 73 (en droit annamite, japonais et coréen), 74, 75, 76 (chez les Grecs), 83, 84 (dans l'ancien droit anglais), 85 (dans l'ancien droit français). — Wes-

plusieurs peuples, ce crime a été même puni, non seulement dans la personne du traître et de ses complices, mais aussi dans celle des membres innocents de sa famille ¹.

§ 4. — *L'Esclavage consécutif à l'action de la loi religieuse : l'esclavage des sacrilèges et des sorciers*

I. — *Le sacrilège.* — C'est dans une ville de la Grèce ancienne que nous avons rencontré l'asservissement des sacrilèges. Nous avons établi, en effet, qu'un décret de la ville d'Hallicarnasse (environ 457 av. J.-C.) frappait du banissement et de la confiscation des biens au profit du Temple d'Apollon celui qui en violait les prescriptions, et qu'à défaut de biens de la valeur de 10 statères, le même décret condamnait le coupable à être vendu comme esclave à l'étranger ².

Ce qui entraînait son esclavage — on le voit bien — ce n'est donc point le sacrilège lui-même, c'est uniquement le fait qu'il se trouve dans l'impossibilité pécuniaire de payer l'amende dont la peine du sacrilège le rend redevable envers le Temple d'Apollon. En tant que coupable de sacrilège, sa liberté est absolument sauve : comme tel, il n'est condamné qu'au banissement et à une amende. C'est uniquement parce qu'il ne peut pas payer cette amende, *parce qu'il devient, par là même, débiteur insolvable*, qu'il est vendu comme esclave. En d'autres termes, son esclavage

termarck I, 48 (chez les Cafres et à Madagascar), 49 (en Chine, dans l'ancien Mexique, et chez les anciens Grecs), 50, 51 (dans diverses sociétés), 195, 196 (chez les Anglais), 197 (chez les Koukis et chez les Bassoutos), 495, 523 (au Moyen-Age chrétien); II, 542 (à Fidji, chez les Bataks de Sumatra), etc... etc.

1. Mêmes références que la note précédente.

2. Cf. plus haut, p. 69.

s'engendre *directement*, non par l'action des lois religieuses relatives au sacrilège, *mais en vertu des institutions civiles sur les dettes*. — Aussi, tout ce que nous avons dit de l'asservissement des débiteurs se répète, tel quel, pour cet esclavage.

Nous devons du reste remarquer — et cela renforce bien plus encore notre théorie — qu'en Grèce même, et dans une multitude d'autres sociétés, plusieurs espèces de sacrilège encourageaient le châtement capital ¹.

II. — *Le coupable de sorcellerie (l'auteur lui-même, ses complices, ou les membres de sa famille)*. — C'est chez certaines peuplades de l'Afrique Noire des Temps Modernes que nous avons rencontré l'esclavage consécutif à cette infraction essentiellement religieuse : la sorcellerie. Mais nous avons vu aussi que, dans les mêmes sociétés, la peine

1. Cf. pour la Grèce, P. Fauconnet, *op. cit.*, 33, 46, 73, 74 et Westermarck, I, 49; II, 60, 620. — Pour d'autres sociétés, voyez notamment : Fauconnet, 61 (à Rome), 70, 130 (en Chine), 142 (dans le Vendidad), 154 (chez les Hébreux); — Westermarck I, 195 (chez les Hébreux), 196 (chez les Anglais jusqu'à 1835), 204 (chez les tribus occidentales du détroit de Torrès), 205 (chez les indigènes de Port-Lincoln, chez les Hébreux, et en Europe chrétienne), 253 (en Chine et dans les lois médiévales), 446 (à Rome et chez les Hébreux), 495, 496 (aux Temps Modernes), 514 (chez les Hébreux), 619, 620 (chez les Romains); II, 60 (chez les Hébreux), 61 (chez les Romains), 138 (en Chine), 391 (dans l'Ichcatlan et au Mexique), 392 (chez les Romains), 404 (à Téohuacan et chez les Hébreux), 481 (chez les Indous), 616 (en Beauvoisis), 622 (chez les anciens Péruviens, chez les Hébreux, dans les nations chrétiennes jusqu'à une date relativement récente, et dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age). — Voir pour les Hébreux en particulier : *Exode* XIX, 12, 13; XXI, 17; XXII, 20; XXX, 33, 38; XXXI, 14, 15; XXXIV, 2; *Lévitique*, VII, 25, 26, 27; X, 1, 2; XVII, 9, 10; XIX, 8; XX, 1-6, 9; XXII, 3; XXIII, 29, 30; XXIV, 10-17, 23; *Nombres*, I, 51; III, 10, 38; IX, 13; XV, 32-37; XVIII, 7; XIX, 20; *Talmud* : Mishnah, Sanhédrin, c. VII, § 4; Surenhusius, t. IV, p. 238. — Mishnah, Sanhédrin, c. X, § 1. Maïmonide, Jadcha-Zakah, Tract. Issurebia, c. III, § 3. — Mishnah, Sanhédrin, c. IX, § 6. (Pour le Talmud nous citons d'après Thonissen, *op. cit.*, p. 15, 16, 23. Voir aussi 26, 27, 28, 30, 56). — Pour les sociétés musulmanes, cf. Coran IX, 66, 67 (peine capitale contre le blasphème).

de la sorcellerie fut, en principe, capitale (la strangulation et la crémation), et que c'était uniquement dans deux circonstances qu'on remplaçait cette peine par l'esclavage :

a) dans le cas où il s'agissait de punir un sujet responsable autre que l'auteur lui-même : ses complices ou les membres de sa famille. Et cela s'explique par le fait que ces derniers, tout en passant pour responsables, méritaient cependant la réduction de la peine, étant donné leur non-intervention active dans la perpétration du crime;

b) l'auteur lui-même, dans le cas où l'autorité voulait bien commuer sa peine ¹.

Il s'agit donc d'un asservissement qui, par l'intervention d'une circonstance atténuante ou d'une grâce, se substitue à la mort (substitution « *relative* » dans le premier cas; « *facultative* », dans le second) ².

Il est à peine besoin de remarquer, au surplus, que les nègres africains ne furent pas les seuls à appliquer la peine de mort aux sorciers. On sait que le même système répressif existait et existe encore dans une foule d'autres sociétés ³. On sait même que dans plusieurs collectivités,

1. Voir plus haut, pp. 104, 105.

2. Cf. plus haut la première et la troisième parties de la note explicative, pp. 184, 185.

3. Cf. Montesquieu I, livr. XII, ch. V (dans le Bas-Empire et dans l'Empire de Nicée); Westermarck I, 28, 32 (chez certains peuples primitifs), 48, 49 (dans la Côte des Esclaves, chez les Matabilis et à Bali), 195 (chez les Hébreux), 197 (chez les Groenlandais, les Wanika, les Wagogo, les Washambala, et chez les Cafres), 495; II, 460 (chez les Germains), 632 (chez les Hébreux, dans l'Islam, et chez plusieurs autres peuples), 633 (chez les Cafres, les Bondéis, les Aztèques, les Chinois, dans la loi d'Ham-mourabi, chez les Teutons, et à Rome), 634 (en Grèce antique). — Voir pour les Hébreux en particulier : Exode XXII, 18; Lévitique, XIX, 26, 31; XX, 6, 27; Deutéronome XVIII, 10-15; Talmud : Mishnah, Sanhédrin, c. VII, § 4; Surenhusius, t. IV, p. 238 (nous citons le Talmud d'après Thonissen, *op. cit.*, p. 15. — Voyez aussi pp. 26, 27). — Pour les sociétés musulmanes, voir plus haut p. 118 et Coran II, 96.

la sorcellerie fut le seul crime qui pût entraîner la mort ¹. Et on est pas si loin de ces fameux « procès de sorcellerie » qui, à partir du milieu du xv^e siècle jusqu'à la fin du xvii^e siècle, en Europe chrétienne, et au nom du christianisme, ont entraîné la destruction, par le feu, de myriades de victimes ².

Les situations génératrices qui viennent d'être confrontées avec notre théorie sont toutes des espèces d'un même genre : l'esclavage se substitue à la mort dont l'être asservi est menacé par les *institutions sociales* (droit des gens, lois civiles, pénales, militaires ou religieuses). Mais — ainsi que nous l'avons dit dans notre théorie — l'esclavage peut aussi être une substitution à la mort dont le sujet est menacé par les *lois physiologiques*. Et c'est de ce dernier genre d'esclavage qu'il s'agit dans les situations génératrices qu'il nous reste à examiner.

1. Cf. Westermarck I, 197 et II, 632.

2. Cf. Montesquieu I, Livr. XII, chap. VI; Fauconnet 290, 291 et les références mentionnées dans les notes de ces deux pages; Westermarck I, 198, 281 et les références mentionnées dans cette dernière page.

SECTION III

L'esclavage consécutif à la puissance paternelle :
L'esclavage des enfants vendus et des enfants exposés

§ 1. — *L'esclavage des enfants vendus par leurs parents*

Nous avons souligné, à maintes reprises, les circonstances dans lesquelles les parents recouraient à la vente des enfants. Nous avons vu que, dans toutes les sociétés esclavagistes, c'est uniquement quand les chefs de famille se voyaient dans le dénuement le plus complet, n'avaient pas de quoi pourvoir à la subsistance de leurs enfants, se trouvaient placés, en somme, dans la fatale alternative de les laisser mourir de faim ou de sacrifier leur liberté, qu'ils préféraient conserver leurs jours en les livrant à l'esclavage sous des maîtres pouvant leur assurer la vie ¹. — Nous avons vu que c'est dans cette circonstance, et dans cette circonstance seulement, que la plupart des législations esclavagistes accordent aux chefs de famille le droit de vendre leur progéniture et qu'à cet égard, ces législations ne font, en réalité, que codifier la pratique de leurs sociétés ². — Nous avons vu enfin que, même chez les peuples où cette condition n'était pas explicitement stipulée par les législateurs, où le pouvoir du père, à cet égard, était théori-

1. Cf. plus haut pp. 50-52, 70, 71, 87-89, 105.

2. Cf. plus haut pp. 51, 91.

quement absolu, les mœurs suppléaient au silence de la loi, et la pratique restreignait cet usage au cas d'extrême nécessité¹.

L'esclavage des enfants vendus par leurs parents n'est donc, en dernière analyse, qu'une substitution à la mort dont les menace la misère de leur famille. Sur ce point, leur situation est identique à toutes les situations génératrices que nous venons d'étudier, avec, toutefois, cette seule différence que, pour eux, il s'agit d'une mort qui pourrait autrement s'ensuivre en vertu des lois physiologiques, tandis que, pour les autres, cette mort résulterait de l'action des lois sociales.

Et il est significatif, sous ce rapport, que dans les sociétés où l'on essaye de supprimer cet usage, les Etats et les particuliers s'appliquent à subvenir à la *nourriture* des enfants des nécessiteux : on établit des *tables frumentaires* où on leur donne à *manger* et on fournit littéralement à leurs parents le *pain* nécessaire à leur subsistance, de quoi les *faire vivre* en somme, bref, on tâche de prévenir leur *mort* par d'autres procédés que l'esclavage².

Mais il est bien plus significatif encore que, dans la plupart des sociétés dont la coutume ne tolère pas la vente des enfants, c'est à l'infanticide que recourent les pères indigents : *on hâte, en somme, la mort, là où rien ne peut s'y substituer*³.

1. Cf. plus haut pp. 88, 89.

2. Nous en avons rencontré un exemple à Rome, cf. plus haut pp. 89, 90.

3. Telle fut la pratique chez les Arabes pré-islamiques : usage qui a même survécu à l'avènement de l'Islam, puisqu'il est attaqué par plusieurs versets du Coran (Cf. Coran VI, 141, 152; XVII, 33; LX, 12... etc. et les commentaires d'Al'Alouci sur ces versets; voir aussi note 89, page 344; voir aussi Robertson Smith : *Kinship and marriage in Early Arabia*, London, 1903, pp. 293, 294; Westermarck I, 413, 414; E. Mercier, *La condition de la femme musulmane...* Alger, 1895, pp. 32, 33). Or, nous savons

§ 2. — *L'esclavage des enfants exposés*

Il est à peine besoin de remarquer que l'enfant exposé est menacé de mourir. Par définition même, c'est un être impuissant à satisfaire à ses besoins vitaux par ses propres moyens, et abandonné par ceux à qui incombe ce devoir.

L'esclavage qu'il subit au bénéfice de celui qui le recueille, ne diffère donc point de l'esclavage que l'enfant vendu par son père subit au bénéfice de son acheteur. Les deux servitudes ne sont, en fin de compte, qu'une substitution à la mort, dont les deux enfants sont physiologiquement menacés : l'enfant vendu, par la situation où se trouvent ses parents; l'enfant exposé, par la situation où il se trouve lui-même; l'un, parce que ses parents ne peuvent pas lui assurer la vie; l'autre parce que — par suite d'une cause indéterminable — ils ne veulent pas assumer cette charge. C'est, en somme, pour ne pas perdre la vie qu'ils perdent, l'un et l'autre, la liberté; et c'est précisément au bénéfice de celui qui se charge de leur conserver l'une qu'ils perdent l'autre ¹.

Nous devons du reste remarquer qu'à l'origine, l'exposition a pour objet unique *d'exterminer* des êtres que la société — sous l'empire des idées religieuses ou des préoccupations guerrières — répugne à voir parmi ses membres (enfants monstrueux, nés en un mauvais jour, jumeaux,

qu'avant aussi bien qu'après l'Islam, la coutume arabe ne tolère nullement la vente des enfants. (Cf. plus haut 122, 123). — Indépendamment des sociétés arabes, l'infanticide, sous la pression de la misère, se pratique aussi dans plusieurs sociétés où l'usage n'admet guère la vente des enfants (voir plusieurs types de ces sociétés dans Westermarck I, 406-409, 413). — Cf. sur l'infanticide en général, Westermarck I, 401-425.

1. Voyez ce que nous avons écrit dans la partie descriptive sur l'exposition des enfants, plus haut pp. 52-54, 71, 72, 92-95.

illégitimes, difformes, mutilés, mal bâtis, maladifs, provenant de parents dépravés¹... etc.), et que l'institution qui permet de conserver l'enfant exposé en l'asservissant n'est, elle aussi, qu'une substitution à cet ancien usage.

Ainsi, envisagé à un point de vue concret ou à un point de vue abstrait, considéré dans le sujet qui le subit ou enfant qu'institution, l'esclavage des enfants exposés est une substitution à la mort.

1. Cf. plus haut pp. 71 (et les références mentionnées dans les notes 2 et 3), 92 (et les références des notes 1, 2).

SECTION IV

L'esclavage consécutif à l'aliénation volontaire de la liberté

La situation de l'homme libre se vendant lui-même comme esclave, est absolument identique à celle où il se trouve contraint de vendre ses enfants. Nous avons vu, en effet, que c'est uniquement quand il se voyait dans l'indigence la plus extrême, se trouvait littéralement menacé de mourir de faim, qu'il abdiquait volontairement sa liberté, non point contre un prix déterminé, car en tant qu'esclave il ne pouvait rien posséder, mais contre l'obligation que l'acheteur contractait de pourvoir à ses besoins et de conserver ses jours¹. — Nous avons vu que c'est dans cette circonstance, et dans cette circonstance seulement, qu'on permet à l'homme de disposer de sa liberté civile. Pour avoir le droit de se vendre, dit une grande législation esclavagiste, l'homme « doit se trouver dans le dénuement le plus complet : il faut qu'il ait déjà vendu son mobilier, son champ, sa maison, qu'il manque, par conséquent, des

1. Cf. plus haut pp. 55-57, 72. — On voit donc comment Montesquieu s'est mépris sur l'esclavage volontaire quand il a écrit : « Il n'est pas vrai qu'un homme libre puisse se vendre. La vente suppose un prix : l'esclave se vendant, tous ses biens entrent dans la propriété du maître; le maître ne donneroit donc rien, et l'esclave ne recevroit rien... » (Montesquieu I, Livr. XV, ch. II). — Et nous avons déjà fait allusion à une autre erreur, non moins grave, à laquelle s'est exposé Westermarck au sujet de cet esclavage volontaire (cf. plus haut p. 54, note 4).

choses les plus nécessaires à la vie; de pain pour se nourrir, et de toit pour s'abriter ¹. ». Et, à vrai dire, il s'agit moins d'une *condition* exigée par la loi que d'une simple *description* de la situation où, *dans la pratique*, on acceptait volontairement le joug de l'esclavage. — Que cet esclavage ne soit, en dernière analyse, qu'une substitution à la mort, on le conçoit donc sans peine.

Mais, nous ne saurions clore ce paragraphe sans citer un passage de l'Ancien Testament qui nous paraît très significatif sous ce rapport. Dans les termes les plus simples, mais les plus éloquents aussi, les auteurs de la Genèse décrivent la seule situation susceptible de déterminer l'homme à se vendre lui-même comme esclave. Les faits relatés dans ce passage se seraient passés en Egypte au temps de Joseph, mais ils sont empruntés, à coup sûr, à la vie hébraïque, et ils traduisent, en même temps, la pratique de toutes les sociétés où l'esclavage volontaire fut en vigueur :

« *Il n'y avait plus de pain* — dit la Genèse —... Joseph recueillit tout l'argent qui se trouvait dans le pays d'Egypte et dans le pays de Canaan contre le blé qu'on achetait... Quand l'argent fut épuisé, tous les Egyptiens vinrent à Joseph en disant : Donne-nous du pain ! pourquoi mourrions-nous en ta présence... Joseph dit : Donnez vos troupeaux et je vous donnerai du pain contre vos troupeaux... Lorsque cette année fut écoulée, ils vinrent à Joseph l'année suivante et lui dirent : nous ne cacherons point à mon seigneur que l'argent est épuisé, et que les troupeaux de bétail ont été amenés à mon seigneur ; *il ne reste devant mon seigneur que nos corps et nos terres. Pourquoi mourrions-nous sous tes yeux, nous et nos terres? Achète-nous*

1. Cf. plus haut p. 57 et les références de la note 2.

avec nos terres contre du pain, et nous appartiendrons à mon seigneur... Donne-nous de quoi semer, afin que nous vivions et que nous ne mourrions pas... Joseph dit au peuple : Je vous ai achetés aujourd'hui avec vos terres pour Pharaon... Ils dirent : Tu nous sauves la vie!... et nous serons esclaves de Pharaon...¹ ». — S'asservir ou mourir, se soumettre pour ne pas disparaître, voilà, en somme, la situation dont résulte cet esclavage soi-disant volontaire.

Nous avons rencontré, toutefois, dans la Grèce Antique, deux espèces d'esclavage volontaire, dont le mobile n'est point l'indigence. L'une est fondée sur de simples conjectures et aurait été pratiquée aux Temps Homériques ; l'autre constitue un cas tout à fait isolé auquel il serait abusif de donner le nom d'institution. Mais, même à ces deux servitudes qu'il nous serait loisible de négliger, notre théorie semble applicable.

I. — Des mythes de la Grèce primitive et de ses poèmes, on peut conjecturer qu'aux temps héroïques, *les meurtriers* se livraient parfois eux-mêmes à l'esclavage dans le but d'expier leur crime ².

Or, d'une foule de faits relatés dans ces mêmes légendes et dans ces mêmes épopées, il ressort, qu'à cette époque, celui qui a versé le sang d'un homme, même involontairement, s'expose, en principe, à l'action destructive de la *vendetta* tant qu'il reste en Grèce ³.

1. Genèse XLVII, 13-26.

2. Cf. plus haut p. 73 et les références de la note 1.

3. Nous nous référons notamment à M. P. Fauconnet, *La Responsabilité*, pp. 108, 109 (voir les références mentionnées dans la note 2 de la première page et dans les notes 2, 3 de la seconde). — Cf. aussi Westermarck I, 232 et ses références.

La confrontation de ce dernier témoignage avec le premier commande une seule interprétation, savoir : l'esclavage auquel le meurtrier se soumettait volontairement, et, à coup sûr, au bénéfice de la famille lésée, ne pouvait être, en dernière analyse, que le résultat d'une sorte d'accommodement accepté par les deux parties, accommodement qui, donnant satisfaction à la famille de la victime, soustrayait, du même coup, le coupable à la mort dont il était menacé par l'action de la vengeance privée.

C'est donc encore en une substitution à la mort que consistait essentiellement cette forme d'esclavage volontaire. Il est probable qu'en sus de son caractère de *substitution*, il avait aussi ce caractère d'*expiation* avec lequel les légendes et les épopées semblent le présenter. Nous croyons même qu'il ne pouvait être une substitution à la mise à mort du meurtrier, sans emprunter à cette peine son caractère expiatoire (on sait, en effet, que la mise à mort d'un meurtrier a, dans la Grèce Homérique, — comme dans plusieurs autres sociétés — en même temps que les traits d'une *sanction* sociale donnant satisfaction à la famille lésée, le caractère d'une *purification* religieuse du coupable).

II. — Au rapport d'Athénée, certains malades désespérés se seraient donnés volontairement comme esclaves à un médecin grec, à un certain Ménécrate, à condition que celui-ci parviendrait à les sauver de la mort imminente¹. — Est-il besoin de noter que même ce cas isolé répond parfaitement à notre théorie ?

1. Cf. plus haut p. 73, note 2.

SECTION V

L'esclavage de naissance :
L'esclavage des enfants des femmes esclaves

Comme on peut *devenir* esclave quand on se trouve engagé dans une des circonstances précédemment examinées, on peut *naître* esclave quand on est issu d'une femme esclave¹. — Les enfants des femmes esclaves sont-ils, eux aussi, menacés de mourir? L'esclavage de naissance qu'on leur impose a-t-il, lui aussi, ce caractère de substitution à la mort que nous venons de constater dans toutes les formes de l'esclavage postérieur à la naissance? — Un très rapide coup d'œil jeté particulièrement sur les institutions matrimoniales des sociétés esclavagistes permet de l'affirmer.

On sait, en effet, que, dans presque toutes ces sociétés, seul le mariage contracté entre deux personnes de condition libre est sanctionné par la loi. L'union des esclaves entre eux, et celle des esclaves avec des personnes libres, sont, au contraire, une simple espèce de *concubinage*, de *cohabitation* (*contubernium*) selon l'expression romaine, dont certaines formes sont simplement *tolérées* et d'autres *interdites*². — *L'enfant d'une femme esclave ne peut donc jamais provenir d'un mariage pleinement légitime.*

1. Voir le premier chapitre de la thèse.

2. Cf. plus haut p. 20 note 2, 24 note 1, 25 note 5 et les références mentionnées dans ces notes.

Or, on sait que, non seulement dans les sociétés esclavagistes, mais dans presque toutes les sociétés, l'enfant né hors du mariage légitime ne saurait concerner que la mère, ne saurait avoir, en d'autres termes, de parenté paternelle proprement dite. — *L'enfant né d'une femme esclave ne peut donc avoir un père socialement parlant, ne peut se rattacher qu'à sa mère.*

Mais sa mère est esclave; elle est une chose possédée; mais elle ne peut rien posséder; elle est une propriété dont on dispose, mais elle ne peut disposer de rien; tout ce qui lui vient par travail, don, succession, ou trouvaille, est, *ipso facto*, acquis à son maître, elle n'est, à cet égard, qu'un simple instrument d'acquisition; son corps lui-même et tout ce qu'il produit appartiennent au maître. — *L'enfant d'une femme esclave se rattache donc exclusivement à un être qui — par suite de sa condition servile — se trouve dans l'impossibilité la plus absolue de pourvoir à la subsistance d'autrui, voire même à sa propre subsistance.*

L'esclavage de naissance s'impose donc à un enfant :

1. qui, nouveau-né, ne peut satisfaire à ses besoins vitaux par ses propres moyens;

2. qui, né hors du mariage légitime, n'a pas de père (c'est-à-dire qu'il ne peut légalement se rattacher à un homme reconnu comme tel par la loi);

3. qui, issu d'une femme esclave, n'a, pour mère, qu'une femme absolument impuissante à pourvoir à sa nourriture (son lait même est la propriété du maître).

Il s'agit donc d'un enfant qui *naît menacé de mourir*; mais, en même temps, d'un enfant qui, dès sa naissance aussi, est recueilli par le maître de sa mère, et assuré ainsi de la vie : *grâce à cet usage, le danger de mort ne paraît qu'en disparaissant.*

L'esclavage de naissance subi par cet enfant au profit du maître de sa mère, ressemble donc, sur plus d'un point, à l'esclavage postérieur à la naissance subi par l'enfant exposé au bénéfice de celui qui le recueille. Les deux servitudes ne sont, en dernière analyse, qu'une substitution à la mort dont les deux enfants sont physiologiquement menacés : celui-ci parce qu'il est abandonné par ses parents; celui-là parce qu'il est dépourvu de parents. — Les deux servitudes sont subies au bénéfice de ceux par l'intervention de qui le danger de mort a été éliminé : l'une, au bénéfice de celui qui, en un lieu public, a trouvé un enfant exposé par ses parents et l'a recueilli; l'autre, au bénéfice de celui qui, dans sa maison, a trouvé un enfant sans père légal et sans mère capable de l'élever, et a bien voulu suppléer aux parents manquants (il est très significatif, sous ce rapport, que, dans toutes les législations esclavagistes, depuis les législations bibliques jusqu'aux plus raffinées des Temps Modernes, les enfants des femmes esclaves figurent sous le nom général de « *nés à la maison* »). — Enfin, les deux servitudes s'imposent à partir du moment où le péril de mort a été écarté : l'une, lorsque l'enfant abandonné a été recueilli; l'autre, dès la naissance de l'enfant d'une femme esclave, puisque l'intervention du maître qui sauve la vie à ce dernier enfant est censée avoir lieu — nous l'avons vu — au moment même où il vient au monde¹.

1. Certains juristes essayent d'expliquer l'esclavage de naissance d'une façon plus simple. L'enfant d'une femme esclave, disent-ils, naît esclave parce qu'en vertu du fameux principe : *Partus sequitur ventrem*, les fruits d'une femelle possédée deviennent, de droit, la propriété du maître. Si une telle explication vaut quelque chose en droit, elle est absolument nulle en sociologie. A notre sens, c'est une simple constatation du fait et non point une explication proprement dite. Que le maître — en vertu des institutions sur la propriété privée — ait le droit de s'approprier les enfants de ses esclaves femmes, c'est justement ce qu'il s'agit d'expli-

quer. — Le vainqueur a, lui aussi, — en vertu de certaines dispositions du *droit des gens*, — le droit de s'approprier ses prisonniers; le créancier — en vertu de certaines lois relatives au contrat —, ses débiteurs insolvables; la personne volée — en vertu de certaines dispositions pénales —, le voleur; la famille de la victime, le meurtrier; le mari, celui qui a violé sa foi conjugale; l'Etat, celui qui a refusé de payer l'impôt... etc., etc. Mais il s'agit précisément *d'expliquer* ces divers droits d'asservissement, c'est-à-dire de voir, en cherchant leur trait commun, s'ils peuvent, tous, reposer sur la même base, se ramener à un seul principe, se rattacher, en somme, à une loi générale. — S'il était suffisant d'établir qu'en vertu des dispositions du droit des gens, des institutions sur la propriété, de la loi civile, des règles pénales... etc., certaines catégories d'hommes ont eu le droit d'en posséder d'autres comme esclaves, toute la partie explicative de notre ouvrage serait alors superflue !

CONCLUSION

§ 1. — Résumé

Comment devenait-on esclave? ou bien encore : Comment l'esclavage s'imposait-il à l'homme? — Telle est la seule question qu'en sociologue, nous nous sommes proposé de résoudre dans cet ouvrage. (Introduction).

Comme un problème bien posé est à moitié résolu, nous avons dû commencer par *décrire* les situations qui engendraient l'esclavage dans les cinq groupes de sociétés que nous avons considérés comme types de toutes les sociétés esclavagistes, tout en ayant soin de *comparer*, sous ce rapport, leurs institutions les unes aux autres. (Première Partie).

Nous avons divisé ces situations en deux types différents : situations génératrices de l'esclavage *de naissance*, et situations génératrices de l'esclavage *postérieur à la naissance*.

Dans un premier chapitre, après avoir *décrit* les circonstances qui engendrent l'esclavage *de naissance* dans les sociétés indiquées, et après avoir *comparé*, sur ce point,

leurs institutions les unes aux autres, nous avons abouti à deux conclusions dont l'une résulte de la *description*, et l'autre, de la *comparaison* :

1) *Les diverses situations qui peuvent engendrer l'esclavage de naissance se ramènent, en dernière analyse, au fait d'avoir une filiation avec une femme esclave. Autrement dit, les esclaves de naissance se recrutent exclusivement parmi les enfants de mères esclaves.*

2) *Ces enfants se divisent, quant à leur habilité à subir l'esclavage de naissance, en deux catégories : ceux qui proviennent de l'union d'une femme esclave avec un homme autre que son propre maître, et ceux qui proviennent des œuvres du maître lui-même. Et c'est, seule, la première catégorie qui est pleinement habile à subir cet esclavage. En effet, dans presque toutes les sociétés esclavagistes, on constate une tendance à en exempter la seconde catégorie d'enfants; tendance qui s'est même nettement réalisée dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age.*

On le voit, la première conclusion énumère purement et simplement les diverses situations qui, dans les sociétés à esclaves prises dans leur ensemble, peuvent engendrer l'esclavage de naissance; la seconde conclusion établit l'importance relative de ces situations, telle qu'elle résulte de la confrontation des institutions esclavagistes les unes avec les autres.

Dans le second chapitre, après avoir décrit les situations génératrices de l'esclavage *postérieur à la naissance* dans les sociétés que nous avons prises pour base de nos études, et après avoir comparé, à cet égard, leurs institutions les unes aux autres, nous avons abouti à deux conclusions analogues : l'une dérive de la *description*, l'autre, de la

comparaison; l'une énumère les situations qui engendrent l'esclavage postérieurement à la naissance, l'autre établit l'importance relative de ces situations :

1) *Les facteurs qui contribuent à l'alimentation de l'esclavage postérieur à la naissance se classent, en fin de compte, sous cinq rubriques : la guerre, le rapt, l'action de la loi, la puissance paternelle et enfin l'aliénation volontaire de la liberté. Ainsi, les êtres qui perdent leur liberté et deviennent esclaves se recrutent parmi : a) les prisonniers de guerre : étrangère ou intérieure; b) les victimes d'un rapt; c) les condamnés judiciairement à l'esclavage par la loi civile (débiteurs n'acquittant par leur dette), par la loi pénale (voleurs, meurtriers, adultères..., etc.), par la loi militaire (insoumis), ou par la loi religieuse (sacrilèges, sorciers); d) les enfants vendus ou exposés par leurs parents; e) et enfin les hommes libres se vendant volontairement.*

2) *Parmi ces cinq formes d'esclavage, seul l'asservissement consécutif à la capture dans une guerre étrangère est pleinement sanctionné par les institutions et par les mœurs. Presque partout on résiste à toutes les autres formes et on tend à les abolir, tendance qui s'est même entièrement et pratiquement réalisée dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age.*

Le problème posé, il nous a fallu passer à son *explication*. Il nous a fallu expliquer et les *situations génératrices de l'esclavage* elles-mêmes, telles qu'elles sont énumérées dans les premières conclusions des deux chapitres précédents, et *l'importance relative* de ces situations, telle qu'elle est établie dans les secondes conclusions. Expliquer les *situations génératrices de l'esclavage*, c'est pénétrer leur

trait commun et, partant, découvrir la loi fondamentale à laquelle elles se rattachent. Expliquer leur *importance relative*, c'est découvrir la raison pourquoi deux situations d'entre elles (le fait d'être captif dans une guerre étrangère, et de naître de l'union d'une femme esclave avec un homme autre que son propre maître) ont, sur toutes les autres, cette suprématie que nous venons de décrire (Deuxième partie).

Pour obtenir cette double explication, une analyse directe des faits décrits dans la première partie de l'ouvrage était nécessaire.

Avant d'entreprendre cette analyse directe, nous avons cru utile de soumettre à un examen critique certaines conceptions qui peuvent être considérées comme des essais en vue de résoudre le problème qui nous occupe, conceptions dont il était indispensable de marquer l'insuffisance et, sur plusieurs points, l'inexactitude.

A cet examen critique est consacré le troisième chapitre de l'ouvrage. Nous avons ramené les diverses conceptions qui se rapportent à notre sujet à deux groupes différents : « conceptions ethniques » et « conceptions religieuses ». Les unes essayent de rattacher toutes les situations génératrices de l'esclavage à certaines considérations relatives à la race, les autres, à certaines considérations d'ordre religieux. A en croire les unes, l'homme devient esclave par suite de ce fait que la société asservissante croit à son infériorité ethnique; selon les autres, il le devient parce qu'on croit à son infériorité religieuse.

Confrontées avec les faits décrits dans la première partie de l'ouvrage, les « conceptions religieuses » ont révélé leur double échec, et dans l'explication des situations génératrices de l'esclavage elles-mêmes et dans l'explication de l'importance relative de ces situations.

En soumettant les « conceptions ethniques » au même examen, nous avons pu en tirer une explication de *l'importance relative* des situations génératrices de l'esclavage, c'est-à-dire, la raison pourquoi deux d'entre ces situations ont sur toutes les autres la suprématie constatée par nos études comparatives. Mais elles se sont révélées absolument impuissantes à expliquer les situations génératrices de l'esclavage elles-mêmes, à pénétrer leur trait commun, et à les ramener à une loi générale.

Les deux groupes de doctrines se révélant ainsi impuissantes à résoudre la question la plus essentielle pour nos études, nous avons dû recourir, dans le quatrième et le dernier chapitre de notre thèse, à l'analyse directe des faits décrits dans la première partie de l'ouvrage. Cette analyse nous a permis de découvrir le trait commun à toutes les situations génératrices de l'esclavage et, partant, de les rattacher à une loi fondamentale :

Toutes les situations qui engendrent l'esclavage — avons-nous dit en énonçant le résultat de notre analyse — ont ceci de commun qu'elles pourraient autrement aboutir — selon les lois physiologiques ou selon les lois sociales — à la mort de l'individu.

De ce fait découlent deux corollaires immédiats :

1) *Les esclaves se recrutent exclusivement parmi des êtres menacés de mort par les lois naturelles ou par les lois sociales.*

2) *L'esclavage, sous ses diverses formes, — mort civile d'ailleurs — n'est, en dernière analyse, qu'une substitution à la mort réelle.*

Confrontée avec toutes les situations génératrices de l'esclavage, notre théorie nous a semblé confirmée.

§ 2. — **Fonction de l'esclavage**

Sans vouloir aborder une nouvelle étude qui exigerait un travail spécial, nous tenons à remarquer que, de notre thèse même sur les situations génératrices de l'esclavage, il résulte que *la principale fonction de l'esclavage est la préservation de l'homme*. S'il est vrai que l'esclavage ne s'impose qu'à certains êtres menacés, par les lois sociales ou par les lois naturelles, de périr, s'il est juste qu'il n'est, en dernière analyse, qu'une substitution au danger dont ces êtres sont menacés, on est en droit d'affirmer que sa première et principale fonction est de soustraire l'homme à la mort, de le conserver. — L'esclavage fut, en somme, un lieu de refuge pour certains êtres menacés de mourir; refuge où l'on menait une vie médiocre certes, mais où l'on échappait, du moins, au péril de la mort. L'esclavage fut essentiellement une méthode d'assurance sur la vie, une méthode de conservation; méthode absurde, sans doute, à notre point de vue, car, après tout, il ne conservait l'homme que pour détruire en lui la meilleure partie de l'homme : l'homme moral, l'homme véritable; mais ce ne fut point un acte de cruauté gratuite. De la fonction conservatrice qu'il assumait, bénéficiaient à la fois les individus et les collectivités. Il profitait aux uns tout en sauvegardant les intérêts et en ménageant les sentiments des autres; ou, pour mieux dire, il ne profitait aux uns que pour sauvegarder les intérêts et ménager les sentiments des autres. — Il profitait aux individus, car, aux époques esclavagistes, des myriades d'hommes menacés de mourir voyaient, grâce à l'esclavage, leurs jours conservés, et renaissaient à une vie nouvelle. — Il sauvegardait les inté-

rêts de la société, puisque c'est essentiellement pour les besoins sociaux qu'il laissait ces êtres vivre. — Il ménageait, enfin, les sentiments collectifs, car il ne préservait les êtres jugés par la société comme devant mourir qu'à condition qu'ils fussent morts civilement, qu'ils fussent rayés du nombre des êtres socialement vivants : espèce de fiction (grosse de conséquences bien entendu) donnant satisfaction aux aspirations communes. De même que certaines sociétés s'apaisaient en détruisant l'effigie du coupable, de même les sociétés esclavagistes s'apaisaient en dépouillant certains hommes devant mourir de leur personnalité humaine tout en leur laissant la vie animale.

On voit donc comment la plupart des auteurs se méprennent en présentant une grande institution sociale, fondement de tant de civilisations humaines, comme une simple usurpation de l'homme par l'homme, comme une simple œuvre de violence, comme une aberration, en somme, dépourvue de toute fonction sociale¹. — Loin d'être sans fonction, on peut, d'ores et déjà, affirmer que l'esclavage en a assumé une dont l'humanité, à plusieurs phases de l'histoire, et au milieu des guerres continuelles, des codes draconiens et des passions destructives, eut le plus urgent et le plus indispensable besoin : *la préservation de l'homme*.

Nous tenons même à remarquer que cette *préservation* ne fut pas la seule fonction de l'esclavage. Nous l'avons dégagée de nos recherches sur une seule question qu'entre plusieurs autres, pose ce problème. Et nous prévoyons que des recherches scientifiques sur le reste des questions sauraient découvrir d'autres fonctions d'ordre industriel, domestique, et même religieux. Nous donnons cependant à

1. Voir par exemple, Wallon, *op. cit.* Introd. p. XV et suiv.; Montequieu I, 236 et suivantes; Rousseau, *Du Contrat Social*, pp. 3, 10-15 et *Discours sur l'origine de l'inégalité*, pp. 131, 134, 141, 144, 145... etc., etc

la *préservation* l'épithète de « première et principale », car c'est elle qui résulte de l'étude des situations *mêmes* qui rendent l'homme esclave, c'est-à-dire de l'aspect premier de l'esclavage. Dès lors, elle a bien des chances de traduire sa principale raison d'être.

On nous objectera que les sociétés esclavagistes elles-mêmes n'eurent aucunement conscience de cette fonction, que, dans leur esprit, ce ne fut nullement pour sa préservation que l'homme était réduit en esclavage. — Sans doute; mais n'est-il pas avéré que la plupart des institutions sociales remplissent, en fait, des fonctions totalement inconnues de la conscience collective? Une institution sociale est, certes, l'œuvre de la société; mais — chose curieuse — cette dernière ignore, la plupart du temps, la véritable fonction et le véritable processus de sa propre création.

APPENDICE

Sur les Distinctions entre la Femme et l'Homme dans l'Esclavage

INTRODUCTION

Les principaux problèmes que pose la question de l'esclavage, envisagé d'un point de vue concret, se ramènent à ces quatre points :

1. Comment devient-on esclave?
2. A quel régime est soumis l'esclave?
3. Comment, d'esclave, devient-on libre?
4. A quel régime est soumis l'affranchi?

*L'objet de cet appendice est de montrer dans quelle mesure l'esclavage de la femme diffère de celui de l'homme en ce qui concerne ces quatre questions*¹.

Aussi nos études seront-elles essentiellement *descriptives*. Nous tâcherons cependant de donner des faits certaines *explications*, à titre d'hypothèses et non point de solutions définitives.

Afin que notre champ d'observation soit aussi vaste que possible, nous prendrons, pour base de nos études, les cinq groupes de sociétés que nous avons étudiés dans notre thèse principale sur « *Les Situations Génératrices de l'Esclavage* »² et qui peuvent être considérées comme les représentants d'un grand nombre de sociétés esclavagistes :

1. Envisagé d'un point de vue *abstrait*, considéré en lui-même et non dans le sujet qui le subit, l'esclavage pose quatre autres problèmes qui — malgré leur importance — n'ont rien à voir avec l'objet de cet appendice. (Voir ces questions dans la note 1 de la page 4).

2. Voir les raisons que nous donnons de ce choix pp. 5-8.

les Hébreux, les Grecs, les Romains (pour l'Antiquité), les sociétés musulmanes (pour le Moyen-Age) et enfin les colonies européennes qui se sont formées en Amérique (pour le début des Temps-Modernes). — Mais comme l'esclavage dans la civilisation musulmane n'a jamais été sérieusement étudié, et que les questions relatives à ce régime, dispersées dans des milliers de livres arabes, n'ont jamais été systématisées ou examinées à part ni en français ni en arabe, comme, d'autre part, notre connaissance de l'Arabe nous a permis de consulter des documents de première main, nous avons cru utile de porter spécialement notre attention sur les sociétés musulmanes du Moyen-Age, en particulier, celles des premiers temps de l'Islam.

Conformément au plan ci-dessus indiqué, notre thèse se divise en quatre parties :

1. — Différence entre la femme et l'homme dans les « situations génératrices de l'esclavage ».

2. — Différence entre la femme et l'homme dans la « condition des esclaves ».

3. — Différence entre la femme et l'homme dans l'« affranchissement ».

4. — Différence entre la femme et l'homme dans la « condition des affranchis ».

PREMIÈRE PARTIE

Situations génératrices de l'esclavage

On sait que la *liberté civile* est l'état *normal* de l'homme; l'*esclavage*, ou *servitude civile*, est au contraire un état *anormal*. La *liberté* est la *règle*; l'*esclavage*, l'*exception*. Comme toute condition exceptionnelle, l'esclavage ne s'impose à l'homme que par suite de certaines circonstances déterminées que nous appelons *situations génératrices de l'esclavage*.

Ces situations se divisent en deux sortes : *situations génératrices de l'esclavage de naissance* (objet du premier chapitre), et *situations génératrices de l'esclavage postérieur à la naissance* (objet du second chapitre).

CHAPITRE PREMIER

SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE DE NAISSANCE

Dans nos *Recherches Sociologiques sur les Situations Génératrices de l'Esclavage*, nous avons été amené à ces deux résultats :

I. — La seule situation qui puisse engendrer *l'esclavage de naissance* consiste dans le fait d'être né d'une femme esclave. Autrement dit, les esclaves de naissance se recrutent exclusivement parmi les enfants de mères esclaves.

II. — Parmi ces enfants, *ceux qui proviennent des unions des maîtres avec leurs propres esclaves* ont, sous ce rapport, une situation privilégiée. Dans presque toutes les sociétés esclavagistes, et surtout dans leur période primitive, on tend à les exempter de *l'esclavage de naissance*, à les considérer comme libres; mais cette tendance ne s'est pleinement réalisée que dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age ¹.

Cette dernière conclusion appelle quelques éclaircissements que nous avons pu, sans inconvénient, négliger dans notre précédent ouvrage, mais qui offrent un intérêt capital à nos présentes études.

1. Cf. plus haut 19-39, spécial 38, 39.

En effet, la tendance à exempter de l'esclavage de naissance les enfants provenant des unions des maîtres avec leurs propres esclaves ne se manifeste guère *qu'à l'égard des enfants du sexe mâle*.

Tous les versets bibliques qui révèlent cette tendance chez les anciens juifs ne parlent que des *filis* ¹. Et les épopées d'Homère permettent d'affirmer que les grecs héroïques n'essayaient de soustraire à l'esclavage de naissance que les enfants du *sexe masculin* provenant de leurs unions avec leurs propres esclaves ².

Chez les Hébreux, cette distinction entre les deux sexes s'explique, en partie, par les faits suivants :

a) La prépondérance du sexe mâle sur le sexe féminin dans la famille hébraïque.

b) Tout porte à croire que les patriarches n'essayaient d'accorder la liberté aux enfants provenant de leurs unions avec leurs esclaves que pour en faire des héritiers, et surtout des héritiers dans les fonctions sacerdotales ³. Or — et la Bible est très explicite à ce sujet — seuls les enfants du sexe mâle pouvaient ainsi hériter de leur père ⁴.

c) Les patriarches ne se résignaient guère à partager la couche de leurs esclaves que si leurs femmes légitimes étaient stériles ⁵, afin de perpétuer leur nom. Or, seuls les fils étaient à même de répondre à cette espérance.

1. Cf. Genèse tout le chapitre XVI et XXX, 1-14. — Cf. aussi plus haut, pp. 21, 22.

2. Cf. Odyssée, 14. — Cf. aussi plus haut, p. 24; Letourneau, *l'Evolution de l'Esclavage*, etc. (Paris, Vigot, 1897), p. 334; et Wallon, *Hist. de l'Esclavage dans l'Antiquité* (Paris, 1879), t. I, p. 75.

3. Rapprocher Genèse XV, 2-4 de Genèse XVI, 1-5.

4. Voir Exode XXIX, 9; Nombres III, 2-5, 10 et surtout le chapitre IV; et Genèse XXV, 5.

5. Voir Genèse, XVI, 1-4.

Quant aux grecs héroïques, leur genre de vie, et les poèmes d'Homère eux-mêmes portent à affirmer que, dans cette distinction entre les deux sexes, ils obéissaient surtout à des préoccupations guerrières. Si leur tendance à affranchir de l'esclavage de naissance les enfants qu'ils avaient de leurs esclaves ne se manifestait qu'à l'égard du sexe mâle, c'est parce que, *seuls*, les *fil*s pouvaient bénéficier de cette réhabilitation pour rendre service à leurs pères en participant à leur principale occupation (*la guerre*), participation qui leur aurait été inaccessible s'ils étaient restés esclaves.

Sous ce rapport, les premières sociétés musulmanes du Moyen-Age ne diffèrent guère, dans la pratique, de ces deux sociétés de l'Antiquité.

Il est vrai que toutes les écoles des juristes musulmans considèrent comme libre de naissance tout enfant provenant de l'union du maître avec sa propre esclave quel que soit le sexe de cet enfant ¹. Leur doctrine, à cet égard, n'est qu'une application d'un principe fondamental de l'Islam dont nous aurons souvent à parler, savoir : *l'homme ne peut, en tout état de cause, posséder comme esclaves ses « proches parents »* (Thawi Arrahem Almahrame) (fils, fille, père, mère, frère, sœur, oncle, tante, nièce, neveu, ...etc. ²). Et ce principe est fondé, à son tour, sur le fait que les rapports (devoirs, droits, etc.) établis par les institutions domestiques des sociétés musulmanes entre cette catégorie de parents, sont absolument incompatibles avec les rapports établis entre les maîtres et les esclaves; de telle sorte qu'il est impossible qu'un homme soit à la fois « proche parent » et esclave d'un autre : les liens familiaux qui le

1. Cf. plus loin note 90, page 344.

2. Cf. plus loin note 91, page 345.

rattachent à lui le rendent inhabile à devenir son esclave ¹. — On conçoit ainsi pourquoi toutes les écoles musulmanes déclarent libre de naissance tout enfant provenant de l'union du maître avec sa propre esclave. Considérer un tel enfant comme esclave de naissance, c'est-à-dire comme propriété du maître de sa mère, ce serait admettre qu'un père puisse posséder, comme esclave, son propre enfant, et enfreindre ainsi le principe que nous venons d'énoncer.

Mais il ne faut pas perdre de vue que, d'après les mêmes législateurs, l'enfant d'une esclave ne saurait être considéré comme provenant des œuvres du maître que dans le cas où ce dernier le reconnaît comme tel ²; et c'est un des faits par lesquels se distingue, dans le droit musulman, l'union régulière : le mariage, d'avec l'union du maître avec son esclave : le concubinage (*Attaçarri*). Dans le mariage proprement dit, les enfants — comme le dit le prophète Mahomet lui-même — sont censés provenir des œuvres de l'époux : ils sont à lui sans qu'il soit besoin qu'il les reconnaisse ³. Par contre, dans le concubinage, dans l'union du maître avec son esclave, les enfants sont considérés comme étrangers au maître tant qu'il ne s'en déclare pas le père ⁴. Sans doute, le fait qu'il avait partagé la couche de son esclave lui impose l'obligation d'en reconnaître le fruit. Mais cette obligation est — de l'aveu même des juristes — purement morale. Juridiquement parlant, il est absolument libre de le reconnaître ou de le désavouer ⁵. — *Dans cette dernière hypothèse, l'enfant ne saurait avoir aucun lien de parenté juridique avec lui et, par tant, ne saurait échapper à l'esclavage de naissance* ⁶.

1. Cf. plus loin note **92**, page 345.

2. Cf. plus loin note **93**, page 345.

3. Cf. plus loin note **94**, page 345.

4. Cf. plus loin note **95**, page 345.

5. Cf. plus loin note **96**, page 345.

6. Cf. plus loin note **97**, page 345.

Or — et c'est ce point qui nous intéresse — ce pouvoir de reconnaître ou de désavouer cette catégorie d'enfants, *on en usait, dans les sociétés musulmanes, de la façon la plus défavorable au sexe féminin*. En effet, si l'on consulte les textes historiques des premiers temps de l'Islam, on est frappé de voir que tous les enfants des femmes esclaves qui, reconnus par les maîtres, échappèrent à l'esclavage de naissance, sont presque exclusivement du sexe mâle ¹. Cela n'aurait cependant rien de surprenant si l'on tenait compte des faits suivants :

a) Les premières sociétés musulmanes conservèrent une bonne partie des coutumes — et même des croyances — des sociétés arabes anté-islamiques. Or, chez ces dernières, *sous la pression de préoccupations guerrières analogues à celles que nous avons signalées à propos des grecs héroïques* ², seuls les enfants du sexe mâle provenant des unions des maîtres avec leurs esclaves peuvent aspirer à être affranchis par leur père. Sans croire à l'authenticité du fameux roman d'Antarah qui prouve ce fait de la façon la plus décisive, on ne saurait cependant sérieusement contester que ce roman emprunte son thème aux mœurs réelles des sociétés arabes anté-islamiques. D'ailleurs, ce que le roman d'Antarah révèle à cet égard se dégage assez explicitement d'une épopée authentique composée par un célèbre poète anté-islamique : *Hatem-Otta'i* ³.

b) Les arabes anté-islamiques éprouvaient une telle aversion pour le sexe féminin — aversion dont il est extrêmement malaisé de déterminer, d'une façon précise, l'origine et les causes — que certaines tribus d'entre eux

1. Cf. plus loin note 98, page 345.

2. Cf. plus haut p. 257.

3. Cf. plus loin note 99, page 345.

(Rabi'a, Kinda, Tamime) allaient jusqu'à enterrer vivantes leurs filles à leur naissance¹. Et tout porte à croire que cette espèce d'infanticide a survécu à l'avènement de l'Islam. Sans doute, dans un grand nombre de ses versets, le Coran la condamne de la façon la plus formelle². Mais la fréquence même de cette condamnation est déjà une preuve de son impuissance à déraciner, de l'esprit des arabes, cette aversion pour les filles et à supprimer cette pratique barbare : le véritable état d'une société doit se chercher bien plutôt dans l'exposé des vices que la loi prétend y détruire que dans les réformes qu'elle veut y opérer. D'ailleurs, le Coran, lui-même, parle de cet infanticide comme s'il était un fait très répandu chez les contemporains de Mahomet. « Si l'on annonce à quelqu'un d'entre eux », dit-il, « la naissance d'une fille, son visage s'obscurcit, et il devient comme suffoqué par la douleur. Déconcerté et honteux à cause de la désastreuse nouvelle, il se cache des siens et se demande s'il doit la garder (la fille) en en subissant la honte, ou plutôt l'ensevelir vivante. Que leurs préjugés sont absurdes!...³ ». — Et il est à peine besoin de remarquer que des peuples qui éprouvaient une telle aversion pour *leurs filles légitimes*, ne pouvaient — quelque grande que fût l'influence de l'Islam — s'empres- ser de reconnaître *les filles qu'ils avaient de leurs concubines esclaves*, alors que leurs institutions juridiques leur accordaient le droit de les désavouer.

1. Cf. plus loin note 100, page 346. — Cf. aussi Robertson Smith, *Kinship and Marriage in Early Arabia*, London, 1903, pp. 293, 294; Westermarck, *L'Origine et le Développement des Idées Morales*, trad. fr. de Godet, Paris, 1928, t. I, pp. 413, 414; Mercier, *La Condition de la Femme Musulmane*, etc., Alger, 1895, pp. 32, 33; Abdallah-El-Yafi, *La Condition privée de la Femme dans le droit de l'Islam*, Paris, 1926, pp. 19, 20.

2. Voir Coran XVI, 60, 61; XLIII, 15, 16; LXXXI, 8, 9; VI, 141, 152; XVII, 33; LX, 12.

3. Coran, XVI, 60, 61.

*
**

Bref, si la situation génératrice de l'esclavage de naissance (savoir : le fait d'être né d'une femme esclave) a reçu quelques restrictions, c'est presque exclusivement le sexe masculin qui en bénéficiait.

CHAPITRE II

SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE POSTÉRIEUR A LA NAISSANCE

Dans le second chapitre de nos *Recherches sociologiques sur les Situations génératrices de l'esclavage*, nous avons été conduit à ces deux conclusions :

I. — Dans tout le monde esclavagiste, considéré dans son ensemble, les principaux facteurs qui contribuent à l'alimentation de l'esclavage postérieur à la naissance peuvent se classer sous cinq rubriques, savoir : *la guerre, le rapt, l'action de la loi, la puissance paternelle*, et enfin *l'aliénation volontaire de la liberté*. Aussi les êtres qui perdent leur liberté et deviennent esclaves se recrutent parmi : *a)* les prisonniers de guerre : étrangère ou intérieure; *b)* les victimes d'un rapt; *c)* les condamnés judiciairement à l'esclavage par la loi civile (débiteurs n'acquittant pas leurs dettes), par la loi pénale (voleurs, adultères, meurtriers, etc.), par la loi militaire (insoumis), ou par la loi religieuse (sacrilèges, sorciers); *d)* les enfants vendus ou exposés par leurs parents; *e)* et enfin les hommes libres se vendant volontairement.

II. — Parmi ces cinq formes d'esclavage, seul l'asservissement consécutif à la capture dans une guerre étrangère

est pleinement sanctionné par les institutions et par les mœurs. Dans presque toutes les sociétés esclavagistes, on résiste à toutes les autres formes et on tend à les abolir; mais cette tendance n'a été entièrement et pratiquement réalisée que dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age¹.

La seconde conclusion ne nous intéresse guère ici. En effet, si l'on tend à supprimer certaines formes d'asservissement postérieur à la naissance, c'est généralement à l'égard des deux sexes indistinctement.

C'est seulement la première conclusion qui nous importe; car chacun des cinq facteurs cités dans cette conclusion n'exerce pas son action sur les hommes de la même façon que sur les femmes.

1. — C'est ainsi que, dans les périodes primitives de presque toutes les sociétés esclavagistes, la *guerre* n'apporte, pour ainsi dire, à l'esclavage que des femmes et des enfants : les captifs adultes du sexe mâle sont généralement massacrés par les vainqueurs.

« Quand tu t'approcheras d'une ville pour l'attaquer », dit le Deutéronome, en traduisant l'usage en vigueur chez les premiers juifs, « tu lui offriras la paix... Si elle ne l'accepte pas et qu'elle veuille te faire la guerre, alors tu l'assiégas. Et après que l'Eternel ton Dieu l'aura livrée entre tes mains, *tu en feras passer tous les mâles au fil de l'épée. Mais tu prendras pour toi les femmes et les enfants*² ». Et toutes les anciennes sources hébraïques portent à affirmer que cette prescription fut rigoureusement observée dans la première période du Peuple d'Israël³.

1. Cf. plus haut, 40-137, spécial 136, 137.

2. Deutéronome XX, 10-15.

3. Voir, par exemple, Nombres XXXI, 1-10.

De même, les premiers grecs ne laissaient guère la vie qu'aux prisonnières et aux prisonniers non-adultes pour en faire leurs esclaves. « Rappelle-toi les calamités », dit la femme de Méléagre en suppliant son mari d'aller repousser les Kourètes qui déjà escaladent les tours de la ville, « rappelle-toi les calamités qui accablent les habitants d'une ville prise d'assaut : *les hommes tués..., les enfants et les jeunes filles emmenés* ¹. ». « Cette ville », disait à son tour Andromaque en décrivant à son fils le sort qui — après la mort d'Hector — attendait les habitants de Troie vaincus par les héros grecs de l'Iliade, « cette ville sera renversée de son faite, puisque son défenseur a péri... et ses *femmes fidèles et ses petits enfants* seront enlevés sur les nefs creuses, et moi avec elles, et toi, mon enfant, tu me suivras, et tu subiras de honteux travaux te fatiguant pour un maître féroce ² ».

De même dans la Rome primitive, c'était une loi consacrée par l'usage que d'égorger les prisonniers adultes emmenés dans le camp après la victoire; parfois même les soldats s'amusaient à les obliger de s'entr'égorger ³. Après la défaite des Samnites, 4.000 prisonniers amenés au Champ de Mars et enfermés dans la Villa Publica y furent entièrement égorgés par des soldats envoyés exprès pour cette exécution ⁴. Seuls les enfants et les femmes pouvaient être épargnés et réduits en esclavage.

Et ce qui est dit des premiers hébreux, des grecs héroïques, et des anciens romains, se rencontre aux premiers temps de presque toutes les sociétés esclavagistes de l'Antiquité.

1. Iliade IX, cf. Letourneau, 333, 334.

2. Iliade XXIV, cf. Letourneau, 334.

3. Cf. Wallon, II, 31, 32, Letourneau, 385, citant Dion Cassius XLVII, 48, livr. 8, et Tite-Live XXI, 42.

4. Cf. Letourneau, 385, 386, citant Strabon, V, chap. IV, II.

Sur ce point, les premières sociétés musulmanes du Moyen-Age ne diffèrent guère des sociétés de l'Antiquité. En effet, dans les nombreuses campagnes qu'il engagea contre les juifs et les arabes idolâtres, le prophète Mahomet ne réduisait en esclavage presque aucun captif adulte du sexe mâle (ceux-ci étaient généralement relâchés gratuitement ou à titre onéreux, ou mis à mort ¹). Par contre, presque toutes ces campagnes se terminaient par l'asservissement des femmes et des enfants capturés. Les victoires de Mahomet dans les batailles de Hawazine, de Banilmoustalik et de Kaïbar, qui ont formidablement augmenté le nombre des esclaves femmes, n'ont absolument rien ajouté à la classe des esclaves adultes du sexe mâle ². Et quand les juifs Banou-Koraïdha furent réduits à capituler devant l'armée du prophète (5 de l'hégire) et acceptèrent que leur sort soit remis à l'arbitrage de Sa'ad Ibn Moath (un des lieutenants médinois de Mahomet), c'est la mise à mort que celui-ci prononça pour tous les hommes adultes, et l'asservissement pour leurs femmes et leurs enfants : verdict qui — de l'aveu du Coran lui-même — fut rigoureusement exécuté sur-le-champ ³. — La même ligne de conduite fut adoptée par le premier calife Abou-Bakre dans les campagnes qu'après la mort de Mahomet, il eut à soutenir contre les arabes apostats (11-13 de l'Hégire) ⁴.

Cette distinction *de fait* que le prophète, ses lieutenants et ses successeurs faisaient, dans leurs guerres contre les arabes idolâtres, un grand juriste musulman du II^e siècle de l'hégire : Abou-Hanifa, essaya même de la transformer

1. Cf. plus haut 129-134.

2. Cf. plus loin note 101, page 346.

3. Cf. Coran XXXIII, 26, 27, et les commentaires d'Al'Alouci et d'Altabari sur ces versets; cf. aussi plus loin note 102, page 346.

4. Cf. plus haut p. 168 et plus loin note 103, page 346.

en *principe* et d'en faire *une loi* dans le droit islamique. Selon lui, dans toute guerre engagée par les musulmans contre des arabes idolâtres, seuls les captives et les captifs non-adultes sont susceptibles de subir l'esclavage : les prisonniers adultes du sexe masculin sont inhabiles à devenir esclaves ¹. — Et c'est aussi en se basant sur la même pratique des premières sociétés mahométanes que deux grandes écoles musulmanes : Chaféites et Hambalites, soutiennent que les captifs du sexe féminin, comme les captifs non adultes, deviennent *ipso facto* esclaves : le chef de l'armée musulmane n'a pas le droit d'en disposer autrement ². L'alternative que le Coran laisse aux musulmans de relâcher gratuitement ou à titre onéreux leurs prisonniers ³, ne concernerait, selon ces deux écoles, que les captifs adultes du sexe mâle. — Enfin, toujours sous la pression de l'usage des premiers musulmans, certains commentateurs des Hadiths (traditions orales de Mahomet) n'hésitent pas à interpréter, dans un sens utilitaire et esclavagiste, la parole du prophète défendant catégoriquement de tuer les enfants et les femmes de l'ennemi, pendant aussi bien qu'après la bataille. Cette défense — disent ces commentateurs — est, en partie, motivée par le fait que, contrairement aux hommes, les femmes et les enfants de l'ennemi sont destinés à l'esclavage au profit des musulmans et qu'en les tuant on va à l'encontre de l'intérêt de la collectivité islamique ⁴. — Et il est très significatif à cet égard de noter que le mot arabe : « *Alçab'i* » (= captifs épargnés et réduits en esclavage) ne désignait à l'origine que les femmes et les enfants : sens qu'il conserve dans pres-

1. Cf. plus loin note 104, page 347.

2. Cf. plus loin note 105, page 347.

3. Cf. Coran XLVII, 5.

4. Cf. plus loin note 106, page 347.

que tous les dictionnaires arabes et dans le langage de presque tous les juristes musulmans.

L'exposé de ces faits nous permet d'avancer cette hypothèse : Etant donné que, de l'aveu de presque tous les historiens et ethnographes, la guerre fut la source la plus ancienne de l'esclavage¹, et étant donné — nous venons de le démontrer — que, dans les premières périodes de presque toutes les sociétés esclavagistes, la guerre n'apportait, pour ainsi dire, à l'esclavage que des femmes et des enfants, on est en droit de supposer que *les premiers esclaves adultes furent du sexe féminin*, qu'en d'autres termes, *l'esclavage des femmes précéda l'esclavage des hommes*.

On objectera que la première forme d'asservissement fut celle que les conquérants imposaient aux populations conquises, et que cet asservissement frappait les hommes aussi bien que les femmes. Sans doute; mais cette forme d'asservissement, pour primitive qu'elle soit, n'a jamais eu le caractère de l'esclavage proprement dit. Les Hilotes et les Périèques n'étaient, par rapport à leurs conquérants Spartiates, que de simples populations tributaires, ou, tout au plus, de simples *serfs* attachés à la glèbe, et non point des esclaves dans la pleine acception du mot². — Les tribus latines conquises par les premiers romains avaient, vis-à-vis de ces derniers, la même condition sociale que les Hilotes et les Périèques vis-à-vis des Doriens. Corvéables à merci et attachés à la terre qu'ils cultivaient et qui les nourrissait, mais considérés toujours, par Rome, comme

1. Cf. Westermack, I, 670, citant Millar, *Origin of the Distinction of Ranks*, p. 245; Jacob, *Historical Inquiry into the Production and Consumption of the Precious Metals*, I, 136; Buckle, *Miscellaneous and Posthumous Works*, III, 413; Comte, *Cours de philosophie positive*, V, 186; Cibrario, *Della schiavitù e del servaggio*, I, 16.

2. Cf. Wallon, I, chap. III, Letourneau, 355-363.

des personnes humaines, jouissant de certains droits essentiels, ces peuples appartenait plus à la classe des *serfs* qu'à cette classe d'hommes qu'on regardait comme des *choses* et qu'on dépouillait totalement de leur personnalité humaine (les esclaves). Plus tard, la plupart des tribus latines conquises par Rome furent même assimilées aux romains et eurent, dès le règne de Servius, leur place dans une commune institution ¹. — De même l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Palestine, l'Égypte, l'Afrique du Nord, l'Espagne..., ne furent nullement considérés comme esclaves par leurs conquérants islamites du Moyen-Âge. Ils n'étaient, par rapport à ces derniers, que des simples pays tributaires envers lesquels les vainqueurs contractaient même volontiers l'obligation de les traiter en alliés, de respecter leurs croyances et leurs institutions, de mettre leur liberté civile à l'abri de toute atteinte et de les protéger militairement contre toute attaque...; obligations qui, de l'aveu de tous les historiens, furent très rigoureusement observées par les musulmans ².

Somme toute, la contribution que la guerre apportait à l'esclavage proprement dit, contribution qui est, presque unanimement, considérée comme la plus primitive dans son genre, doit se chercher, non dans les habitants des pays conquis, non dans ces populations qui, tout en assumant certaines charges envers leurs conquérants, conservaient cependant leur personnalité humaine, mais uniquement dans les *prisonniers*, dans ces êtres dont les soldats s'emparaient pendant les hostilités et qu'on emmenait en captivité dans le camp de leurs ennemis. Et comme, aux premiers temps de presque toutes les sociétés esclavagistes,

1. Cf. Wallon, II, 5, 6, et Mommsen, *Histoire romaine*, tr. de Guerle, Paris, 1882, t. I, p. 126 et suivantes.

2. Cf. plus haut 132, et les références de la note 2.

parmi les *prisonniers*, seuls, ou presque, les enfants et les femmes étaient réduits en esclavage, notre hypothèse, savoir : *les premiers esclaves adultes furent du sexe féminin, ou, l'esclavage des femmes a précédé l'esclavage des hommes*, peut aisément se soutenir.

Mais comment s'explique cette distinction entre les deux catégories de prisonniers? — Dans notre étude sur les *Situations Génératrices de l'esclavage*, au cours d'une démonstration sur un tout autre sujet, nous avons été accessoirement conduit à répondre à cette question. Voici, en substance, ce que nous y avons dit :

Dans l'esprit des sociétés esclavagistes, tout prisonnier de guerre encoure, en principe, la peine de mort. Le réduire en esclavage n'est qu'une espèce de commutation du châtiment capital; commutation qui ne peut s'accorder qu'à ceux en faveur de qui plaident certaines circonstances atténuantes. Or, c'est uniquement en faveur des femmes et des enfants, êtres faibles, inoffensifs, et qui, au surplus, ne participent pas activement à la guerre, que ces circonstances peuvent être alléguées¹.

Et il est très significatif, sous ce rapport, que les institutions musulmanes autorisent la mise à mort de toute prisonnière qui serait inculpée d'avoir activement participé à la guerre ou d'avoir émis des conseils ou des indications à l'armée de son pays².

2. — Contrairement à la guerre, *le rapt des personnes libres*, qui s'effectue souvent sous forme de piraterie ou de *razzia* et qui aboutit à l'esclavage des victimes, s'exerce aussi bien sur les hommes adultes que sur les femmes et

1. Cf. plus haut 186-190.

2. Cf. plus loin note 107, page 347.

les enfants ¹. — Tout porte cependant à croire que, chez les premiers juifs, cette source apportait à l'esclavage *plus* de femmes et d'enfants que d'hommes adultes. Il est vrai que l'Exode — qui est un des plus anciens livres de la Bible — établit des peines sévères contre le ravisseur d'un *homme* libre. « Celui — dit-il — qui dérobe un *homme* et qui l'aura vendu ou retenu entre ses mains sera puni de mort ². ». Et il est clair qu'une telle disposition atteste que le rapt des hommes adultes fut pratiqué aux temps primitifs du Peuple d'Israël. — Mais quand la Genèse cite des *cas concrets* d'enlèvement, il ne s'agit guère que de femmes et d'enfants ³.

Dans notre étude sur les *Situations Génératrices de l'esclavage*, nous croyons avoir établi que dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age la guerre fut l'*unique* source de l'esclavage postérieur à la naissance ⁴. Aussi, ni dans l'esclavage consécutif au rapt (objet de ce paragraphe), ni dans l'esclavage consécutif à l'action de la loi, à la puissance paternelle et à l'aliénation volontaire de la liberté (objet des trois paragraphes suivants), nous n'avons à parler des sociétés islamiques des Temps-Intermédiaires.

Nous avons cependant remarqué, dans la même thèse, que l'enlèvement des personnes libres en vue de les réduire en esclavage se pratiquait, sur une très vaste échelle, chez les Arabes pré-islamiques, et qu'à la veille même de l'Islam, les exemples de ce rapt esclavagiste furent assez nombreux ⁵. Nous croyons devoir ajouter ici que tous les poèmes et tous les récits anté-islamiques qui révèlent cet usage

1. Cf. pour les détails plus haut, pp. 43, 44, 65-68, 77-80, 101, 102.

2. Exode, XXI, 16.

3. Genèse XXXIV, 1-3 et 29, XXVII, 26-29, ...etc.

4. Cf. plus haut, 111-127.

5. Cf. plus haut, 113.

chez les Arabes primitifs portent à croire que *seuls* les enfants et les femmes en furent les victimes ¹.

3. — Indépendamment de la guerre et du rapt, *la pénalité juridique* apporte à l'esclavage postérieur à la naissance un contingent assez considérable. — Ceux qui sont condamnés judiciairement à l'esclavage se recrutent parmi :

a) *Les débiteurs n'acquittant pas leur dette.* — Nous nous bornons ici à remarquer que tous les débiteurs dont nous connaissons la perte de la liberté par les textes historiques, chez les Hébreux, les Grecs, les Romains... etc., sont exclusivement du sexe mâle ². Cela s'explique par le fait que, dans presque toutes les sociétés esclavagistes où cette loi fut en vigueur, seuls les *hommes* peuvent *contracter* de leur propre chef, *s'obliger* : la sujétion des femmes dans la maison de leur propre famille d'abord, et dans celle de leur époux ensuite, leur rend difficile, sinon impossible, l'accès du *contrat*, au moins dans toute sa plénitude. — « La femme » dit la loi de Manou « pendant son enfance dépend de son père; pendant sa jeunesse de son mari; son mari mort, de ses fils; s'il n'a pas de fils, de proches parents de son mari; *car une femme ne doit jamais se gouverner à sa guise* ³. ». — Et il ne faut pas solliciter beaucoup le texte de la Bible pour lui en faire dire autant de la femme juive ⁴. — De même la femme grecque et romaine. Fille, elle est soumise à son père; le père mort, à ses frères et à ses *agnats*; mariée, elle est sous la tutelle de son mari; le mari mort, elle ne retourne pas dans sa

1. Cf. plus loin notes **11** et **12**, pages 336, 337.

2. Cf. pour les détails plus haut, pp. 47-50, 68, 69, 80-84, 103, 195-202.

3. Loi de Manou, V, 147, 148, cf. Fustel de Coulanges, *La Cité Antique*, Paris, 1912, pp. 94, 95.

4. Voir plus loin p. 279.

propre famille, car elle a renoncé à elle pour toujours par le mariage sacré; la veuve reste soumise à la tutelle des *agnats* de son mari, c'est-à-dire, de ses propres fils s'il y en a, ou, à défaut de fils, des plus proches parents. Son mari a une telle autorité sur elle qu'il peut, avant de mourir, lui désigner un tuteur et même lui choisir un second mari ¹. — Il est à peine besoin de remarquer qu'avec une telle sujétion, il était presque impossible à une femme de devenir débitrice dans la pleine acception juridique du mot.

b) *Les voleurs*. — Chez les Romains ce sont les voleurs manifestes (ceux qui étaient surpris avec la chose volée avant qu'ils l'eussent portée dans le lieu où ils avaient résolu de la cacher) qui sont parfois réduits en esclavage ². Les textes juridiques ne distinguent pas entre les hommes et les femmes. Mais si l'on cherche l'origine et le but de cette peine, il apparaît qu'elle vise essentiellement le sexe mâle. En effet, cette mesure dérive — comme l'a bien dit Montesquieu — des institutions de Lycurgue qui, afin de donner aux citoyens *mâles* de l'adresse, de la ruse, de l'activité, et de les initier ainsi à l'art de la guerre, voulût qu'on exerçât les enfants au larcin et qu'on punit sévèrement ceux qui se laissaient surprendre ³.

Chez les Hébreux et plusieurs autres sociétés esclavagistes, le voleur ne perdait sa liberté que dans le cas où, condamné à une peine pécuniaire, il ne pouvait pas s'acquitter ⁴. Sur ce point, une distinction très nette s'est établie, chez les anciens Juifs, entre les femmes et les hommes. Les talmudistes soutiennent, en effet, que la femme est, en tout état de cause, exempte de cette peine; l'homme seul peut

1. Cf. Fustel de Coulanges, *op cit.*, pp. 94, 95.

2. Cf. pour les détails plus haut, 84, 203-210.

3. Cf. Montesquieu, II, Livr. XXIX, ch. XIII.

4. Cf. Exode XXII, 1-5 et plus haut, pp. 45, 46, 103, 203.

être vendu pour vol¹. — Cette distinction s'explique par ce fait que l'auteur du délit était réduit en esclavage, non parce qu'il était coupable de vol, mais uniquement parce qu'il ne pouvait pas payer l'amende dont la peine le rendait redevable envers l'Etat ou envers la personne lésée; parce qu'il était, en d'autres termes, *débiteur insolvable*. Or — nous l'avons vu — chez les Hébreux, comme dans plusieurs autres sociétés de l'Antiquité, seuls les *hommes* pouvaient être débiteurs dans la pleine acception juridique du mot.

c) *Les ravisseurs des personnes libres*. — Sous le règne de certains empereurs romains et surtout de Dioclétien, celui qui avait dérobé une personne libre et qui, par la grâce du prince, avait échappé à la peine capitale qu'en-courait alors ce crime, était réduit en esclavage². — Mais comme le rapt des personnes libres n'était guère commis à Rome que par les hommes, il devait être extrêmement rare qu'une femme fut l'objet d'une telle condamnation.

d) *Les personnes libres épousant des esclaves*. — La loi romaine punissait d'esclavage toute citoyenne libre qui épouserait un homme de condition servile³. Et il est intéressant, pour notre sujet, de remarquer que, dans la même société, l'union d'un homme libre avec une femme esclave ne porte aucun préjudice à la liberté du conjoint mâle. — Cette distinction n'a rien d'incompréhensible. Chez les Romains, comme dans presque toutes les sociétés, la mésalliance est beaucoup moins tolérable dans le cas où l'homme est inférieur à l'épouse que dans le cas contraire.

1. Sato, 23 (Gastelli, 119), cité par Zadoc Kahn, 40, et Tony André, 27.

2. Cf. plus haut, pp. 78, 85, 211.

3. Cf. plus haut, pp. 85, 86, 212.

e) *Les condamnés au dernier supplice.* — D'après la loi romaine, tout citoyen condamné judiciairement à mort devenait, *par là-même*, esclave¹. — Les textes juridiques ne paraissant établir, sous ce rapport, aucune différence entre les deux sexes.

f) *Les insoumis.* — Dans les derniers siècles de la période républicaine on punissait, à Rome, d'esclavage, les réfractaires au cens ou à l'enrôlement². — Etant donné que l'armée romaine se recrutait exclusivement parmi les citoyens mâles âgés de dix-sept ans au moins³, il va de soi que les femmes ne pouvaient jamais être l'objet d'une telle peine.

g) *Les Métèques manquant à leurs obligations.* — En vertu d'une loi particulière à l'Attique, l'étranger domicilié à Athènes (le Métèque) pouvait être judiciairement réduit en esclavage quand il manquait à l'une ou à l'autre de ces deux obligations : se choisir, parmi les citoyens, un patron, et payer une contribution annuelle à l'Etat⁴. — Pour les raisons que nous venons d'exposer à propos de l'esclavage des débiteurs⁵, cette peine ne pouvait s'appliquer et ne s'appliquait, en fait, qu'aux étrangers du sexe mâle.

h) *Les sacrilèges.* — C'est dans une ville de la Grèce ancienne : Halicarnasse, que les sacrilèges encouraient parfois la peine de l'esclavage⁶. Le texte du Décret qui établit cette peine ne nous renseigne pas sur la question de savoir

1. Cf. plus haut, 86, 87, 213, 214.

2. Cf. pour les détails plus haut, pp. 84, 85, 219-223.

3. Cf. Jouin, *Des Infractions militaires*, pp. 10, 11.

4. Cf. pour les détails plus haut, 69, 70, 214-216.

5. Cf. plus haut, pp. 271, 272.

6. Voir pour les détails plus haut, pp. 69, 223, 224.

si elle était commune aux deux sexes ou particulière au sexe masculin.

i) *Les meurtriers*. — Chez certaines tribus de l'Afrique Noire des Temps-Modernes, le meurtrier ou quelques membres de sa famille pouvaient être pénalement réduits en esclavage¹. Les récits des ethnographes, des explorateurs et des négriers, portent à croire que cette peine s'appliquait aux femmes aussi bien qu'aux hommes.

j) *Les adultères*. — C'est aussi dans l'Afrique Noire des Temps-Modernes que la violation de la foi conjugale entraînait l'asservissement du coupable². Tous les documents que nous possédons, à ce sujet, portent cependant à affirmer que c'était *uniquement aux adultères hommes* que cette disposition pénale s'appliquait dans la pratique³. L'explication de cette restriction de fait est d'autant plus malaisée que, dans la plupart des sociétés humaines, l'adultère de la femme est plus sévèrement puni — sinon juridiquement, du moins par l'opinion publique — que l'adultère de l'homme⁴. — Peut-être les Africains se basaient-ils implicitement sur cette idée — déjà exposée par Westermarck⁵ — que l'adultère homme commet un double crime : violation de la foi conjugale, et attentat à la propriété d'autrui (les femmes étant considérées, en quelque sorte, chez la plupart des peuplades sauvages, comme une propriété de leurs époux). — Mais rien n'empêche — pensons-nous — d'en dire autant quant à la femme adultère. En perpétrant cette infraction, elle se rend, elle aussi, coupable d'un double crime : elle viole la foi conjugale de sa

1. Cf. pour les détails plus haut, pp. 102, 103, 216, 217.

2. Voir plus haut, pp. 103, 104, 218.

3. Voir plus haut, pp. 103, 104.

4. Cf. Westermarck, II, 435-439.

5. Cf. Westermarck, II, 433 et suiv.

propre union, et elle dispose illégalement de sa propre personne qui est, en quelque sorte, la propriété de son époux (attentat à la propriété commis par la propriété elle-même).

k) *Les sortiers*. — Dans certaines sociétés, et en particulier dans l'Afrique Noire des Temps-Modernes, le coupable du crime de sorcellerie encourait parfois la perte de la liberté ¹. — Au rapport des ethnographes, des explorateurs, des missionnaires et des marchands européens d'esclaves, cette peine frappait les femmes aussi bien que les hommes.

4. — La guerre, le rapt, et la pénalité juridique, furent secondés dans leur œuvre asservissante par la *puissance paternelle*. En effet, chez un grand nombre de sociétés esclavagistes : Hébreux, Grecs, Romains, peuplades africaines des Temps-Modernes... etc., les chefs de famille ont le droit de vendre leurs enfants ². — Sous ce rapport, seule, ou presque seule, la loi hébraïque distingue entre les enfants du sexe mâle et les enfants du sexe féminin. En effet, tous les versets bibliques concernant la vente des enfants montrent que le père ne peut légalement exercer ce droit que sur ses *filles* mineures ³. Cette restriction de droit — qui traduit, pour ainsi dire, l'usage en vigueur — peut s'expliquer par les considérations suivantes :

a) D'une foule de versets de l'Ancien Testament, il ressort que le but essentiel du mariage hébraïque fut de procréer des enfants *du sexe mâle*. Un ménage juif sans fils était si stérile, aux yeux de la société et surtout aux yeux

1. Cf. pour le détail plus haut pp. 104, 105, 224-226.

2. Voir plus haut pp. 50-52, 70, 71, 88-92, 105, 227, 228.

3. Cf. Exode XXI, 7-12. Cf. pour les détails André Tony, 107-108; Zadoc Kahn, 40, 41 et plus haut 50-52.

des deux conjoints eux-mêmes, que, dans l'espoir de combler cette lacune, l'épouse donnait, elle-même, sa propre servante à son mari en le « suppliant d'aller vers elle ¹ ». — Il va de soi qu'une telle famille ne saurait consentir à vendre ses fils.

b) Dans la maison du maître, la condition d'une esclave juive était beaucoup plus douce que la condition d'un esclave mâle, fût-il même israélite. Tandis que ce dernier était esclave dans la pleine acception du mot, la première était, vis-à-vis de son maître, une épouse de second ordre, un membre de la famille du maître : la Bible n'autorise d'ailleurs, le père à vendre sa fille qu'aux personnes qui contracteront l'obligation de l'épouser ou de la donner comme épouse à leur fils ². — Il est clair que, dans cette condition, les pères nécessaires consentent plus facilement à vendre leurs filles qu'à vendre leurs fils.

5. Enfin la dernière source de l'esclavage postérieur à la naissance est la *vente volontaire de soi-même*. Ce n'est guère toutefois que chez les anciens hébreux que cette vente était explicitement admise par la loi et entraînait l'esclavage proprement dit du sujet ³.

Ce qui nous importe c'est surtout le fait que la tradition talmudique ne reconnaît pas à la femme le droit d'aliéner elle-même sa liberté : selon le Talmud, l'homme seul peut ainsi devenir esclave.

Dans ses études sur « *l'Esclavage selon la Bible et le Talmud* », Zadoc Kahn essaye d'expliquer cette restriction. « Le Pentateuque », dit-il, « ne reconnaît à la femme le

1. Cf. Genèse XVI, 1, 2 et surtout XXX, 1-5.

2. Voir Exode XXI, 7-12.

3. Voir pour le détail plus haut pp. 54-58, 72, 73, 95 sq, 106, 231-233.

droit d'aliéner elle-même sa liberté, car, pour elle, l'esclavage a des conséquences bien autrement graves que pour l'homme; non seulement il blesse en elle la dignité humaine, il compromet encore son honneur, et le législateur pense que, pour la femme, l'honneur doit être plus sacré que la vie. Voilà pourquoi la loi mosaïque n'admet pas que la femme puisse accepter volontairement les liens de l'esclavage, fût-ce même pour se procurer les moyens de subsistance ¹ ».

Cette explication tendancieuse et manifestement fausse mérite à peine d'être réfutée. D'abord, il est inexact que « le *Pentateuque* ne reconnaisse pas, en principe, à la femme le droit d'aliéner elle-même sa liberté ». Le Deutéronome qui — on le sait — est le plus important des livres du *Pentateuque* dit textuellement : « Si l'un de tes frères hébreux, *homme ou femme, se vend à toi*, il te servira... etc. ² ». C'est le *Talmud*, et non le *Pentateuque*, qui refuse à la femme de se vendre comme esclave. — Remarquons, en second lieu, qu'il est absolument faux d'écrire que, chez les israélites, « l'esclavage a des conséquences bien plus graves pour la femme que pour l'homme ». C'est le contraire qui est vrai. Dans la maison de son maître — nous venons de le dire — l'esclave juive était considérée comme une épouse de second ordre, comme un membre de la famille du maître, avait, en somme, un état civil : privilège dont l'esclave mâle, fût-il israélite, était totalement dépourvu. Et c'est même pour cette raison — nous l'avons vu — que la coutume et les lois du *Pentateuque* elles-mêmes accordent au père le droit de vendre comme esclaves ses filles et non ses fils ³.

1. Zadoc Kahn, 39, 40.

2. Deutéronome XV, 12.

3. Voir plus haut, pp. 276, 277.

Nous croyons que cette distinction talmudique entre les deux sexes — à supposer qu'elle traduise l'usage en vigueur chez les anciens Juifs — ne saurait avoir d'autre explication que celle-ci :

Pour qu'on puisse *se vendre*, il faut de toute évidence qu'on *se possède* entièrement. Disposer librement de sa propre personne, n'est possible que pour des sujets dont la liberté civile est complète. — Or, de la plus élémentaire observation des institutions domestiques des anciens Juifs, il ressort que la liberté civile de la femme est loin d'être complète. Sa condition est, au contraire, si voisine de l'esclavage qu'il est abusif de dire qu'elle s'appartient entièrement à elle-même. Dans sa propre famille, elle s'appartient si peu que son père peut la vendre comme il vend ses esclaves ou ses objets. Dans le foyer conjugal, sa personnalité est presque entièrement absorbée par celle de son époux, sous qui elle vit, à peu près, dans la même sujétion que chez son père. — Bref, si on lui refuse de se vendre, de son propre chef, c'est surtout — pensons-nous — parce qu'elle ne se possède pas entièrement, parce que ce n'est pas à elle seule que sa personne est censée appartenir.

*
**

Les faits exposés dans ce chapitre se résument, en ce qui concerne l'objet de nos études, en ceci :

La guerre exerce son action asservissante, aux premiers temps des principales sociétés esclavagistes, presque exclusivement sur les femmes et les enfants. Dans les périodes postérieures elle l'exerce aussi bien sur les hommes adultes;

Le rapt de l'homme libre apporte, de tout temps, à l'esclavage postérieur à la naissance des victimes de tout âge et de tout sexe; sauf chez les anciens Hébreux où il se pratique plus sur les femmes et sur les enfants que sur les hommes adultes, et les Arabes pré-islamiques, où il s'exerce exclusivement sur les femmes et les enfants;

La condamnation judiciaire à l'esclavage s'applique, pour certaines infractions, exclusivement aux hommes, pour certaines autres, exclusivement aux femmes, et pour d'autres enfin, aux deux à la fois; mais, tout compte fait, le contingent en hommes qu'elle apporte à l'esclavage est infiniment plus considérable que le contingent en femmes;

La puissance paternelle jette dans l'esclavage des enfants des deux sexes, sauf chez les Hébreux où elle limite son action aux enfants du sexe faible;

Enfin l'aliénation volontaire de la liberté, qui ne fut en pleine vigueur que chez les Hébreux, ne se pratique guère — comme tout porte à le croire — que par les hommes.

DEUXIÈME PARTIE

Condition des esclaves

Etudier la condition d'un homme appartenant à une classe *libre*, c'est préciser sa position dans la *famille* et dans la *société* ; car c'est uniquement à ces deux grandes collectivités que l'homme libre est lié, c'est d'elles seules que proviennent ses droits, et c'est uniquement envers elles que lui incombent des devoirs. — Il n'en est pas ainsi de l'*esclave*, lequel est lié, non seulement à la *famille* et à la *société*, mais aussi et surtout à un *maître*. A en croire la plupart des auteurs qui ont écrit sur l'esclavage, c'est même *exclusivement* au maître que l'esclave serait rattaché. Pour l'esclave, dit-on, il n'y a ni famille, ni société ; le maître est tout pour lui : famille, société, Dieu, arbitre du juste et de l'injuste ; il ne s'agit, en somme, que d'un simple rejeton enté sur la personne du maître. L'esclave, affirme-t-on encore, n'est qu'une chose possédée, un instrument animé, un *corps* — selon l'expression brutale des Grecs — avec ses mouvements naturels, mais sans raison propre, une existence entièrement absorbée dans une autre : le propriétaire de cette chose, le moteur de cet instrument, l'âme et la raison de ce corps, le principe de cette vie, c'est le maître. — Bien que de pareilles affirmations ne résistent guère à un examen attentif des faits ; bien que les

mêmes lois qui proclament hautement l'assimilation de l'esclave à la chose reconnaissent, au fond, sa personnalité humaine en tenant compte tour à tour de son intelligence, de sa conscience et de sa volonté; bien que l'esclavage ne puisse jamais dépouiller totalement l'homme de sa qualité de membre d'une famille et d'une société; il n'en demeure pas moins que le maître joue un rôle de premier plan dans la vie de l'esclave, et que la condition de celui-ci ne saurait s'éclaircir sans étudier, en sus des liens qu'il soutient avec la famille et la société, ceux qui le rattachent à son maître.

Aussi divisons-nous cette partie en trois chapitres : *l'esclave et le maître, l'esclave et la famille, l'esclave et la société.*

CHAPITRE PREMIER

L'ESCLAVE ET LE MAÎTRE

Les diverses questionse que pose le problème de la situation de l'esclave par rapport au maître, se réduisent, toutes, en dernière analyse, à une seule, savoir : *Dans quelle mesure l'esclave est-il la propriété de son maître ?* Et comme la *propriété* se caractérise, en principe, par la *perpétuité* et la *libre disposition*, on peut poser la même question en ces termes : *Dans quelle mesure la possession d'un esclave est-elle perpétuelle, et dans quelle mesure le maître a-t-il le droit d'en disposer librement ?*

§ 1. — PERPÉTUITÉ

En principe, la durée de l'esclavage est illimitée; le maître possède son esclave à *perpétuité*. Toutefois, presque partout, ce principe souffre certaines restrictions, plus ou moins essentielles, soit qu'elles arrêtent totalement le fonctionnement du principe, soit qu'elles en limitent seulement l'application. — Nous ne nous occupons ni d'analyser le principe même, ni d'exposer en détail toutes ses restrictions. Ce que l'objet de notre travail réclame ici, c'est uniquement d'expliquer dans quelle mesure la durée de l'esclavage des femmes diffère de la durée de l'esclavage des hommes.

Or, parmi les cinq groupes de sociétés que nous avons prises pour base de nos études, c'est seulement chez les anciens Hébreux, dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age, et chez les premiers colons français des Antilles que nous avons constaté, sous ce rapport, une distinction sérieuse entre les deux sexes.

A. *Les anciens Hébreux.* — Tous les codes de l'Ancien Testament sont d'accord sur ce point : *l'esclavage d'un Hébreu du sexe mâle est limité* ¹. Le *Livre de l'Alliance* et le *Deutéronome* en fixent le terme à la septième année ²; et le *Code Sacerdotal*, à l'arrivée de l'année du Jubilé ³. — Par contre, ils ne sont pas d'accord sur la limitation de l'esclavage d'une *femme* israélite. Tandis que le *Deutéronome* et le *Code Sacerdotal* — n'établissant, sous ce rapport, aucune distinction entre sa servitude et celle de son coreligionnaire mâle — la déclarent libre à l'expiration de six ans (*Deutéronome*) ou à l'arrivée du Jubilé (*Code Sacerdotal*) ⁴, le *Livre de l'Alliance* veut, au contraire, que son esclavage soit perpétuel. « Si tu achètes un esclave hébreu », dit-il, « il te servira six années, mais la septième il sortira libre sans rien payer... Si un homme vend sa *fille* pour être esclave, *elle ne sortira point comme sortent les esclaves* ⁵ ».

Cette distinction s'explique — pensons-nous — par le

1. Quand l'esclavage pesait sur *l'étranger* (le non-israélite) de quelque sexe qu'il fût, il demeurait perpétuel et héréditaire (cf. Lévitique XXV, 44-47).

2. Cf. Exode XXI, 2 et Deutéronome XV, 12.

3. Cf. Lévitique XXV, 40. — L'année du Jubilé revenait tous les cinquante ans. D'après le *Code Sacerdotal*, la durée de l'esclavage d'un hébreu varie donc suivant l'époque qui s'écoule entre le moment de son asservissement et l'arrivée de l'année du Jubilé.

4. Cf. Deut. XV, 12 et Lévitique XXV, 10, 39-43.

5. Exode XXI, 2, 7.

genre de vie que le *Livre de l'Alliance* assigne à chacun des deux sexes dans la maison du maître. — En effet, d'après ce livre, celui qui acquiert une femme juive (en l'achetant de son père, car ce fut, à peu près, le seul moyen d'avoir une esclave israélite) contracte, par là même, l'obligation de lui assurer une espèce d'état civil en l'épousant ou en la donnant comme épouse à son fils¹. La vente d'une israélite était donc moins un acte *d'asservissement civil* strictement parlant qu'un contrat de *mariage par achat* ; et, partant, la femme ainsi vendue devenait — dans la pensée des rédacteurs du *Livre de l'Alliance* — moins une esclave dans la pleine acception du mot qu'une épouse de second ordre. — Par contre, c'est uniquement au labeur, aux *travaux serviles* que, d'après le même livre, l'israélite du sexe mâle devait être destiné dans la maison du maître². — On conçoit donc aisément la raison pourquoi ce code hébraïque ne put assigner à l'esclavage des deux sexes une durée uniforme. En limitant l'esclavage de l'Hébreu, il veut mettre un terme à sa peine, et lui donner, au bout d'un certain temps, la possibilité de recouvrer sa vie civile ; mais il ne juge pas à propos de fixer le moment de l'émancipation de l'esclave juive là où il insiste sur la convenance qu'il y a à ce qu'elle occupe dans la maison du maître le rang d'une épouse. — Aussi, son attitude, à cet égard, qui, à première vue, paraît être préjudiciable au sexe féminin, provient, au fond, moins d'un privilège accordé à l'esclave homme que d'une sollicitude pour l'esclave femme.

Et si le *Deutéronome* et le *Code Sacerdotal* n'établissent, sous ce rapport, aucune distinction entre les deux sexes,

1. Exode XXI, 8-12.

2. Exode XXI, 2.

c'est que, dans la pensée de leurs rédacteurs, le genre de vie qu'une esclave juive doit mener dans la maison du maître est identique à celui de son coreligionnaire mâle. En effet, tandis que le *Livre de l'Alliance* veut qu'elle soit traitée en épouse et non point en esclave proprement dite, c'est, au contraire, aux travaux serviles que, pareillement à l'esclave juif du sexe mâle, le *Deutéronome* et le *Code Sacerdotal* paraissent la destiner ¹.

Etant donné que le *Livre de l'Alliance* est chronologiquement antérieur au *Deutéronome* et au *Code Sacerdotal* ², étant donné, d'autre part, que les lois que renferme chacun de ces trois codes peuvent être considérées, dans une très large mesure, comme la traduction de l'usage en vigueur à son époque ³, on peut en conjecturer qu'aux premiers temps du Peuple d'Israël, l'esclave juive occupait dans la maison du maître le rang d'une épouse, et que ce privilège lui fut ôté dans les époques postérieures.

B. *Les sociétés musulmanes du Moyen-Age.* — D'après le droit de l'Islam, l'esclavage des deux sexes, perpétuel en principe, peut cependant se transformer, au cours de la vie servile, en esclavage limité. Cette transformation se produit par suite de certains faits déterminés dont les uns sont communs aux deux sexes, et le reste, particulier au sexe féminin.

Parmi les premiers — qui intéressent peu d'ailleurs nos études — nous nous bornons à signaler :

1. — *Alkitabah* (acte oral ou écrit, par lequel le maître s'engage à émanciper son esclave, homme ou femme, à

1. Cf. Deut. XV, 12 et lire attentivement Lévitique XXV, 39-47.

2. Cf. plus haut, p. 9.

3. Cf. plus haut, p. 9, et plus loin, p. 362 fin, 363.

condition que celui-ci lui verse une somme déterminée). — Une fois ce contrat accepté par l'esclave, il lui crée une condition légale particulière. A son ancien état de dépendance absolue, succède un état intermédiaire entre l'esclavage pur et la liberté pure : il demeure *nominalement* esclave de son maître; mais, afin de pouvoir s'acquitter de sa dette et d'obtenir ainsi la liberté, les institutions musulmanes lui accordent, en fait, une liberté civile quasi-absolue et dépouillent le maître de presque tous ses droits sur lui. En outre — et c'est ce point qui nous intéresse ici — à son esclavage *perpétuel* se substitue un esclavage *limité*, un esclavage finissant, que le maître le veuille ou non, au moment où la somme convenue est versée. — Si l'esclave ne s'acquitte pas à l'échéance, ou, avant l'arrivée du terme, se déclare absolument impuissant à se procurer la rançon convenue, alors, mais alors seulement, son esclavage peut perdre son caractère limité, revêtir sa forme initiale, et redevenir ainsi perpétuel ¹.

2. — *Attadbir* (déclaration du maître que son esclave, homme ou femme, sera libre après sa mort). — Cette déclaration place automatiquement l'esclave dans une situation légale particulière : il demeure *nominalement* esclave durant la vie du maître; mais, afin de protéger sa liberté promise, les institutions musulmanes ôtent, en fait, au maître les plus essentiels de ses droits sur lui. Du reste — et c'est ce que nous voulons noter — en vertu de cette déclaration, l'esclavage *perpétuel* se transforme, *ipso facto*, en esclavage *limité* dont la durée expire à la mort du maître, que les héritiers de celui-ci le veuillent ou non,

1. Voir pour le détail : Coran IX, 60; XXIV, 33 et les commentaires d'Alalouci, t. X, pp. 107-112 et t. XVIII, 137-141, et d'Albaïdawi, pp. 198, 343. — Alboukari (Hadiths), t. II, pp. 53, 54, et plus loin note 108, page 347.

et bien plus encore, que l'esclave lui-même le veuille ou non ¹.

Indépendamment des facteurs qui exercent une action limitative aussi bien sur l'esclavage des hommes que sur l'esclavage des femmes, et dont *Alkitabah* et *Attadbir* sont les exemples les plus importants (car ils consistent en deux *pratiques* extrêmement répandues dans les sociétés musulmanes du Moyen-Age et en particulier dans leur période primitive, comme le prouve la littérature arabe de cette époque ²), une seule circonstance peut exercer la même action mais uniquement sur l'esclavage du sexe féminin. Cette circonstance qu'on désigne par le mot *Alestilade* consiste dans le fait qu'une femme esclave donne le jour à un enfant dont le maître se déclare le père. — Les institutions musulmanes établissent, en effet, que la reconnaissance de l'enfant par le maître entraîne — outre la liberté immédiate de cet enfant (voir plus haut, pp. 255, 257-259) — la *limitation de l'esclavage de sa mère, laquelle devient, à son tour, libre de droit à la mort du maître*. De son vivant, ses droits sur elle deviennent si restreints qu'il ne peut légalement l'aliéner ³.

Plusieurs auteurs attribuent ce principe à l'initiative du deuxième calife : Omar Ibnolkattab ⁴. — Telle qu'elle est, cette opinion est historiquement inexacte. En effet, c'est le prophète Mahomet lui-même, et non le calife Omar, qui, le premier, a établi cette loi. Il a expressément déclaré « qu'*Ommolwalade* (la femme esclave devenue mère d'un enfant reconnu par le maître) ne demeure esclave que pendant la vie de son maître, lequel, au surplus, ne peut

1. Cf. plus loin note 109, page 347.

2. Voir les références mentionnées dans les deux notes précédentes.

3. Cf. plus loin note 110, page 347.

4. Cf. plus loin note 111, page 348.

l'aliéner ni par vente ni par donation, et qu'à sa mort elle devient absolument libre et sans avoir rien à payer ni aux héritiers ni aux créanciers du défunt ¹ ». Et c'est aussi le prophète Mahomet lui-même qui, le premier, a appliqué cette loi et s'en est imposé l'observation dans sa vie privée. Ayant eu un enfant (Ibrahim) de sa servante Maria la Copte, il a déclaré que « l'avènement de l'enfant a limité l'esclavage de la mère ² ». — Seulement, tout porte à croire que ce précepte et cet exemple du prophète ne furent rigoureusement observés ni à son époque, ni à l'époque de son successeur immédiat : Abou-Bakr. La littérature arabe de ces deux périodes nous rapporte, en effet, plusieurs cas concrets d'infraction au principe de l'émancipation d'*Ommolwalade* à la mort de son maître; on nous cite un grand nombre de femmes esclaves appartenant à cette catégorie qui ont été vendues par les héritiers pour acquitter la dette du maître défunt; on nous rapporte, même, que certains grands jurisconsultes de cette époque sont allés jusqu'à affirmer la légitimité de ces actes ³. — Et c'est au second calife Omar Ibnolkattab que revient le mérite d'avoir pris les mesures les plus énergiques pour mettre un terme à ces dérogations. Il déclara formellement nulle et non avenue la vente d'*Ommolwalade*, fit de son émancipation à la mort du maître une des lois les plus fondamentales de l'Islam, ordonna à ses fonctionnaires dans tout le monde musulman de veiller à ce qu'elle fût rigoureusement observée, et réussit à rallier à son opinion tous les juristes musulmans d'alors et à renforcer ainsi cette institution par une espèce de *consensus omnium* ⁴ (*Igma'h*). — De-

1. Cf. plus loin note 112, p. 348.

2. Cf. plus loin note 113, p. 348.

3. Cf. plus loin note 114, p. 348.

4. Cf. plus loin note 115, p. 348.

puis, la limitation de l'esclavage d'*Ommolwalade* et son droit à la liberté après la mort du maître n'ont jamais été mis en question; aucune divergence de vue ne s'est produite sur ce point entre les juristes postérieurs (Abou-Hanifa, Malik, Alchafé'i, Ibnohambal et leurs disciples); et il semble que, dès l'époque d'Omar, la pratique des sociétés musulmanes s'est rigoureusement conformée à ce principe¹. — Ce qu'on peut légitimement attribuer à l'initiative d'Omar, ce n'est donc point d'avoir *créé* cette institution, mais seulement de l'avoir *renforcée*.

Particulière aux sociétés musulmanes, la limitation de la durée de l'esclavage d'*Ommolwalade* s'explique, pensons-nous, par le principe islamique auquel nous avons déjà fait allusion, savoir : *l'homme ne peut, en tout état de cause, posséder comme esclaves ses proches parents*² ». — Comme *Ommolwalade* ne soutient aucun lien de parenté avec le maître lui-même, comme elle n'est pour lui qu'une simple concubine, la continuation de son esclavage pendant la vie du maître ne porte aucune atteinte à ce principe. Mais comme elle est *la mère d'un héritier du maître* on ne saurait admettre que son esclavage soit perpétuel sans admettre, en principe, qu'elle puisse devenir la propriété de son propre enfant : phénomène qui constituerait une infraction flagrante au principe fondamental que nous venons d'énoncer, et qui, au surplus, répugnait tellement à la conscience collective des premières sociétés musulmanes que le prophète Mahomet en a fait le signe précurseur de la fin du monde³.

1. Cf. plus loin note 110, p. 347.

2. Voir plus haut, p. 257, 258.

3. Cf. plus loin note 116, page 348.

C. *Les colons des Antilles françaises.* — Dans toutes les colonies européennes qui se formèrent en Amérique au début des Temps-Modernes et dont l'exploitation fut assurée par les travaux serviles des nègres africains, l'esclavage des deux sexes fut, en principe, *perpétuel*. — Toutefois, aux colonies françaises la pratique vint de bonne heure restreindre ce principe au bénéfice de certaines catégories d'esclaves. En effet, en vertu d'un usage adopté par les colons français des Antilles dans la période antérieure au Code Noir (le Code Noir ne fut promulgué qu'en 1685, alors que l'esclavage des nègres fut en vigueur dans ces colonies dès le début du xvii^e siècle), les enfants qui provenaient de l'union d'un blanc libre avec une négresse esclave et qui naissaient dans la condition de leur mère *ne demeuraient cependant esclaves que pendant un laps de temps déterminé*. — Ce qu'il nous importe de souligner c'est surtout le fait que *ce laps variait suivant le sexe de l'enfant dont il s'agit. Il fut, en effet, de vingt ans pour les garçons et de quinze seulement pour les filles*.

« Les documents que nous avons consultés », dit Peytraud, « nous apprennent qu'à la Martinique l'usage est que les mulâtres deviennent libres à vingt ans et les mulâtresses à quinze ¹ ». Cette coutume semble même avoir été sanctionnée par une ordonnance. « A cette ordonnance », dit le même auteur, « il est fait allusion dans un extrait du registre du greffe civil de la Martinique : le juge royal ordonne qu'une mulâtresse comprise dans une saisie joui-

1. Peytraud, *L'Esclavage aux Antilles françaises*, page 402. L'auteur fait allusion, dans le texte que nous venons de citer, aux documents des Archives coloniales dont il a déjà fait usage dans les pages 152 et suivantes. — Par mulâtres et mulâtresses, on entendait dans les colonies les enfants provenant de l'union d'un colon libre avec une esclave noire, laquelle était souvent sa propre négresse.

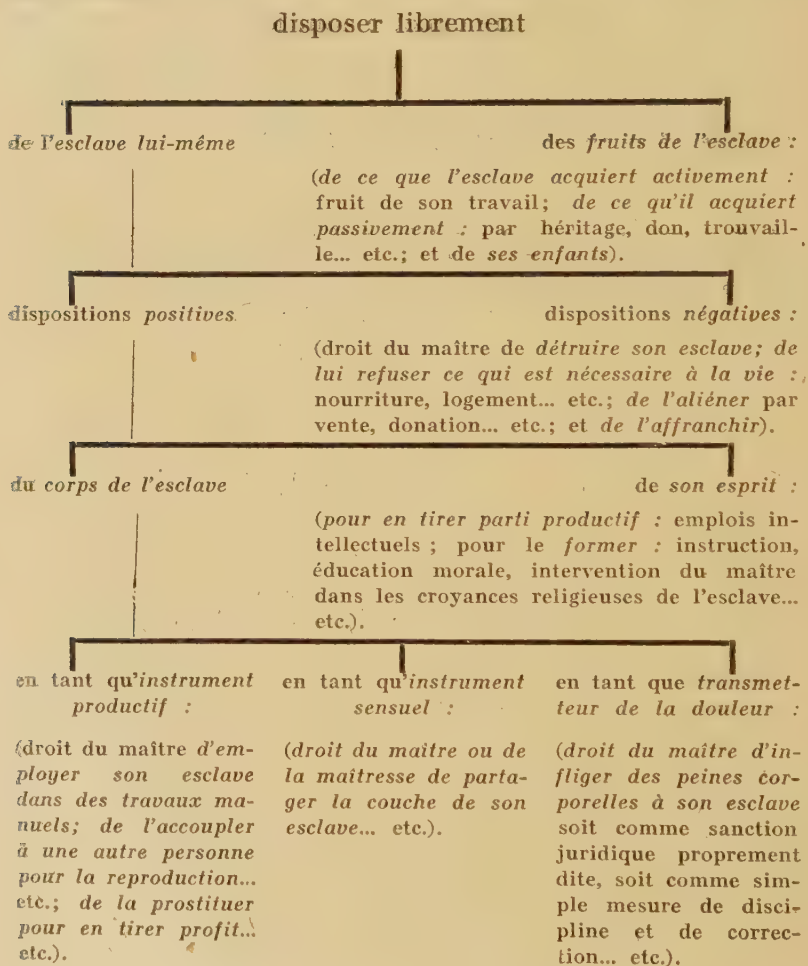
ra du bénéfice de l'ordonnance qui déclare les mulâtresses libres à quinze ans, qu'elle se pourvoira par le mariage ou se mettra au service ¹ ».

Cette variation de la durée de l'esclavage suivant le sexe des enfants en question, les colons français des Antilles paraissent l'avoir, à peu près, calquée sur la différence que la loi française établit entre l'âge légal de puberté pour les garçons et l'âge légal de puberté pour les filles. On voulait, en somme, émanciper les mulâtres et les mulâtresses à l'âge auquel la loi donne à leurs semblables d'origine libre le droit de se faire un foyer indépendant.

1. Peytraud, *op. cit.*, 402 citant les Archives coloniales, série F. 248, p. 977. — Cf. aussi Du Tertre, *Histoire générale des Antilles*, II, 512, et plus haut pp. 26-31.

§ 2. — LIBRE DISPOSITION

Le tableau suivant donne un aperçu de ce que renferme, en principe, le droit du maître de *disposer librement de son esclave* :



De ce tableau, il ressort que les principales questions que pose le problème de la propriété de l'esclave envisagée au point de vue de *la libre disposition* sont les suivantes :

1. — Droit du maître *sur ce que l'esclave acquiert activement* : fruits de son travail;

2. — Droit du maître *sur ce que l'esclave acquiert passivement* : par héritage, don, trouvaille, etc.;

3. — Droit du maître *sur la progéniture de son esclave*;

4. — Droit du maître *de détruire son esclave* : droit de vie et de mort;

5. — *Entretien de l'esclave et droit du maître* : nourriture de l'esclave, son logement, son habillement; son traitement pendant sa maladie, sa vieillesse, etc., etc.;

6. — Droit du maître *d'aliéner son esclave* : par vente, donation, testament, etc.;

7. — Droit du maître *d'affranchir son esclave*;

8. — Droit du maître *d'employer son esclave dans des travaux intellectuels ou de direction*;

9. — Droit du maître *de former intellectuellement, moralement et religieusement son esclave*;

10. — Droit du maître *d'employer son esclave dans des travaux manuels*;

11. — Droit du maître *d'accoupler son esclave à une autre personne sous forme de mariage ou de concubinage en vue de la reproduction*, etc.;

12. — Droit du maître *de prostituer son esclave*;

13. — Droit du maître *de partager lui-même la couche de son esclave sous forme de mariage ou de concubinage*;

14. — Droit du maître *d'infliger des peines à son esclave soit comme sanction juridique proprement dite, soit comme simple mesure de discipline et de correction.*

Comme elle fut restreinte quant à la *perpétuité*, la propriété de l'esclave le fut aussi quant à la *libre disposition*. En effet, parmi ces quatorze droits que renferme la libre disposition, on n'en trouve presque aucun qui soit accordé au maître d'une façon absolue. Plusieurs d'entre eux lui sont même totalement ôtés dans la plupart des sociétés esclavagistes : tel est notamment le droit de détruire directement (n° 4) ou indirectement (n° 5) son esclave. — Nous ne nous occupons ni d'analyser ces multiples droits ni d'exposer en détail les restrictions qu'ils peuvent souffrir. Ce que l'objet de notre travail réclame ici, c'est uniquement de montrer en quoi le droit du maître de disposer de son esclave mâle diffère de son droit de disposer de son esclave femme. Or, cette différence, qui est nulle ou insignifiante dans les sujets classés aux numéros 1, 2, 4, 5, 7, 9, 14, est, en revanche, très accentuée dans le reste des questions : savoir : *droit du maître sur la progéniture de son esclave*; *droit du maître d'aliéner son esclave*; *droit du maître de partager lui-même la couche de son esclave*, etc.; *droit du maître d'accoupler son esclave à une autre personne*, etc.; *droit du maître de prostituer son esclave*, etc.; *et enfin emplois intellectuels et manuels des esclaves.*

C'est donc uniquement de ces dernières questions, envisagées au point de vue indiqué, que nous allons nous occuper dans cette section.

I. — *Droit du maître sur la progéniture de son esclave.* —

Le tableau suivant donne un aperçu de la condition de différentes espèces d'enfants ayant un lien de filiation avec des esclaves :

(ENFANTS PROVENANT DE L'UNION)	(LEUR CONDITION)
a) d'une femme esclave avec son propre maître	propriété du maître, sauf dans les sociétés musulmanes où ils naissent libres ¹ .
b) d'une femme esclave avec un homme libre autre que son propre maître	propriété du maître.
c) d'un homme esclave avec une femme libre	libres, n'appartiennent à personne.
d) de deux esclaves	propriété exclusive du maître de la femme.

De ce tableau, il ressort que : *les œuvres de l'esclave mâle dans la reproduction ne donnent à son maître aucun droit sur la progéniture.* Ou bien encore : *Parmi les fruits naturels de ses esclaves, une seule catégorie peut appartenir au maître, savoir : les enfants qui proviennent de ses esclaves du sexe féminin.*

Ce principe — *sur lequel toutes les institutions sont d'accord* — peut s'expliquer par les considérations suivantes :

1. — La propriété des esclaves fut implicitement assimilée, sous ce rapport, à la propriété des bêtes. Or, on sait

1. Voir plus haut, pp. 255, 257-259.

qu'en vertu du fameux principe : *Partus sequitur ventrem*, les œuvres de la bête mâle dans la reproduction ne sauraient créer à son maître aucun droit sur la progéniture.

2. — Dans presque toutes les sociétés esclavagistes, seul le mariage contracté entre deux personnes de condition libre est pleinement sanctionné par la loi. L'union des esclaves entre eux et celle des esclaves avec des personnes libres est, au contraire, une simple espèce de concubinage, de *cohabitation* (*contubernium*), selon l'expression romaine, dont certaines formes sont simplement *tolérées*, et d'autres interdites ¹. *L'enfant dont l'un des parents est esclave ne peut donc jamais provenir d'un mariage pleinement légitime.*

Or, on sait que, non seulement dans les sociétés esclavagistes, mais dans toutes les sociétés humaines, l'enfant né hors du mariage légitime ne saurait concerner que la mère, ne saurait avoir de parenté paternelle proprement dite. — *L'enfant dont l'un des parents est esclave ne peut donc avoir un père socialement parlant; il ne peut se rattacher qu'à sa mère.*

Et comme le propriétaire ne saurait avoir de droit que sur ce qui se rattache à sa propriété, on conçoit aisément que *les sociétés esclavagistes ne peuvent accorder de droit au maître de l'esclave mâle sur l'enfant qui en provient là où elles considèrent cet enfant comme absolument étranger à l'auteur mâle de ses jours.*

II. — *Droit du maître d'aliéner son esclave.* — C'est surtout chez les anciens hébreux et dans les sociétés musul-

1. Cf. plus loin, pp. 301, 302, 306 fin, 307, 308, 309-312.

manes du Moyen-Age que nous avons constaté, sous ce rapport, une distinction entre les deux sexes.

A. *Les anciens hébreux.* — Tandis que le droit du maître d'aliéner son esclave mâle ne souffre presque aucune restriction, par contre, son droit d'aliéner son esclave femme lui est totalement ôté dans deux circonstances assez voisines, dont l'une est décrite dans l'Exode, et l'autre, dans le Deutéronome.

« Si un homme (israélite) vend sa fille pour être esclave », dit l'Exode, « elle ne sortira point comme sortent les esclaves. *Si elle déplaît à son maître qui s'était proposé de la prendre pour femme... il n'aura pas le pouvoir de la vendre à des étrangers, après lui avoir été infidèle*¹ ».

« Lorsque tu iras à la guerre », dit, à son tour, le Deutéronome, « contre tes ennemis (les non-israélites), si l'Eternel les livre entre tes mains, et que tu leur fasses des prisonniers, peut-être verras-tu parmi les captives une femme belle de figure, et auras-tu le désir de la prendre pour femme. Alors tu l'amèneras dans l'intérieur de ta maison... *Si elle cesse de te plaire... tu ne pourras pas la vendre pour de l'argent... parce que tu l'auras humiliée*² ».

Cela s'explique par le fait qu'en élevant son esclave (juive ou étrangère) au rang d'une épouse, le maître la place, par là même, dans une catégorie qu'il n'a pas, en tout état de cause, le droit de vendre (contrairement aux Romains, les Hébreux n'eurent pas, en effet, le pouvoir de vendre leurs femmes) : le législateur considère, en somme, le geste de l'avoir choisie pour femme, comme une renon-

1. Exode XXI, 7-9.

2. Deutéronome XXI, 10-15.

ciation implicite, mais inconditionnée, à son droit de l'aliéner.

B. *Les sociétés musulmanes du Moyen-Age.* — D'après les institutions islamiques, tout esclave mâle peut être aliéné par son maître, sauf, toutefois, ceux à l'égard de qui le maître a, *volontairement*, contracté certaines obligations incompatibles avec ce droit dans des actes solennels comme *Alkitabah et Attadbir* ¹; et même certaines écoles de juristes musulmans ne refusent pas au maître le droit d'aliéner cette dernière catégorie d'esclaves ². — Par contre, le maître musulman se voit dépouillé, *malgré lui*, du droit d'aliéner une catégorie de ses esclaves femmes, savoir : celles qui sont devenues mères de ses œuvres et dont les enfants sont reconnus par lui ³.

A la lumière de ce que nous avons dit dans la section précédente (perpétuité) sur cette catégorie de femmes esclaves ⁴, on conçoit sans peine le fondement de cette mesure. Nous avons établi, en effet, que cette catégorie de femmes esclaves ne demeure telle que pendant la vie du maître, et qu'à sa mort, elles deviennent libres de droit. Or, le législateur estime, à juste titre, que leur droit à la liberté serait purement illusoire si l'on permettait au maître de les aliéner pendant leur esclavage. — Remarquons, du reste, que l'aliénation, avec toutes les conséquences qu'elle comporte juridiquement ne saurait s'exercer que sur les choses dont on est pleinement propriétaire. Or, avec la limitation de la durée de l'esclavage de ces femmes, le

1. Voir plus haut, pp. 287, 288, 289.

2. Cf. plus loin note 117, page 348.

3. Cf. plus loin note 110, page 347.

4. Voir plus haut, pp. 289-291.

maître ne saurait prétendre en être vraiment propriétaire : on est, au fond, en présence d'un simple usufruitier, et non point d'un propriétaire proprement dit.

III. — *Droit du maître de partager la couche de son esclave sous forme de mariage ou de concubinage.* — Toutes les institutions esclavagistes sont d'accord sur ce principe : *le mariage proprement dit ne peut avoir lieu entre le maître et sa propre esclave.* — Cela s'explique par le fait que les liens juridiques et moraux (droits, devoirs, etc.) que crée le contrat de mariage entre l'homme et son épouse sont absolument incompatibles avec les liens qui le rattachent à son esclave, de telle sorte qu'il est juridiquement et socialement inconcevable qu'une femme soit à la fois l'épouse et l'esclave d'un homme. — Aussi, contre l'inconséquence du maître qui, en passant un contrat de mariage avec sa propre esclave, essaye de la placer vis-à-vis de lui dans cette double condition, les institutions esclavagistes réagissent en la dépouillant de l'un ou de l'autre de ces deux caractères contradictoires. Quelques-unes d'entre ces institutions, considérant purement et simplement ce contrat comme nul et non avenu, refusent à l'esclave le caractère d'épouse¹; d'autres, voyant dans l'initiative du maître un acte d'affranchissement implicite, ôtent, au contraire, à l'épouse son caractère d'esclave².

Par contre, l'union du maître avec son esclave *sous forme de concubinage* fut pratiquée sur une très vaste échelle dans toutes les sociétés esclavagistes et explicitement autorisée par la plupart de leurs institutions. — Chez

1. C'est notamment le point de vue des institutions musulmanes. Cf. plus loin note 118, page 349.

2. C'est notamment le point de vue du Code Noir français, voir art. 9.

les anciens hébreux, cette union est autorisée sans presque aucune condition — sauf certaines formalités d'ordre religieux dans le cas où l'esclave est non-israélite ¹ —; toutefois, elle impose automatiquement au maître certaines obligations et peut avoir certains effets légaux ². — Chez les Grecs et les Romains (surtout dans leur période antéchrétienne), elle n'est soumise à aucune condition, n'impose au maître aucune obligation nouvelle, et ne peut avoir aucun effet légal ³. — Dans le monde musulman du Moyen-Age, elle est autorisée en principe par le Coran et par les actes du prophète Mahomet ⁴, mais elle ne peut cependant être pleinement licite que sous une foule de conditions qui la rapprochent étroitement du mariage proprement dit ⁵; du reste, elle impose au maître un grand nombre d'obligations nouvelles et peut avoir plusieurs effets légaux et sur la condition de l'esclave elle-même et sur la condition de sa progéniture ⁶. — Enfin, dans les colonies européennes d'Amérique, on s'appliqua, non à condamner cette union elle-même, mais uniquement à remédier, dans la mesure du possible, au mélange du sang (les esclaves femmes se recrutant parmi des négresses africaines, et leurs maîtres, parmi des blancs européens). C'est ainsi que le Code Noir français ne condamne le maître concubinaire que dans le cas où il aurait engendré des

1. Deutéronome XXI, 12, 13.

2. Cf. Deut. XXI, 10-15; Exode XXI, 7-12; et plus haut pp. 256, 257, 299.

3. Cf. pour le détail, Wallon, *Histoire de l'Esclavage dans l'Antiquité*, t. I, 288-290 (Grecs), t. II, 180, 181 et t. III, 53, 54, 390-392; Pilati de Tassula, *Traité des Lois civiles*, La Haye, 1774, t. II, 18, cité par Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, t. II, p. 76, et note 256 (Romains).

4. Voir Coran IV, 3, 28; XXIII, 5, 6; XXX, 49, 52; LXX, 30.

5. Cf. plus loin note 119, page 349.

6. Cf. plus haut pp. 257-259, 289-292, 300, 301.

enfants mulâtres¹. — Bref, aucun régime esclavagiste n'est allé jusqu'à ôter purement et simplement au maître le droit de disposer ainsi de son esclave femme. Comme nous le verrons plus loin, c'est même à cet usage que les esclaves du sexe féminin furent principalement destinées dans tout le monde esclavagiste : enrichir le harem de leur maître, satisfaire extra-conjugalement sa volupté, tel fut, en somme, leur emploi essentiel, et, si j'ose m'exprimer ainsi, leur principale raison d'être². Dans la pensée des sociétés esclavagistes, cet emploi faisait partie intégrante du *concept même* de l'esclavage du sexe féminin : à tel point que « concubine » est devenu le synonyme de « femme esclave ». — Essayer d'ôter au maître ce droit, ce serait donc essayer de lui faire concevoir qu'une femme peut être à la fois esclave et non-esclave; ce serait lui ôter tout ce qu'il y a, à ses yeux, de plus élémentaire dans son droit de propriétaire; ce serait lutter contre une pratique qui semble tenir aux entrailles mêmes de la collectivité et être contemporaine de l'enfance des peuples esclavagistes; ce serait dépouiller les femmes esclaves elles-mêmes de leur emploi essentiel, de la principale raison, pour elles, d'être esclaves; en un mot, ce serait supprimer l'esclavage des femmes lui-même.

En quoi l'esclavage des hommes différerait-il sous ce rapport, de l'esclavage des femmes?

1. Il ordonne, en effet, que dans ce cas, le maître « soit condamné à une amende de 2.000 livres de sucre », qu'« il soit privé de l'esclave et des enfants et qu'elle et eux soient adjugés à l'hôpital sans jamais pouvoir être affranchis » (art. 9) : mesure qui fut, d'ailleurs, — et cela se conçoit sans peine — absolument impuissante à atteindre la fin qu'elle visait (éviter le mélange du sang), puisque les diverses statistiques des Antilles françaises nous révèlent, dans toutes les périodes, un grand nombre de mulâtres et de mulâtresses provenant du concubinage des maîtres avec leurs négresses esclaves. Cf. Peytraud, *L'Esclavage aux Antilles françaises*, livre I, chap. IV, § 5 et livre II, ch. III.

2. Voir plus loin : Emploi des esclaves, pp. 318-320.

Nous ne nous arrêterons pas beaucoup aux abominations sodomiques dont furent l'objet certaines classes d'esclaves mâles.

Certes, dans presque toutes les sociétés esclavagistes, certains maîtres homosexuels trouvaient dans leurs esclaves du sexe mâle de quoi satisfaire leur désir contre nature. — En Chine, nombreux furent les petits garçons vendus par leurs parents, dès l'âge de quatre ans, à des maîtres invertis pour des usages de pédérastie ¹. Le docteur Matignon nous parle même d'individus de cette espèce destinés à l'usage personnel de l'Empereur ². — A la fin du ^{vi}^e siècle de Rome, bien des Romains pédérastes, nous dit Polybe, payaient un talent pour posséder un bel et jeune esclave ³. Sous l'Empire, « il était d'usage, dans les familles patriciennes, de donner au jeune homme pubère un esclave de même âge comme compagnon de lit, afin qu'il pût satisfaire... ses premiers élans génésiques⁴ ». Dans plusieurs palais urbains (*familia urbana*), se trouvait « cette troupe choisie de jeunes esclaves, beaux de leur âge et de cet éclat où l'art se joint à la nature, couverts jusqu'aux épaules de boucles de leurs cheveux ⁵ » : classe dont l'emploi réel fut très obscur. Rome avait bien une vieille loi, de date inconnue, la *Lex Scantinia* (ou *Scatinia*) qui frappait les pédérastes actifs d'une amende; mais elle réservait exclusivement cette peine — ce qui est bien significatif sous ce rapport — à ceux qui entretenaient ce commerce

1. Cf. Westermarck, *op. cit.* II, p. 446 et les réf. de sa note 5.

2. Matignon, dans *Archives d'Antrop. criminelle*, XIV, 42, 43, 52. cité par Westermarck, *op. cit.* II, 460.

3. Polybe, *Historiæ*, XXXII, XI, 5, cité par Westermarck, *op. cit.* II, 446.

4. Cf. Westermarck, *op. cit.* II, p. 447 et les références mentionnées dans sa note 1.

5. Wallon, *op. cit.* II, chap. III, § 6.

avec des personnes libres ¹. Quand le christianisme devint la religion de l'Empire, il entreprit une véritable croisade contre l'homosexualité en général. Constance et Constant en firent un crime capital, passible de l'épée ². Valentinien, allant plus loin, voulut que les coupables fussent brûlés devant le peuple ³. Justinien, épouvanté par des famines, des tremblements de terre, des épidémies, renouvela l'édit qui condamnait les homosexuels à la mort par l'épée ⁴. Mais la fréquence, comme la rigueur de ces mesures, est déjà une preuve de leur impuissance à tarir le vice qu'elles condamnaient. — En Grèce, la pédérastie était blâmée, quoique généralement sans grande sévérité; et dans certains Etats interdite par la loi. Aux termes d'une loi athénienne, certains pédérastes passifs perdaient, par mesure de sanction, leur droit de citoyens libres et devenaient ainsi esclaves ⁵. Mais cette loi elle-même laisse à entendre que cela fut le propre de la classe servile, que c'est l'esclave, et non pas le citoyen libre, qui peut être l'objet d'une telle abomination. — Dans les premières sociétés musulmanes, où les vieilles mœurs arabes étaient encore pures et à l'abri de tout contact étranger, rien ne nous révèle une pratique de cette nature. Le Coran se contente de reproduire, à titre purement historique, le récit de la Bible relatif à la destruction de la ville de Sodome : manifestation de l'indignation de Dieu contre la pratique homosexuelle dont cette ville fut le théâtre ⁶. Mais, con-

1. Cf. Westermarck, *op. cit.* II, 463 et les références de sa note 6.

2. *Codex Theodosianus*, IX, 7, 8. *Codex Justinianus*, IX, 9, 30, cité par Westermarck II, 463.

3. *Codex Theodosianus* IX, 7, 3, cité par Westermarck II, 463.

4. *Novellæ*, 77 (voir aussi 141 et *Institutiones*, IV, 18, 4), cité par Westermarck II, 464.

5. Eschine, *Contra Timarchum*, 21 — cité par West. II, 461.

6. Cf. Coran XI, 73, 79-85; XV, 58-75; XXI, 74; XXVI, 160-175; XXIX, 27-35... etc.

trairement à la Bible ¹, il n'a cru devoir établir expressément aucune sanction contre le délit contre nature. Que cela prouve l'inexistence de ces abominations chez les arabes de son époque, on le conçoit sans peine. Ce n'est qu'à partir de la *période Abbasside*, où les mœurs persanes envahirent l'Arabie, que les juristes musulmans s'appliquaient à établir des peines contre ce crime qu'ils assimilaient à la fornication et à l'adultère; et ce n'est aussi qu'à partir de cette époque qu'on nous parle d'homosexualité exercée par des invertis congénitaux sur leurs jeunes esclaves. On nous rapporte même qu'Alamine (fils du calife Haroun' Orrachid, et héritier de la couronne), entretenait, lui-même, une troupe de beaux et jeunes esclaves efféminés, pour orner, de leur présence, son palais, et surtout pour assouvir ses goûts dépravés ².

Mais il n'en reste pas moins que, contrairement à l'union du maître avec son esclave femme, il ne s'agit ici que de simples infractions aux mœurs collectives et aux lois en vigueur, ou, tout au moins, de pratiques purement individuelles, de simples cas isolés qui n'ont jamais été érigés en institution sociale, mais qui suffisent cependant pour montrer jusqu'à où l'esclavage peut pousser la dégradation de l'homme.

Plus intéressante, pour l'objet de nos études, que cette pratique contre nature, est la question de savoir si, au cas où *l'esclave mâle* est la propriété d'une *maîtresse*, celle-ci peut partager sa couche et avoir ainsi sur lui le même droit dont dispose le *maître* sur son *esclave femme*.

Or toutes les institutions esclavagistes refusent formellement à la maîtresse le pouvoir de s'unir à son esclave

1. Cf. Lévitique XVIII, 22 à la fin du chapitre; XX, 13.

2. Cf. plus loin note 120, page 349.

soit sous forme de mariage, soit sous forme de concubinage. La plupart de ces institutions frappent même de peines sévères toute union de cette nature. — Vers le commencement de l'Empire romain, le sénatus-consulte Claudien infligea à la maîtresse la peine de l'esclavage¹. Constantin en fit même un crime capital entraînant la mort pour la maîtresse et le feu pour l'esclave². — Chez les Wisigothes, la femme libre qui s'unit à son esclave ou même à son affranchi, est condamnée à être brûlée vive avec lui³. — Et, après avoir annulé l'union d'une femme libre qui vivait en concubinage avec son esclave, le second calife Omar a cru devoir joindre à cette sanction d'ordre civil, une sanction pénale proprement dite en condamnant la maîtresse à ne jamais pouvoir se marier avec un homme libre⁴.

Que le *mariage* proprement dit soit prohibé entre la maîtresse et son esclave mâle, cela s'explique, *mutatis mutandis*, par les considérations que nous avons déjà invoquées pour expliquer la prohibition du mariage entre le maître et sa propre esclave⁵ : les liens juridiques et moraux que créent le contrat de mariage entre la femme et son époux sont absolument incompatibles avec les liens qui la rattachent à son esclave, de telle sorte qu'il est juridiquement et socialement inconcevable qu'un homme soit à la fois l'époux et l'esclave d'une femme. Seulement, la réaction de la société au cas où le maître entretient commerce avec sa propre esclave sous forme de mariage, n'est pas, et ne peut pas être, la même que dans le cas où cela se produit

1. Cf. Wallon, *op. cit.* II, 30 et III, 390.

2. E. 1 (326) C. Th., IX, ix, *De mulier. quæ se servis propriis*. Cf. Wallon III, 390.

3. Cf. plus haut p. 216, note 3.

4. Cf. plus loin note 19, page 338.

5. Voir plus haut p. 301.

entre la maîtresse et son esclave. Dans le premier cas, c'est seulement la forme du mariage sous laquelle ce commerce se fait qui est illégale, le commerce lui-même est licite, car le maître possède, après tout, le droit d'user ainsi de son esclave femme; et c'est pour cela que les sociétés esclavagistes se contentent souvent, comme nous l'avons vu, d'annuler le contrat du mariage sans punir ni le maître ni l'esclave ¹. Par contre, dans le second cas, ce n'est pas seulement le contrat du mariage qui est illégal, le commerce lui-même qui s'ensuit est illicite; et c'est pour cela que la plupart des institutions esclavagistes ne se bornent pas à annuler le mariage, mais s'appliquent aussi à punir la maîtresse et l'esclave qui, par leur commerce illicite, se rendent coupables d'adultère, ou, tout au moins, de fornication.

Que le *concubinage* entre la maîtresse et son esclave soit prohibé et puni, cela n'a rien, non plus, d'incompréhensible. Dans les sociétés esclavagistes, ce qui autorise un homme à partager la couche d'une femme hors du mariage, c'est uniquement le fait qu'il en est le propriétaire. Or, loin d'être son propriétaire, l'esclave est, par définition même, la propriété de sa maîtresse. — Leur concubinage ne saurait donc avoir d'autre caractère que celui de la fornication ou de l'adultère : actes punissables dans presque toutes les sociétés esclavagistes.

Remarquons, au surplus, que, pour sauvegarder l'organisation de la société et mettre les intérêts de la classe dominante, des citoyens, à l'abri de toute atteinte, on s'applique partout à maintenir la classe servile dans un état d'infériorité envers ses propriétaires. Or, ce but serait gravement compromis si l'on permettait aux esclaves de deve-

1. Voir plus haut p. 301.

nir les époux ou les concubins de leurs maîtresses. Il importe donc au maintien de l'ordre public, non seulement de considérer les infractions de cette nature comme nulles et non avenues, mais aussi et surtout d'en punir les coupables et d'en prévenir le retour.

IV. — *Droit du maître de marier son esclave.* — Nous commencerons par exposer sommairement les caractères juridiques et sociaux des unions des esclaves entre eux et avec des personnes libres autres que leurs propriétaires (leurs unions avec ceux-ci étant étudiées dans le paragraphe précédent); puis, nous montrerons dans quelle mesure le droit du maître de marier son esclave homme diffère de son droit de marier son esclave femme.

L'union des esclaves entre eux se pratique sur une très vaste échelle dans toutes les sociétés esclavagistes. — Dans l'Antiquité, elle n'a cependant pas les caractères du mariage rigoureusement parlant. Il ne s'agit, au fond, que de simples unions fortuites et passagères; d'une espèce de cohabitation qui — bien que tolérée par la loi, sous certaines réserves — n'a ni la garantie ni les effets légaux du mariage légitime; d'une sorte d'accouplement, en somme, que les maîtres — tout en se réservant le droit de le briser à leur gré — provoquent entre leurs esclaves dans le but d'en accroître le nombre¹. — Les institutions musulmanes donnent, au contraire, à cette union tous les caractères, toutes les garanties, et tous les effets légaux d'un mariage

1. Voir pour les Hébreux, Kidousch 41b, 68a, Maïmonide, Abadim III, 5, Temoura VI, 2 cités par André (Tony), *op. cit.* 169-172 et par Zadoc Kahn *op. cit.* 71-76; pour les Grecs, Wallon I, 288-290; pour les Romains, Wallon II, 16-18, 180, 181 et III, 53, 54, 390-392.

proprement dit. Aussi n'est-elle permise que sous toutes les conditions requises pour la validité du mariage, et ne peut-elle être rompue par la volonté d'un tiers ¹. Il est vrai qu'au début de l'Islam certains maîtres, fidèles à leurs us et coutumes anté-islamiques, s'arrogeaient le pouvoir de briser les unions de leurs esclaves. Mais, avec toute l'autorité qui s'attachait à sa parole, le prophète Mahomet a sévèrement condamné cet empiètement, et a formellement déclaré que, seuls, les époux eux-mêmes peuvent rompre leur mariage, que toute intervention des maîtres, à ce sujet, est nulle et non avenue ²; principe sur lequel toutes les écoles des juristes islamiques sont unanimes, et auquel la pratique du monde musulman s'est, depuis, rigoureusement conformée ³. Remarquons toutefois que ces unions n'ont pas le même poids moral et ne se célèbrent pas avec la même solennité que les unions entre personnes de condition libre. Un maître — rapporte Aldjahiz — célébrant l'union d'un couple de ses esclaves, trouva que « le nom de Dieu est trop respectable pour être prononcé dans un pareil mariage ⁴ ». — Les *codes* des colonies européennes d'Amérique, et en particulier le Code Noir français, paraissent partager, sous ce rapport, le point de vue de l'Islam ⁵; mais la *pratique* dans ces colonies ne diffère guère, à cet égard, de ce qui se passait dans les sociétés de l'Antiquité ⁶.

L'union d'une femme esclave avec un homme libre autre que son maître est interdit par la plupart des insti-

1. Cf. plus loin note 121, page 349.

2. Cf. plus loin note 122, page 349.

3. Cf. plus loin note 121, page 349.

4. Cf. plus loin note 123, page 349.

5. Voir Code Noir, art. 10.

6. Voir Peytraud, *op. cit.*, Livr. II, chap. III, § III, et Westermarck, *op. cit.*, I, 701, 702.

tutions de l'Antiquité¹ (la loi romaine en fait même un crime punissable²) et, partant, ne peut avoir les caractères du mariage³. — L'attitude de l'Islam envers cette union est identique à son attitude à l'égard de l'union des esclaves entre eux. Les écoles Chaféites, Hambalites et Malikites ne l'autorisent cependant que dans le cas où l'homme libre se trouve dans l'impossibilité pécuniaire d'épouser une femme de sa condition et craint de pécher en restant célibataire⁴. Cette opinion — qui est, d'ailleurs, conforme au texte même du Coran⁵ — semble avoir été la traduction de l'usage en vigueur chez les premières sociétés musulmanes. La littérature arabe de cette époque nous apprend que ce genre de mariage fut très restreint et considéré par l'opinion publique comme déshonorant⁶. Il fallut l'avènement des Abbassides et les circonstances politiques au milieu desquelles leur dynastie s'est fondée, pour diminuer le poids de ces préjugés dans l'esprit des arabes, et donner au mariage entre hommes libres et femmes esclaves une extension assez considérable. Et c'est, à coup sûr, en cédant à la pression de son temps, que le grand juriste Abou-Hanifa, en dépit du texte du Coran, autorisa ce mariage sans exiger ni l'impossibilité pécuniaire, pour l'homme, d'épouser une femme de sa condition, ni sa crainte de pécher en restant célibataire⁷. — Les codes noirs des Temps-Modernes ne sont rien moins que favorables à cette union. Le Code Noir français la permet,

1. Voir, pour les Hébreux, Maïmonide, II, 12, cité par Winter, *Die Stellung der Sklaven bei den Juden...* etc., p. 46, par André (Tony), 169-172, et par Zadoc Kahn, *op. cit.*, 73; pour les Romains, Wallon, III, 390-392.

2. Wallon, III, 390-392.

3. Mêmes références que la note 1.

4. Cf. plus loin note 124, page 349.

5. Coran IV, 29.

6. Voir Coran II, 220, et plus loin note 125, page 350.

7. Cf. plus loin note 126, page 350.

en principe, pourvu qu'elle s'accomplisse conformément aux lois de l'Eglise relatives au mariage¹; mais certaines ordonnances postérieures l'ont catégoriquement interdite²; et, dans la pratique, il fut extrêmement rare qu'un colon s'unît sous forme de mariage à une négresse esclave³.

L'union d'un homme esclave avec une femme libre autre que sa maîtresse fut prohibée par la plupart des institutions de l'Antiquité, et, d'après quelques-unes d'entre elles (la loi romaine par exemple), entraîna même des peines sévères⁴. — Le droit de l'Islam et le Code Noir français la considèrent au contraire comme licite⁵; mais ni l'histoire des sociétés musulmanes du Moyen-Age, ni l'histoire des Antilles françaises ne nous rapportent aucun cas concret de mariage entre femme libre et esclave appartenant à un tiers : ce qui porte à affirmer que, pratiquement, il n'y eut, à ce sujet, aucune différence entre les sociétés esclavagistes de l'Antiquité et celles des autres périodes de l'histoire⁶.

Mais pour que l'union des esclaves entre eux ou avec des personnes libres soit pleinement valide, il ne suffit pas qu'elle soit autorisée en principe; il faut, en outre, — *condition sine qua non* — *le consentement des maîtres*. — Toutes les institutions esclavagistes sont d'accord pour

1. Voir Code Noir, art. 10, 13.

2. Voir Peytraud, *op. cit.*, 207, 208.

3. Voir Peytraud, *op. cit.*, 203, 204.

4. Cf. Wallon, II, 30, et III, 390, et plus haut, p. 273.

5. Voir Coran II, 220, et plus loin note 127, page 350. Voir Code Noir français, art. 13.

6. Le verset 220 du chap. II du Coran prouve d'ailleurs à quel point les arabes répugnaient à cette espèce de mésalliance; et, postérieurement au Code Noir français, certaines ordonnances l'ont formellement interdite dans les colonies françaises (voir Peytraud, *op. cit.*, 207, 208).

considérer comme nul et non avenue tout mariage que l'esclave — de quelque sexe qu'il soit — contracte de son propre chef ¹. Dépouillé de la liberté civile, l'esclave ne peut s'obliger ni obliger un tiers sans l'intervention de la volonté de son maître; ne s'appartenant pas à lui-même, il ne saurait légalement disposer de sa personne sans le consentement de son propriétaire.

La plupart des institutions esclavagistes, dont les institutions musulmanes, sont allées même plus loin dans cette voie en autorisant le maître à marier son esclave malgré lui. Sur ce point, certaines divergences, intéressant plus particulièrement l'objet de nos études, se sont, toutefois, produites entre les écoles des juristes musulmans. En effet, tandis que certains disciples d'Abou-Hanifa et tous les Malikites accordent ce droit au maître aussi bien sur son esclave mâle que sur son esclave femme ², le chef de l'école Hanéfite et tous les Chaféites et les Hambalites soutiennent que ce droit ne concerne que les esclaves impubères ou du sexe féminin; d'après eux, le maître ne saurait légalement marier, malgré lui, son esclave pubère du sexe mâle ³. Et tout porte à croire que cette dernière opinion ne fit que traduire la pratique des sociétés musulmanes.

V. — *Prostitution des esclaves*. — Sous la pression des idées religieuses, ou dans un but purement mercantile, la prostitution des esclaves femmes, dans son sens le plus grossier, se pratiquait dans presque toutes les sociétés esclavagistes.

Tout porte à croire que les prostituées dont parle la Ge-

1. Cf. plus loin note 128, page 350 (sociétés musulmanes). Voir Code Noir français, art, 10, 11 (sociétés des Temps-Modernes).

2. Cf. plus loin note 129, page 350.

3. Cf. plus loin note 130, page 350.

nèse¹ se recrutait parmi les esclaves étrangères vouées à cette infamie par leurs maîtres hébreux; car la Genèse en présente le métier comme la chose la plus tolérée par les patriarches, alors qu'on sait que toute femme israélite, toute citoyenne libre inculpée d'un délit de cette nature encourait, de l'aveu de tous les livres de l'Ancien Testament, la peine de mort².

En Grèce, ce trafic fut même explicitement sanctionné par la loi et glorifié par la religion. Solon lui-même avait acheté des femmes pour fonder des maisons de prostitution dans Athènes; et les temples, principalement ceux de Vénus, dans les grands centres de commerce, avaient quelquefois des esclaves de même sorte sous le nom sacré de « *hiérodoules* » : usage qui remonte même aux Temps-Héroïques de la Grèce³. Offrir à la déesse Vénus des jeunes filles esclaves vouées à la prostitution dans son temple, était un acte sublime. Xénophon d'Ephèse, partant pour les jeux olympiques, promettait de ramener à la Vénus de sa patrie une troupe de jeunes filles, s'il revenait vainqueur⁴. Au rapport de Strabon, plus de mille courtisanes de condition servile que les hommes et les femmes avaient coutume de consacrer ainsi à la déesse se trouvaient réunies dans ce temple; elles contribuaient encore, ajoute l'historien, à augmenter l'affluence des étrangers et, par là, l'opulence de la ville⁵.

Sous cette forme déguisée, à la fois religieuse et mercantile, aussi bien que sous sa forme dévoilée et purement

1. Cf. Genèse XXXIII, 15 sq.

2. Cf. Genèse XXXIII, 24; Lévitique XX, 10; XXI, 9; Deutéronome XXIII, 17, etc. (notre hypothèse se renforce d'ailleurs en rapprochant Genèse XXXVIII, 15, sq., de Deut. XXIII, 17).

3. Cf. Wallon, I, 194, 195.

4. *Ibid.*, mêmes pages.

5. Strabon, VIII. P378, cité par Wallon, I, 194.

commerciale, la prostitution des femmes esclaves se pratique sur une large échelle dans le monde romain de l'Antiquité. Livrer son esclave femme à cette infamie est même un des *droits* reconnus en principe au maître romain dans presque toutes les périodes anté-chrétiennes¹. Ce n'est qu'à la veille de l'adoption du christianisme comme religion officielle de l'Empire que les princes commencent — mais en vain d'ailleurs — à réagir contre cette pratique. Constance avait permis à des prêtres et à des chrétiens bien connus de racheter, même de force, les femmes que l'on voudrait prostituer; et la loi d'Honorius put exiger davantage en donnant à ces malheureuses la faculté de se faire délivrer des mains de leur maître par la médiation de l'évêque ou du magistrat, et en condamnant les maîtres qui auraient employé la violence à l'exil ou aux mines² : mesures qui essayaient moins d'exterminer radicalement le mal que d'y apporter de simples palliatifs, et dont la fréquence fournit d'ailleurs la preuve la plus éclatante de leur impuissance.

Chez les arabes pré-islamiques nous ne trouvons aucune trace de ce que nous avons appelé « prostitution religieuse » ; par contre, certains maîtres cupides vouaient leurs esclaves à cette pratique dans un esprit purement mercantile. La conscience morale des collectivités arabes d'alors ne fut cependant rien moins que favorable à un tel trafic; et, d'autre part, le code de l'honneur auquel obéissait la plupart des jeunes arabes anté-islamiques, leur mentalité chevaleresque, et leur aversion pour la débauche, en firent un commerce peu productif et, partant, fort restreint. Les jeunes libertins eux-mêmes ne pouvaient

1. Cf. Wallon, II, 224.

2. Cf. Wallon, III, 410.

aller aux endroits mal-famés — d'ordinaire, très éloignés des habitations — qu'à la faveur de la nuit (c'est pourquoi on appelait les esclaves prostituées *les obscures* « Almozlémate ») et en prenant les précautions les plus minutieuses pour que leur forfait ne fût pas découvert. Ils essayaient même de faire disparaître leur trace en laissant leur burnous traîner derrière eux pour ramener le sable sur leur piste ¹: « son burnous », disait une poétesse de cette époque en pleurant un de ses parents dans une élégie, « son burnous n'a jamais traîné pour une *obs-cure* » ². — Que ces mœurs elles-mêmes et leur répercussion sur la demande fussent de grands obstacles à l'extension du trafic en question, on le conçoit sans peine. Mais il n'en demeure pas moins que l'Arabie pré-islamique ne fut pas totalement exempte de ce qui se pratiquait, dans les sociétés de l'Antiquité, et que cet usage infâme a même survécu, quelques temps, à l'avènement de l'Islam. En effet, parmi les contemporains de Mahomet, un certain Abdollah Ibn Oba'y, dit l'*Hypocrite* (c'est le Coran qui l'a ainsi baptisé ³), avait quelques concubines esclaves qu'il engageait à se prostituer et à lui rapporter l'argent qu'elles recueilleraient de ce honteux trafic : fait révélé par le Coran lui-même ⁴, et qui a valu l'intervention du prophète pour saisir les esclaves et les délivrer des mains de leur maître ⁵.

Dans les colonies européennes des Temps-Modernes, la prostitution des négresses esclaves fût extrêmement répandue. — Parlant de cet usage dans les Antilles françai-

1. Cf. plus loin note 131, page 350.

2. Cf. plus loin note 132, page 350.

3. Cf. Coran LXIII et les commentaires d'Alalouci et d'Albaïdawi.

4. Cf. Coran XXIV, 33, et les commentaires d'Alalouci, T. XVIII, p. 141-143, et d'Albaïdawi, pp. 343, 344.

5. Cf. Alalouci, T. XVIII, p. 141.

ses, Du Tertre affirme qu' « au commencement de l'établissement des colonies, il a été épouvantable et presque sans remède¹ ». — Dans un passage des instructions adressées le 22 avril 1684 par Begon au Conseil souverain sur différents sujets d'administration, il est dit : « Sa Majesté (Louis XIV) a été informée de l'extraordinaire prostitution qui règne parmi les négresses et du peu de soin qu'on a eu jusqu'à présent de l'empêcher, et, comme Elle veut que ce désordre soit réprimé..., Sa Majesté veut que nous nous appliquions à faire les règlements nécessaires...² ». — En 1685, le Code Noir français a stipulé dans son article 9 que « les hommes libres qui auront un ou plusieurs enfants de leur concubinage avec des esclaves, *ensemble les maîtres qui les auront souffert* seront, chacun, condamné en une amende de 2.000 livres de sucre... », ce qui est une nouvelle preuve de l'existence du vice dont il s'agit. — En 1687, le Frère Saint-Gilles constate, dans son mémoire, que « la licence et le désordre pour les mœurs y (à Cayenne) règne beaucoup et la débauche y est grande, principalement des esclaves négresses et indiennes », et il estime qu'une des causes de cette prostitution « est l'avarice des maîtres qui va jusqu'à refuser aux esclaves la subsistance et l'habillement³ ». — En 1713, les administrateurs de Saint-Domingue font paraître une ordonnance dans laquelle il est dit : « La tolérance de nos prédécesseurs et des Conseils Supérieurs a causé une infâme prostitution »... et une « corruption générale dans l'île », et il est ordonné en conséquence « que l'article 9 du Code Noir sera exécuté en sa forme et teneur⁴ ». — Nous pour-

1. Du Tertre : *Histoire générale des Antilles habitées par les français*, cité par Peytraud, *op. cit.*, pp. 197, 198.

2. Peytraud, *op. cit.*, 198.

3. Cité par Peytraud, *op. cit.*, 201.

4. *Ibid.*, 203, 204.

rions citer encore de nombreux documents sur ce même sujet; les instructions aux administrateurs sont, en effet, constamment renouvelées dans les mêmes termes, ce qui est une nouvelle preuve de leur peu d'efficacité.

Bref, depuis les sociétés païennes de l'Antiquité jusqu'aux peuples chrétiens des Temps-Modernes, on rencontre plusieurs cas de prostitution des femmes esclaves, tantôt sous une forme légale sanctionnée par la loi et par les mœurs (Grèce, Rome anté-chrétienne), tantôt sous une forme illégale mais tolérée par les mœurs (Hébreux, Rome chrétienne, colonies européennes des Temps-Modernes), tantôt enfin sous une forme d'infraction aux mœurs et aux lois en vigueur (arabes pré-islamiques et du début de l'Islam).

Et il est à peine besoin de remarquer que les esclaves hommes ne pouvaient être l'objet d'un tel trafic. On nous parle, certes, de jeunes esclaves mâles voués par leurs maîtres à une prostitution contre nature (en Chine par exemple ¹). Mais il ne s'agit là que de faits très exceptionnels, de simples cas isolés qu'on ne rencontre d'ailleurs que dans un tout petit nombre de sociétés et que, partant, on peut fort légitimement négliger.

VI. — *Emplois des esclaves.* — Nous ne saurions décrire les divers emplois qui furent communs aux deux sexes d'esclaves et ceux qui furent particuliers à chacun d'eux, même en limitant nos investigations aux cinq groupes de sociétés que nous avons pris pour base de notre travail, sans donner à ce paragraphe une très grande extension.

1. Cf. Westermarck, *op. cit.*, II, 446, citant *Indo-Chinese Gleaner*, III, 193; Wells Williams, *The Middle Kingdom*, I, 836; Matignon, *Deux mots sur la pédérastie en Chine*, *Archives d'anthropologie criminelle*, XIV, 38 sq.; Karsch, *Das gleichgeschlechtliche Leben der Ostasiaten*, p. 6, sq.

La question a été, d'ailleurs, consciencieusement et longuement traitée par un grand nombre de nos prédécesseurs. Au lieu de reproduire leurs travaux, au risque de dépasser le cadre de notre mémoire, ou de les mutiler dans des résumés insuffisants, nous préférons y renvoyer¹. — Nous nous bornons ici à signaler qu'il résulte de leurs études, en ce qui concerne l'objet de notre thèse, que, dans presque toutes les sociétés esclavagistes, les esclaves *mâles* assumaient principalement les travaux *manuels*, et, tout particulièrement les travaux *agricoles*², tandis que les esclaves *femmes* étaient essentiellement réservées aux *plaisirs des sens*, et, subsidiairement, à la *reproduction* et aux *soins de l'intérieur*.

1. Cf. notamment : Pour les Hébreux, Zadoc Kahn, *op. cit.*, 107, sq.; Tony André, *op. cit.*, 2^e partie, § V (Emploi des esclaves); et Bible.: *Génèse* XIII, 7, 8; XIV, 14, 15; XVI; XVIII, 7, 17; XX, 17; XXI, 25; XXII, 3, 5, 24; XXIV; XXVI, 15, 19, 25, 32; XXX, 1-14; XXXII, 16-22; XXXV, 8, 22; XXXVI, 12; *Exode* XX, 10; XXI, 7-12; XXIII, 12; *Lévitique* XXIII, 3, 7, 8, 21, 24, 25, 27-37, 39; *Nombres* XXVIII, 18, 25, 26; XXIX, 1, 7, 12, 35; XXXI, 30, 40, 41; *Deutéronome* V, 14, 15; XVI, 11, 14; XXI, 10-15; *Josué* IX, 23; *Juges* XVI, 21; I *Samuel* VIII, 16; XXV, 41; I *Rois* IX, 15, 20-24; XX, 9; II *Rois* IX, 32 et suiv.; XXIV, 12; I *Chroniques* XXVII, 32; XXVIII, 1; II *Chroniques* II, 17, 18; VIII, 7-11; *Esdras* VIII, 20. — Pour les Grecs, Wallon; *op. cit.*, T. I, chap. II, §§ II, III; chap. III; chap. V, § I; et chap. VI. — Pour les Romains, Wallon, *op. cit.*, T. II, chap. I, §§ I, II; chap. III, §§ IV-VIII; T. III, chap. III jusqu'au chap. VIII; chap. IX, § 1; chap. X, § I, pp. 397-411. — Pour les sociétés musulmanes du Moyen-Age, voir Coran IV, 3, 28; XXIII, 5, 6; XXIV, 33; XXXIII, 49, 52; XLIII, 31; LXX, 30; et plus loin note 133, page 351. — Pour les colonies européennes des Temps-Modernes, voir Code Noir français, art. 6, 9, 18, 19, 29, 30, 48, 56, et Peytraud, *op. cit.*, Livr. II, chap. IV, § I, chap. V, §§ III, IV, V, et chap. VI, § IV.

Dans quelques paragraphes précédents, nous avons été accessoirement conduit à parler de certains emplois des esclaves. Cf. plus haut, pp. 285-287, 299, 301-306, 309, 313-318.

2. Remarquons, à ce propos, que tout n'est pas faux dans la théorie de Nieboer qui voit dans la vie agricole un des mobiles qui déterminaient les sociétés à pratiquer l'esclavage, une des conditions favorables à l'éclosion de l'esclavage en d'autres termes. — Cf. Nieboer, *Slavery as an Industrial System*, 294-347.

Et il est à peine besoin de remarquer qu'en cela, les sociétés esclavagistes tinrent, pour ainsi dire, compte des aptitudes respectives des deux sexes d'esclaves, et que cette répartition reproduisit, en somme, la même division du travail qui eut lieu, dans ces sociétés, entre les deux sexes de la population libre elle-même.

*
**

Des faits exposés dans ce chapitre, il ressort que :

Si l'on enveloppe d'un regard les principales sociétés esclavagistes, on s'aperçoit immédiatement que les droits du maître sur son esclave femme sont beaucoup plus étendus que ses droits sur son esclave mâle. — Certes, des restrictions apportées au droit du maître de posséder perpétuellement son esclave, ce sont les esclaves du sexe féminin qui sont les principaux bénéficiaires dans un grand nombre de sociétés esclavagistes. — Mais, en revanche, la plupart des restrictions que souffre la libre disposition du maître profitent essentiellement aux esclaves mâles. — Or, ce qui, au fond, mesure l'étendue du pouvoir du maître, c'est moins la durée de la maîtrise que ses attributs.

CHAPITRE II

L'ESCLAVE ET LA FAMILLE (LA VIE DOMESTIQUE DE L'ESCLAVE)

Dans les chapitres précédents, nous avons été indirectement conduit à étudier, au point de vue qui intéresse l'objet de notre thèse, les principales questions que pose le problème de la vie domestique de l'esclave. Nous nous bornons donc ici à énumérer ces questions et à indiquer les endroits où elles ont été traitées :

1. — Union des esclaves entre eux, avec leurs propriétaires, et avec des personnes libres autres que ceux-ci. — V. plus haut, pp. 301-313.

2. — Condition des enfants issus de ces diverses unions. — V. plus haut, pp. 255-261, 297, 298.

CHAPITRE III

L'ESCLAVE ET LA SOCIÉTÉ

La position de l'esclave femme dans la société fut, à peu de chose près, identique à celle de l'esclave mâle. C'est dire qu'en ce qui concerne l'objet de notre travail, nous n'avons rien d'essentiel à signaler sous ce rapport. — Avant de clore ce chapitre, nous tenons cependant à indiquer les points fondamentaux qu'une étude plus générale que la nôtre aurait à traiter sous le titre : « *L'esclave et la Société* ».

1. — *Droit politique*. — L'esclave fait-il partie du corps politique du peuple? Les fonctions publiques (charges militaires par exemple) lui sont-elles absolument fermées? — A ce propos, il nous importe de signaler, en passant, qu'en droit, l'esclave ne peut exercer aucune fonction publique, mais qu'en fait, les dérogations à ce principe sont très nombreuses, surtout chez les Romains et dans les sociétés musulmanes, et que *ces dérogations profitent presque uniquement aux esclaves du sexe mâle*¹.

2. — *Droit civil*. — L'esclave peut-il devenir propriétaire? Quelles sont, au juste, les caractères de son *pécule*?

1. Cf. pour les Romains, Gontard, *De la person. de l'escl.*, chap. I, sec. I; pour les sociétés musulmanes du M.-A., plus loin note 134, p. 351.

— Dans quelle mesure ses contrats avec son maître et avec un tiers peuvent-ils avoir des effets légaux? Peut-il s'obliger et obliger autrui? — A-t-il le droit d'ester en justice? de rendre témoignage en matière criminelle ou civile? de porter ses réclamations au magistrat et de plaider directement sa cause? En quoi consiste « la question » que subissent les esclaves dont on invoque le témoignage? — Jouit-il du droit de défense personnelle? etc., etc...

3. — *Droit pénal* : a) *l'esclave coupable* : délits communs aux esclaves et aux homme libres et délits particuliers aux esclaves (marronage, acte de violence contre leurs propres maîtres, etc.); sanction de leurs délits, etc.; b) *l'esclave victime* : de son maître; d'un tiers; protection des esclaves contre les abus et les mauvais traitements (mesures protectrices; droit d'asile, etc.), etc...

4. — *L'esclave et la religion*. — Religion des esclaves; devoirs religieux qui leur incombent; devoirs religieux dont ils sont dispensés; participation des esclaves aux fêtes et cérémonies religieuses; leur position à l'égard du culte domestique de leur maître; leurs funérailles et leur sépulture, etc., etc...

5. — Conceptions que les sociétés esclavagistes se font des esclaves et de l'esclavage; dans quelle mesure ces conceptions peuvent servir à l'étude de l'esclavage? etc...

TROISIÈME PARTIE

Affranchissement : Causes de l'émancipation d'un esclave

Dans les deux premières parties de l'ouvrage, nous avons été conduit à étudier, en maints endroits, les principales causes d'affranchissement qui furent particulières à l'un ou à l'autre des deux sexes d'esclaves¹. Aussi — les manumissions communes aux deux sexes n'intéressant nullement l'objet de nos études — tout ce que réclame le cadre de notre thèse, sous ce rapport, a été déjà traité.

1. Voir plus haut, pp. 255-261, 284-294, 299 et notes 1, 2, 300, 301 et note 2 de cette dernière page.

QUATRIÈME PARTIE

Condition des Affranchis

La condition des affranchis n'a jamais été identique à la condition des hommes libres. En effet, dans toutes les sociétés esclavagistes l'affranchissement place l'esclave dans une position intermédiaire entre l'esclavage pur et la liberté pure. A son état de dépendance absolue, succède une double tutelle : il entre sous la tutelle de l'Etat qui lui impose certains devoirs auxquels les hommes complètement libres sont soustraits, et il reste sous la tutelle de son ancien maître qui exerce sur lui une espèce de patronage.

Quelque intérêt que dût offrir une étude approfondie de la condition des affranchis, nous avons dû cependant nous en abstenir. En effet, n'ayant constaté aucune différence essentielle entre la condition des affranchis du sexe féminin et celle des affranchis du sexe mâle, nous ne saurions entreprendre une telle étude sans dépasser le cadre que nous avons assigné à notre thèse.

CONCLUSION

Que ressort-il de l'étude que nous venons de faire, quelle conclusion en tirer, sinon que la différence que la nature même a mise entre les deux sexes; les idées qu'on se faisait de chacun d'eux, de leurs caractères, de leurs aptitudes respectives, de leur importance relative dans la famille et dans la collectivité; et les multiples conventions sociales qui n'ont jamais cessé d'élargir la distance entre eux dans toutes les branches de la vie; — que ressort-il de nos études sinon que tous ces facteurs *distinctifs* ont victorieusement résisté à l'action *assimilatrice* de l'esclavage? — On eut beau attribuer à l'esclavage cette miraculeuse puissance d'assimiler les deux sexes, de faire de l'homme aussi bien que de la femme une simple masse de chair, un simple *corps*, comme disaient les Grecs, une simple *chose*; il n'en demeure pas moins que, dans la façon dont on se les procurait (première partie : situations génératrices de l'esclavage), dans les règles auxquelles ils étaient soumis durant leur vie servile (deuxième partie : condition des esclaves), et même dans les modes de leur émancipation (troisième partie : affranchissement), on était obligé de tenir compte de leur sexe respectif, d'accorder à l'un ce que l'on refusait à l'autre, d'imposer à l'un ce dont on dispensait l'autre..., d'avoir, en somme, à leur égard, deux poids et deux mesures. Tant il est vrai que lorsqu'une théorie, quelque accréditée qu'elle soit, est artificielle, toujours la vérité arrive à se manifester et à s'imposer.

NOTES ARABES

Références et textes arabes auxquels on renvoie, par des chiffres gras, dans les notes des deux ouvrages en traitant des questions relatives à l'Islam.

- 1 الميذاني شرح القدوري ٢٦٦، البدائع، لكهناساني
ثامه ٢٦٧، الشرقاوي على التحرير، ثامه ٥٠٨.
- 2 الميذاني ٢٦٦، ٢٦٧، البدائع، رابع ١١، وتوابعها
الدسوقي على الدردير على خليل، رابع ٢٨٠، وتوابعها
الشرقاوي على التحرير، ثامه ٩٤، وتوابعها، الشيباني
على مرعي، ثامه ١٠٤، وتوابعها.
- 3 الميذاني ٢٦٧، وتوابعها، البدائع، رابع ١٤٤
وتوابعها، الشرقاوي على التحرير، ثامه ٩٤، وتوابعها
الشيباني على مرعي، ثامه ١١٧، وتوابعها، الدسوقي على
الدردير على خليل، رابع ٤٠٧، وتوابعها.
- 4 البدائع، رابع ١٤٤، وتوابعها، الشرقاوي علم
التحرير، ثامه ٥٠٨، وتوابعها، الشيباني على مرعي، ثامه
١٠٧، وتوابعها، الدسوقي، رابع ٢٨٨، وتوابعها، الميذاني
٢٧٠، وتوابعها.
- 5 الميذاني ٢٦٦، الشرقاوي على التحرير، ثامه ٥٠٨
- 6 الميذاني ٢٦٦، البدائع، رابع ١٤٤، ١٤٥.
- 7 زبدانه، تاريخ الخدم البسمه، رابع ٦٠.

- ١٥١-١٥٥، وما من ١١٨، ١١٧، ٢٩، نقلا عنه الدعائي
 ج ١٦ ص ١٤٧، انه ملكان، أول، ٢٠، انه الأشير،
 رابع، ٢٧٥، العقد الفريد، ثالث ٢٢٩... الخ .
- ٨ أنظر القاموس المحيط، والصحاح، مادة "هجرة".
- ٩ زيدان، رابع، ٦٠، ١٥٢، نقلا عنه سراج .
 الملوك، المسعودي... الخ .
- ١٠ الميدان، ١١٢، البدائع، رابع، ١١٠، وما من
 ١٤٠، وما من ٢٦٧ .
- ١١ من قصيدة الخاتم الطائي :
 فما أنكرونا طائفة بناتهم
ولله فطينا لها بأسيافنا قسرا
 وكأني ترى فينا من ابنة مبيدة
 إذالقى الأبطال يطعنهم شرا
 ومنه معلقة ابنه كلثوم :
 فأبوا بالفراب وبالسياب ، وأبنا بالملوك مصقينا
 ومنه كلام حمزة بن عبدكرب في مبارأة أخته ريمانة :
مباراة الصرة الحشرى بمصاة ، كما به بياضه غمرا صديع
 أنظر عبد الله الحفيظ، المرأة المصرية... الخ، أول
 ٤٦ " والروزي على المعلقات ١٢٨ .

- 12 أسد الغابة ، لأبيه الأثير ، نقل عنه أحمد
أمية "فخر الإسلام" ، أول ، ١٠٤ ، ١٠٥ ، قصة سبي
زيد بن حارثة وبعده .
- 13 الخبر الذي نشر إليه هو قوله : "لأسبأ في
الإسلام" ، انظر زيدانه ، رابع ، ٤٦ ، ولقب التي نقل عنها .
- 14 عنه أبو هريرة ، قال قال النبي صلى الله عليه وسلم : «ثلاثة
أنا خصمهم يوم القيامة» ، ولقد مضى «ورهباء باع
حرا وأكل ثمنه» - بدائع ، رابع ، ١١٠ .
- 15 البدائع ، خامس ، ٩٥ - ١١٤ ، زيدانه ، رابع ، ٤٥ ، ٤٦ ، نقل عنه ابنه فلقطه ، الأغاني ، ابن الأثير .
- 16 الميداني ، ٢٧٦ - ٢٩٠ ، البدائع ، سابع ، ٢٤٤ -
٢٨٦ ، الدسوقي ، رابع ، ٢٤٧ - ٢٩٨ ، الشافعي على
التحرير ، ثمانية ، ٢٤٨ - ٢٥٩ ، الشيباني ، ثمانية ، ٢٢٧ - ٢٤٧ .
- 17 الميداني ، ٢٠٨ - ٢٠٩ ، البدائع ، سابع ، ٦٥ - ٩٧ ،
الدسوقي ، رابع ، ٢٤٤ - ٢٥٤ ، الشافعي على التحرير ، ثمانية ،
٤١٤ - ٤٢٠ ، الشيباني ، ثمانية ، ٢٤٤ - ٢٤٧ .
- 18 الميداني ، ٢٩٤ - ٢٩٩ ، البدائع ، سابع ، ٢٢ -
٦٥ ، الدسوقي ، رابع ، ٢١٤ - ٢٤٤ ، الشافعي على التحرير ، ثمانية ،
٤٠٧ - ٤١٤ ، الشيباني ، ثمانية ، ٢٢٨ - ٢٤٠ ، النضر

- تاريخ التشريع الإسلامي، ٨٩ .
- 19 انظر الألويسي على القرآن، جزء ١٨ ص ٦ : عنه قتادة قال « تسرت امرأة فخلعها... الخ »
- 20 الشرقاوي على التحرير، ثمانية ٢٦٨، ٢٦٩ .
- 21 الشرقاوي على التحرير، ثمانية ٢٦٨، ٢٦٩ .
- والشيباني على مرعى، ثمانية ٤٢٧ .
- 22 البدائع، سابع ٦٧، الميداني ٢٠٤ .
- 23 زيدان، رابع، ١٠، نقلا عنه الألفاني ثالث ١٠٠ .
- 24 البدائع، رابع ١٤١ : « ... على ما روى أنه سئل »
- الده باع رجلا بدينه يقال له مروه، ثم صار موهما
بنسخ بيع المهر... الخ » .
- 25 البدائع، رابع، ١١٠ .
- 26 رد، سادس ١٩٧، الشيباني أول ١٤٥ .
- 27 رد، رد ١٩٧ - ٢٠٠، الميداني ١٩٥، ١٩٦ .
- 28 رد، رد ١٩٨ .
- 29 الشيباني على مرعى أول ١٤٥ .
- 30 البدائع، ثمانية ٦٩ .
- 31 الميداني على القدوري ١٩٦ .
- 32 البدائع، سادس ١٩٩ .

- 33 البدائع، سابق، ٢٥٤ - ٢٥٩، ٢٤٤، ٢٤٥،
الميداني ٢٨١ - ٢٩٠، ٢٩٤ - ٢٩٤.
- 34 الميداني ١٩٥ وتوابعها، البدائع، سابق ١٩٧ -
٢٠٠، الشيباني، أول، ١٤٤ - ١٤٦.
- 35 الحضري، تاريخ التشريع الإسلامي، ٥٤ - ٦٧،
الميداني ٢٦٧ - ٢٨٤، البدائع، سابق، ٩٧ - ١٤٤،
الدمسوقي، تأليفه، ١٧٤، ٢٠٨، الشراقي، علم التحرير، تأليفه،
٢٧٤، ٤٠٤.
- 36 الميداني ٢٨٤، ٢٨٤، البدائع، سابق، ١٤٠ - ١٤٤،
الدمسوقي، سابق، ٢٨٩ - ٢٠١، الشراقي، علم التحرير،
تأليفه، ٢٧٩ - ٢٨٤.
- 37 الحضري، تاريخ التشريع الإسلامي، ٢٠٤ - ٢٠٧،
٢٠٥ - ٢١٨.
- 38 الشراقي، ٤٩٤، الشراقي، علم التحرير، "تصنيفه".
- 39 الشراقي، علم الزبيدي، علم البخاري، ثالث، ١٤٠.
- 40 ابنه، نظام، السيرة، "مقدمة فتح مكة".
- 41 البدائع، سابق، ١١٩.
- 42 الشراقي، علم الزبيدي، علم البخاري، تأليفه، ٥٥.
- 43 الألويسي، علم القرآن، جزء ٢٦، ص ٢٧.

- 33 البدائع، سابق، ٢٥٤ - ٢٥٩، ٢٤٤، ٢٤٥،
الميداني ٢٨١ - ٢٩٠، ٢٩٤ - ٢٩٤.
- 34 الميداني ١٩٥ وتوابعها، البدائع، سابق ١٩٧ -
٢٠٠، الشيباني، أول، ١٤٤ - ١٤٦.
- 35 الحضري، تاريخ التشريع الإسلامي، ٥٤ - ٦٧،
الميداني ٢٦٧ - ٢٨٤، البدائع، سابق، ٩٧ - ١٤٤،
الدمسوقي، تأليفه، ١٧٤، ٢٠٨، الشراقي، علم التحرير، تأليفه،
٢٧٤، ٤٠٤.
- 36 الميداني ٢٨٤، ٢٨٤، البدائع، سابق، ١٤٠ - ١٤٤،
الدمسوقي، سابق، ٢٨٩ - ٢٠١، الشراقي، علم التحرير،
تأليفه، ٢٧٩ - ٢٨٤.
- 37 الحضري، تاريخ التشريع الإسلامي، ٢٠٤ - ٢٠٧،
٢٠٥ - ٢١٨.
- 38 الشراقي، ٤٩٤، الشراقي، علم التحرير، "تصنيفه".
- 39 الشراقي، علم الزبيدي، علم البخاري، ثالث، ١٤٠.
- 40 ابنه، نظام، السيرة، "مقدمة فتح مكة".
- 41 البدائع، سابق، ١١٩.
- 42 الشراقي، علم الزبيدي، علم البخاري، تأليفه، ٥٥.
- 43 الألويسي، علم القرآن، جزء ٢٦، ص ٢٧.

- الشرقاوى على التحرير، ثامه ٢٧٧ .
- 44 ابنه لقام، سيرة، ثامه ١٠٥، نقل عنه
زيدان، رابع، « .
- 45 الميداني، ٢٧، البدائع، سابع، ١١٩ .
- 46 الدسوقي، ثامه ١٨٤، الشرقاوى على التحرير،
ثامه ٢٧٦، الشيباني، أول، ٨٠ .
- 47 الألوسى على القرآن، ج ٦، ص ٢٧ .
- 48 الشرقاوى على ابن زيدى على البخارى، ثامه ١٢٠ .
- 49 البدائع، سابع، ١١٩ .
- 50 الألوسى على القرآن، ج ٦، ص ٢٦، ٢٧ .
- الشرقاوى تحرير، ثامه ٢٧٧، الشيباني، أول، ٨٠ .
- 51 المبرد، الكامل، أول، ١٤٤ .
- 52 الألوسى على القرآن، ج ٦، ص ٢٧، أحمد
أبيه، فجر الإسلام، ١٠٤ .
- 53 زيدان، احمد بن الإسلامى، أول، ١٥٨، ١٥٩ .
- 54 الخضرى، تاريخ التشريع الإسلامى، ٥٩، ٦٠ .
- أحمد أليه، فجر الإسلام، أول، ١٠٢، البدائع، سابع،
١١٠، ١٢١، الميداني، ٢٧، زيدان، أول، ٥٧، ٥٨، ١٦٩ -
١٧٨، رابع، ٩١ - ١٠٢، نقل عنه ابنه الأشير،

- ٥٠، نقلا عنه ابنه هشام، 'سيرة'، تأمه ١٩٠٠.
- ٦٤ الجاحظ، 'البيان والتبيين'، تأمه ١٥-١٧.
- ابن هشام، 'سيرة'، حجة الوداع، 'العقد الفريد'.
- باب الشعوبية، 'الألوسي على القرآن' ج ٢٦، ص ١٤٨.
- ٦٥ 'الألوسي على القرآن' ج ٢٦، ص ١٤٩، وقولاً.
- أحمد أمية، 'فجر الإسلام'، ٩٤، ٩٥، 'زيدان'، ربيع، ٢٠.
- ٦٦ 'الألوسي على القرآن' ج ٢٦، ص ١٥٠، ابنه.
- هشام، 'سيرة'، غزوة الخندق، والحديث الذي.
- ترجمناه، 'قوله: "أنا النبي لا كذب" أنا ابن عبد المطلب'.
- ٦٧ 'الألوسي على القرآن' ج ٢٦، ص ١٤٩.
- ٦٨ الشافعي، 'علم الزبيدي مختصر البخاري'، ثالث.
- ٥١، والحديث الذي ترجمناه، 'قوله: "قريبه"
- والألفاظ، وجميعة، ومزينة، موال، ليس لهم مولى
- دونه الله ورسوله
- ٦٩ 'الألوسي تفسير القرآن' ج ٢٦، ص ١٤٨.
- ٧٠ انظر البضاوي، 'تفسير القرآن'، ص ٥٠.
- الطبري، 'على القرآن' ج ٢٨، ص ٧٢، أحمد أمية، أول، ٩٥.
- ٧١ الجاحظ، 'البيان والتبيين'، ثالث، ١٤٧، حرة.
- فتح الله، 'المواهب الفتحية'، تأمه ٩٠٩-١٢٠٠.

- 72 زيدان، أول، ٥٦، 'رابع، ٢، 'الأغاني، 'رابع، ١٤.
- 73 العقد الفريد، باب النسب، فضائل العرب... الخ.
- زيدان، 'رابع، ٢، ١٢، فضائله ابنه الأشير، المسعودي، ابنه خلدون.
- 74 العقد الفريد، ثمانية، ٤٤، ٧٢، 'الأغاني، 'رابع.
- ١٢٥ وفاس بن بشر، ٨٨، المسعودي، ثمانية، ١١٤، ابنه هشير.
- خامس، ٤٤، ١٢١، زيدان، 'رابع، ٥٨ - ٦١.
- 75 الجاهلي، البياض، أول، ٧٥، ٩٢، ٩٤، ٩٥، ٩٦.
- وثاني، ٤، ٢٤، ٢٥، ١٢٠، وثالث، ٢٠ - ١٤٨، ابنه قتيبة.
- كتاب تفضيل العرب، ابنه عمر الراسبي، كتاب مبالغ.
- الذوب في فضائل العرب، العمدة لابنه رشيد، لغيره.
- أول، ٤، وثاني، ١٥٤، وتوابط، ابنه خلدون، المقدمة.
- ١٢٤ - ١٢٦، ١٦٥ - ١٦٩، ٢٩٥، ٢٩٦، ٤٤٤.
- ٤٤٤، العقد الفريد، ثمانية، أبواب النسب، فضائل.
- عرب، الشعوبية والرد عليهم... الخ.
- 76 المبدئي، ١٤، البدائع، ثمانية، ٢١٧ - ٢١٩.
- الألوحي على القراءة ج ٢٦ ص ١٥١.
- 77 الشرفاوي على التحرير، ثمانية، ٢٤٥، ٢٤٧، ٢٤٨.
- 78 الشيباني على مرعي، ثمانية، ١٤١ - ١٤٢.
- 79 الدسوقي، ثمانية، ٢٤٨ - ٢٥٠، البدائع، ثمانية.

- ٢١٧ ، الألويسي على لقرآنه ج ٢٦ ، ص ١٥١ .
 80 البدائع ، ثمانية ، ٢١٧ .
 81 البدائع ، ثمانية ، ٢١٩ ، الميداني ، ١٤٠ .
 82 البدائع ، ثمانية ، ٢١٩ ، الألويسي على لقرآنه ج ٢٦ ، ص ١٥١ .
 83 الشرفاوي على التحرير ، ثمانية ، ٢٩١ .
 84 البدائع ، سابع ، ١١٠ ، وتوابعها ، لميداني ، ٢٦٧ .
 وتوابعها ، الشرفاوي على التحرير ، ثمانية ، ٢٩٠ ، وتوابعها
 الجما خلة ، ثمانية ، ٢٤ ، ٢٥ ، أحمد أمينة ، فخر الإسلام ، ١٠٠ .
 85 الدسوقي على الدردير على خليل ، ثمانية ، ٢٠١ .
 86 البدائع ، سادس ، ١٩٧ ، ١٩٨ ، وسابع ، ١١٩ .
 87 البدائع ، سابع ، ١١١ ، ١١٩ .
 88 الميداني ، ٢٧٥ ، ٢٨٠ ، البدائع ، سابع ، ١١٠ .
 ١١١ ، ١١٢ ، الشيباني على مرعي ، أول ، ٨٠ .
 89 الألويسي ، بتوفيق الذرب ، في أهوال العرب .
 ثالث ، ٤٠ ، ٤٢ ، الألفاني ج ١٩ ، ص ٢ ، تفسير
 الوصول ، ثالث ، ١١٢ ، العقد الفريد ، ثالث ،
 ٤٧٠ ، مجلد ، مخيف ، لمراة العربية ، أول ، ٤٩ - ٥١ .
 90 الميداني ، ٢٦٦ ، البدائع ، رابع ، ١٤٠ ، ١٤٥ .
 (وبتفصيل عنه من قبل الشافعي أيضا) الدسوقي ، رابع ، ٤٠٧ .

- 91 الميقاتي ٢٦٤، البدائع، رابع، ٤٧، ٥١،
الشرقاوي على التفسير، ثمانية، ٤٩٠، المدسوقي، رابع، ٢٦٦.
- 92 البدائع للكامي، رابع، ٤٨.
- 93 الميقاتي ٢٦٦، ٢٦٧، البدائع، رابع، ١٢١، المدسوقي،
رابع، ٤٠٧.
- 94 الميقاتي ٢٦٧، البدائع، رابع، ١٢١، الجاخط،
البيان، ثمانية، ١٦ - والحديث الذي نسب إليه هو
قوله: «أولده للفراصة، وللعاهر الحجر...».
- 95 البدائع، رابع، ١٢١، الميقاتي ٢٦٧.
- 96 الميقاتي ٢٦٧، البدائع، رابع، ١٢١.
- 97 الميقاتي ٢٦٧، البدائع، رابع، ١٢١،
المدسوقي، رابع، ٤٠٧.
- 98 الأغانى جزء ١٦، ص ١٢٧، ابنه الأشير،
الحام، رابع، ٢٧٥، وأول، ١٤٧، المدسوقي، ثمانية،
١٢٠، العقد الفريد، ثالث، ٢٢٩، زبدانه، رابع،
٦٠، ١٥١ - ١٥٥، وخامس، ٢٩، ١١٧، ١١٨.
- 99 قال ماتم الطائي من قصيدة:
ولم تترك فينا من ابنه مبيدة
إذ ألقى الأبطال يطعنهم شفرة

ويأخذ رايان الطعام بلفه

فيورد لها بيضا ويصد لها حمرا

انظر عبد الله عفيف، المرأة العربية، أول، ٤٦.

عبد الله عفيف، المرأة العربية، أول، ٤٩. 100

اه نقله عنه الألويسي، بلوغ الأرب، ثالث، ٤٤.

٤٤، تفسير الوصون، ثالث، ١١٢، اللغاني ج

١٩ ص ٢.

سيرة ابنه هشام، غزوان: بني المظلمة، 101

حنيفة، خبير، البخاري، غزوة خبير، جزر ثالث

ص ٤١: «خبيرنا سليمان به حرب قال صلى

النبى صلعم الصبح... الخ» وغزوة بني المظلمة

ثالث، ٤٢: «خرجنا مع رسول الله... الخ» وغزوة

حنيفة، ثالث، ٤١: «قال رسول الله صلعم حية

جاءه وفد كعوانه... الخ» - انظر كذلك

الشرق فادى على التحرير، ثام، ٢١٩.

البخاري، مخرج النبى الى بني قريظة، 102

ثالث، ١٤١، ٤٤، الشرق فادى على الزبيدي، ثالث، ١٤٠.

العقد الفريد، باب وصايا أمراء الجيوش، 103

وصية أبي بكر ليزيد به صفياه... الخ.

- 104 البدائع، للكاساني، سابع، ١١٩
- 105 الشرقاوي على التكرير، ثمانية ٢٧٧،
الشيبياني على مرعي، أول، ٨٠.
- 106 انظر الشرقاوي على الزبيدي على البخاري،
ثمانية ٢٢٦ - والحديث الذي نسير إليه لقوله:
«لعمرك الله به نعم» أنه امرأة وجهت في بعضه
مغازي النبي مقولة، فأكرم النبي قتل النساء والأطفال.
- 107 الميذاني، ٢٦٨، ٢٦٩، البدائع، سابع، ١٠١.
- 108 البدائع، رابع، ١٢٢ - ١٥٩، الميذاني، ٢٧،
٢٧٤، المدسوقي، رابع، ٢٨٨ - ٤٠٧، الشرقاوي
على التكرير، ثمانية ١٢٢ - ١٢٠، الشيبياني، ثمانية ١٠٧ - ١١٧.
- 109 البخاري، ثمانية ٥١، ٥٢، الميذاني، ٢٦٦،
٢٦٧، البدائع، رابع، ١١٢ - ١٢٢، المدسوقي،
رابع، ٢٨٠ - ٢٨٨، الشرقاوي على التكرير، ثمانية،
٤٩٤ - ٤٩٤، الشيبياني على مرعي، ثمانية ١٠٤ - ١٠٦.
- 110 البخاري، ثمانية ٥١، الميذاني، ٢٦٧ - ٢٧٠،
البدائع، رابع، ١٢٢ - ١٢٢، المدسوقي، رابع، ٤٠٧ -
٤١٥، الشرقاوي على التكرير، ثمانية ٤٩٤ - ٥٠٠،
الشيبياني على مرعي، ثمانية ١١٧ - ١٢٢.

- البدائع، رابع، ١٢٠.
- 111 الشرفاوى على التكرير، تأه ٤٩٥، ٤٩٦.
- 112 وبالاصل في ذلك خبر: أيتها أمة ولدت من سيدها
فى حرة على دبر منه ... وصبر! أقليات الأولاد
لا يصبه ولا يولجبه ولا يورثه، يستمتع بلا سيد لها
مادام حيا، فإذا ماتت فى حرة ... - بدائع
المصنف، رابع، ١٢٩: "ولنا ما روى عنه رسول
الله صلى الله عليه وسلم: أم الولد لا تباع ولا توهب
وفى حرة من جميع المال" ... الخ ... الخ.
- 113 البدائع، رابع، ١٢٩، ١٢٩.
- 114 " ١٢٩، ١٢٠.
- 115 " ١٢٩، ١٢٠.
- 116 البخارى، تأه ٥١: قال أبو بصيرة عنه
لهنر صلى الله عليه وسلم: أمشراط لها لغة أنه تله الأمة
ربطاً - انظر هامشية السندى علم الامامة.
- 117 الشرفاوى على التكرير، تأه ٤٩٢ (يصح)
بيع الدبر وصبته في مذهب الشافعى، الشيبانى
تأه ١٠٥، ١١٢ (يصح نقل ملك الدبر والمكاتب في مذهب
ابن حنبل).

- 118 البدائع، ثمانية، ٢٧٢ .
- 119 البدائع، ثمانية، ٢٦٤ - ٢٦٨، ٢٧٠، المبدئي
- ١٠١، ١١١، الشيباني، ثمانية، ١٥١، ١١٨، ١١٩، الهدوي
- ثمانية، ٤٩٠ - ٤٩٩، الشرقاوي على التكرير، ثمانية، ١٠٦،
- 120 المصمودي، ثمانية، ٢٦٦، المقرئ، ثمانية، ١٠٤،
- زبدانة، خمس، "الأرقاء"، الجوارى ... الخ.
- 121 المبدئي، ٢٧٧، البدائع، ثمانية، ٢٤٢ - ٢٤٨،
- وثالث، ٩٧، ٩٨، انظر كذلك باب التلاح في
- الشرقاوي على التكرير، الهدوي على الهدوي، والشيباني على الهدوي
- 122 روى أنه عبد ذقب للنبي صلى الله عليه وسلم
- أنه سيدة طهه عليه زوجه فأنكر عليه السلام
- ذلك وقال ما صفاه: ما بال أقوام يدعونه
- حقوقا ليت لهم إنما الطهارة طه أخذ
- بالسنة - قصة مشهورة، ذكرت في كثير
- من كتب الفقه والحديث، انظر مثلاً الهدوي على
- الجوارى، ثمانية، ١٥٤ .
- 123 الجاهظ، البيارة، ثمانية، ١٢٠ .
- 124 الشرقاوي على التكرير، ثمانية، ٢٤٩ - ٢٤٤،
- الشيباني، ثمانية، ١٥١، ١٥٠، الهدوي، ثمانية، ٢٦٤ .

- 125 انظر ما نقله الألوسي في شرح قوله تعالى
 «ومعه لم يسطع منكم طول» الخ «جزء خامس»
 ص ٧-١٢، وما كتبه على قوله «ولا تساموا
 لمشركان حتى يؤمنوا» الآية «جزء ثامن» ص ١١٤.
- 126 البدائع، ثمانية ٢٦٧، ٢٦٨، المبداني ٢١٩.
- 127 «ثالث» ٩٧، ٩٨، الشرقاوي على التحرير
 ثمانية ٢٤٨، ٢٤٩، الشيباني على معنى ثمانية ٢٠٦.
- 128 المبداني ٢١٧، البدائع، ثمانية ٢٤٤، ٢٤٥،
 الشرقاوي على التحرير، ثمانية ٢٤٨، ٢٤٩، الشيباني
 ثمانية ١٧٥، ١٧٦، البسوقي، ثمانية ٢٢١ - هذا
 وقد نسب إلى الإمام مالك، ولكنه يشك في
 صحة هذه النسبة، أنه العبد المذكور يجوز له
 له أنه يتزوج بدونه إذا لم يولاه، انظر
 البدائع، ثمانية ٢٤٤، والألوسي على البقرة، خامس، ٩.
- 129 البدائع، ثمانية ٢٤٧، ٢٤٨، البسوقي، ثمانية ٢٢١.
- 130 «ر» ٢٤٧، ٢٤٨، الشرقاوي على التحرير
 ثمانية ٢١٤، ٢١٥، الشيباني، ثمانية ١٢٠، ١٢١.
- 131 محمد بن عفيف، المرأة العفوية، أول، ٧١، ٧٢.
- 132 قالت العفراء بنت سبيع في رثاء:

أبى لعبد الله إذ حَتَّ قَبِيلَ لَهْبَعِ نَارِهِ
 طَبَاةً طَادَى لَهْبَعِي يَرْضَى لَهْبَعِي إِزَارَهُ
 أَنْظَرَ عَبْدَ اللَّهِ لَهْبَعِي، الْمَرْأَةُ لَهْبَعِي، أَوَّلُ، ٧٢.
 أَبُو عَلِيٍّ الْقَالِي، الْقَوْمَانِي، أَوَّلُ، ٢٢٩، ٢٣٠، ١٣٣
 وَثَابَةُ، ٢٢، ٢٤ - الْجَاهِلِيَّةُ، الْبَيِّنَاتُ، ثَابَةُ، ٢٤، أَوَّلُ
 عَلَى الْقَرَّانَةِ جِزْر ١٨ ص ١٢٩، وَجِزْر ٢٢ ص
 ٤٩، ٥٠، ٥١، الْبَدَائِعُ، ثَابَةُ، ٧١، وَسَابِعُ، ٩٨
 ١٩١ - ١٩٨، ٢٠٢، ٢٠٤، ٢٠٥، ٢٠٦، اِشْرَاقِي عَلَى
 اِشْرَاقِي، أَوَّلُ، ٢٧٢، ٢٨٨، وَثَابَةُ، ٥٠، ٥١، ٥٢.
 اِشْرَاقِي، أَوَّلُ، ٨٤، ١٢٦، وَثَابَةُ، ١٧٢، اِشْرَاقِي
 عَلَى الزَّيْدِي عَلَى اِشْرَاقِي، ثَابَةُ، ٢٦١، ٢٤٥، وَثَابَةُ
 ٢٤٤، زَيْدَانَةُ، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، ثَابَةُ، ١٠٧، ١٠٨،
 ١٠٩، ١٢٦، ١٢٧، وَرَابِعُ، ٤٦، ١٥٦، وَثَابَةُ
 وَثَابَةُ، ٢٢ - ٢٤، ١١٧ - ١٢١، ١٢٩، ١٣٠، ١٣١.
 نَاقِلَةُ عَمَّا اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي
 اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي، اِشْرَاقِي.
 بَدَائِعُ الصَّنَائِعِ لِلْكَاسَانِي جِزْر سَابِعُ ص ٩٨. 134

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Nous concevons cette bibliographie comme un instrument à l'usage de ceux qui voudraient poursuivre nos recherches. Aussi avons-nous cru utile d'indiquer, en sus des ouvrages que nous avons consultés, et que nous marquons d'un astérisque, les principaux autres travaux sur l'esclavage.

Dans chaque section, nous classons les auteurs selon l'ordre alphabétique, quitte à montrer, dans des notices, le contenu et la valeur des principaux livres que nous avons mis à contribution.

I

HÉBREUX

★ 1. — Ancien Testament.

Au point de vue juridique, c'est le *Pentateuque* qui est le plus intéressant de tous les livres de l'Ancien Testament. Il comprend, en effet, les trois grands codes qui constituent l'ossature de la législation hébraïque : *Le Livre de l'Alliance* (Exode XX, 23 à XXIII, 19), les lois du *Deutéronome* (Deutéronome IV, 44 à XXVIII), et le *Code Sacerdotal* (qui comprend : le Lévitique, les Nombres, sauf quelques petits pas-

sages, et les Jois de l'Exode qui ne font pas partie du Livre de l'Alliance).

Aussi avons-nous cru utile de relever les principaux passages du *Pentateuque* qui se rapportent à l'esclavage :

Genèse IX, 20-28 (origine de l'esclavage); X, 15-24 (lignée de Canaan parmi laquelle se recrutait essentiellement la classe servile chez les Hébreux); XII, 16 (esclaves donnés, comme présent, au patriarche Abraham); XIII, 7, 8 (emploi des esclaves chez les patriarches), 14-18 (promesse de l'Eternel de rendre les Hébreux maîtres des pays de Canaan); XIV, 12 (razzias esclavagistes, rapt de l'homme libre), 14, 15 (emploi, traitement et importance des esclaves chez les patriarches), 21 jusqu'à la fin du chapitre (un exemple de l'attitude que prenaient parfois les patriarches à l'égard de leurs prisonniers de guerre); XV, 2, 3 (haute considération dont jouissaient les esclaves nés dans la maison des patriarches), 7 (les pays de Canaan promis à la postérité d'Abraham), 13, 14 (ce que l'Eternel dit à Abraham au sujet de l'asservissement que subiront les Hébreux en Egypte), 18-21 inclus (les pays de Canaan promis aux Hébreux); XVI, tout le chapitre (union des patriarches avec les servantes de leurs femmes; condition des enfants provenant de ces unions); XVII, 8 (terre promise dont les anciens habitants seront asservis par les juifs), 12, 13 (l'Eternel demande à Abraham de circoncire tous ses esclaves étrangers, d'en faire des juifs), 18-22 (attachement des patriarches aux enfants provenant de leur union avec les esclaves de leurs femmes; situation de ces enfants par rapport à leurs frères provenant des femmes légitimes), 23-27 inclus (Abraham exécute l'ordonnance indiquée dans les versets 12, 13 de ce chapitre); XVIII, 7 (emploi des esclaves chez les patriarches); XX, 14 (esclaves donnés comme présent à Abraham), 17 (concubines esclaves considérées comme épouse de second ordre); XXI, 9-22 (manière humiliante dont la maîtresse de la maison traitait la concubine et les enfants que celle-ci avait eus du maître; voir également ci-dessus la no-

tice sur les versets 18-22 du chapitre XVII), 25 (emploi des esclaves); XXII, 2 (« ton unique fils... Isaac... ». Ismaël, provenant de l'union d'Abraham avec l'esclave Agar, n'est donc pas considéré comme un fils d'Abraham dans la pleine acception du mot), 3, 5 (emploi des esclaves), 12, 16 (voir la notice sur le verset 2 de ce chapitre), 24 (concubinage; enfants des concubines esclaves comptés, mais en second lieu, parmi les fils du maître); XXIV, tout le chapitre (confiance des patriarches en quelques-uns de leurs esclaves; missions délicates dont ces esclaves furent chargés par leurs maîtres, et dont ils s'acquittèrent très consciencieusement...); XXV, 5, 6 (enfants des concubines esclaves n'héritant pas de leur père; leurs demi-frères provenant des femmes légitimes les évincent), 9, 12-19 [rapprocher ce passage du verset 6 de ce chapitre et voir si l'on saurait dégager quelque conclusion du fait que la Genèse parle abondamment d'Ismaël qui provint de l'union d'Abraham avec l'esclave de sa femme Sarah, union à laquelle cette dernière consentit (chapitre XVI), alors qu'elle est très laconique sur les enfants qu'Abraham eut de ses esclaves à lui (elle n'en parle que dans le verset 6 de ce chapitre)]; XXVI, 14 (nombre des esclaves chez les patriarches; esclaves considérés comme un capital), 15, 19, 25, 32 (emploi des esclaves chez les patriarches); XXVII, 29, 37, 40 (forme embryonnaire d'asservissement consécutif à la puissance paternelle); XXIX, 15-30 (forme embryonnaire de l'aliénation volontaire de la liberté et de la vente des filles par leur père; coutume des patriarches de donner, comme dot, une esclave à leur fille); XXX, 1-14 (chez les pères du peuple juif, la femme cédait à son esclave son droit d'épouse pour acquérir d'elle le droit de mère; rapprocher ce passage du chapitre XVI), 26 (voir la notice sur les versets 15-30 du chapitre XXIX), 43 (voir la notice sur le verset 14 du chapitre XXVI); XXXI, 14, 15 (vente des filles par leurs pères; ressentiment que gardaient ces filles d'une telle offense); XXXII, 5 (voir la notice sur le verset 14 du chapitre XXVI), 16-22 (voir la notice sur le chapitre XXIV); XXXIII, 1, 2, 5-8 (concubines esclaves ayant quelque-

fois la priorité sur les femmes légitimes); XXXIV, 1, 2 (rapt des personnes libres pour en faire des concubines), 24-30 (razzia accompagnée du massacre des hommes adultes et de l'asservissement des femmes et des enfants); XXXV, 22 (un fils de Jacob se sert sensuellement de la concubine de son père; l'union du maître avec son esclave fut, de bonne heure, trop peu respectée et n'a jamais eu le caractère du mariage proprement dit), 23-27 (voir la notice sur les versets 18-22 du chapitre XVII, et, *mutatis mutandis*, la notice sur les versets 9, 12-19 du chapitre XXV); XXXVI, 12 (concubines esclaves et leurs enfants); XXXVII, 26-29 (Joseph vendu comme esclave par ses frères; rapt des personnes libres; commerce des esclaves; prix des esclaves); XXXIX, tout le chapitre (histoire de l'esclavage de Joseph en Egypte, condition des esclaves étrangers chez les anciens Egyptiens); XLIII, 18 (les enfants de Jacob craignent que les Egyptiens n'invoquent de faibles prétextes pour les réduire en esclavage, traduisant ainsi leur propre conduite envers les étrangers); XLIV, 9, 10, 16, 17, 33 (esclavage pour vol); XLVII, 19-26 (aliénation volontaire de la liberté sous la pression de la misère); XLIX, 4 (rattacher ce verset au verset 22 du chapitre XXXV).

Exode, I, 13 (les enfants d'Israël réduits en esclavage par les Egyptiens); II, 23 (même remarque); V, 4-10 (emploi des esclaves hébreux chez les Egyptiens); VI, 5, 6 (l'Eternel affranchit les Hébreux de la servitude des Egyptiens); XI, 5 (emploi des esclaves chez les Egyptiens); XII, 43, 44 (les esclaves étrangers et les cérémonies religieuses chez les Hébreux, condition requise pour leur accès à ces cérémonies); XX, 10 (repos des esclaves), 17 (les esclaves considérés rigoureusement comme une *propriété*); XXI, 2-7 (lois relatives à l'esclavage d'un hébreu sous un de ses coreligionnaires : durée de son esclavage, prolongation de cette durée, son mariage...), 7-12 (lois relatives au pouvoir du père de vendre sa fille; la condition de la fille vendue dans la maison du maître), 20, 21,

26, 27 (lois relatives aux esclaves victimes de leurs maîtres), 32 (l'esclave victime d'une bête appartenant à une autre personne que son maître); XXII, 21 (bonté recommandée envers les esclaves étrangers), 25-28 [lois sur le prêt (dans la pratique, les débiteurs insolvable étaient réduits en esclavage)]; XXIII, 9 (bonté recommandée envers les esclaves étrangers), 12 (repos des esclaves).

Lévitique, XIX, 20-23 (peine de l'adultère commis avec une esclave fiancée), 34 (traitement des étrangers); XXIII, 3, 7, 8, 21, 24, 25, 27-37, 39 (repos des esclaves); XXV, 6 (produit spontané de la terre pendant le Sabbat, part donnée aux esclaves dans ce produit), 10 (affranchissement obligatoire au Jubilé), 39-44 (Lois relatives à l'aliénation volontaire de la liberté d'un israélite; durée de l'esclavage consécutif à cette aliénation; condition et traitement de cette catégorie d'esclaves), 44-47 (esclaves non-israélites chez les Hébreux; leur provenance; leur condition; droit des maîtres sur eux), 47-55 inclus (l'Hébreu se vendant à un étranger habitant la Palestine; durée de l'esclavage consécutif à cette vente; moyen d'affranchissement avant l'expiration de la durée; condition et traitement de l'hébreu devenu ainsi esclave); XXVII, 1-9 (s'en servir pour déterminer le prix des esclaves chez les Hébreux).

Nombres XXI, 1-4, 23-35 inclus (guerres engagées par les Israélites contre les nations voisines; tactique; massacre et asservissement des prisonniers); XXV, 16-18 inclus (même sujet); XXVIII, 18, 25, 26 (relâche des travaux serviles, repos des esclaves); XXIX, 1, 7, 12, 35 (même sujet); XXXI, 1-48 (guerre entreprise par les Israélites contre les Madianites; tactique; traitement des prisonniers adultes du sexe mâle et des prisonniers non-adultes ou du sexe féminin; répartition des captifs réduits en esclavage entre les soldats...).

Deutéronome, I, 16, 17 (ordonnance de rendre la justice sans acception du rang auquel appartenaient les personnes

en cause); V, 14, 15 (jours de repos pour les esclaves), 21 (les esclaves considérés rigoureusement comme une propriété privée); VII, 1-6, 16, 22-25 (ordre à observer dans les guerres contre les Cananéens; condition des anciens habitants des pays conquis par les Hébreux); X, 19 (bonté recommandée envers l'étranger); XV, 12-19 (l'Hébreu se vendant volontairement à un de ses coreligionnaires; durée de cet esclavage; prolongation de sa durée; affranchissement; traitement et condition de cette catégorie d'esclaves); XVI, 11, 14 (célébration des fêtes; participation des esclaves à cette célébration; repos des esclaves...); XX, 10-19 (lois à observer dans la guerre; traitement des prisonniers adultes du sexe mâle et des prisonniers non-adultes ou du sexe féminin); XXI, 10-15 (lois relatives au mariage d'un Israélite avec une prisonnière réduite en esclavage); XXIII, 15, 16 (asile donné aux esclaves fugitifs; leur traitement); XXIV, 6 (lois sur le prêt), 7 (sur le rapt d'un Israélite en vue de le réduire en esclavage), 10-14 (lois sur le prêt); XXVIII, 68 (l'Eternel menace les Hébreux de les livrer à l'esclavage, sous les étrangers, s'ils n'observent pas ses lois; le Dieu d'Israël lui-même frappe d'esclavage les réfractaires à ses lois; l'esclavage consécutif à la pénalité juridique est en vigueur chez l'Eternel lui-même); XXXII, 42 (attitude sanguinaire que prendrait l'Eternel à l'égard de ses captifs).

Nous nous sommes référé à la traduction de Louis Segond, *La Sainte Bible, traduite sur les Textes Originaux Hébreux et Grecs*, nouv. édit. Revue. Paris, 1929.

★ 2. — ANDRÉ (Tony), *L'Esclavage chez les anciens Hébreux. Etude d'archéologie biblique*. — Paris, Fischbacher, 1892, in-8°.

L'auteur base toutes ses études sur ces deux idées : (a) les trois codes du Pentateuque (le Livre de l'Alliance, le Deutéronome et le Code Sacerdotal) ne furent pas rédigés par les mêmes auteurs ni à la même époque; (b) les lois concernant

l'esclavage que contient chacun de ces trois codes traduisent la tendance dominante et l'usage en vigueur chez les Hébreux dans la période où elles furent rédigées. — La première idée est juste. La seconde serait très dangereuse si, comme le fait l'auteur, on en faisait un usage excessif.

3. — BENNY (Ph. Berger), *The Criminal Code of the Jews according to the Talmud Massecheth Synhedrin*. — London, 1880 (voir ci-dessous Talmud, n° 19).

Bien que ce livre ne traite pas essentiellement de l'esclavage, nous le citons pour ces deux raisons : (a) l'esclavage chez les Hébreux s'engendrait quelquefois par l'action pénale de la loi ; (b) c'est surtout par les talmudistes que ce système fut développé.

4. — CHEEVER (Georges-B.), *The guilt of slavery and the Crime of slave-holding demonstrated from the Hebrew and Greek Scriptures*. — Boston, 1860, in-8°.

5. — GRÜNFELD (Richard), *Die Stellung der Sklaven bei den Juden nach biblischen und talmüdischen Quellen*. — Breslau, 1888, in-8°.

6. — HAMBURGER, *Real-Encyclopädie für Bibel und Talmud*. — 2 vol., Strelitz, 1884. Articles « Sklave, Dienerschaft ».

7. — *Is the system of slavery sanctioned or condemned by Scripture? to which subjoined an appendix containing two essays upon the state of the Canaanite and Philistine bondsmen under the Jewish theocracy...* — London, 1824, in-8°. — Bibliothèque Nationale, côte : D² 14848.

8. — *Jewish Encyclopedia*, art. : *Slave-trade, Slave and Slavery*. — Vol. XI, pp. 402-408.

* 9. — KAHN (Zadoc), *L'Esclavage selon la Bible et le Talmud*. — Paris, imp. Louis Guérin, 1867, in-8°.

C'est l'étude la plus classique et la plus autorisée sur l'esclavage chez les Hébreux. Un grand nombre d'ouvrages postérieurs n'en sont qu'une reproduction à peine déguisée. Son seul défaut consiste dans la tendance à faire l'apologie des institutions hébraïques. A son insu, sans doute, l'auteur interprète certains passages de la Bible et du Talmud dans le sens le plus favorable à ses sentiments, au risque d'être démenti par l'histoire et même par le bon sens.

10. — LAUFER, *L'Esclavage et la Bible*. — Lausanne, 1891.

★ **11.** — LENORMANT (François), *Histoire ancienne de l'Orient*. — 5 livres en 4 tomes, Paris, Lévy, 1881 (tome I), 1882 (tome II), 1883 (tome III), 1885 (tome IV).

Dans le tome premier du chef-d'œuvre de Lenormant se trouvent certains passages dont on peut utilement se servir pour une étude sur l'origine de l'esclavage hébraïque. — Voir notamment : T. I, pp. 273-275 (Kenâ'an et ses fils), 276-279 (Les relations entre les nations de Ham et celles de Schem) et surtout 279 et suiv. (la malédiction de Ham et ses effets historiques).

★ **12.** — LETOURNEAU, *L'Evolution de l'Esclavage dans les diverses races humaines*. — Paris, Vigot Frères, 1897.

Dans le chapitre XIII, l'auteur consacre une dizaine de pages à « l'esclavage chez les Juifs » (pp. 289-299). Etude fort insuffisante et très médiocre (voir ci-dessous n° 328 les caractères généraux des travaux de Letourneau).

13. — MANDL, *Das Sklavenrecht des alten Testaments*. — Hambourg, 1886, in-8°.

14. — MIELZINER, *Die Verhältnisse der Sklaven bei den alten Hebräern, nach biblischen und talmüdischen Quellen dargestellt*. — Kopenhagen, 1859.

15. — MONOD (A.), *Art. Esclavage dans l'Encyc. des sciences religieuses*, publiée sous la direction de F. Lichtenberger. — Paris, 1877-1882.

16. — OEHLER, *Art. Sklave. Real-Encyclopädie für protest. Theologie und Kirche*, herausg. von Herzog. — 22 vols. Stuttgart, Hamburg, Gotha, 1854, 1868.

17. — RABBINOWICZ, *Législation criminelle du Talmud*. — Paris, 1876 (voir plus haut notre notice sur le n° 3).

★ **18.** — RENAN, *Histoire du Peuple d'Israël*. — 5 vol., Paris, 1887.

A maintes reprises, et surtout quand il parle du Livre de l'Alliance (T. II, pp. 365-378), l'auteur *effleure* la question de l'esclavage chez les Hébreux. La plupart de ses conclusions, à cet égard, sont d'une justesse incontestable.

19. — Talmud.

La plupart des lois bibliques sur l'esclavage (voir ci-dessus n° 1) furent profondément modifiées par le Talmud, bien que ce dernier soit théoriquement un simple commentaire de l'Ancien Testament. — Dans cette modification (que nous avons constatée à plusieurs reprises, cf. notamment pp. 43 fin, 44-46, 51, 56, 57... etc.), les auteurs du Talmud s'inspirent tantôt de l'usage en vigueur à leur époque (et c'est par là surtout que le Talmud intéresse les études historiques et sociologiques), tantôt des institutions romaines dont ils furent les plus grands admirateurs.

Nous n'avons pu directement consulter ni le Talmud de Jérusalem ni le Talmud de Babylone. C'est d'après Tony André (n° 2); Zadoc Kahn (n° 9); Thonissen (n° 20); Wallon (n° 21)... etc. que nous citons le Talmud.

Le Talmud de Jérusalem a été, en partie, traduit par Schwab, Paris, 1871.

★ 20. — THONISSEN (J.-J.), *Etudes sur l'histoire du droit criminel. La peine de mort dans le Talmud.* — Bruxelles, 1866.

L'auteur énumère tous les crimes qui, d'après la Mishnah (la partie la plus importante du Talmud; attribuée à Juda-le-Saint dit Hokadosch) encouraient la peine capitale en les divisant en cinq groupes selon leur mode respectif d'exécution : lapidation, crémation, glaive, strangulation, exécution sans forme judiciaire ou « Jugement de zèle ». Puis il essaye de confronter, sous ce rapport, la Mishnah à la Bible en montrant dans quelle mesure les témoignages des deux livres concordent.

Comme l'asservissement pénal n'est, en dernière analyse, qu'une substitution à la peine capitale, un tel ouvrage offre, quoiqu'indirectement, un grand intérêt à une étude sur l'esclavage. — Dans notre ouvrage principal et notamment dans la partie explicative, nous renvoyons souvent à ce livre, surtout en ce qui concerne la Mishnah que nous n'avons pu consulter directement.

★ 21. — WALLON (H.), *L'Histoire de l'Esclavage dans l'Antiquité.* — 3 vol., Paris, 2^e édition, 1879, in-8°.

Dans le tome I, chapitre I (de l'Esclavage en Orient), § 1, l'auteur donne un aperçu très laconique, très insuffisant et médiocrement exact de l'esclavage chez les anciens Juifs. Nous parlerons du reste de l'ouvrage en temps et lieu (voir ci-dessous n° 35, 56, 64, 215).

22. — WINTER, *Die Stellung der Sklaven bei den Juden in rechtlicher und gesellschaftlicher Beziehung nach talmüdischen Quellen.* — Breslau, 1886, in-8°.

23. — ZIPFER, *Die Sklaven im Judentume in der Neuzeit.* — Wien, 1867.

II

GRECS

24. — CHEEVER (Georges-B.) (*op. cit.* au n° 4).

★ 25. — FUSTEL DE COULANGES, *La Cité Antique*. — Paris, Hachette et C^{ie}, 22^e édition, 1912. — 474 pages.

Etude sur l'histoire du culte, du droit et des institutions de la Grèce et de Rome. Le livre I est consacré à « l'antique croyance », le livre II, à « la famille », le livre III, à « la Cité », le livre IV, aux « révolutions », le livre V, à « la disparition du régime municipal ». — Ouvrage très classique et très précieux. Presque tous les travaux de Fustel de Coulanges — bien qu'ils soient essentiellement historiques — se rapprochent cependant des études sociologiques.

Voici les principaux passages qui nous intéressent dans cette section :

Livre II, chap. X, § 4, pp. 124-131 (Extension de la famille; l'Esclavage de la clientèle. — Etude sur l'esclavage et sur la clientèle dans les institutions domestiques des Grecs et des Romains comparées aux institutions de l'Inde Antique); Livre III, ch. XII, pp. 226-233 (Le citoyen et l'étranger; distinction juridique et sociale établie, en Grèce et à Rome, entre les citoyens et les étrangers; division de ces derniers en esclaves et en hommes incomplètement libres); Livre III, ch. XV, pp. 241-248 (Relations entre les Cités; la paix, la guerre; action asservissante de la guerre); Livre IV, chap. VI, pp. 306-321 (Ce qu'était la clientèle à l'origine et comment elle s'est transformée; la clientèle disparaît à Athènes; œuvre de Solon).

26. — JACOB (Oscar), *Les esclaves publics à Athènes.* — Liège, impr. de H. Vaillant-Carmanne, 1928, in-8°. — vi-204 pages.

★ **27.** — LETOURNEAU (*op. cit.* au n° 12).

L'auteur consacre deux chapitres à l'esclavage en Grèce (chap. XIV, XV, pp. 329-383). — Ils ne sont, en fin de compte, qu'un résumé, assez maladroit d'ailleurs, des travaux de Wallon dont nous aurons à parler au n° 35.

28. — OTFRIED MÜLLER, *Les Doriens.*

Après avoir montré les défauts des ouvrages antérieurs sur l'esclavage en Grèce, Wallon écrit : « D'autres ouvrages moins spéciaux offrent cependant plus de secours comme *Les Doriens*, d'Otfried Müller, pour la servitude des hilotes ». (Wallon, *op. cit.* au n° 21. T. 1, p. 62, note 1).

29. — REICH (Emil), *History of civilization Greco-Roman institution, from anti-évoluationist points of view. Roman law, classical slavery social conditions. Four lectures delivered before the university of Oxford.* — Oxford, 1890, in-8°.

30. — REITEMEIR, *L'Esclavage en Grèce* — (texte allemand), « ouvrage peu étendu et médiocrement exact ». (Wallon, *op. cit.* au n° 21, tome I, p. 62, note 1).

31. — RICHTER (W.), *Die Sklaverei im griechischen Altertume...* — Breslau, 1886, in-8°.

32. — SAINT-PAUL, *De la constitution de l'esclavage en Occident.*

Il traite de l'esclavage dans la période romaine de la Grèce. « Il ne faut pas le lire sans les observations dont il a été l'objet de la part de M. Naudet dans le *Journal des Savants* ». (Wallon, *op. cit.* au n° 21. T. I, p. 62, note 1).

★ 33. — SCHÆMANN (G.-F.), *Griechische Alterthümer*. — 2 vol., Berlin, 1855-1859. Trad. franç. de C. Galuski, *Antiquités Grecques*. — 2 vol. Paris, Alphonse Picard, 1884 (tome I), 1885 (tome II). — (C'est à cette traduction que nous nous sommes référé).

Etude des plus classique sur l'histoire de la Grèce Antique. — Les principaux passages qui nous intéressent particulièrement dans cette section sont les suivants :

Tome I, pp. 48-50 (les esclaves dans Homère); 125-127 (l'esclavage dans les temps postérieurs); 229-236 (l'esclavage à Sparte); 236-243 (les *Périèques*); 343-345 (l'esclavage en Crète); 397-404 (l'esclavage à Athènes); 404-406 (les *Météques*).

Tome II, pp. 274-276 (les *Hiérodoules* ou esclaves consacrés aux dieux).

34. — THONISSEN (J.-J.), *Le droit pénal de la République Athénienne*, précédé d'une étude sur le droit criminel de la Grèce-Héroïque. — Bruxelles et Paris, 1895.

Un tel travail est utile à consulter pour une étude sur l'esclavage chez les Grecs, car, aux temps homérique et dans la période historique d'Athènes, l'esclavage s'engendrait quelquefois par l'action pénale de la loi. (Cf. notre second chapitre, pp. 68-70 et 71, note 1).

★ 35. — WALLON (*op. cit.* au n° 21).

Dans le tome I, l'auteur consacre onze grands chapitres à l'esclavage chez les Grecs (du II^e au XII^e chapitre inclus). Dans le chapitre II, il traite de l'esclavage aux Temps-Héroïques (voir un aperçu de ce régime dans notre introduction p. 10). Dans le chapitre III, il étudie la servitude chez les Doriens, régime qui se rattache plus aisément au servage qu'à l'esclavage proprement dit (voir notre introduction pp. 10, 11). Enfin, dans les neuf derniers chapitres, il s'occupe de l'esclavage en Attique. — De toutes les études sur l'esclavage en Grèce, les travaux de Wallon sont les plus consciencieux, les

plus approfondis, et les mieux documentés. C'est surtout à eux que nous nous sommes référé. — Quelques-unes des opinions de Wallon sur *les effets de l'esclavage en Grèce* (chap. XII), sont toutefois très contestables. De même son examen critique des doctrines des philosophes grecs sur l'esclavage (chap. XI) n'offre qu'un intérêt restreint.

III

ROMAINS

36. — AFFOLTER (Friedrich), *Die Persönlichkeit der herrenlosen Sklaven ein Stück aus dem römischen Sklavenrecht*. — Leipzig, Veit, 1913, in-8° — VIII-224 pages.

37. — ALLARD (Paul), *Les esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'Eglise jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident*. — Paris, J. Gabalda, 5^e édition, 1914, in-8° — 485 pages.

38. — BLANC (Joseph), *Des délits des esclaves en droit romain*. — Digne, 1888, in-8°.

39. — BUCKLAND (W. W.), *The roman law of slavery; the condition of the slave in private law from Augustus to Justinian*. — Cambridge, the University Press, 1908, in-8° — XIV-735 pages.

★ 40. — CROU, *Les institutions juridiques des Romains envisagées dans leurs rapports avec l'état social et avec le progrès de la jurisprudence*. — 2 vol., Paris, Plon, 1891 (tome I), 1902 (tome II).

Ouvrage des plus classiques en droit romain. Le premier volume est consacré à l'Ancien Droit, le second, au Droit classique et au droit dans le Bas-Empire. — Les principaux passages qui se rapportent spécialement à l'esclavage à Rome sont :

Tome I, pp. 166-168 (étude sommaire des droits du maître sur l'esclave); 168-169 (patrons et clients); 170-171 (affranchis et leur anciens maîtres); 181-184 (étude très sommaire sur l'esclavage dans l'Ancien Droit : sources de l'esclavage; condition de l'esclave, modes de l'affranchissement... etc.); 187-191 (les prisonniers pour dette et leur asservissement); 199 (les registres du cens et l'état civil des membres de la maison); 200 (la *capitis diminutio*); 492 (restriction au pouvoir du chef de famille sur ses clients et sur ses affranchis); 705-711 (rapports juridiques des romains avec les étrangers);

Tome II, pp. 69-77 (des personnes libres et indépendantes); 77-85 (des personnes placées sous la dépendance d'autrui); 127-142 (la puissance dominicale. — Etude très dense, mais très précise, sur l'esclavage dans le droit classique : sources de l'esclavage; condition des esclaves; affranchissement... etc.); 143-150 (le patronat. — Etude sur la condition de l'affranchi d'après le droit classique).

★ 41. — DRY DUPRÉ (Mar.), *Organisation juridique du travail : 1° l'esclave devant la loi romaine... etc.* — Paris, 1883. Thèse pour le doctorat; Faculté de Droit de Paris.

42. — ERMAN (H.), *Servus vicarius : l'esclave de l'esclave romain....* — extrait du « Recueil publié par la faculté de Droit de l'université de Lausanne à l'occasion de l'exposition nationale Suisse. — Genève, 1896 ». — Lausanne, F. Rouge, 1896, in-4°.

★ 43. — FUSTEL DE COULANGES, (*op. cit.* au n° 25).

Outre les passages indiqués au n° 25 et qui intéressent — en même temps que l'esclavage en Grèce — l'esclavage à Rome,

voir notamment : livre IV, chap. VI, § 3 (transformation de la clientèle à Rome); livre V, chap. II, pp. 424-456 (la conquête romaine; ses effets sur les peuples soumis... etc.).

★ 44. — GIRARD, *Manuel élémentaire de Droit Romain*. — Paris, 7^e édit., 1924.

Ouvrage très dense, mais des plus classiques en droit romain; l'auteur consacre un petit chapitre à l'esclavage à Rome (livre II, chap. I, pp. 98-110).

★ 45. — GONTARD (Paul), *Droit Romain, De la personnalité de l'esclave*. — Paris, 1884, in-8°.

Etudes denses, mais précieuses au double point de vue juridique et sociologique. Leur objet est d'établir que la même loi romaine qui proclame hautement l'assimilation de l'esclave à l'animal reconnaît, au fond, sa personnalité humaine en tenant compte, tour à tour, de son intelligence, de sa conscience et de sa volonté.

★ 46. — HURÉ (Albert), *Droit Romain, Des dispositions testamentaires en faveur des esclaves...* etc. — Paris, 1895, in-8°.

47. — JUGLAR (Louis), *Droit Romain, Du rôle des esclaves et des affranchis dans le commerce*. — Paris, 1894, in-8°.

48. — LEMARIE (Louis), *De l'action tributaria ou de la liquidation du pécule commercial de l'esclave romain*. — Paris, 1910, in-8°, 136 pages.

★ 49. — LETOURNEAU (*op cit.* au n° 12).

L'auteur réserve les chapitres XVI et XVII (pp. 383-437) à l'esclavage à Rome. Les deux chapitres ne sont, en fin de compte, qu'un résumé — peu consciencieux, et fort insuffisant d'ailleurs — des travaux de Wallon que nous citerons au n° 56. Aussi est-il dangereux de les utiliser sans précaution.

★ 50. — MOMMSEN (Theodor), *Römische Geschichte*. — 5 vol., Leipzig, 1854-1885. — Trad. anglaise, *History of Rome*. — 5 vol., London, 1894. — Trad. française de Guerle, *Histoire Romaine*. — 5 vol., Paris, Marpon et Flammarion, 1882 (c'est à cette dernière trad. que nous nous sommes référé).

Travaux des plus admirables et des plus consciencieux, contenant un grand nombre de sections très intéressantes pour une étude *historique* de l'esclavage à Rome, cf. notamment :

Tome I, pp. 76, 77 (les Clients de la maison), 103-106 (dépendants et hôtes), 126-130 (relations de Rome avec le Latium), 189-191 (condamnations pour offenses publiques et privées : vol, offenses, propriété...), 195-197 (clients et étrangers);

Tome II, pp. 3-28 (défaite des Latins et des Campaniens par Rome);

Tome III, pp. 309-312 (économie agricole et financière; méthode de culture; bestiaux, esclaves ruraux);

Tome IV, pp. 179-210 (aperçu général sur l'esclavage à Rome et les *guerres serviles* qu'il entraîna), 260-262 (révoltes des esclaves).

51. — NORLUND (Poul), *Det Romerske Sklavesam fund under afvikling, en Analyse af Underklasseus Retskaar i Oldtidens Slutning*. — Kobenhaun, *Thaning Appel*, 1920, in-4° — VIII-327 p.

52. — REICH (Emil) (*op. cit.* au n° 29).

53. — RICORDEAU (Alexis), *Droit Romain, Du pécule de l'esclave armateur de navires*. — Paris, 1886, in-8°.

54. — SENN (Olivier), *Droit Romain, Clauses insérées dans les ventes d'esclaves*. — Paris, 1888, in-8°.

55. — SEYMOUR DE RICCI, *A latin Deed of manimission of a*

Slave (A. D. 221) *belonging to the right hon. lord Amherst of Hackney...* — 1904, in-8°.

★ 56. — WALLON (*op. cit.* au n° 21).

L'auteur consacre les tomes II et III à l'esclavage chez les romains (le tome II traite de l'esclavage à Rome depuis les origines jusqu'aux temps des Antonins; le tome III, de l'époque des Antonins jusqu'à la chute de l'Empire). — De toutes les études sur l'esclavage à Rome, ce sont les travaux de Wallon qui sont, en français, les plus complets, les plus sérieux et les mieux documentés. — Ses opinions sur les effets de l'esclavage à Rome (tome II, ch. VII-X) sont toutefois très téméraires. — De même sa tentative d'attribuer l'abolition de l'esclavage antique presque uniquement à l'influence du christianisme — tentative dont la majeure partie du tome III n'est, au fond, que le développement et la démonstration — est très simpliste, je dirais même anti-historique. — Voir sur cette question des études plus objectives et plus scientifiques dans : Charles Levasseur (ci-dessous n° 111); dans Babington (ci-dessous n° 103); et dans Westermarck (ci-dessous n° 310, tome I, pages 688-698).

IV

ANTIQUITÉ EN GÉNÉRAL ET CERTAINS PEUPLES DE L'ANTIQUITÉ AUTRES QUE LES TROIS SOCIÉTÉS PRÉCÉDENTES

57. — BAILLET (Jules), *Les noms de l'esclave en égyptien*. — (Recueil de travaux relatifs à la philologie et à l'archéologie égyptiennes et assyriennes), Paris, Bouillon, 1906 — 71 p.

58. — BIOT (Edouard), *Mémoire sur la condition des esclaves et des serviteurs gagés en Chine*. Dans le *Journal asiatique*. — Série III, vol. III, Paris, mars 1837.

« L'auteur également versé dans la langue et les antiquités de ce peuple semble avoir épuisé la question sur ce sujet » (Wallon, *op. cit.* au n° 21, tome I, chap. I, § IV).

59. — DEJUSTE (Henri), *L'Esclavage dans l'Antiquité, le Colonnat, le servage et la traite des noirs*. — Paris, 1873.

★ **60.** — LETOURNEAU (*op. cit.* au n° 12).

Outre ses études sur l'esclavage chez les Hébreux, les Grecs et les Romains que nous venons de citer successivement aux n°s 12, 27, 49, l'auteur traite également de l'esclavage dans l'Antiquité de plusieurs autres sociétés. Cf. notamment :

Chap. IX, pp. 196-219 (l'esclavage chez les Mongoloïdes d'Asie : en Malaisie, en Indo-Chine et au Cambodge); ch. X, pp. 219-248 (l'esclavage chez les peuples Mongoliques : chez les Mongoles nomades, au Thibet, en Chine et au Japon); ch. XI (l'esclavage chez les périégyptiens et chez les égyptiens : l'esclavage dans l'Egypte ancienne, en Ethiopie et à Madagascar); chap. XII, pp. 275-278 (l'esclavage chez les arabes pré-islamiques); 297-299 (l'esclavage à Tyr, Sidon, Carthage), 299-301 (l'esclavage en Assyrie); chap. XIII, pp. 303-329 (l'esclavage dans l'Inde et la Perse : chez les aborigènes de l'Inde et de l'Afganistan, chez les Aryas védiques, dans l'Inde et en Perse); ch. XVIII, 437-461 (l'esclavage chez les européens barbares de l'Antiquité).

Tableau d'ensemble, commode, mais à utiliser avec beaucoup de précautions et en négligeant totalement les conclusions téméraires que l'auteur croit pouvoir tirer des faits. — Voir surtout les auteurs compétents auxquels il se réfère.

61. — MEYER (Edward), *Die Sklaverei im Altertum...* — Dresden, Zahn, 1898.

★ 62. — OPPERT (J.), *La condition des esclaves à Babylone...* Extrait des comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et belles-Lettres. Séance des 2 mars et 6 avril 1888. — Paris, Impr. Nat., 1888.

Mémoire très court, mais très précieux aussi, vu la grande autorité de l'auteur en la matière. Il est, au surplus, étayé par des documents originaux dont la plupart sont découverts et déchiffrés par Oppert lui-même. Son titre n'exprime pas tout son objet. Il contient, en effet, outre quelques indications sur la *condition* des esclaves à Babylone, un grand nombre de faits concernant l'origine de l'esclavage, ses sources, et les modes d'affranchissement en Assyrie. Il est surtout célèbre par cette conclusion curieuse : « ... Ce qui nous surprend, c'est l'extrême liberté, si j'ose m'exprimer ainsi, dont jouissaient ces esclaves qui loin d'être des *corps* comme à Rome, sont des *personnes* à Babylone, pouvant contracter librement et indépendamment de leurs maîtres, et encore plus, pouvant obliger des hommes nés libres : en un mot la loi babylonienne laissait aux esclaves sur quelques points plus de prérogatives que le code français n'en accorde à nos épouses » (p. 4).

63. — TOURMAGNE (pseudonyme de A. Villard), *Histoire de l'Esclavage Ancien et Moderne*. — Paris, 1880, in-8°.

★ 64. — WALLON (*op. cit.* au n° 21).

Dans le chapitre premier du tome I, l'auteur fait un exposé sommaire de l'esclavage chez les peuples antiques de l'Orient, exposé qui embrasse — outre l'esclavage chez les anciens Hébreux (§ I) dont nous avons parlé au n° 21 — l'esclavage en Egypte pharaonique (§ II), dans l'Inde de Manou (§ III), chez les anciens Chinois (§ IV), chez les Assyriens (§ V), et chez les peuples de l'Iran : Mèdes, Bactriens, Perses (§ VI). — Il ne faut pas perdre de vue que l'auteur n'est compétent qu'en ce qui concerne la Grèce et Rome auxquels il consacre, d'ailleurs, tout le reste de son volumineux ouvrage (voir n°s 35, 56).

V

SOCIÉTÉS MUSULMANES DU MOYEN-AGE

A. — *Ouvrages non-arabes*

★ 65. — CHAFIK (Ahmed Bey Chafik), *L'Esclavage au point de vue musulman*. — Le Caire, Imp. Nationale, 1891 — (on ne le trouve guère qu'à la Bibliothèque Nationale du Caire et à celle de Paris).

C'est une communication, d'une centaine de pages, faite à la Société Khédiviale de Géographie dans ses séances des 28 nov., 12 déc. 1890 et 30 janvier 1891. — Dans plus de la moitié de son mémoire, l'auteur traite de l'esclavage chez les anciens égyptiens, chez les indous, chez les assyriens, chez les peuples de l'Iran, chez les Chinois, chez les hébreux, chez les grecs, chez les romains, dans les sociétés occidentales du Moyen-Age, dans les colonies européennes des Temps-Modernes et dans le christianisme. Non seulement cette partie est étrangère à l'objet essentiel du mémoire, mais elle est encore totalement dépourvue de valeur. — La seconde moitié qui est consacrée à l'esclavage dans l'Islam révèle les grands défauts suivants : a) elle est incontestablement insuffisante; b) elle consiste en un aperçu superficiel s'attachant plus à certaines théories des législateurs et des juristes qu'à la pratique des sociétés musulmanes; c) elle contient un grand nombre de faits inexacts et d'interprétations tendancieuses; d) elle est dominée par l'esprit de polémique et la tendance à faire,

coûte que coûte, l'apologie des institutions islamiques (l'auteur conçoit d'ailleurs son mémoire comme une réponse à un discours que le Cardinal Lavigerie prononça dans l'église de St-Sulpice pendant sa double campagne contre l'esclavage et contre l'Islam); *e*) ajoutons, enfin, que, pour quiconque ne connaît pas les institutions musulmanes, elle est difficile à contrôler, puisque l'auteur ne dit pas les documents dont il a fait usage. — Bref, il s'agit plutôt d'un article de journal que d'une étude sérieuse.

★ 66. — LETOURNEAU (*op. cit.* au n° 12).

L'auteur consacre une dizaine de pages à « l'esclavage islamique » (pp. 278-289). Presque tous les faits cités dans ce passage sont inexacts; la plupart des livres utilisés n'ont aucune valeur documentaire; beaucoup de préjugés; beaucoup d'idées que l'auteur ne connaît que par ouï-dire.

67. — ROBERTS (Robert), *Das Familien, Sklaven und Erbrecht in Quorân*. — Leipzig, J. C. Hinrichs, 1908, in-8°, 56 p.

68. — WECKWARTH (Kurt. E.), *Der Sklave im Muhammedanischen Recht*. — Berlin, 1909.

B. — *Ouvrages arabes* : (source principale)

Voir, dans l'Introduction de l'ouvrage, p. 15, les caractères généraux des livres arabes que nous avons mis à contribution.

§ 1. — *Coran et commentaires du Coran*

★ 69. — Le Coran.

Nous mettons nos lecteurs en garde contre toutes les tra-

ductions françaises du Coran. Trop serviles, et faites par de médiocres arabisants, elles sont très loin d'exprimer en français ce que le Coran veut dire en arabe. Nous avons même trouvé dans la traduction de Kasimirski — qui est pourtant considérée comme la plus consciencieuse — une foule de versets qui donnent exactement en français le contresens de leur signification arabe ¹.

Voici les principaux versets coraniques qui concernent l'esclavage :

II, 79 (relâche des captifs contre rançon), 172 [exhortation à aider pécuniairement les esclaves contractuels afin de leur permettre de recouvrer la liberté (*esclaves contractuels* = esclaves à qui — en vertu d'un contrat passé entre eux et les maîtres — l'affranchissement a été accordé d'avance en principe moyennant un paiement à percevoir plus tard)], 173 (loi du talion, son application dans le cas d'un esclave victime. — Selon l'école Hanéfite ce verset a été aboli par le verset 49 du chap. V), 220 (mariage entre esclaves et personnes libres) ; IV, 3 (union du maître avec son esclave), 28 (union avec une femme mariée réduite en esclavage en vertu des lois de la guerre), 29 (mariage proprement dit des hommes libres avec des femmes esclaves appartenant à autrui; conditions requises pour la validité de ce mariage), 30 (châtiment de l'adultère commis par les esclaves dont il s'agit dans le verset précédent), 40 (témoignez de la bonté... à vos esclaves), 94 (homicide involontaire expié par l'affranchissement d'un esclave) ; V, 49 (voir la notice sur le verset 173, chap. II), 91 (parjure expié par l'affranchissement d'un esclave) ; VIII, 68, 69, 70

1. La traduction la plus récente est celle de M. Montet (1929). — Se faisant fort de se passer de tous les commentaires du Coran, l'auteur s'est laissé entraîner sur une fausse piste. — Travaux des plus volumineux, mais aussi des plus imparfaits : beaucoup d'erreurs, beaucoup de contresens.

(Dieu blâme le prophète Mahomet d'avoir relâché contre rançon les captifs de Badre-la-Grande), 71 (langage que Mahomet doit tenir aux captifs relâchés contre rançon); IX, 60 (une partie du budget de l'Etat doit être réservée au rachat des esclaves et à aider les esclaves contractuels à s'affranchir); XVI, 73 (parabole où il est question de l'inégalité de fait qui existe entre les esclaves et les hommes libres); XXIII, 5, 6 (union des maîtres avec leurs esclaves); XXIV, 32 (droit et devoir du maître de marier ses esclaves des deux sexes), 33 (le maître doit donner satisfaction aux esclaves qui veulent être affranchis contre paiement; exhortation de tous les musulmans à aider pécuniairement ces esclaves; défense de prostituer les esclaves femmes), 57 (politesse exigée des gens de la maison envers leurs maîtres ou leurs parents); XXX, 27 (parabole où il est question de l'inégalité qui existe entre les hommes libres et les esclaves et de l'incapacité de ces derniers à posséder); XXXIII, 49 (Mahomet autorisé à partager la couche de ses esclaves captives de guerre), 52 (tandis qu'il est interdit à Mahomet de dépasser un nombre déterminé de femmes légitimes, il lui est permis de s'unir à ses esclaves quel qu'en soit le nombre); 55 (les femmes de Mahomet ne sont pas tenues de se couvrir devant leurs esclaves mâles); XLIII, 31 (division en classe et ses effets sociaux; interdépendance des diverses classes de la société); XLVII, 4, 5 (les captifs de guerre, leur relâchement gratuit ou contre rançon); XLIX, 13 (toutes les races humaines sont égales quant à leur essence; réfutation d'une prétendue distinction ethnique); LVIII, 4, 5 (ceux qui répudient leurs femmes et reviennent sur leur parole, doivent affranchir un esclave à titre d'expiation); LXX, 30 (les maîtres autorisés à partager la couche de leurs esclaves); XC, 10, 11, 12, 13 (exhortation à affranchir les esclaves).

Les autres versets qui ne concernent pas directement l'esclavage mais qui s'y rattachent se trouvent indiqués dans les notes de l'ouvrage en temps et lieu.

الألوسي (السيد محمود الألوسي البغدادى)، روح 70 *
 المعاني، في تفسير القرآن العظيم والسبع المثاني، ٢٠ جزءاً،
 مصر، إدارة الطباعة المنيرية .
 أحدث كتب التفسير ومنه أوسعها، وأجملها قيمة،
 جامع لخلاصة ما قاله كبار المفسرين قبله، كبير الفائز
 من الوجوه القانونية والأدبية والتاريخية، وذلك
 كما به جل مرجعنا إليه .

البيضاوى (عبدالله بن محمد)، أنوار التنزيل، 71 *
 وأسرار التأويل، على هامش القرآن، طبعة عبد
 الرحيم محمد، مصر ١٤٤٠ هـ ١٩٢٢ م .
 مختصر لا يكاد يتعدى ما هو ضرورى لفهم الآيات، قد
 رجعنا إليه في بعض مواضع .

الطبرسى (أبو جعفر محمد بن جرير)، تفسير القرآن، 72 *
 ٢٠ جزءاً، مصر ١٢٤١ هـ ١٩٠٤ م .
 لا يفل قيمة عنه تفسير الألوسي ولا سيما من الوجهة
 التاريخية، قد رجعنا إليه في كثير من أبحاثنا .

§ 2. - HADITHS ET COMMENTAIRES DES HADITHS

البخارى (عبدالله محمد بن اسمعيل)، صحيح البخارى، 73 *

در بایسته هاشمیه السندی بهما ملا ، و تقریرات مد شرعی
 القططانی و شیخی ابوالاسلام ، مصر عبد الرحیم محمد
 ۱۳۴۲ هـ : أجزاء فی مجلدیه .
 مد أهم الصحاح الستة ، و مد اکثرها تریاً فی جمع الحديث .

Le Recueil d'Alboukhari a été traduit en français par MM. Houdas et Marçais (4 vol. Paris 1903-1908). Nous avons le pénible devoir de remarquer que cette traduction laisse beaucoup à désirer. Il ne faut pas perdre de vue que la collaboration de M. Marçais dans cet ouvrage fut très réduite. Il n'a traduit, en effet, que trois ou quatre chapitres du dit Recueil).

La plupart des Hadiths boukharites concernant l'esclavage sont indiqués sous les articles: « Slave » et « Slave'y » dans Wensinck, *A Handbook of Early Mohamadan Tradition*, Leiden, Brill, 1927. — Voir aussi dans les notes de notre ouvrage les hadiths dont nous nous sommes servi.

الشرقاوی (عبد الله) شرح لشرقاوی علی 74 ※
 منه التجريد الصريح ، بآثاره الجوامع الصريح
 للحیة به المبارک الزبیدی ، و بایسته الستة المذكور
 ثلاثة أجزاء ، مصر ، مطبعی الجلیة ۱۳۲۰ هـ .

§ 3. — DROIT MUSULMAN

α) École Hanéfite

الكاساني (أبو بكر بن مسعود) بدائع الفرائض 75*
 في ترتيب الشرائع، ٧ أجزاء في أربعة مجلدات، مصر
 شركة المطبوعات العلمية ١٢٤٧ هـ
 من أووسع كتب الحنفية وأظهرها خطراً وأحسنها
 تصنيفاً، يتبع الأحكام بأدلتها العقلية المستمدة
 من أصول الفقه والنقلية المستمدة من الكتاب
 والسنة ويدعم حججه بأعمال النبي والصحابة
 والأئمة الإسلامية الأولى، وهو لهذه الناحية
 مفيد من الوجهة التاريخية والاجتماعية، ولذلك
 كان أكبر مرجعاً إليه - به كثير من الفصول
 المتعلقة بالزكاة والرقبة وأحكامهما، يفسر بنا
 المقام عند ذكرهما، انظر ما نقلناه عنه في تعليقاتنا
 الميداني (محمد الفتي) كتاب اللباب في شرح 76*
 الكتاب (كتاب الإمام أبي الحسنة القدوري) مصر،
 المطبعة الأزهرية ١٢٤٩ هـ ١٩٢٧ م
 مختصر جميل وحجة في مذاهب أبي حنيفة ومجتمعة
 إليه في معظم أبحاثنا .

b) École Malikite

الدسوقي (محمد عرفة) حاشية الدسوقي على الشرح 77 *
 الكبير للدردير على منه خليل، مع الشرح المذكور على
 الرئاسة ومع بعضه تقريران للشيخ عليه أربعة
 أجزاء، مصر، الطبعة الأخيرة ١٢٤٥ هـ ١٩٢٧ م
 أشهر كتاب في مذهب مالك، غير أنه لم يقيم على
 وتقليد الجدوى من الوجبة التاريخية والاجتماعية،
 يسرد الأحكام مجردة عنه أدلتها وعنه أصولها
 اضطررنا لنظم قيمته في نظر علماء هذا المذهب
 إلى الرجوع إليه في كل ما يتعلق بالأحكام المالكية.

c) École Chaféite

الشرقاوي (عبدالله) حاشية الشرفاوي على 78 *
 شرح التحرير لتركيب الانصاري، جزء واحد، مصر،
 دار الكتب العربية ١٢٢٢ هـ
 حجة في مذهب الشافعي، جفنا إليه في كل ما يتعلق
 بهذا المذهب

d) École Hambalite

- 79 * الشيباني (عبد القادر بن محمد) كتاب نيل
المأرب بشرح دليل الطالب (المعنى به يوسف) جزاءه
في مجلد واحد، مصر، الطبعة الخيرية ١٢٠٤ هـ
مختصر جميل، سهل المأخذ، اعتمدنا عليه في
معظم ما نقلناه عنه لهذا المذهب.
- 80 * منصور بن يوسف البرهقوني، كتاب الرواية
الرابعة، بشرح زاد المستقنع (لأبي النجاشي الجوالي)
مختصر المصنف (عبد الله المقدسي)، مصر، الطبعة
الخيرية ١٢٠٤ هـ - على طامسه كتاب الجليل

§ 4. — LIVRES LITTÉRAIRES ET HISTORIQUES

معظم الكتب التي سنذكرها في هذه لفقرة مشهورة
ومعروفة أصليتها لدراسته لمرور وما يتعلق به
من الولاء وغيره، وقد بينا في تعليقاتنا أضع
المواضع التي رجعنا إليها فيها، ولذلك سنقتصر
على التعليل على الكتب الحديثة منها.

٨١ * ابن الأثير، الطامل، ١٢ جزءاً، مصر، ١٢٠٤ هـ.

Édition européenne Leyde 1851-1872 (c'est à l'édition du Caire que nous nous sommes référé).

- ابنه الأثير أمم الغابة، ٥ أجزاء، مصر ١٢٨٦ هـ. * 82
 ابنه مخلد، العبد، وديوانه المبتدأ والخبر في
 أيام العرب والعجم والبربر ... جزء أول (المقدمة)
 مصر، طبعة التقدم ١٢٢٩ هـ.

Les célèbres *Prolégomènes* d'Ibn Khaldoun ont été traduits en français et commentés par de Slane. - Paris, Impr. Impériale 1863-1865 2 vols. in-4°.

- ابنه رشيد (أبو علي الحسب بن رشيد لقيطاداني) * 84
 العمدة في صناعة الشعر ونقده، جزأه، في مجلد واحد
 مصر، طبعة السعادة ١٢٢٥ هـ ١٩٠٧ م.
 ابنه عبدربه، العقد الفريد، ٢ أجزاء، مصر ١٢٢١ هـ. * 85
 ابنه هشام، السيرة، ٢ أجزاء، بولاق ١٢٩٥ هـ. * 86
 أبو الفرج الأصبهاني، كتاب الأغاني، ج ١، * 87
 جزأه، مصر ١٢٢٢ هـ - (قد طبع طبعة حديثة،
 مصرية ومقتنى في ذلك لم يظهر منها إلا جزأه).

Édition européenne 21 vols., Leyde. — (C'est à l'édition du Caire, 1323 de l'Hégire, que nous nous sommes référé).

Voir sur le chef-d'œuvre d'Aboulfaradj Al'Asbahani, Guidi (I), *Alphabétiques du Kitab Al Agani*, comprenant: 1-index des poètes dont le *Kitab* cite des vers; 2.-index des rimes; 3.- index historique; 4. - index géographique. - Leyde, Brill 1900 in-8° 769 p.

- أبو علي القالي، الأمل في جزائه، وذي الأمل 88 *
- والنوار جزاء، كلاً في مجلد واحد، مصر، بيروت ١٤٤٤هـ
- أحمد أمية، فجر الإسلام، الجزء الأول، الحياة 89 *
- الفقيلة، مصر، مطبعة الاعتماد، ١٩٤٨م.
- صاحب مكتبة صديقا على الحياة العقلية في صدر الإسلام، ربيع فيه مؤلفه إلى أسمى الكتب العربية وإلى كثير من مؤلفات مستشرقين وغيرهم والفرسيين، ويزيده قيمة ما عرفه على غيره مؤلفه من سعة الإطلاع وشدة التحري وقوة النقد. - يعني الرواية بنوع خاص لهذا الشأن من الباب الأول ص ١٠٠ - ١١٨.
- الألوخي، بلوغ الأرب، ٢ أجزاء، بغداد ١٨٩٨. 90 *
- البستاني (سليم بطرس)، دائرة المعارف، 91 *
- بيروت ١٨٧٦ - ١٨٨٤، ٨ أجزاء (مادة عبد وضيعة).
- الجاحظ (أبو عثمان محمد بن محمد بن جحر) البيان، 92 *
- والنسيم، ٢ أجزاء، في مجلد واحد، مصر، مطبعة المنعم، ١٤٤٤هـ

- الحفزي (محمد) تاريخ التشريع الإسلامي، مصر ١٩٣٩ * 93
 دار إحياء الكتب العربية ١٢٤٩ هـ ١٩٣٠ م
 تناول فيه مؤلفه - وهو من أكبر من يدرسه بأثرهم
 في الشريعة الإسلامية - تاريخ التشريع من عهد
 الرسول إلى الوقت الحاضر، وبيّنه فيه الصفات
 العامة لهذه الحركة في مختلف العصور، مترجماً
 عن كبار المشرّعين في كل عصر... إلخ
 وقد عقد المؤلف في الباب الأول من كتابه
 فصلاً كبيراً الفائدة لدراسة الرد في الإسلام
 بالرغم من اختصاره - انظر الفقرات الآتية :
 إقتال (ص ٥١ - ٥٩) لعمود والمواشي (٥٩ - ١١)
 أسرى الحرب (٦١ - ٦٢) غنائم الحرب (٦٢ - ٦٧).
 الزوزني (أحمد بن الحسين الزوزني) مشرح * 94
 المعلقات السبع، مصر مطبعة السعادة ١٢٤٠ هـ ١٩٢١ م.
 الطبري، تاريخ الأمم والملوك الجزء ١١، بيروت ١٩٨٨ * 95
 المطرشي، سراج الملوك، علم هامسة مقدمة * 96
 ابنه خلدون، مصر ١٢١١ هـ
 الماوردی، الأمطار السلطانية، مصر ١٩٤٨ * 97
 المبرد، کتاب الكامل، في اللغة والأدب * 98

جزرانه، مصر، طبعة استقدم ١٢٤٢ هـ

Édition européenne de Wright, Leipzig 1864. (C'est d'après l'édition du Caire que nous citons)

المسعودي، مروج الذهب، جزرانه، مصر، ١٢٠٤ هـ، 99 *

Edition et traduction du Barbier de Meynard 1861 (C'est d'après le texte arabe édit. du Caire, que nous citons).

حزرة فتح الله، المواقب الفتحية، جزرانه، 100 *

الطبعة الأميرية، مصر، ١٩٠٨.

أبحاث لغوية: غير أنها تشتمل على بعض قصص
وخطب قد جمعنا إليها في موضوعنا.

زبدان (جورجي) تاريخ التمدن الإسلامي، 101 *

٥ أجزاء، مصر، طبعة الهلال ١٩٠٥ - ١٩٠٦.

قد فعله المؤلف في الجزء الرابع منه كتابة قصص
لغوية في الإسلام، وأما شطاح لقراءتنا ألا يرجعوا
إليه إلا مع كبير تحفظ، فالمؤلف ليس عجة فيما
يقول، إذ كتبه تدل على فقر كبير في معلوماته
عنه الإسلام وقوانينه، بل عنه اللغة العربية
تفصيلاً وآداباً، وما ينقله عنه غيره فيه لغث
والسفيه، والمردود والمقبول، ونحوه ومردوده

أكثر من سمينه ومقبوله، فإنه لا يكاد يفرقه بينه
 المراجع في صحته وأصحته، فنراه يسوي بين ما
 يجده في كتاب موثوق به كالإغاني وما يجده في
 "إعلام الناس" وما إلى ذلك من الكتب التي لا قيمة
 لها، وبه حديث جمعه البخاري، وحديث عثمان
 في كتاب "تنبيه الغافلين" أو تفسير "الحازل" أو
 سمع عامة المصريين يتناقلونه - ولهذا لم ننقل
 عنه إلا ما نقله قصود كتب نفقت أصحها
 وصحتها.

عبد الله عفيف، المرأة العربية في جاهلية 102 *
 وإسلامها، الجزء الأول "المرأة العربية في جاهلية"
 مصر مطبعة دار إحياء الكتب العربية ١٩٢٩ ١٩٢١
 كتاب غلب الأسلوب به كثير من الحقائق القيمة
 على حياة المرأة في الجاهلية، غير أنه لم يستند
 في أبحاثه غير الكتب العربية، مع أنه موضوع
 لموضوعه لا يقتضي فيه عمداً كتبه علماء الإسلام
 ومشرق أو الغربية في هذا العهد - قد رجعنا
 إلى بعض أبحاثه وموضوعات السائر والوارد،
 والبغائر في الجاهلية (٤٥ - ٥١، ٧١، ٧٢).

VI

**MOYEN-AGE EN GÉNÉRAL, ET CERTAINS PEUPLES
DE CETTE PÉRIODE
AUTRES QUE LES SOCIÉTÉS MUSULMANES**

103. — BABINGTON (Churchille), *The influence of christianity in promoting the abolition of slavery in Europe...* — Cambridge, 1846, in-8°.

104. — BERNARD (Pierre), *Etude sur les esclaves et les serfs d'église en France du VI^e s. au XIII^e s.* — Paris, L. Tenin, 1919, in-8° — 316 p.

★ **105.** — BIOT, *De l'abolition de l'esclavage ancien en Occident.* — Paris, 1840, in-8°.

Son opinion sur la cause essentielle de l'abolition de l'esclavage en Occident est sensiblement analogue à celle de Wal-lon que nous venons de critiquer au n° 56.

106. — BRUTAILS (Auguste), *Etude sur l'esclavage en Roussillon du XIII^e s. au XVII^e siècle.* — Paris, 1886, in-8°.

107. — DEJUSTE (Henri) (*op. cit.* au n° 59).

108. — HALLAM, *View of the State of Europe during the Middle-Ages.* — 3 vols., London, 1837.

109. — LESEUR (Paul), *Des conséquences du délit de l'es-clave dans les leges barbarorum et dans les capitulaires.* — Paris, 1889.

★ 110. — LETOURNEAU, (*op. cit.* au n° 12).

Cf. le chapitre XIX, pp. 461-488 qui traite de l'esclavage et du servage dans l'Occident post-romain : (l'esclavage germano-latin; le servage médiéval; l'esclavage papal; l'Eglise et le servage... etc). — Etude insuffisante et peu documentée.

111. — LEVASSEUR (Charles), *De l'influence de l'art mécanique sur l'Abolition de l'Esclavage Antique*. — Rouen, 1888, in-8°.

112. — LITTRÉ, *Etude sur les Barbares et le Moyen-Age*. — Paris, 1867 (en particulier pp. 230 et suiv.).

113. — RODOCANACHI (E.), *Les esclaves en Italie du XIII^e au XVI^e siècle* (Extrait de la « Revue des questions historiques », avril 1906). — Paris, au bureau de la Revue, 1906, in-8° — 27 pages.

114. — SCHAUD (Friedrich), *Studien zur Geschichte der Sklaverei in Frühmittelalter*. — Berlin, W. Rothschild, 1913, in-8° — XII-116 p.

115. — SIMONDE DE SIMONDI, *Histoire des Républiques italiennes du Moyen-Age*. — 16 vols., Paris, 1826 (en part. XVI, 365 et suiv.).

116. — TOURMAGNE (A.), *Histoire du Servage*. — Paris.

★ 117. — YANOSKI (J.), *De l'Abolition de l'Esclavage ancien au Moyen-Age et de sa Transformation en Servitude de la Glèbe*. — Paris, Impr. Impériale, 1860, in-8° — IV-154 pages.

La mort ayant enlevé Yanoski quand il préparait un travail important sur « L'Histoire des Races Serviles au Moyen-Age », ce qu'il avait déjà écrit a été publié sous le titre ci-dessus indiqué. — Etudes assez intéressantes sur les causes économiques et religieuses de l'abolition de l'esclavage antique. Elles laissent cependant à désirer et sont soumises aux mêmes critiques que celles de Biot (105) et de Wallon (56).

VII

**L'ESCLAVAGE EN AMÉRIQUE AUX TEMPS
MODERNES, PRATiqué PAR DES SOCIÉTÉS
D'ORIGINE EUROPÉENNE**

Cette section aurait pu occuper, à elle seule, de nombreux volumes si nous n'avions pas éliminé :

a) Presque tous les travaux à caractère purement pratique, s'occupant moins de décrire et d'expliquer que de tracer des règles à l'action (ouvrages préconisant le maintien de l'esclavage colonial, la modification de son statut, son remplacement par un autre régime, son abolition, ou la suppression de la traite; livres rédigés par des partisans ou des adversaires de l'esclavage dans lesquels l'esprit de parti et la polémique l'emportent sur la description objective; travaux des sociétés dites anti-esclavagistes, abolitionnistes ou amies des noirs; discours de propagande, débats de presse... etc... etc.).

b) Presque tous les documents officiels (codes noirs, édits, ordonnances royales, circulaires ministérielles au sujet de l'esclavage, arrêtés des gouverneurs des colonies, rapports des conseils coloniaux, correspondances entre les gouvernements centraux et leurs hauts fonctionnaires dans les colonies, conventions entre Etats et compagnies de commerce esclavagiste, statuts de ces sociétés, séances des parlements, conférences internationales... etc... etc.).

118. — AIME (Hubert H.-S.), *A History of slavery in Cuba 1511 to 1868*. — New-York, G. P. Putnam's sons, 1907, in-16°
— XII-298 pages.

119. — BANDINEL (James), *Some Account of the trade in slaves from Africa, as connected with Europe and America...* — London, 1842, in-8°.

120. — BARCLAY (Alexander), *A practical View of the present state of slavery in the West Indies...* — London, 1826, in-8°.

121. — BASSETT (John Spencer), *Slavery and servitude in the colony of North Carolina...* — Baltimore, the John Hopkins press, 1896, in-8° — 86 pages.

★ **122.** — BONNASSIEU (Pierre), *Les grandes compagnies de commerce.* — Paris, 1892.

La majeure partie de cet ouvrage concerne le commerce des nègres dans les colonies françaises en Amérique (voir notre second chapitre, § 4).

★ **123.** — BOYER-PEYRELEAU (Eug.-Edouard, colonel), *Les Antilles Françaises, particulièrement la Guadeloupe depuis sa découverte jusqu'au 1^{er} janvier 1823.* — 3 vol., Paris, 1823, in-8°.

Etudes historiques, bien documentées, s'occupant particulièrement de la question de l'esclavage à la Guadeloupe et l'envisageant surtout au point de vue économique.

124. — BRACKETT (Jeffrey-R.), *The negro in Maryland. A study of the institution of slavery...* — Baltimore, 1889, in-8°.

125. — BREVARD (Joseph), *An Alphabetical Digest of the Public Statute Law of South Carolina.* — 3 vol., Charleston (S. C.), 1814.

126. — CASTELLI (Abbé), *De l'Esclavage en général et de l'émancipation des noirs.* — Paris, 1844.

127. — CATTERALL (Helen Tunicliff), *Judicial cases concerning American Slavery and the negro.* — Washington, the Carnegie Institution, 1926, in-4°.

128. — CHARRIÈRE (A. DE LA), *De l'Affranchissement des esclaves dans les Colonies françaises.* — Paris, 1836 et 1838.

129. — CLAY (C.-C.), *A Digest of the Laws of the state of Alabama.* — Tuscaloosa, 1843.

130. — CLOWES (W. Liard), *Black America : a study of the ex-slave and his late master.* — London, 1891, in-16°.

131. — COBB (Th. R. R.), *An Inquiry into the Law of Negro Slavery in the United States of America.* — Philadelphie et Savannah, 1858.

★ **132.** — COCHIN (A.), *L'Abolition de l'Esclavage.* — 2 vol., Paris, 1861.

Dans une longue monographie l'auteur décrit les conditions économiques et sociales dans lesquelles se trouvaient les diverses colonies européennes d'Amérique à la veille de l'Abolition de l'esclavage, puis il s'efforce de dégager de cette monographie les causes essentielles de l'abolition de l'esclavage moderne. — Etude très approfondie et très consciencieuse, mais contenant plusieurs conclusions téméraires.

133. — COOLEY (Henry Scofield), *A study of Slavery in New Jersey...* — Baltimore, 1896.

134. — COOPER (Anna I.), *L'attitude de la France à l'égard de l'Esclavage pendant la Révolution.* Thèse droit Fac. Paris. — Impr. de la Cour d'Appel. L. Marethen, 1925, in-8° — 172 pages.

135. — COOPER (Thomas), *Correspondence between George*

Hibbert... and the rev. T. Cooper, relative to the condition of the negro slaves in Jamaica... — London, 1824, in-8°.

136. — COUTY (Louis), *L'Esclavage au Brésil.* — Paris, 1881.

137. — CRAWFORD (Charles), *Considerations upon negro slavery.* — A new édition, Philadelphia, 1790, in-8°.

138. — DAVY (John), *The West Indies befor and since slave émancipation.* — London, 1854, in-8°.

139. — DEJUSTE, (*op. cit.* au n° 59).

★ **140.** — DESSALES (Adrien), *Histoire générale des Antilles.* 5 vol., Paris, 1848, in-8°.

L'histoire de l'esclavage aux Antilles, de ses législations, du commerce des nègres..., etc. accapare une bonne partie de cet ouvrage. — Travaux très consciencieux et bien documentés. — (L'auteur conçoit le troisième volume — qui est presque entièrement consacré à l'histoire des législations esclavagistes aux Antilles et en particulier à la Martinique — comme une simple réédition du livre de son grand-père P. Régis Dessales. — *Histoire législative des Antilles...* etc. — Mais il y ajoute cependant quelques annotations).

141. — DIENY (Jean), *L'Abolition de l'Esclavage chez les chrétiens anglais du XVIII^e siècle.* — Thèse à la Faculté de théologie protestante de Montauban. — Montauban, 1882, in-8°.

142. — DU BOIS (W. E. Burghardt), *The suppression of the african Slave-trade to the United States of America...* — New-York, Longmans, 1896, in-8°.

★ **143.** — DUGOUJON (abbé), *Lettres sur l'esclavage dans les colonies françaises.* — Paris, 1845, in-8°.

Ces lettres ont été écrites à des amis pendant un séjour de dix-sept mois de l'auteur à la Guadeloupe; la première lettre est du 20 mars 1840. — Révélations fort intéressantes des faits observés par l'auteur lui-même et concernant surtout le dur et inéquitable traitement des esclaves aux Antilles françaises et en particulier à la Guadeloupe. On a cependant l'impression que quelques-uns de ces faits sont un peu exagérés, moins par la volonté consciente de l'auteur que par sa passion anti-esclavagiste.

144. — DURANT-MOLARD, *Code de la Martinique* — St-Pierre, Martinique. — 1807-1815.

★ **145.** — DU TERTRE (P.), *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*. — 3 vol., Paris, 1667-1671, in-4° (la 1^{re} édition de 1654 est beaucoup moins complète).

L'ouvrage contient une foule de faits concernant le régime esclavagiste dans sa période primitive (avant la promulgation du Code Noir) aux Antilles françaises. — C'est presque le seul livre où l'on trouve des renseignements sur l'esclavage à cette période dans lesdites colonies. — Le fait que l'auteur a habité le pays et a dû en pénétrer les habitudes ajoute à la valeur de ses monographies.

146. — EDWARDS (Brayan), *The history civil and commercial of the British west Indies*. — London, 1^{re} édition, 1793, 2 vol. in-8°; 5^e édition, 5 vol. in-8°.

Ouvrage très classique et dont l'autorité est souvent invoquée par les auteurs sur l'esclavage dans les colonies anglaises des Indes Occidentales.

147. — FEATHERSTONHAUGH (G. W.), *Excursion through the slave States from Washington on the Potomac to the frontier of Mexico...* — 2 vol., London, 1844, in-8°.

148. — GAULTIER DE SAINT-AMAND (H.), *L'Esclavage à St-*

Domingue en 1789. — Paris, Librairie franco-anglaise, 1913, in-16° — x-262 pages.

149. — GIRAUD (Ch.), *Mémoire sur l'esclavage des nègres*, dans les *comptes rendus à l'Académie des sciences morales et politiques*, année 1841.

150. — GLADSTONE (John) and Cropper, *The Correspondence between J. Gladstone and James Cropper... on the present state of slavery in the British West Indies and in the United States of America...* — Liverpool, 1824, in-8°.

151. — GOODELL (William), *The American Slave Code in Theory and Practice.* — New-York, 1853.

★ **152.** — GRANIER DE CASSAGNAC, *Voyage aux Antilles françaises, anglaises, danoises, espagnoles, à St-Domingue et aux Etats-Unis.* T. I : *Antilles françaises.* — Paris, Dauvin et Fontaine, 1842 — 356 pages; T. II : *Antilles anglaises, danoises et espagnoles, St-Domingue et les Etats-Unis.* — Paris, même éditeur, 1844 — 481 pages.

A l'exception de quelques pages, les deux volumes sont consacrés à la description des faits relatifs à l'esclavage dans les colonies indiquées. — L'auteur fut un des plus célèbres défenseurs de l'esclavage. Sa tendance à faire l'apologie du régime, sa thèse sur la nécessité de son maintien, sur son équité, sur ses avantages moraux et sociaux, sur l'inopportunité de son abolition..., — thèse dont la démonstration paraît avoir été le but essentiel de l'ouvrage (voir T. II, 393-461) — tout cela rend suspects la plupart de ses témoignages et de ses raisonnements qui ne laissent cependant pas d'être subtils et ingénieux. — Aussi ne faut-il pas le lire sans les observations dont il a été l'objet de la part de Wallon dans son introduction que nous citerons au n° 215.

153. — GURNEY (Joseph John), *Un hiver aux Antilles, ou*

Lettres sur les résultats de l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises des Indes Occidentales. — Trad. de l'anglais par J.-J. Pacaud, Paris, 1842, in-8°.

154. — HART (Albert Bushnell), *Slavery and Abolition, 1831-1841...* — New-York, Harper and brothers, 1906, in-8° — x-360 p., pl. et carte.

155. — HELPS (Arthur), *The Spanish Conquest in America and its relation to the history of slavery and the government of colonies.* — 3 vol., New-York, Harper and brothers, 1850-1857, in-8°.

156. — HENDERSON, *A brief View of the actual condition and treatment of the negro slaves in the British colonies...* — London, 1816, in-8°.

157. — HILLARD D'AUBERTEUIL, *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue.* — 2 vol., Paris, 1776-1782, in-8°.

158. — HOCHSTETTER (Franz), *Die wirtschaftlichen und politischen Motive für die Abschaffung des britischen Sklavenhandels im Jahre 1806-1807.* — Leipzig, 1905 et Berlin, E. S. Mittler und Sohn, 1911.

159. — HURD (John-Codman), *The law of Freedom and bondage in the United States...* — 2 vol., Boston, 1858-1862, in-8°.

160. — ISERT (Paul-Erdman), *Voyage en Guinée et dans les îles Caraïbes en Amérique...*, tirés de ses correspondances avec ses amis. Traduit de l'allemand. Paris, 1793.

161. — JAMESON (Russell Porsons), *Montesquieu et l'esclavage.* — Etude sur les origines de l'opinion antiesclavagiste en France au XVIII^e siècle. — Paris, 1911, in-8° — 371 p.

La tendance antiesclavagiste dont il est question dans cette thèse eut des effets considérables sur l'esclavage dans les colonies françaises d'Amérique.

162. — JEREMI (John), *Four essays on the colonial slavery...* — London, 1831, in-8°.

163. — JORDAN (G. W.), *An examination of the principals of the slave registry bill, and of the means of emancipation proposed by the authors of the bill.* — London, 1816, in-8°.

164. — KNOX (William), *Three Tracts respecting the Conversion and Instruction of the Free Indians and Negroes Slaves in the Colonies.* — London, 1789.

165. — LABAT (P. Jean-Baptiste), *Nouveau voyage aux îles de l'Amérique...* etc. — 4 vol., Paris, 1742, in-12°.

166. — LACOUR (A.), *Histoire de la Guadeloupe.* — 3 vol., Paris, 1855-1858, in-8°.

167. — LAUBER (a. w.), *Indian Slavery in colonial times within the present limits of United States...* — New-York, 1913, in-8°.

168. — LECHEVALIER (Jules), *Rapport sur les questions coloniales adressé à M. le duc de Broglie, président de la commission coloniale, à la suite d'un voyage fait aux Antilles et aux Guyanes les années 1838 et 1839.* — 3 vol., Paris, 1844, in-f.

Le premier volume est une « étude des colonies sous régime de l'esclavage ».

169. — LEVASSEUR (E.), *L'Abolition de l'esclavage au Brésil.* Communication faite à l'Académie des sciences morales et politiques dans la séance du 9 juin 1888. — Paris, 1888, in-8°.

170. — LOCQUENEUILLE (Scarez de), *L'Esclavage, ses promoteurs et ses adversaires*. — Liège, 1890.

171. — MC CORD (D. G.), *The Statutes at large of South Carolina*. — 10 vols, Columbia (S. C.), 1836-41.

172. — MAC-DONELL (Alexander), *Consideration on negro slavery...* — London, 1824, in-8°.

173. — MANN (Horace), *Speech, on the slavery, on the slave-trade, in the district of Columbia...* — Philadelphia, 1849.

174. — MARRYAT (Joseph), *Thoughts on the abolition of slave-trade and civilization of Africa*. — London, 2° édit., 1816, in-8°.

175. — MERRIAN (George S.), *The negro and the nations. A Study of American-Slavery and affranchissement*. — New-York, H. Holt, 1906, in-16 — iv-436 pages.

176. — MOODY (V. Alton), *Slavery on the Louisiana sugar plantation...* — Reprinted from the Louisiana historical quarterly, 1924, in-4° — 112 pages.

177. — MOREAU DE JONNÈS (Alexandre), *Recherches statistiques sur l'esclavage colonial...* — Paris, 1842, in-8°.

178. — MOREAU DE SAINT-MÉRY (M.-L.-E.), *Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent, de 1550 à 1785*. — 6 vol., Paris, 1785-1790, in-4°.

179. — MORHEAD (C. S.) and Brown (Mason), *A Digest of the Statute Laws of Kentucky*. — 2 vol., Frankfort (Ky.), 1834.

180. — NEWMAN (F. W.), *Anglo-Saxon Abolition of negro Slavery*. — London, 1889, in-8°.

181. — NOEL (Baptist W.), *Freedom and Slavery in the United States of America...* — London, 1863, in-8°.

182. — PATRICINIO (José de), *L'Affranchissement des esclaves de la province de Ceara au Brésil, notes...* — Rio-de-Janeiro, 1884, in-8°.

183. — PETIT (Emilien), *Droit public, ou gouvernement des colonies françaises.* — 2 vol., Paris, 1771, in-8°.

184. — PETIT (Emilien) (l'ouvrage est anonyme, mais l'auteur cite son précédent ouvrage), *Dissertation sur le Droit public des colonies françaises, espagnoles et anglaises d'après les lois des trois nations comparées entre elles.* — Paris, 1788, in-8°.

185. — PETIT (Emilien), *Traité sur le gouvernement des esclaves.* — Paris, 1777, 2 parties réunies en un vol., in-8°.

★ 186. — PETIT DE BARONCOUR, *De l'Emancipation des noirs, ou Lettres à M. le duc de Broglie sur les dangers de cette mesure.* — Paris, Amyot, 1845 — 321 pages.

En invoquant des raisons d'ordre économique et politique l'auteur se montre, dans ces lettres, hostile à l'abolition de l'esclavage qui entraînerait, selon lui, l'effondrement du prestige de la France en Amérique (1-311). Cette partie de l'ouvrage ne présente aucun intérêt. — Nous l'avons surtout cité parce qu'il contient quelques notes sur « la physiologie de la race noire » (311 et suiv.) dans lesquelles l'auteur soutient la théorie de l'esclavage à base ethnique dont nous nous sommes longuement occupé dans notre ouvrage (v. p. 143 et suiv.).

★ 187. — PEYTRAUD, *L'Esclavage aux Antilles françaises avant 1789 d'après des documents inédits des Archives Coloniales.* — 2 livres en un vol. Paris, Hachette et C^{ie}, 1897, in-8° — xxv et 450 pages.

Des milliers d'ouvrages faits sur l'esclavage aux Antilles françaises, les travaux de Peytraud sont les plus complets, les plus consciencieux et les plus intéressants au double point de vue juridique et historique. Ils sont étayés d'une foule de documents imprimés très autorisés et surtout de documents manuscrits des Archives Coloniales fort bien utilisés. — Œuvre d'un historien impartial et indépendant, épris d'exactitude.

Le livre I est consacré à l'histoire des colons des Antilles et au commerce des nègres (établissement des Français dans les Antilles; la traite : concession et privilège; provenance des nègres; exportation et vente des nègres). — Le livre II traite du régime esclavagiste aux Antilles françaises et en particulier à la Martinique (religion des esclaves; mœurs des esclaves; condition matérielle des esclaves; esclaves et droit civil; police et châtimement des esclaves; le marronage des nègres et leurs révoltes; les esclaves amenés en France; l'affranchissement des esclaves). Dans chaque section de ce dernier livre l'auteur expose les lois juridiques (codes noirs, ordonnances royales, circulaires ministérielles, arrêtés des gouverneurs... etc... etc.) qui s'y rattachent, et après les avoir analysées et classées selon leur ordre chronologique, il essaye d'expliquer la raison pourquoi ces lois se succèdent et s'annulent les unes les autres, et de montrer dans quelle mesure elles furent observées dans la pratique. (Dans le chapitre I du livre II, l'auteur reproduit, *in extenso*, le Code noir français d'après un texte manuscrit des Archives Coloniales).

188. — *Précis de l'Abolition de l'Esclavage dans les colonies anglaises.* — 5 tomes en 3 vol., Paris, 1840-1843, grand in-8° (l'auteur n'est pas indiqué — voir les catalogues de la Bibl. Nationale).

189. — PUYNODE (Gustave DU), *De l'Esclavage et des colonies.* — Paris, 1847, in-8°.

190. — RENOUELLAT DE CUSSAC, *Situation des esclaves dans les colonies françaises...* — Paris, 1845, in-8°.

191. — SAINT-HILAIRE (Directeur des colonies), *Etude relative à l'esclavage*. — Paris, 1832.

192. — SCHERLING (Emil), *Die Bekämpfung von Sklavenraub und Sklavenhandel seit dem Anfang dieses Jahrhunderts*. — Breslau, Schletter, 1897, in-8°, vi-83 p.

193. — SCHÆLCHER, *Colonies françaises...* (envisagées au point de vue de l'esclavage). — Paris, 1848, in-8°. (Voir aussi son livre sur les « *Colonies étrangères* » envisagées au même point de vue).

194. — SCHÆLCHER, *Histoire de l'esclavage pendant les deux dernières années* (particulièrement dans les colonies françaises en Amérique). — Paris, 1847, in-8°.

195. — SCOBLE (John), *Slavery and the Slave-trade*. — London, 1849, in-8°.

196. — SEABURY (Samuel), *American Slavery distinguished from the slavery of English theorists and justified by the law of nature...* — New-York, 1861, in-8°.

197. — SHWARTZ, *Réflexions sur l'esclavage des nègres*. — Neufchâtel, 1781, in-8°.

198. — SINDEY-DANEY, *Histoire de la Martinique depuis la colonisation jusqu'en 1815*. — 6 vol., Fort-Royal, 1846, in-8°.

199. — *The Slave Colonies of Great Britain, or a Picture of negro slavery drawn by the colonists themselves...* — London, 1825, in-8° (le nom de l'auteur n'est pas indiqué, — voir Bibl. Nat. de Paris côte : N° 1632).

200. — *Slave Law of Jamaica with proceedings and documents...*, etc. — London, 1828, in-8° (sans nom d'auteur, cf. Bibl. Nat. de Paris côte : N° 1716).

201. — *Slavery and the slave-trade in the British India...* — London, 1841, in-8° (sans nom d'auteur, cf. Bibl. Nationale de Paris côte : N° 1716).

202. — SMITH (William Henry), *A Political History of slavery being an account of the slavery controversy from the earliest agitations in the eighteenth century to the close of the reconstruction period in America.* — With an introduction by Whitelaw Reid... — 2 vol., New-York, G. P. Putnam, 1903, in-8° (t. I, 350 p.; t. II, 456 p.).

203. — SNETHEN (Worthington G.), *The Black Code of the Columbia...* — New-York, 1848, in-8°.

204. — SPEARS (John R.), *The American Slave-trade...* — New-York, 1900, in-8°.

205. — SPONT (A.), *L'Abolition de l'esclavage au Brésil.* — Paris, 1888, in-8°.

206. — STEPHEN (James), *The Slavery of the British West India Colonies delineated...* — 2 vol., London, 1824-1830.

207. — STROUD (G. M.), *A Sketch of the Laws relating to Slavery in the Several States of the United States of America.* — Philadelphia, 1856.

208. — TAYLOR (Rosser Howard), *Slave holding in North-Carolina, an economic view.* — Chappel-Hill, University Press, 1926, in-8°, 103 pages, cartes. (The University of North Carolina. The James Sprunt historical publication, vol. 18, 1, 2).

209. — TEENSTRA (M. D.), *De Negerslaven in de Kolonie Suriname...* — Dordrecht, 1842, in-8°.

210. — TORRENTE (Don Mariana), *Slavery in the island of Cuba...* — London, 1853, in-8° (Texte anglais et espagnol).

211. — TOURMAGNE (*op. cit.* au n° 63).

★ 212. — TRAYER (Paul), *Etudes historiques sur la condition légale des esclaves dans les colonies françaises*. — Paris, 1887, in-8°, 104 p. (thèse, doctorat, Faculté de Droit de Paris).
Etudes purement juridiques; analyse du Code Noir français et des lois postérieures.

213. — TREXLER (Harisson Anthony), *Slavery in Missouri 1804-1865*. — Baltimore, the John Hopkins press, 1914, in-8°, 259 pages.

214. — TURNER (Edward Raymond), *Slavery in Pennsylvania...* — Baltimore, 1911, in-8°.

★ 215. — WALLON (*op. cit.* au n° 21).

Dans le tome premier de son ouvrage, l'auteur consacre une longue « Introduction » (pp. v-clxvii) à l'esclavage dans les colonies européennes d'Amérique, et particulièrement dans les colonies françaises. — Le but essentiel de cette introduction est de réfuter les arguments des défenseurs de l'esclavage. Elle contient cependant un grand nombre de faits intéressants relatifs au régime esclavagiste dans ces colonies, faits que Wallon emprunte à plusieurs auteurs dignes de foi. — A la fin de l'introduction l'auteur reproduit le texte d'un document historique de premier ordre : Le Décret du Gouvernement Provisoire du 27 avril 1848 promulguant l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.

216. — WHEELER (J. D.), *A Practical Treatise on the Law of Slavery*. — New-York et New-Orléans, 1837.

217. — WOOD (Irank), *Origine et évolution de l'esclavage dans les parties des Etats-Unis et du Canada possédées originellement par la France et l'Espagne...* — (Texte allemand) (voir Bibl. Nat, côte : 8° O Lpz. ph. 2300).

218. — WRIGHT (James Martin), *History of the Bandama Islands, with a special study of the abolition of Slavery in the colony...* — New-York, 1904.

VIII

**L'ESCLAVAGE CHEZ CERTAINS PEUPLES
DES TEMPS MODERNES AUTRES QUE LES SOCIÉTÉS
D'ORIGINE EUROPÉENNE EN AMÉRIQUE**

Les institutions esclavagistes de la plupart de ces sociétés (Afrique-Noire, Ethiopie, Afrique du Nord, Madagascar, Anciens habitants de l'Amérique, populations primitives de l'Australie..., etc., etc.) nous sont connues uniquement par des observations ethnographiques. — Comme de pareilles études sont difficiles à contrôler, nous nous abstenons, dans cette section, de tout commentaire concernant la valeur des ouvrages.

★ **219.** — ANDRÉ (Ed. G.), *De la Condition de l'esclave dans la société malgache avant l'occupation française...* — Thèse, Doctorat, Univ. d'Aix-Marseille, Faculté de Droit. — Paris, A. Rousseau, 1899, in-8°, 276 pages.

220. — BANDINEL (*op. cit.* au n° 119).

221. — BARKER (S. White), *L'Afrique équatoriale, récit d'une expédition armée ayant pour but la suppression de la traite des esclaves...* — Paris, 1884, in-8°.

222. — BERLIOUX, *La Traite orientale, histoire des chasses à l'homme organisées en Afrique depuis neuf ans.* — Paris, 1870.

★ 223. — BINGER (Capitaine), *Esclavage, Islamisme et Christianisme*. — Paris, 1891.

Description de l'esclavage dans les pays africains visités par l'auteur (région comprenant les bassins du Sénégal, du Niger et de la Volta et habitée par des populations musulmanes et fétichistes).

224. — BOSMAN (Guillaume), *Voyage de Guinée*, traduction française du hollandais. — Utrecht, 1705, in-12°. (Le troisième livre traite du commerce des nègres).

225. — BOUET-VILAUDEZ, *Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales de l'Afrique*. — Paris, 1848, in-8°.

226. — BRUTAILS (*op. cit.* au n° 106).

★ 227. — BUXTON (T. F. sir), *The African Slave-trade and its remedy*. — London, G. Murry, 1840, in-8°, 582 p. et carte. — Trad. franç.: *De la traite des esclaves en Afrique et des moyens d'y remédier*. — Traduction sur la seconde édition par J. J. Pacaud. — Paris, A. Bertrand, in-8, xxxvi-650 pages et cartes.

Etudes sur les guerres continuelles que se faisaient les peuplades africaines pour se procurer des esclaves et sur les traitements que ces derniers devaient subir jusqu'à ce qu'ils fussent livrés à la culture coloniale.

228. — CAMERON (V. L.), *A travers l'Afrique, voyage de Zanzibar à Benguela* (1873-1875).

229. — COOPER (Jos.), *Un Continent perdu, ou L'Esclavage et la traite en Afrique* (1875), avec quelques observations sur la manière dont ils se pratiquaient en Asie et dans d'autres contrées sous le nom de système contractuel de la main-d'œuvre. — Trad. de l'anglais et contenant une préface de M. Ed. Laboulaye. — Paris, Hachette, 1876, in-8° — 160 pages et carte.

Etudes sur l'esclavage en Afrique après l'abolition de la traite.

230. — DEJUSTE (*op. cit.* au n° 59).

231. — DONNY (Général), *Vers la suppression de l'esclavage au Congo belge.* — Bruxelles, Misch et Thron, 1911.

232. — DU TEIL (Baron Joseph), *Les sociétés anti-esclavagistes et l'esclavage dans l'empire Ottoman.* — Paris, 1913, in-8°.

233. — *Esclavage (L') en Afrique par un ancien diplomate.* — Paris, 1896 (sans nom d'auteur), Bibl. Nationale de Paris côte : O³ 788.

234. — *Expatriation and Slavery in China.* — Washington, 1880 (sans nom d'auteur. cf. Bibl. Nat. de Paris côte : Pb 805 (46, II, 24, n° 60).

235. — GAUTEY (Abbé), *L'Esclavage africain*, allocution prononcée à la cathédrale d'Autun le 10 janvier 1897. — Paris, 1897, in-8°.

236. — HUMANUS, *Die Sklavenhandel...* (la traite des esclaves en Afrique)... — Münster i W., 1888, in-8°.

237. — IMBART DE LA TOUR, *L'Esclavage en Afrique et la croisade noire.* — Paris, Maison de la bonne presse, 1894, in-16°.

238. — IUNG (Le R. Q.), *La chasse à l'homme*, conférence faite à la Société de Géographie de l'Est, suivie d'une lettre de M. Mohy... — Nancy, 1894.

239. — KORWIN SZYMAVOWSKI, *L'Esclavage africain.* — Paris, 1891, in-8°.

240. — LACOUR, *L'Esclavage africain*. — Dunkerque, 1889, in-8°.

241. — LAMIRAL, *L'Afrique et les peuples africains considérés sous tous leurs rapports avec notre commerce et nos colonies...*, etc. — Paris, 1789, in-8°.

★ 242. — LAVIGERIE (Cardinal), *L'Esclavage africain*. — Conférence prononcée à l'église de Saint-Sulpice à Paris. — Paris, 1888, in-8°.

★ 243. — LAVIGERIE, *L'Esclavage africain* — Discours prononcé au meeting tenu à Londres le 31 juillet 1888. — Paris, 1888, in-8°.

★ 244. — LAVIGERIE, *L'Esclavage africain* — Conférence sur l'esclavage dans le Haut-Congo faite à Sainte-Gudule de Bruxelles. 1888, in-8°.

★ 245. — LAVIGERIE, *Lettres sur l'esclavage africain à Messieurs les directeurs de l'œuvre de la propagation de la foi*. — Lyon, 1888, in-8°.

Tous les discours du cardinal Lavigerie consistent dans des descriptions sensationnelles des horreurs de l'esclavage tel qu'il persista en Afrique Noire après l'abolition de la traite. — Le cardinal Lavigerie fut chargé par le pape Léon XIII d'entreprendre cette propagande afin d'entraîner les divers Etats européens à intervenir militairement pour supprimer, d'une façon effective, la pratique esclavagiste en Afrique. — Faciliter la conversion des nègres au christianisme paraît avoir été le but essentiel de cette propagande. — Les faits que le cardinal cite sont empruntés aux témoignages des évangélistes en Afrique. — Ce qu'il dit, dans ses discours, de l'attitude de l'Islam à l'égard de l'esclavage est absolument inexact et tendancieux.

246. — LÉPITRE (A.), *L'Esclavage, en Afrique.* — Lyon, 1889, in-8°.

247. — LE ROY (Le P. Alexandre), *Le congrès de Bruxelles et l'esclavage africain.* — Paris, 1889.

★ **248.** — LETOURNEAU (*op. cit.* au n° 12).

Cf. chap. II, pp. 25-48 (l'esclavage en Mélanésie : en Australie et en Paponasie); chap. III, pp. 48-72 (l'esclavage en Afrique : chez les Hottentots, chez les Cafres, et chez les tribus sauvages de l'Afrique tropicale); chap. IV, pp. 72-94 (l'esclavage dans les petites monarchies africaines, dans les petits royaumes fétichistes et dans les petits royaumes musulmans); chap. V, pp. 94-119 (de la servitude en général dans les petites monarchies africaines); chap. VI, pp. 119-145 (l'esclavage indigène en Amérique : en Amérique du Sud, chez les Esquimaux et chez les Peaux-Rouges); chap. VII, pp. 145-173 (l'esclavage au Mexique et au Pérou); chap. VIII, pp. 173-196 (l'esclavage en Polynésie : la Nouvelle-Zélande, la Polynésie à demi-sauvage..., etc.).

249. — LIST (Waldemar), *La participation de l'Allemagne à la répression de la traite et de l'enlèvement des esclaves...* (texte allemand : *Die Btheiligung...*, etc.). — Würzburg, 1907, in-8°.

250. — LOIR (A.), *L'Esclavage en Tunisie*, dans *Revue Scientifique*, sér. IV, vol. XII. — Paris, 1899.

251. — MAGE (E., lieutenant de vaisseau), *Voyage dans le Soudan Occidental*, 1863-1866.

Description de l'esclavage tel qu'il persista dans cette région de l'Afrique après l'abolition de la traite.

252. — MARRE (Aristide), *Malais et Siamois. De l'esclavage dans la presqu'île malaise au XIX^e siècle.* — Paris, 1894, in-8°.

(Institut de France. Académie des sciences morales et politiques).

253. — MARRYAT (Joseph) (*op. cit.* au n° 174).

254. — MILLANT (D^r Richard), *L'Esclavage en Turquie*. — Paris, 1913, in-8°.

255. — NOYANT (Abbé), *Les horreurs de l'esclavage en Afrique*. — Paris, 1891, in-8°.

256. — PAULUS, *L'Esclavage dans l'Indo-Chine et en particulier au Cambodge et dans l'Annam*. — Paris, 1886.

257. — PELLETAN (J. G.), *Mémoire sur la colonie française du Sénégal, avec quelques considérations historiques et politiques sur la traite des nègres...* — Paris, an IX (1800), in-8°.

★ **258.** — PEYTRAUD (*op. cit.* au n° 187).

Cf. liv. I, chap. III (Pays de la traite; sources de l'esclavage en Afrique).

259. — PICOT (Georges), AUGOUARD (Mgr), LEROY (Mgr). — *La Société anti-esclavagiste et l'action des missionnaires en Afrique*. — Paris, 1896, in-8°.

260. — QUENEUIL (Henry), *De la traite des noirs et de l'esclavage. La conférence de Bruxelles et ses résultats*. Thèse, Faculté de Droit. — Paris, 1907, in-8°, 292 pages.

261. — SCHERLING (Emil) (*op. cit.* au n° 192).

262. — SWANN (Alfred J.), *Fighting the slave-hunter in central Africa. A record of 26 years of travel and adventure round the great Lakes and of the overthrow of Tippu-Tib, Rumliza and other great slave-traders*. — London, Seeley. 1910, in-8° — xvi-359 p., 45 pl. et 1 carte.

★ 263. — *Traite (La) des nègres et la croisade africaine.* Documents publiés par Alexis M. Gochet. Liège, 1889, in-8°.

(Relatifs à la question de l'esclavage africain et comprenant : (1) la lettre encyclique de Léon XIII sur l'esclavage, (2) le discours du Cardinal Lavigerie à Bruxelles, (3) un chapitre de Géographie et d'Histoire, (4) les témoignages des grands explorateurs : Livingstone, Cameron, Stanley, les missionnaires français..., etc., etc.).

264. — VIGNOLS (L.), *Les esclaves coloniaux en France au XVII^e et XVIII^e siècle.* — Rennes, 1927, in-8° (voir aussi sur le même sujet Peytraud, *op. cit.* au n° 187, chap. VIII, « les esclaves amenés en France »).

IX

L'ESCLAVAGE A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

De nos jours l'esclavage est encore en vigueur chez les nègres africains, en Ethiopie, en Asie et particulièrement en Arabie, et dans quelques endroits de l'Amérique du Sud. — Nous sommes très mal renseignés sur ces débris d'esclavage. — Voici les principales indications que nous possédons à ce sujet.

★ 265. — KESSEL (Joseph), *Marchés d'esclaves.*

Une mission constituée sous les auspices du journal « Le Matin » et présidée par M. Joseph Kessel, dirigea, en Ethiopie et dans l'Arabie, une grande enquête sur l'esclavage tel qu'il persiste encore dans ces deux régions. La description de son voyage et les résultats de son enquête furent rédigés par son président et parurent dans une vingtaine de numéros du

« *Matin* » (26 mai 1930 à 14 juin 1930) sous le titre *Marchés d'esclaves*. — Tableau très intéressant surtout en ce qui concerne la description des procédés barbares qu'emploient, en Ethiopie, les trafiquants pour se procurer les marchandises humaines et pour les expédier en Arabie qui — paraît-il — est actuellement le grand centre de consommation esclavagiste. — Il semble cependant que M. Kessel — plus, sans doute, par les mouvements de sa nature de romancier et de journaliste que par sa volonté — a exagéré plusieurs faits. — Ce que nous croyons devoir signaler, c'est surtout l'inexactitude absolue de ce qu'il dit dans les derniers numéros de l'attitude de l'Islam envers la traite. Sur ce point le reporter semble totalement ignorer les institutions islamiques. — (Voir dans notre second chapitre, pp. 111-135, notamment pp. 111-115).

Touchant le reportage de M. Kessel, la légation impériale de Perse a communiqué au *Matin* la note suivante :

« *Dans l'éventualité qu'une fausse interprétation des textes de M. Joseph Kessel, parus dans Le Matin des 26 et 28 mai, puisse faire croire que l'esclavage existe encore en Perse, la légation impériale de Perse à Paris tient à déclarer que cette pratique inhumaine a disparu depuis longtemps des mœurs persanes et qu'aucun trafic d'esclaves, soit local, soit d'importation, n'y est toléré. Une loi persane décrète, du reste, que tout esclave se trouvant dans la zone des eaux territoriales ou mettant le pied sur le sol de l'Iran devient ipso facto un homme libre* ». — (Cf. *Le Matin* du 10 juin 1930, 2^e page, 2^e colonne).

★ 266. — SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Depuis sa fondation, la Société des Nations s'occupe de la question. Une commission spéciale dite « Commission temporaire de l'esclavage » s'est même constituée au sein de l'institution internationale de Genève. — Voici quelques travaux de la « Commission temporaire de l'esclavage », du « Conseil de la Société » et de son « Assemblée » :

S. D. N. Comm. temp. de l'esclavage. *Procès-verbaux de la première session tenue à Genève du 9 au 12 juillet 1924.* — Chambéry, Impr. réunies, 1924, in-4°, 31 pages.

S. D. N. Comm. temp. de l'esclavage. *Rapport au Conseil.* — Genève, 12 juillet 1924.

S. D. N. Comm. temp. de l'esclavage. Première session de la Commission. *Rapport de M. Branting.* — Genève, 30 août 1924.

S. D. N. Comm. temp. de l'esclavage. Lettre du président. *Rapport de la Commission...* — Genève, 25 juillet 1925.

S. D. N. Comm. temp. de l'esclavage. *Procès-verbaux de la deuxième session tenue à Genève du 15 au 25 juillet 1925.*

S. D. N. Comm. temp. de l'esclavage. *Deuxième session.* — Genève, le 9 septembre 1925.

S. D. N. Esclavage — *Extrait du procès-verbal de la trentième session du Conseil.* — Genève, 30 août 1924.

V^e Assemblée de la S. D. N. Question de l'esclavage. *Résolution adoptée par l'Assemblée en sa séance du lundi 22 septembre 1924.*

S. D. N. VI^e Assemblée de la S. D. N., question de l'esclavage. — *Résolution adoptée le 26 septembre 1925.*

S. D. N. Question de l'esclavage. *Rapport présenté à la VI^e Ass. par la sixième commission.* — Genève, le 26 septembre 1925.

S. D. N. *Rapport du gouvernement éthiopien sur la question de l'esclavage.* — Genève, 14 mai 1924.

S. D. N. La question de l'esclavage. — *Memorandum du secrétaire général.* — Genève, 4 août 1924.

S. D. N. La question de l'esclavage. — *Lettre du gouvernement britannique.* — Genève, 5 septembre 1924.

S. D. N. La question de l'esclavage. — *Memorandum du gouvernement britannique sur la question des « Muitsai » à Hong-Kong.* — Genève, le 9 septembre 1925.

S. D. N. *Mémoire sur l'esclavage dans la vallée du Hukawng (Haute-Birmanie).* — Genève, le 10 sept. 1925.

S. D. N. Question de l'esclavage. — *Lettres du gouverneur général du Soudan relatives à l'esclavage.* — Genève, 14 septembre 1925.

S. D. N. *Communication du directeur du bureau du gouvernement des Philippines.* — Genève, 15 sept. 1925.

S. D. N. Projet de Convention relative à l'esclavage. *Réponses des gouvernements.* — Genève, 21 juin 1926.

S. D. N. Projet de Convention sur l'esclavage. *Rapport de Sir Austin Chamberlain* adopté par le Conseil le 9 juin 1926. — Genève, 22 juin 1926.

La « Commission Temporaire de l'esclavage » a été supprimée; et c'est la VI^e Commission permanente de la Société des Nations (affaires politiques) qui s'occupe actuellement de la question. — Très récemment le délégué de l'Angleterre a présenté au Conseil de la S. D. N. une demande en vue de la création d'une commission permanente de l'esclavage, demande qui, déferée à la VI^e Commission, fut repoussée par la majorité de ses membres (voir *Le Temps* du 29 sept. 1930).

★ 267. — *Temps* (Journal *Le*) du 25-10-30 : *L'esclavage et le Libéria* :

« Une lettre du délégué permanent du Libéria auprès de la Société des Nations annonce que par décret et proclamation présidentiels, le gouvernement du Libéria vient de prendre les mesures suivantes :

1^o Tous les esclaves domestiques des tribus indigènes ont été déclarés définitivement libres et affranchis;

2° Le « pawn system » (mise en gage d'un membre de la famille en garantie d'un prêt obtenu au sein des tribus indigènes) a été déclaré définitivement aboli;

3° L'embarquement forcé pour contrat de travail a été également définitivement banni ».

★ 268. — *Temps* (Journal *Le*), 12 janvier 1931 : *L'esclavage au Libéria* :

« A la suite d'une lettre du gouvernement du Libéria demandant qu'une enquête fût faite sur la « prétendue existence de l'esclavage et du travail forcé dans ce pays, le conseil de la Société des Nations constitua une commission, composée de la façon suivante : M. Guthbert Christi (Anglais), nommé par le conseil de la Société des Nations; M. Charles S. Johnson (Américain), nommé par le gouvernement des Etats-Unis; sir A. Barclay, ancien président du Libéria, nommé par le gouvernement libérien.

La commission s'est rendue au Libéria et, après avoir procédé à une enquête sur place, soit dans la capitale, Monrovia, soit dans les districts de l'intérieur, elle a présenté au gouvernement du Libéria un rapport qui vient d'être publié.

Le rapport reproduit des dépositions des chefs indigènes sur des faits relatifs à l'esclavage et au travail forcé et obligatoire, aux déportations et aux mauvais traitements qui constituent le plus sombre tableau des conditions d'existence et de travail des indigènes. — La commission d'enquête constate que si l'esclavage, dans l'acception qui comporte l'idée de marché d'esclaves et de trafiquants n'existe plus comme tel dans la République du Libéria, en revanche, l'esclavage, tel qu'il est défini par la convention de 1926, existe dans la mesure où l'on constate l'existence d'un esclavage domestique d'une tribu à l'autre et au sein de chaque tribu. La mise en gage des personnes est également admise dans le régime social de la République. — La commission constate que le travail forcé a été utilisé dans le Libéria, principalement pour les

constructions de routes pour automobiles, de bâtiments civils, de casernes, etc., ainsi que pour le portage. Elle a constaté que le recrutement et l'utilisation de cette main-d'œuvre sont souvent accompagnés de mesures d'intimidation systématiques, ainsi que de mauvais traitements de la part des fonctionnaires du gouvernement, des messagers et des soldats des troupes de frontières. — Elle constate que le vice-président de la République, M. Yancy, et d'autres fonctionnaires du gouvernement du Libéria, ainsi que des inspecteurs des comtés et commissaires de districts ont sanctionné le recrutement forcé de la main-d'œuvre destinée soit à construire des routes, soit à être embarquée à destination de l'étranger, soit à d'autres travaux, et que ce recrutement s'est effectué avec l'aide et l'assistance des troupes de frontières libériennes ».

A la demande du gouvernement britannique, le secrétaire général de la S. D. N. a inscrit à l'ordre du jour du Conseil l'examen de ce rapport (*Temps*, 28-12-30). — Voir dans les Archives de la S. D. N. (travaux du Conseil, session janvier 1931), le texte intégral de ce rapport et la discussion dont il fut l'objet.

★ 269. *Temps* (Journal Le) du 14 janvier 1931, *Le Libéria et l'esclavage* :

« A la suite du rapport de la commission d'enquête sur l'esclavage et le travail forcé dans le Liberia, le représentant du gouvernement des Etats-Unis a adressé au gouvernement libérien la communication suivante que publie le secrétariat de la Société des nations :

Le gouvernement des Etats-Unis a été profondément ému d'apprendre qu'il existe dans la République, établie au nom de la liberté humaine, une situation qui non seulement contraste grandement avec les idéals de ses fondateurs mais est encore une négation des engagements assumés par la République du Liberia du fait de son adhésion à la convention internationale de l'esclavage de 1926. Mon gouvernement craint

que la publication prochaine de ce rapport ne provoque dans tout le monde civilisé un revirement des sentiments à l'égard de la République du Liberia que l'opinion publique internationale rendra responsable de la situation et des pratiques signalées par la commission internationale.

Le gouvernement du Liberia ayant donné l'assurance qu'il accepte les recommandations et les propositions de la commission d'enquête internationale, qu'il s'engage à adopter lesdites recommandations, le gouvernement des Etats-Unis est convaincu que le gouvernement du Liberia se rend nettement compte que son prestige aux yeux du monde dépendra désormais de la sincérité et de l'efficacité de ses efforts pour mettre promptement à exécution les mesures de réformes qu'il s'est solennellement engagé à prendre.

De son côté, le délégué permanent de la République du Liberia auprès de la Société des nations a fait, au nom de son gouvernement, la déclaration que voici :

Le gouvernement de la République du Liberia accepte en principe les recommandations suggérées par la commission internationale d'enquête dans son rapport sur l'esclavage et le travail forcé au Liberia et adopte ces recommandations comme bases sur lesquelles sera réglée toute amélioration dans la politique sociale de la République jusqu'à la limite de ses moyens.

Il espère qu'après cette déclaration, aucun Etat, membre ou non-membre de la Société des nations, ne saurait maintenant mettre en doute la bonne foi et la sincérité de son gouvernement. »

X

TRAVAUX GÉNÉRAUX SUR L'ESCLAVAGE

Sous cette rubrique, nous groupons certains ouvrages qui traitent de l'esclavage sans s'attacher exclusivement à une seule société ni à une seule période.

270. — ALLARD (Paul), *Esclaves, serfs et mainmortables*. — Paris, 1883, in-18°.

271. — AMIALE, *L'Eglise et l'esclavage...* — Lyon, 1894, in-8°.

272. — BARNES (Albert), *The Church and Slavery*. — Philadelphia, 1857.

273. — BIRNAY (J. G.), *Letter to the Church (on the subject of Slavery)*, 1834. *Second Letter* (1834?).

274. — BLEDSOE (A. T.), *An Essay on Liberty and Slavery*. — Philadelphia, 1857.

275. — BROOKE (Samuel), *Slavery and the slave holder's religion as opposed to christianity...* — Cincinnati, 1846, in-8°.

276. — CAREY (H. C.), *The Slave-Trade, domestic and foreign : why it exists, and how it may be extinguished...* — London, 1853, in-12°.

277. — CASTELLI (*op. cit.*, au n° 126).

278. — CIBRARIO (Luigi), *Della schiavitù e del servaggio*. — 2 vol., Milano, 1868.

279. — CLARKSON (Thomas), *An Essay on the Slavery and Commerce of the Human Species*. — London, 1788.

280. — COFFIN (Joshua), *An account of some of the principal slave insurrections*. — New-York, 1860, in-8°.

281. — CONDER (Josiah), *Wages of the whip, an essay on the comparative cost and productiveness of free and slave labour*. — London, 1833, in-8°.

282. — CRAIG (Isa), *The Essence of Slavery...* — London, 1863, in-12°.

283. — DICEY (Edward), *Labour and Slavery...* — London (s. d.), in-12°.

284. — EGORIEV (V.), (Le problème de l'esclavage en droit international). — Moscou, Narkomindiel, 1928, in-8°, 88 p. (texte russe).

285. — FISH (A.), *Le Christianisme et l'esclavage*, thèse. — Lausanne, 1865.

286. — FLETCHER (John), *Studies on Slavery...* — Natchez, 1852, in-8°.

287. — *The Fugitive Slave Law and its victims...* — New-York, 1856, in-12° pièce. — Bibl. Nat. de Paris, côte : Pb. 2412.

288. — GODWIN (Benjamin), *Lectures of Slavery...* — Bos-York, 1856, in-12° pièce. — Bibl. Nat. de Paris, côte : Pb. 2412.

289. — GODWIN (B.), *On the essential Sinfulness of slavery...* — London, 1840, in-8°.

★ **290.** — GRANIER DE CASSAGNAC, *Histoire des Classes Ouvrières et des Classes Bourgeoises*. — Paris, Auguste Desrez, 1838, 565 p.

Cf. notamment chap. II, pp. 14-36 (Origine du prolétariat : l'auteur soutient que le prolétariat provient de l'émancipation des esclaves; idée que les historiens des doctrines économiques attribuent à Karl Marx et qu'il convient plutôt de rattacher à notre auteur car le « *Capital* » de Marx n'a paru que trente ans après « *L'Histoire des Classes Ouvrières et des Classes Bourgeoises* » qui reste toujours inconnue des économistes); chap. III, pp. 36-72 (Origine de l'esclavage : l'auteur

la recherche dans la structure de la famille; les premiers maîtres sont les premiers pères; l'esclavage est de droit divin; l'esclavage est un élément primitif et spontané de la société...); chap. IV, pp. 72-95 (organisation de l'esclavage par les lois sociales); chap. V, pp. 95-121 (affranchissement et formation des bourgeoisies); chap. XVI, pp. 398-443 (les esclaves lettrés; leur histoire; leur condition dans plusieurs sociétés de l'Antiquité); chap. XVII, pp. 443-480 (les courtisanes esclaves; leur condition, leur histoire...); chap. XVIII, pp. 480-510 (les bandits; révoltes des esclaves; but essentiel de ces révoltes...).

Nous attirons l'attention sur ce livre dont la valeur est souvent méconnue. L'auteur fut, certes, un des plus enthousiastes défenseurs de l'esclavage; et sa tendance l'entraîne souvent, dans ce livre, comme dans les autres (voir plus haut n° 152), sur une fausse piste. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'à côté de ses conclusions téméraires et tendancieuses, le livre renferme un grand nombre de faits intéressants et historiquement exacts, une foule de réflexions profondes et d'essais très ingénieux.

291. — HOPKINS (John), *A Scriptural, ecclesiastical and historical View of Slavery, from the days of the patriarch Abraham to the nineteenth Century...* — New-York, 1864, in-8°.

292. — HOSTINGS, *Encyclopedia of religions and ethics*, T. XI, New-York, 1920, pp. 679 et suiv. (art. slavery).

293. — INGRAM (John-Kells), *A History of Slavery and serfdom*. — London, A. Black, 1895, in-16°.

294. — *Is the system...*, etc. (cité au n° 7).

295. — KOCH (Max), *Die Bestrafung...*, etc. (La position des voleurs d'esclaves et du commerce des esclaves d'après la loi du 23 juillet 1895) (texte allemand), Borna, Leipzig, 1913, in-8°.

★ 296. — LAROUSSE, *Grande Encyclopédie du XIX^e siècle*, vol. XIII, art. *esclavage*, et du XX^e siècle, t. III, art. *esclavage*, et *esclave*, pp. 263, 264.

★ 297. — LETOURNEAU, *L'Evolution de l'Esclavage dans les diverses races humaines*. — Paris, Vigot frères, 1897.

Outre les sections citées aux n^{os} 12, 27, 49, 60, 66, 110, 248, l'ouvrage de Letourneau contient un chapitre sur « l'esclavage dans le règne animal » ! (pp. 1-25), et une conclusion sur « le passé, le présent et l'avenir du travail », pp. 488-515.

298. — LONG (John-Dixon), *Pictures of Slavery in Church and State; including personal reminiscences biographical sketches, anecdotes...* — Philadelphia, 2^e édit., 1857, in-8°.

299. — MALLOCH (M. M.), *How the Church dealt with Slavery*, dans *The Month*, vol. XXVII. — London, 1876.

300. — MILLAR (John), *The Origin of the Distribution of Ranks*. — Edinburgh, 1806.

★ 301. — MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*. — 20 livres en 2 vol., Paris, Garnier frères, 1922.

Cf. notamment Livre XV « *Comment les lois de l'esclavage civil ont du rapport avec la nature du climat* » :

Chap. premier (définition de l'esclavage; son inutilité et ses inconvénients; influence des formes politiques du gouvernement sur l'esclavage); chap. II (opinion des juristes romains sur l'essence et la légitimité de l'esclavage; réfutation de cette opinion); chap. III (origine ethnique de l'esclavage); chap. IV (origine religieuse de l'esclavage); chap. V (esclavage des nègres aux Temps-Modernes basé sur le principe hédonistique et sur la croyance à leur infériorité ethnique); chap. VI (l'esclavage rattaché à la forme politique du gouvernement); ch. VII (l'esclavage rattaché au climat); chap. VIII (inutilité de l'esclavage dans les sociétés européennes); chap. IX (des nations

chez lesquelles la liberté civile est généralement établie); chap. X (servage et esclavage domestique); chap. XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX (ce que les lois doivent faire par rapport à l'esclavage; abus de l'esclavage; danger du grand nombre d'esclaves; des esclaves armés; précautions à prendre dans le gouvernement modéré; règlements à faire entre les maîtres et les esclaves; des affranchissements; des affranchis et des eunuques).

À partir du chapitre XI, il s'agit généralement d'une étude plutôt *politique*, dans le sens qu'Auguste Comte donne de ce mot, c'est-à-dire d'une étude qui consiste à tracer des règles à l'action, à fournir des conseils, à établir ce qui doit être. Par contre, les premiers chapitres du livre se lisent toujours avec intérêt. Ils contiennent, en effet, plusieurs faits significatifs et certains essais d'explication qui, tout en étant très simplistes, car ils s'attachent trop exclusivement aux formes politiques du gouvernement et au climat du pays, n'en fournissent pas moins une base de discussion.

Les livres XVI et XVII sont consacrés à deux questions étroitement liées à l'esclavage proprement dit : l'un traite, en effet, de « l'esclavage domestique », c'est-à-dire de la servitude des femmes dans la famille; l'autre, de « l'esclavage politique », c'est-à-dire de l'assujettissement des peuples à leurs souverains.

Nous nous sommes moins servi de ces trois livres que du reste de l'ouvrage.

Voir dans le livre cité au n° 161 une analyse approfondie de la doctrine de Montesquieu sur l'esclavage et de ses rapports avec la tendance antiesclavagiste en France au XVIII^e siècle.

302. — NIEBOER (H. J.), *Slavery as an Industrial system.* — The Hague, 1900.

Voir dans Westermarck (cité plus loin au n° 310), T. I, pp. 666-670, un examen analytique et critique de ce livre.

303. — POWELL (Wm. P.), *The fugitive slave Bill, its history...* — New-York, 3^e édit., 1850, in-8°.

304. — RIVIÈRE (Armand), *L'Eglise et l'esclavage*. — Paris, 1864.

305. — SACO (Don J. A.), *Historia de la esclavitud*. — 3 vol., Paris et Barcelone, 1875-78.

306. — SMITH (*op. cit.* au n° 202).

307. — SUMNER (Charles), *Slavery and the rebellion, one and inseparable...* — Boston, 1864, in-8°.

308. — THÉROU (L'Abbé), *Le Christianisme et l'esclavage*. — Paris, 1841.

309. — THOMPSON (Joseph Qu.), *Christianity and Emancipation; or the Teachings and the Influence of the Bible against slavery...* — New-York, 1863, in-8°.

★ **310.** — WESTERMARCK (Edward), *The origin and development of the moral ideas*. — London, tome I, 1906; tome II, 1908. — Traduction française de Robert Godet, *L'Origine et le Développement des idées morales*. — 2 vol. Paris, Payot, tome I, 1928, xvi-731 pages; tome II, 1929, 888 pages. — (C'est d'après cette traduction que nous citons).

Cf. T. I, chap. XXVII : *L'Esclavage*, pp. 666-710. — Aperçu général sur la définition de l'esclavage, — ses causes, — ses sources, — son action sur l'étranger et sur le citoyen, — ses caractères généraux chez les races inférieures (anciens habitants de l'Amérique, de l'Australie, Africains..., etc., etc.); dans l'Antiquité chinoise, indoue, assyrienne, hébraïque, grecque et romaine; dans l'Islam, — les causes de l'adoucissement de l'esclavage à la fin de l'Antiquité, — les causes de son abolition et de sa transformation en servitude de la glèbe au Moyen-Age occidental, — les causes de sa réapparition aux Temps-Modernes, — ses caractères pendant cette période, particulièrement dans les colonies européennes d'Améri-

que..., etc., etc. — Tableau d'ensemble, insuffisant, contenant une foule de conclusions téméraires et d'explications simplistes; mais tous les *faits* qu'il renferme — même ceux qui se rapportent à l'Islam — sont scrupuleusement exacts et puisés aux bonnes sources; documentation des plus riches et contrôle des plus consciencieux.

Nous ne nous sommes guère servi de ce chapitre auquel nos propres lectures suppléaient facilement. — Par contre, nous avons considérablement mis à profit le reste de l'ouvrage. (Sur l'ensemble du chef-d'œuvre de Westermarck, cf. le compte rendu de Durkheim dans l'*Année Sociologique*, tome X, 1907, p. 383, et ceux de M. Fauconnet dans la *Revue Philosophique*, 1907, I, p. 409, 1909, II, p. 100, et dans *La Responsabilité*, pp. VIII, IX).

311. — WHIPPLE (Charles H.), *The methodist Church and Slavery...* — New-York, 1859, in-16°.

XI

LIVRES AUXILIAIRES DE RÉFÉRENCE

De tous les travaux qui ne peuvent se classer sous aucune des rubriques précédentes mais dont nous nous sommes servi pour certaines questions qui se rattachent à notre sujet, nous n'indiquons ici que ceux auxquels nous avons directement renvoyé dans les notes, et même parmi ces derniers nous n'avons pas cru nécessaire de mentionner : *a*) les encyclopédies, et les revues; *b*) les auteurs anciens (Aristote, Athénée, Denys d'Halicarnasse, Platon, Plutarque, Tite-Live, Thucydide, Xénophon..., etc.); *c*) les livres que nous avons déjà partiellement cités.

★ 312. — BOSC (Louis), *Etudes sur le droit des Créanciers d'exercer les actions de leurs Débiteurs.* — Paris, 1902.

★ 313. — COMTE (Auguste), *Cours de philosophie positive.* — 6 vol., Paris, Schleicher frères, 1907 (T. I); 1924 (T. II); 1908 (T. III, IV, V, VI) — édition identique à la première parue au commencement de juillet 1830.

★ 314. — DE ROUX (M.), *Des effets de l'Insolvabilité civile en Droit romain et en Droit français.* — Poitiers, 1903.

★ 315. — DURKHEIM, *Les Règles de la méthode sociologique.* — Paris, Alcan, 1919.

★ 316. — EL-YAFI (Abdallah), *La condition privée de la Femme dans le droit de l'Islam.* — Paris, 1926.

★ 317. — ESMEIN, *Débiteurs privés de sépulture, dans : Mélanges d'histoire du droit et de critique*, pp. 245-267. — Paris, Larose et Forcel, 1886.

★ 318. — FAUCONNET (Paul), *La Responsabilité.* — Paris, Alcan, 1920, in-8° — xxvi-400 pages.

★ 319. — HOUDAS (O.), *L'Islamisme.* — Paris, Leroux, 1908.

★ 320. — HUC (Théophile), *Commentaire théorique et pratique du Code civil.* — 15 vol., Paris, F. Pichon, 1892-1903, in-8°.

★ 321. — HUC, *Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances.* — 2 vol., Paris, Pichon, 1891, in-8°.

★ 322. — JOUIN (George), *Des Infractions Militaires : D'insoumission et de désertion.* — Paris, Davy, 1903.

★ 323. — *Justice Militaire : Insoumission, Désertion.* — Paris, 1911 (bulletin officiel du ministre de la guerre).

★ 324. — *Justice Militaire : Insoumission, Désertion.* — Paris, 1914 (supplément arrêté à la date du 31 décembre 1912).

★ 325. — *Justice Militaire : Insoumission et Désertion.* — Paris, 1923.

★ 326. — LETOURNEAU (Charles), *L'Evolution de la Propriété.* — Paris, Lecrosnier et Babé, 1889, in-8° — 521 pages.

★ 327. — LETOURNEAU (Charles), *L'Evolution Politique dans les diverses races humaines.* — Paris, même éditeur, 1890, in-8° — 561 pages.

★ 328. — LETOURNEAU (Charles), *La Sociologie d'après l'Ethnographie.* — Paris, Schleicher frères (sans indication de date), in-18° — 608 pages.

Bien que Letourneau présente ses livres comme des études de sociologie, nous croyons cependant qu'ils sont loin de mériter cette qualification. Il s'agit tout uniment de simples monographies trop peu approfondies, et contenant, d'ailleurs, une foule de faits médiocrement exacts. Les hypothèses qu'il croit en tirer sont, en majeure partie, hasardeuses. Aux livres de Letourneau, nous n'avons emprunté que les faits qu'il emprunte lui-même aux auteurs dignes de foi, tout en ayant soin de les contrôler.

★ 329. — MERCIER (Ernest), *La Condition de la Femme musulmane...* — Alger, A. Jourdan, 1895 — 155 pages.

★ 330. — MONDON (Pierre), *Le Dessaisissement du Débiteur failli.* — Bordeaux, 1912.

★ 331. — Nouveau Testament (trad. franç. de Louis Segond, Paris, 1929).

★ 332. — ROUSSEAU (Jean-Jacques), *Du Contrat Social*. — Paris, Flammarion (sans indication de date).

★ 333. — ROUSSEAU (Jean-Jacques), *Discours sur l'origine de l'inégalité*. — Paris, Flammarion (sans indication de date) (volume comprenant, outre ce discours, le *Discours sur les sciences et les arts*, et les *Rêveries du promeneur solitaire*).

★ 334. — SMITH (Robertson), *Kinship and Marriage in Early Arabia*. — London, Cook, 1903.

★ 335. — VERNEY (Noël), *De l'Insoumission et de la Désertion*. — Lyon, 1890.

Vu le 2 mars 1931.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'Imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie :

J. PERRON.

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

PRÉFACE	I-IV
---------------	------

SITUATIONS GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE

INTRODUCTION

I, II — L'esclavage, étant un fait social, doit être étudié dans un esprit sociologique. — Caractères des travaux antérieurs : études juridiques et études historiques. — Caractère sociologique de nos études. — Objet du livre.....	1-5
III — Sociétés sur lesquelles porte particulièrement le travail : Hébreux, Grecs, Romains (pour l'Antiquité), sociétés musulmanes (pour le Moyen-Age), Antilles françaises (pour les Temps-Modernes). — Raisons données de ce choix; aperçu historique de l'esclavage.....	5-8
IV — Evolution et caractère variable de l'institution dans ces cinq groupes de sociétés; principales étapes de cette évolution dont il est nécessaire de tenir compte.....	8-13
V, VI — Documentation des recherches : institutions juridiques, institutions religieuses, œuvres littéraires et textes historiques; ouvrages consultés	

pour l'Antiquité et les Temps-Modernes; documents arabes de première main utilisés pour l'Islam. — Plan de l'ouvrage.....	13-17
---	-------

PARTIE DESCRIPTIVE

DESCRIPTION DES SITUATIONS
GENERATRICES DE L'ESCLAVAGE

Division de ces situations : circonstances dont résulte l'esclavage de naissance, et circonstances engendrant l'esclavage postérieurement à la naissance....	18
--	----

CHAPITRE PREMIER

SITUATIONS GENERATRICES
DE L'ESCLAVAGE DE NAISSANCE

L'esclavage de naissance ne s'impose qu'aux personnes liées par la parenté avec des esclaves. — Détermination de cette parenté :	19
I — chez les Hébreux;	19-24
II — chez les Grecs et les Romains;	24-26
III — aux Antilles françaises;	26-31
IV — dans le monde musulman du Moyen-Age.....	31-38
Conclusion de cet exposé : I — situations génératrices de l'esclavage de naissance; II — leur importance relative	38-40

CHAPITRE II

SITUATIONS GENERATRICES
DE L'ESCLAVAGE POSTERIEUR
A LA NAISSANCE

Sources de cet esclavage : la guerre, le rapt, l'action de la loi, la puissance paternelle et l'aliénation volontaire. — Mesure dans laquelle ces facteurs contribuent au recrutement des esclaves :	40
--	----

PAGES

I — chez les Hébreux : A — la guerre étrangère et civile; B — le rapt; C — l'action de la loi (1 - vol, 2 - insolvabilité); D — la puissance paternelle (1 - vente, 2 - exposition); E — l'aliénation volontaire (1 - se vendre, 2 - consentir à la prolongation de la durée de son esclavage). — Résumé ;	40-60
II — chez les Grecs : A — la guerre étrangère et civile; B — le rapt; C — l'action de la loi (1 - insolvabilité, 2 - vol, 3 - sacrilège, 4 - meurtre, 5 - métèque manquant à ses obligations); D — l'autorité paternelle (1 - vente, 2 - exposition); E — l'aliénation volontaire. — Résumé ;	60-74
III — chez les Romains : A — la guerre étrangère et civile; B — le rapt; C — l'action de la loi (1 - dettes, 2 - <i>furtum manifestum</i> , 3 - insoumission, 4 - crime de rapt, 5 - mésalliance, 6 - peine capitale); D — la puissance paternelle (1 - vente, 2 - exposition); E — l'aliénation volontaire (vente volontaire; <i>nexum</i>). — Résumé. — Trait commun aux trois sociétés antiques ;	71-98
IV — aux Temps-Modernes : dans les colonies européennes d'Amérique; dans l'Afrique noire : A — le rapt; B — l'action de la loi (1 - meurtre, 2 - vol, 3 - insolvabilité, 4 - adultère, 5 - sorcellerie); C — puissance paternelle; D — aliénation volontaire. — Attitude bienveillante des sociétés modernes à l'égard de ces sources; complicité. — Revirement d'opinion; réaction. — Résumé ;	98-111
V — dans le monde musulman du Moyen-Age : A — le rapt; B — l'action de la loi; C — la puissance paternelle; D — l'aliénation volontaire; E — la guerre étrangère, seule source d'esclavage chez les musulmans médiévaux. — Résumé ;	111-136
Conclusion de cet exposé : I — situations génératrices de l'esclavage postérieur à la naissance; II — leur importance relative	136, 137

PARTIE EXPLICATIVE

Définition de l'« explication ». — Plan de cette partie.....	139
--	-----

CHAPITRE III

EXAMEN CRITIQUE DES CONCEPTIONS

	PAGES
Division de ces conceptions : « conceptions ethniques » et « conceptions religieuses »	140
I — « Conceptions ethniques » ; leur postulat. — A. Exposé de ces conceptions : chez les Grecs ; chez les Romains ; chez les Hébreux ; aux Temps-Modernes. — B. Analyse : 1 - en tant que <i>justification</i> ; sans intérêt ; 2 - en tant que <i>traduction du mobile de l'asservissement</i> ; hypothèse à dégager. — C. Confrontation de cette hypothèse avec les faits décrits ; qu'elle ne réussit pas à ramener les situations génératrices à un principe élémentaire. — D. Qu'elle peut expliquer leur importance relative.....	140-158
II — « Conceptions religieuses » ; leur postulat. — A. Exposé de ces conceptions : chez les musulmans ; aux Temps-Modernes. — B. Analyse : 1 - en tant que <i>justification</i> ; sans intérêt ; 2 - en tant que <i>traduction du mobile de l'asservissement</i> ; hypothèse à dégager. — C. Confrontation de cette hypothèse avec les faits décrits ; qu'elle ne réussit ni à découvrir le principe élémentaire des situations génératrices de l'esclavage ni à expliquer leur importance relative	158-180
Conclusion : impuissance des deux hypothèses à ramener les diverses situations génératrices à une loi fondamentale ; nécessité d'une analyse directe des faits ; esprit dans lequel cette analyse doit être menée	180, 181

CHAPITRE IV

LOI FONDAMENTALE DES SITUATIONS
GÉNÉRATRICES DE L'ESCLAVAGE

Résultat de l'analyse directe : loi fondamentale ; deux corollaires ; note explicative	182-186
Section I — Confrontation de la théorie avec l'esclavage consécutif à la capture : § 1 — avec l'esclavage des prisonniers de guerre ; § 2 — avec l'esclavage des victimes d'un rapt.....	186-195

PAGES

Section II — Confrontation de la théorie avec l'esclavage consécutif à l'action de la loi : § 1 — loi civile (l'esclavage des débiteurs) ; § 2 — loi pénale (esclavage des voleurs, des ravisseurs, des femmes libres se mésalliant, des condamnés au dernier supplice, des métèques manquant à leurs obligations, des meurtriers et des adultères) ; § 3 — loi militaire (esclavage des insoumis) ; § 4 — loi religieuse (esclavage des sacrilèges et des sorciers). — Distinction entre les situations étudiées dans les deux sections précédentes et le reste des situations génératrices.....	195-227
Section III — Confrontation de la théorie avec l'esclavage consécutif à l'autorité paternelle : § 1 — avec l'esclavage des enfants vendus ; § 2 — avec l'esclavage des enfants exposés.....	227-231
Section IV — Confrontation de la théorie avec l'esclavage consécutif à l'aliénation volontaire de la liberté.....	231-235
Section V — Confrontation de la théorie avec l'esclavage de naissance.....	235-239

CONCLUSION

§ 1 — Récapitulation.....	239-244
§ 2 — Fonction de l'esclavage.....	244-247

DISTINCTIONS ENTRE LA FEMME ET L'HOMME DANS L'ESCLAVAGE

INTRODUCTION

Problèmes que pose l'esclavage envisagé d'un point de vue concret. — Objet de cet appendice. — Méthode. — Sociétés sur lesquelles portent particulièrement le travail. — Plan de l'ouvrage.....

251-252

PREMIÈRE PARTIE

DISTINCTIONS ENTRE LES DEUX SEXES
DANS LES SITUATIONS GÉNÉRATRICES
DE L'ESCLAVAGE

	PAGES
Définition de ces situations. — Division.....	254
Chapitre I — Distinctions entre les deux sexes dans les situations génératrices de l'esclavage de naissance. — Conclusion.....	255-262
Chapitre II — Distinctions entre les deux sexes dans les situations génératrices de l'esclavage postérieur à la naissance : 1° source : la guerre. — Hypothèse à dégager de l'exposé : que l'esclavage des femmes précéda l'esclavage des hommes ; 2° source : le rapt ; 3° source : l'action de la loi ; 4° source : la puissance paternelle ; 5° source : l'aliénation volontaire. — Conclusion.....	262-281

DEUXIÈME PARTIE

DISTINCTIONS ENTRE LES DEUX SEXES
DANS LA CONDITION DES ESCLAVES

Groupes de faits à étudier dans cette partie. — Plan.....	282, 283
Chapitre I — Distinctions concernant le droit du maître : § 1 — perpétuité ; § 2 — libre disposition (tableau ; ensemble des droits que renferme la libre disposition. — Questions intéressant l'étude : I — droit du maître sur la progéniture de son esclave ; II — droit du maître d'aliéner son esclave ; III — droit du maître de partager la couche de son esclave ; IV — droit du maître de marier son esclave ; V — prostitution des esclaves ; VI — emploi des esclaves). — Conclusion	284-321
Chapitre II — Distinctions concernant la vie domestique...	321
Chapitre III — Distinctions concernant la vie sociale.....	322, 323

TROISIÈME PARTIE

DISTINCTIONS ENTRE LES DEUX SEXES
DANS L'AFFRANCHISSEMENT

	PAGES
Modes d'émancipation particuliers aux esclaves femmes.....	325

QUATRIÈME PARTIE

DISTINCTIONS ENTRE LES DEUX SEXES
DANS LA CONDITION DES AFFRANCHIS

Aperçu de la condition des affranchis. — Quasi-égalité entre les deux sexes.....	327
---	-----

CONCLUSION

Que l'action assimilatrice de l'esclavage ne triomphe pas des facteurs distinctifs qui séparent les deux sexes	329
--	-----

NOTES ARABES

Références et textes arabes auxquels on renvoie, par des chiffres
gras, dans les notes des deux ouvrages en traitant des questions relatives à l'Islam :

Notes 1 à 7	335
— 8 à 11	336
— 12 à 18	337
— 19 à 32	338
— 33 à 43	339
— 44 à 54	340
— 55 à 63	341
— 64 à 71	342
— 72 à 79	343
— 80 à 90	344

	PAGES
Notes 91 à 99	345
— 100 à 103	346
— 104 à 110	347
— 111 à 117	348
— 118 à 124	349
— 125 à 132	350
— 133, 134	351

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Préface : Objet et méthode de cette bibliographie.....	357
I — Hébreux	357-367
II — Grecs	367-370
III — Romains	370-374
IV — Antiquité en général et certains peuples de l'Antiquité autres que les trois sociétés précédentes	374-377
V — Sociétés musulmanes du Moyen-Age : A — ouvrages non-arabes; B — ouvrages arabes : § 1 — Coran et commentaires du Coran; § 2 — Hadiths et commentaires des Hadiths; § 3 — droit musulman : a) Ecole Hanéfite; b) Ecole Malikite; c) Ecole Chaféite; d) Ecole Hambalite; § 4 — livres littéraires et historiques..	377-391
VI — Moyen-Age en général et certains peuples médiévaux autres que les sociétés musulmanes...	391-393
VII — Colonies européennes d'Amérique.....	393-407
VIII — Autres peuples esclavagistes des Temps-Modernes	407-413
IX — Epoque contemporaine	413-419
X — Travaux généraux sur l'esclavage.....	419-426
XI — Livres auxiliaires de référence.....	426-429



